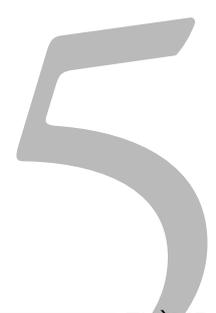


Revenu de l'activité agricole en 2001

Union européenne et pays candidats



THÈME 5
Agriculture
et pêche

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2002

ISBN 92-894-3382-5

© Communautés européennes, 2002

Table des matières

	Table des matières.....	3
	Liste des tableaux.....	5
	Liste des graphiques.....	6
	Signes et abréviations employés.....	7
	Introduction.....	9
1.	Variations du revenu de l'activité agricole dans l'Union européenne en 2001 par rapport à 2000	13
	1.1 Résumé des principaux résultats	13
	1.2 Les résultats dans une perspective à moyen terme.....	17
	1.3 La production de la branche d'activité agricole.....	18
	1.3.1 Production végétale.....	20
	1.3.2 Production animale.....	26
	1.4 Consommations intermédiaires et valeur ajoutée aux prix de base.....	31
	1.5 Les opérations de répartition.....	34
2.	Variations du revenu de l'activité agricole dans les États membres en 2001 par rapport à 2000	37
	2.1 Belgique.....	37
	2.2 Danemark.....	40
	2.3 Allemagne.....	42
	2.4 Grèce.....	45
	2.5 Espagne.....	48
	2.6 France.....	51
	2.7 Irlande.....	55
	2.8 Italie.....	57
	2.9 Luxembourg.....	60
	2.10 Pays-Bas.....	62
	2.11 Autriche.....	65
	2.12 Portugal.....	69
	2.13 Finlande.....	72
	2.14 Suède.....	75
	2.15 Royaume-Uni.....	77
3.	Variations du revenu de l'activité agricole dans les pays candidats en 2001 par rapport à 2000	81
	3.1 République Tchèque.....	81
	3.2 Estonie.....	84
	3.3 Hongrie.....	86
	3.4 Lituanie.....	90
	3.5 Malte.....	92
	3.6 Pologne.....	94
	3.7 République Slovaque.....	96
	3.8 Slovénie.....	97

4.

Productivité agricole dans l'UE	101
4.1 Introduction	101
4.1.1 Intérêt pour la productivité	101
4.1.2 Principes-clés de la productivité	102
4.1.3 Contexte des indicateurs de la productivité agricole d'Eurostat	102
4.1.4 Les indicateurs de la productivité agricole d'Eurostat.....	103
4.2 Croissance de la productivité agricole au sein des États membres de l'UE.....	104
4.2.1 Aperçu général.....	104
4.2.2 Analyse par État membre	105
ANNEXES.....	125
I. Remarques méthodologiques	127
II. Tableaux détaillés sur le revenu de l'activité agricole dans l'UE	133
III. Tableaux détaillés sur la productivité agricole dans l'UE.....	199

Liste des tableaux

Tableau 1.1	Les trois indicateurs du revenu de l'activité agricole dans l'Union européenne et dans les États membres en 1999, 2000 et 2001 (dans chaque cas par rapport à l'année précédente) : variations en %	14
Tableau 1.2	La production de la branche d'activité agricole dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations du volume, des prix et des valeurs (en %).....	19
Tableau 1.3	La production végétale dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %).....	21
Tableau 1.4	Les principales productions végétales dans l'Union européenne, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)	23
Tableau 1.5	La production animale dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %).....	27
Tableau 1.6	Les principales productions animales dans l'Union européenne, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)	27
Tableau 1.7	Les consommations intermédiaires dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : Variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)	31
Tableau 1.8	Les principaux postes des consommations intermédiaires dans l'Union européenne, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)	32
Tableau 1.9	La valeur ajoutée aux prix de base (VABpb) dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations du volume, du prix et de la valeur (en %)	33
Tableau 1.10	Les amortissements, les autres impôts sur la production et les autres subventions dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations des valeurs réelles (en %)	34
Tableau 1.11	La rémunération des salariés, les fermages et les intérêts (intérêts versés moins intérêts perçus) dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations des valeurs réelles (en %)	35
Tableau 2.1	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole en Belgique, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	39
Tableau 2.2	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole au Danemark, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	41
Tableau 2.3	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Allemagne, 2001 par rapport à 2000 (en %)	43
Tableau 2.4	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Grèce, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	46
Tableau 2.5	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole en Espagne, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	49
Tableau 2.6	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole en France, 2001 par rapport à 2000 (en %)	53
Tableau 2.7	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Irlande, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	56
Tableau 2.8	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole en Italie, 2001 par rapport à 2000 (en %)	58

Tableau 2.9	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole au Luxembourg, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	61
Tableau 2.10	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole aux Pays-Bas, 2001 par rapport à 2000 (en %)	64
Tableau 2.11	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Autriche, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	66
Tableau 2.12	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole au Portugal, 2001 par rapport à 2000 (en %)	70
Tableau 2.13	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Finlande, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	74
Tableau 2.14	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Suède, 2001 par rapport à 2000 (en %)	76
Tableau 2.15	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole au Royaume-Uni, 2001 par rapport à 2000 (en %)	78
Tableau 3.1	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole dans la République Tchèque, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	83
Tableau 3.2	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Estonie, 2001 par rapport à 2000 (en %)	85
Tableau 3.3	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Hongrie, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	88
Tableau 3.4	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Lituanie, 2001 par rapport à 2000 (en %)	91
Tableau 3.5	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole à Malte, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	93
Tableau 3.6	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Pologne, 2001 par rapport à 2000 (en %)	95
Tableau 3.7	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole dans la République Slovaque, 2001 par rapport à 2000 (en %)	96
Tableau 3.8	Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Slovénie, 2001 par rapport à 2000 (en %).....	98
Tableau 4.1.	Évolutions de la production (output), des facteurs de production (input) et de la productivité dans les États membres	105

Liste des graphiques

Graphique 1.1	Variation de l'indicateur A du revenu de l'activité agricole dans les États membres et dans l'Union européenne en 2001 par rapport à 2000 (en %)	13
Graphique 1.2	L'indicateur A dans les États membres, indices de 2000 ("1995" = 100) et variations au cours de l'année 2001	18

Signes et abréviations employés

CC-8	République Tchèque, Estonie, Hongrie, Lituanie, Malte, Pologne, République Slovaque, Slovénie
EU-15	Les quinze États membres de l'Union européenne
EUR-12	Membres de la zone EURO : Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Finlande
Eurostat	Office statistique des CE
UE	Union européenne
B	Belgique
DK	Danemark
D	Allemagne
EL	Grèce
E	Espagne
F	France
IRL	Irlande
I	Italie
L	Luxembourg
NL	Pays-Bas
A	Autriche
P	Portugal
FIN	Finlande
S	Suède
UK	Royaume-Uni
CZ	République Tchèque
EE	Estonie
HU	Hongrie
LT	Lituanie
MT	Malte
PL	Pologne
SK	République Slovaque
SI	Slovénie
CEA	Comptes économiques de l'agriculture
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
EURO	Monnaie européenne
FA	Fièvre aphteuse
mio	Millions
PAC	Politique agricole commune
PIBpm	Produit intérieur brut aux prix du marché
SEC	Système européen des comptes
SPA	Standard de pouvoir d'achat
UTA	Unité de travail annuel
VABpb	Valeur ajoutée brute aux prix de base
-	pas de production
:	non disponible
...	une partie de la série n'est pas montrée

Introduction

Comme les années précédentes, Eurostat a entrepris de publier les résultats des estimations de l'évolution récente du revenu de l'activité agricole dans les États membres et dans l'ensemble de l'Union européenne (EU-15). De plus, le présent rapport contient pour la première fois un chapitre consacré aux **pays candidats**. Huit de ces pays (République tchèque, Estonie, Hongrie, Lituanie, Malte, Pologne, République slovaque et Slovénie) ont été en mesure de participer aux travaux sur l'indice du revenu agricole.

Pour ce rapport, les calculs ont été effectués sur la base des **dernières estimations disponibles** (fin janvier à fin février 2002 ⁽¹⁾) qui ont été fournies par les services nationaux compétents et qui concernent les données relatives aux variations des valeurs, des prix et des volumes des variables qui déterminent le revenu de la branche d'activité agricole. Dans le courant de l'année, ces estimations sont révisées au fur et à mesure que des données de base plus complètes sont disponibles. Les données nécessaires au calcul du revenu de l'activité agricole sont calculées d'après la même méthodologie (c'est-à-dire selon les mêmes définitions, principes et règles) que celle des CEA et peuvent donc - en vue d'établir des séries chronologiques relativement longues - être d'emblée combinées avec les données des CEA. Toutefois, leur niveau de détail est plus limité que celui des CEA et, contrairement à ces derniers, elles ne fournissent pas d'informations sur le compte de capital.

Le présent rapport est le deuxième à se baser sur la nouvelle méthodologie des comptes économiques de l'agriculture et de la sylviculture (CEA/CES 97, rev. 1.1) et celle des statistiques de la main-d'œuvre agricole ⁽²⁾. Le lecteur intéressé par les principes méthodologiques essentiels et, en particulier, leurs variations par rapport à l'ancienne méthodologie, en trouvera un bref résumé en annexe à la présente publication.

L'évolution du revenu de l'activité agricole en 2001 dans l'ensemble de l'Union européenne est présentée et analysée dans le chapitre 1. Elle est ensuite examinée pour chacun des États membres au chapitre 2 et pour les pays candidats, au chapitre 3. Le chapitre 4 est consacré à un nouveau projet encore à l'étude relatif à la productivité agricole et à sa mesure.

Trois indicateurs basés sur les résultats des CEA sont utilisés pour tracer l'évolution du revenu dans l'agriculture. Ces indicateurs du revenu de la branche d'activité agricole peuvent être décrits comme suit ⁽³⁾ :

⁽¹⁾ Données disponibles le 28 février 2002.

⁽²⁾ Voir Eurostat (2000) : Manuel des comptes économiques de l'agriculture et de la sylviculture CEA/CES 97 (rev. 1.1), thème 5, Méthodes et nomenclatures, Luxembourg ; Eurostat (2000) : Méthodologie de référence des statistiques du volume de la main-d'œuvre agricole (rev. 1), thème 5, Méthodes et nomenclatures, Luxembourg.

⁽³⁾ Pour de plus amples informations, voir également les remarques méthodologiques figurant en annexe à cette publication.

■ Indicateur A : Indice du revenu réel des facteurs dans l'agriculture par unité de travail annuel

Cette mesure du revenu correspond à la valeur ajoutée nette réelle (c'est-à-dire déflatée) au coût des facteurs de l'agriculture par unité de travail annuel total ⁽⁴⁾. La valeur ajoutée nette au coût des facteurs est calculée à partir de la valeur de la production de la branche d'activité agricole aux prix de base (c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits moins les impôts sur les produits) dont sont déduits les consommations intermédiaires, les amortissements ainsi que les autres impôts sur la production (c'est-à-dire non spécifiques aux produits) et à laquelle on ajoute les autres subventions sur la production (c'est-à-dire non spécifiques aux produits). On obtient l'indicateur A en déflatant le résultat obtenu à l'aide de l'indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché et en le rapportant au volume de la main-d'œuvre agricole totale.

■ Indicateur B : Indice du revenu net réel d'entreprise agricole par unité de travail non salarié annuel

Cet indicateur présente les variations dans le temps du revenu net d'entreprise par unité de travail non salarié annuel. Le revenu net d'entreprise est calculé en soustrayant la rémunération des salariés, les intérêts versés et les fermages de la valeur ajoutée nette au coût des facteurs et en ajoutant les intérêts reçus. L'indicateur B est obtenu en déflatant, à son tour, le résultat à l'aide de l'indice des prix cité plus haut et en le rapportant au volume de la main-d'œuvre agricole non salariée.

■ Indicateur C : Revenu net réel d'entreprise agricole

Cet indicateur décrit les variations du revenu net réel (c'est-à-dire déflaté) d'entreprise considéré comme grandeur isolée ⁽⁵⁾. Pour les besoins du présent rapport, cet indicateur est également présenté sous la forme d'un indice (et non en valeurs absolues).

Pour calculer les indicateurs B et C, il est donc nécessaire de disposer d'informations plus complètes que pour le calcul de l'indicateur A : données sur la rémunération des salariés, sur les fermages ainsi que sur les intérêts versés et reçus, mais également sur la répartition de la main-d'œuvre salariée et non salariée. L'harmonisation complète de ces variables doit encore être réalisée dans les États membres. Cela explique que **l'analyse sera principalement axée sur l'indicateur A**. Il convient également d'ajouter que l'indicateur B est le plus utile aux pays dans lesquels les unités agricoles sont organisées sous la forme d'entreprises individuelles ou d'entreprises sans personnalité juridique propre. S'il existe toutefois des sociétés "classiques" qui perçoivent un revenu d'entreprise et n'emploient qu'un effectif limité de salariés, l'indicateur B est surestimé par rapport à un revenu individuel réel. Cet inconvénient peut interdire toute comparaison des niveaux de revenus entre les États membres si le poids des sociétés "classiques" est très différent.

Les commentaires et analyses de l'évolution du revenu agricole présentés dans ce rapport portent principalement sur des **variations en valeur réelle** (déflatées). En effet, si l'étude des variations nominales présente un certain intérêt au niveau national, elle s'avère beaucoup moins pertinente si l'on calcule des agrégats pour l'Union européenne ou si l'on établit des comparaisons entre pays à taux d'inflation très différents.

(4) Pour de plus amples informations, voir la définition et la mesure du volume de la main-d'œuvre agricole dans la *Note méthodologique A.3*.

(5) Contrairement à l'indicateur B, qui compare cette variation et l'évolution de la main-d'œuvre non salariée. On pourrait dire que l'indicateur C constitue la base de l'indicateur B.

Il convient en outre de remarquer que le revenu agricole, dont il est question plus haut, est basé sur des **données macro-économiques et nationales**. Il s'agit donc de l'évolution moyenne du revenu agricole, sans qu'il soit possible de faire une distinction par région ou par type d'exploitation.

L'analyse du revenu présentée ici ne concerne que la **branche d'activité** agricole. Le présent rapport ne contient plus de données sur le revenu disponible des ménages agricoles ni celles sur d'autres groupes socioprofessionnels (elles sont regroupées sous le titre "*Revenu global des ménages agricoles (RGMA)*") afin de bien distinguer les deux séries de données. Des rapports séparés sur ce que l'on appelle désormais le *revenu du secteur des ménages agricoles (RSMA)* (modification qui permet de définir plus précisément le champ et l'origine de ces statistiques dans les comptes nationaux) sont disponibles ⁽⁶⁾ et tiennent compte du revenu tiré de sources non agricoles (autres activités, traitements et salaires, prestations sociales et revenus de la propriété) et des déductions telles que impôts courants et cotisations sociales.

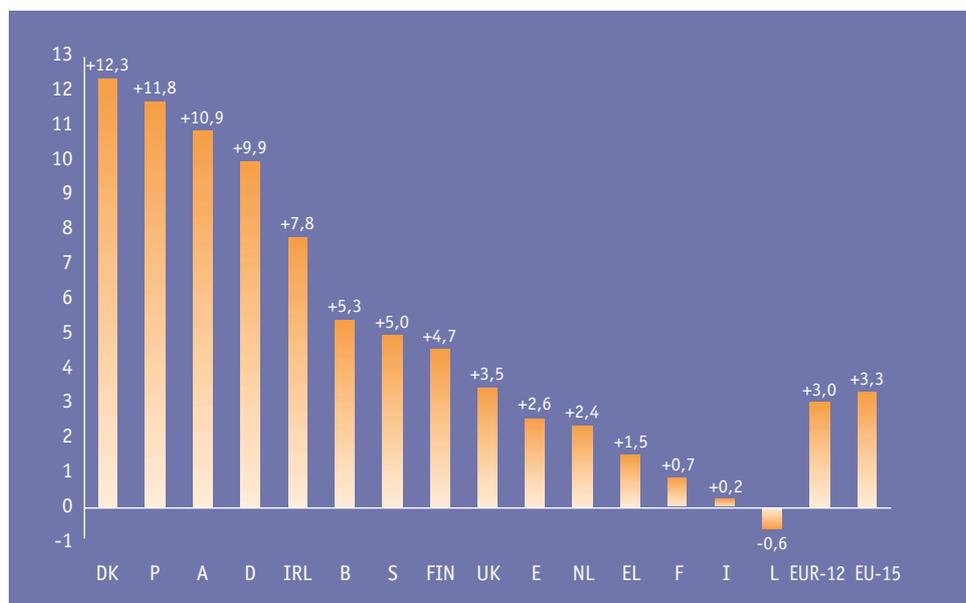
⁽⁶⁾ Le *manuel du revenu global des ménages agricoles* (rev. 1), thème 5, série E, Luxembourg (EUROSTAT 1995) contient une introduction aux concepts de la statistique du revenu du secteur des ménages agricoles (RSMA, dénommé antérieurement revenu global des ménages agricoles ou RGMA). Les résultats les plus récents de la statistique du RSMA sont publiés dans *Revenu du secteur des ménages agricoles, rapport 1999*, thème 5, tableaux détaillés, Luxembourg (EUROSTAT 2000).

1. Variations du revenu de l'activité agricole dans l'Union européenne en 2001 par rapport à 2000

1.1 Résumé des principaux résultats

D'après les résultats provisoires des comptes économiques de l'agriculture (CEA) pour l'année 2001, que les États membres ont calculés et envoyés à EUROSTAT en janvier/février 2002, le revenu de l'activité agricole par équivalent temps plein devrait avoir augmenté, en 2001, de 3,3% selon l'**indicateur A** ⁽¹⁾, dans l'ensemble de l'Union européenne (**EU-15**) (voir figure et tableau 1.1). Du fait de cette progression,

Graphique 1.1. Variation de l'indicateur A du revenu de l'activité agricole dans les États membres et dans l'Union européenne en 2001 par rapport à 2000 (en %)



⁽¹⁾ L'**Indicateur A** mesure la variation du revenu réel (c'est-à-dire déflaté) des facteurs agricoles (correspondant à la valeur ajoutée nette au coût des facteurs) liée à l'évolution de la main-d'œuvre agricole totale (en unités de travail annuel). Voir également *Introduction* et *Notes méthodologiques* dans la présente publication.

l'indice du revenu moyen de l'activité agricole atteint un niveau de 107,6 par rapport à "1995" ⁽⁸⁾. Pour 2001, on prévoit une hausse de 3,0% de l'indice de l'indicateur A, soit 112,1 ("1995" = 100) pour les membres de la zone euro (EUR-12).

Le revenu de l'activité agricole évolue généralement de façon très différente dans chacun des États membres, d'une part en raison de situations de départ qui n'étaient pas les mêmes car marquées par les évolutions des années précédentes et, d'autre part, du fait de la variété des facteurs structurels et économiques caractérisant l'agriculture dans les différents États membres de l'Union européenne. Cette constatation est confirmée par les résultats de 2001. Il convient toutefois de remarquer que tous les pays, à l'exception du Luxembourg, ont enregistré des augmentations de l'indicateur A du revenu agricole (voir graphique et tableau 1.1). Les taux les plus importants de variation ont été relevés au Danemark (+12,3%), au Portugal (+11,8%), en Autriche (+10,9%) et en Allemagne (+9,9%). Mais en Irlande également, le revenu a notablement progressé (+7,8%). Les taux de croissance les plus faibles ont été observés en France (+0,7%) et en Italie (+0,2%). Au Luxembourg, l'indicateur A est tombé de 0,6% en dessous du niveau atteint en 2000. Le chapitre 2 de la présente publication analyse ces évolutions du revenu agricole dans chacun des États membres. On trouvera, au chapitre 1.2, une étude des résultats de l'année 2001 en tenant compte de l'évolution à moyen terme.

En 2001, le revenu réel (c'est-à-dire déflaté) des facteurs agricoles (base de l'indicateur A) a été légèrement supérieur à celui de 2000 (+1,2%). Onze États membres ont enregistré des augmentations, les taux les plus élevés ayant été mesurés au Portugal (+9,5%), en Autriche et au Danemark (+9,0% pour les

Tableau 1.1 Les trois indicateurs du revenu de l'activité agricole dans l'Union européenne et dans les États membres en 1999, 2000 et 2001 (dans chaque cas par rapport à l'année précédente) : variations en %

	Indicateur A			Indicateur B			Indicateur C		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001
B	-14,2	11,6	5,3	-21,8	19,3	7,8	-23,7	16,8	4,6
DK	-3,2	20,8	12,3	-27,1	95,5	31,2	-31,4	89,6	27,3
D	-8,9	19,0	9,9	:	:	:	-17,2	30,4	14,1
EL	1,7	-1,5	1,5	2,3	-1,0	2,9	1,6	-4,4	-0,7
E	-2,9	11,4	2,6	-2,3	10,8	5,4	-10,4	-0,8	-0,2
F	-2,2	0,2	0,7	-3,9	-0,4	0,8	-6,5	-3,0	-2,0
IRL	-7,8	5,3	7,8	-10,7	4,5	9,0	-18,5	1,6	1,8
I	8,9	-3,9	0,2	13,8	-5,3	1,6	5,9	-9,7	1,5
L	-9,5	1,8	-0,6	-15,2	-2,3	1,7	-17,4	-6,5	-1,8
NL	-11,8	-3,3	2,4	-20,8	-6,9	4,6	-22,4	-8,1	-1,2
A	-3,9	2,6	10,9	-5,1	1,4	13,2	-5,9	-1,5	11,1
P	14,3	-9,4	11,8	21,0	-12,4	18,0	12,9	-12,4	15,5
FIN	9,9	27,6	4,7	13,9	35,1	7,5	5,1	21,9	2,3
S	-9,2	9,8	5,0	-19,4	20,3	7,7	-23,9	15,9	3,8
UK	-1,9	-9,4	3,5	-3,4	-23,8	10,9	-6,5	-26,3	8,9
EUR-12	-0,7	3,2	3,0	:	:	:	-6,4	-2,5	1,5
EU-15	-1,0	2,7	3,3	:	:	:	-5,9	-2,0	2,2

⁽⁸⁾ Dans le cadre du présent rapport, les années entre guillemets indiquent habituellement des moyennes de trois ans, par exemple "1995" représente la moyenne des années 1994, 1995 et 1996.

deux). Le revenu réel des facteurs agricoles est descendu en dessous des niveaux de 2000 dans quatre États membres, à savoir les Pays-Bas, la France, la Grèce et le Luxembourg. Toutefois, le revenu réel des facteurs par unité de travail annuel s'est néanmoins accru dans trois de ces pays (Pays-Bas, France et Grèce) étant donné que le nombre des unités de travail annuel a baissé plus rapidement que le revenu des facteurs ⁽⁹⁾. En fait, le volume de la main-d'œuvre agricole a continué à reculer en 2001 dans tous les États membres, sauf en Italie (+0,5%, voir chapitre 2.8). Pour l'ensemble de l'EU-15, le volume de la main-d'œuvre agricole a diminué de 2,0%, le taux le plus important au cours de ces dix dernières années.

Comme l'indicateur A, le revenu net réel d'entreprise agricole par unité de travail non salarié annuel (**indicateur B**) devrait avoir augmenté en 2001 dans l'Union européenne (voir tableau 1.1 ⁽¹⁰⁾). Pour des raisons méthodologiques ⁽¹¹⁾, on a renoncé à calculer cet indicateur pour l'Allemagne, ce qui explique qu'il n'a pas été possible non plus d'établir cet indicateur pour l'EU-15. Toutefois, les chiffres des autres États membres donnent à penser qu'il y a eu une progression moyenne de 4,4% pour l'EU-15 moins l'Allemagne ("EU-14"). Cette hausse résulte d'un accroissement de 1,4% du revenu net réel d'entreprise pour "EU-14" en 2001 par rapport à 2000, d'une part, et du recul continu du volume de la main-d'œuvre non salariée (-2,9%), d'autre part. L'**indicateur C**, qui mesure l'évolution du revenu net réel d'entreprise agricole, s'est redressé de 2,2% par rapport à l'année précédente pour l'ensemble de l'EU-15.

Supplément I : Comptabilisation des subventions (et des impôts) dans le cadre du calcul du revenu de l'activité agricole

Étant donné l'importance particulière des subventions dans la composition du revenu agricole ⁽¹²⁾, il convient de faire quelques commentaires généraux sur leur comptabilisation dans le calcul du revenu agricole. Les impôts étant beaucoup moins importants dans ce contexte, ils ne seront pas - pour des raisons de clarté - repris en détail dans la suite de l'exposé. En principe, les mêmes règles et donc la même terminologie s'appliquent aux impôts (impôts sur les produits, autres impôts sur la production).

D'après la méthodologie des nouveaux CEA (CEA 97), on fait une distinction entre les subventions sur les produits (qui, dans ce rapport, sont appelées "subventions propres aux produits"), les autres subventions et les transferts en capital. Dans le présent contexte, les subventions sur les produits sont des subventions versées par unité de bien ou de service produite.

⁽⁹⁾ Pour les Pays-Bas, une baisse de 1,1% du revenu réel des facteurs agricoles et de 3,4% du volume de la main-d'œuvre agricole ont entraîné une augmentation de 2,4% de l'indicateur A (Grèce : revenu réel des facteurs -1,4%, main-d'œuvre agricole -2,9%, indicateur A +1,5% ; France : revenu réel des facteurs -1,1%, main-d'œuvre agricole -1,8%, indicateur A +0,7%).

⁽¹⁰⁾ Il convient de noter que les variations de l'indicateur C, et par conséquent de l'indicateur B également, sont normalement plus marquées (dans les deux sens) que celles de l'indicateur A. Cela s'explique par le fait que le revenu net d'entreprise, qui constitue la base à la fois des indicateurs B et C, est beaucoup plus faible en valeur absolue que le revenu des facteurs. En 2000, la part du revenu des facteurs en valeur ajoutée brute aux prix de base était égale à 79,4% contre 49,6% seulement pour le revenu net d'entreprise. Une variation donnée de tout poste entrant dans le calcul du revenu des facteurs entraîne donc une variation plus importante du revenu d'entreprise que du revenu des facteurs.

⁽¹¹⁾ Dans les entreprises ayant le statut de personne morale dans les nouveaux *Länder* allemands, des salaires et traitements sont versés à toutes les personnes occupées, y compris les membres et les associés de l'entreprise. L'emploi des membres ou des associés de l'entreprise n'est, par conséquent, pas recensé en tant que travail non salarié. Ces exploitations produisent donc des revenus (ou des pertes) d'entreprise en face desquels il n'y a aucune main-d'œuvre non salariée. Voir également chapitre 2.3 ainsi que l'annexe "Remarques méthodologiques".

⁽¹²⁾ Pour exprimer au mieux l'importance des subventions, il faut comparer le montant total des subventions (subventions sur les produits plus autres subventions) et la valeur ajoutée brute aux prix du marché. On calcule la valeur ajoutée brute aux prix du marché (VABpm) en déduisant la valeur des consommations intermédiaires de la valeur de la production de la branche d'activité agricole **aux prix à la production**. Les calculs pour l'EU-15 montrent qu'en 2000 et en 2001, la part des subventions dans la VABpm a été de 31,3% et de 31,9% respectivement. La part des subventions nettes (c'est-à-dire le solde des subventions totales et des impôts totaux) dans la VABpm a été de 27,9% en 2000 et de 28,5% en 2001.

Les subventions sur les produits sont prises en compte dans le prix de base mais pas les impôts sur les produits, lors de l'évaluation de la production dans le cadre du compte de production. Les subventions et les impôts sur les produits n'apparaissent donc pas en tant que tels dans le compte d'exploitation. D'après la méthodologie des nouveaux CEA, seules les autres subventions ainsi que les autres impôts sur la production sont comptabilisés dans le compte d'exploitation. Les autres subventions concernent principalement la réduction des coûts de production ou le soutien aux changements de méthode de production. La comptabilisation différente des subventions sur les produits et des autres subventions fait que le montant (des autres subventions) figurant dans le compte d'exploitation ne peut, en aucune façon, être comparé au chiffre inscrit sous "subventions" dans l'ancienne méthodologie (il en va de même pour les impôts).

Les transferts en capital sont subdivisés en aides à l'investissement et autres transferts en capital. Ces paiements sont enregistrés dans le compte de capital et n'ont donc **aucune influence sur le calcul des indicateurs du revenu présenté dans ce rapport.**

Il convient, ici, de mentionner une autre modification née de l'adoption de la méthodologie des nouveaux CEA et qui est liée à l'enregistrement des subventions et des impôts. D'après la nouvelle méthodologie, toutes les opérations de répartition (et donc également les subventions et les impôts) doivent être enregistrées selon le principe des droits constatés, c'est-à-dire au moment où intervient l'opération ou le fait (production, vente, importation, etc.) qui justifie la subvention (ou l'impôt). Dans l'ancienne méthodologie, l'enregistrement s'effectuait d'après le critère de paiement. Les aides étaient prises en compte lors de l'évaluation du revenu agricole de l'année civile au cours de laquelle elles avaient été effectivement versées, ce qui ne correspond pas obligatoirement à la période au cours de laquelle est né le droit légal.

Quels ont été les **facteurs clés** ayant influencé l'évolution du revenu réel des facteurs agricoles en 2001 au niveau de l'EU-15? Dans l'ensemble, les principaux agrégats générant le revenu des facteurs n'ont guère changé en 2001. Toutefois, on a noté, pour différents produits, des variations significatives qui sont brièvement énumérées ci-après (voir chapitres 1.3 et 1.4 pour de plus amples informations) :

- **La valeur réelle (aux prix de base) de la production de la branche d'activité agricole a légèrement augmenté en 2001 (+0,3%).** La hausse des valeurs de la production d'animaux et de produits animaux (+2,1% et +3,7% respectivement en valeur réelle) a compensé le recul de la valeur de la production végétale (-1,5% en valeur réelle). Ce recul est essentiellement dû à une baisse des volumes (-7,5%) de la production de **céréales** et des volumes (-5,7%) ainsi que des prix à la production (-3,7%) de **vin**. L'accroissement de la valeur de la production moyenne d'animaux (aux prix de base) résulte avant tout d'une nouvelle augmentation notable des prix à la production de **porcins** (+16,0% en valeur réelle), en dépit de l'importante chute des valeurs de la production de **bovins** (prix à la production : -13,3% en valeur réelle). Une remontée des prix à la production de **lait** (+3,8% en valeur réelle) est le principal facteur à l'origine de la croissance de la valeur de la production de produits animaux. La valeur globale des **subventions propres aux produits (nettes d'impôts)** a été légèrement plus faible en 2001 qu'en 2000 (-0,4% en valeur réelle).
- **Les coûts des biens et services de consommations intermédiaires ont été un peu supérieurs à ceux de l'année 2000 (+0,2% en valeur réelle).** Les prix réels moyens des consommations intermédiaires ont dépassé de 0,8% le niveau de l'année précédente en raison, principalement, d'une croissance des prix des **aliments pour animaux** et des **engrais** (+1,6% et +9,7% respectivement, en valeur réelle). Le volume moyen de l'utilisation des consommations

intermédiaires a diminué de 0,6% à cause, surtout, des réductions de l'utilisation d'*engrais* et de *pesticides* (-6,5% et -6,3% respectivement).

- **Les amortissements ont été un peu plus élevés (+0,2% en valeur réelle) tandis que les autres impôts sur la production sont retombés en-dessous de leur niveau de l'année 2000 (-0,4%). Les autres subventions sur la production ont considérablement augmenté (+9,7% en valeur réelle) ⁽¹³⁾.**

1.2 Les résultats dans une perspective à moyen terme

Le graphique 1.2 place dans une perspective à **moyen terme** les variations du revenu agricole de 2001 dans les différents États membres. L'indice du revenu réel des facteurs agricoles par unité de travail annuel (indicateur A) est calculé sur la base 100 pour la moyenne des trois années allant de 1994 à 1996 ("1995"). Le graphique prend la valeur de l'indice de 2000 comme point de départ et indique sa variation ainsi que le niveau atteint en 2001 dans chacun des États membres.

Au moment d'interpréter les valeurs de l'indice figurant dans le graphique 1.2, il ne faut pas oublier qu'elles ne permettent pas de comparer les niveaux de revenu entre les États membres mais seulement leurs tendances depuis le milieu des années 90.

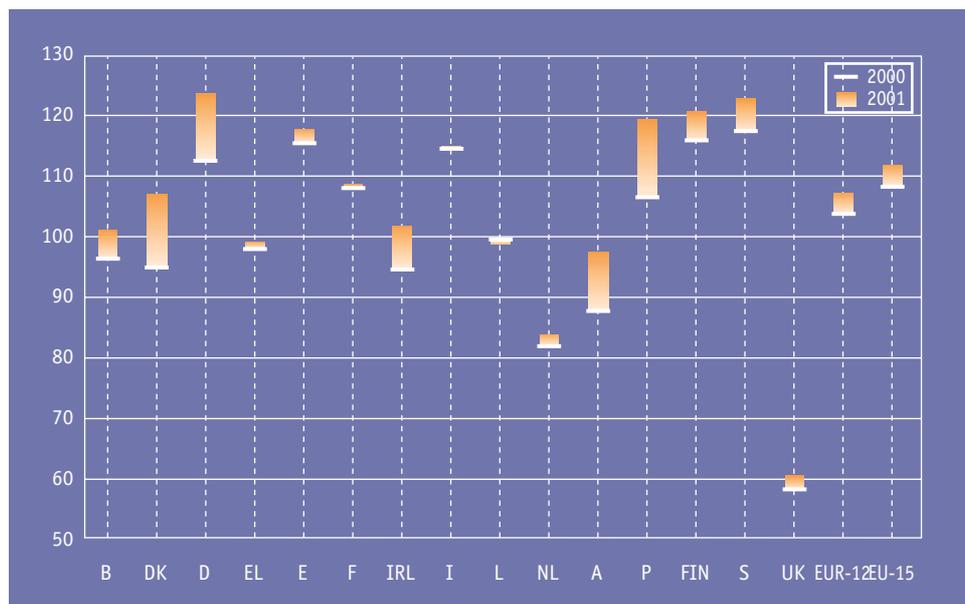
On peut, approximativement, classer les États membres en deux grands groupes. Dans le premier, on trouve les pays dont le revenu moyen réel de l'activité agricole a été, en 2001, **supérieur à celui de "1995"**. Ce groupe comprend, en particulier, l'*Allemagne*, la *Suède*, la *Finlande*, le *Portugal* et l'*Espagne*, pays dans lesquels les niveaux de revenu atteints en 2001 ont été de 20% environ supérieurs à ceux de "1995", ainsi que l'*Italie*, la *France*, le *Danemark*, l'*Irlande* et la *Belgique*. En ce qui concerne ces trois derniers pays, les niveaux de revenu étaient encore inférieurs, en 2000, à ceux de "1995" ; ce sont donc les augmentations constatées en 2001 qui ont fait que les revenus de ces pays ont dépassé les niveaux de "1995".

Le deuxième groupe englobe les pays dans lesquels le revenu réel moyen de l'activité agricole était, en 2001, **inférieur au niveau de "1995"** : *Grèce*, *Luxembourg*, *Autriche*, *Pays-Bas* et, en particulier, *Royaume-Uni*. En Grèce, au Luxembourg et en Autriche, l'indicateur A s'est approché (ou est resté proche dans le cas du Luxembourg) du niveau de "1995". Aux Pays-Bas, l'indicateur A est tombé, en 2000, à son plus bas niveau (81,9 comparé à "1995" = 100) depuis que des données sont disponibles (1987) ; la modeste augmentation intervenue en 2001 n'a guère modifié cette situation.

L'évolution du revenu agricole au Royaume-Uni, depuis le milieu des années 90, est très différente de celle des autres États membres de l'Union européenne. En 1995, l'indicateur A avait atteint son niveau le plus élevé au cours de la période 1973-2001. Toutefois, d'importantes diminutions au cours de la deuxième moitié des années 90 et en 2000 (les raisons majeures en sont la crise de l'ESB mais également le renforcement relatif de la valeur de la livre sterling face à l'euro) ont fait retomber l'indicateur A à son plus bas niveau depuis l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne en 1973. En 2001, l'indicateur A est encore resté de près de 40% inférieur au niveau de "1995" en dépit de la progression la plus récente.

⁽¹³⁾ Lorsque l'on examine le total des subventions et des impôts (subventions (ou impôts) sur les produits plus autres subventions (ou impôts) sur la production), on constate que le niveau des subventions a progressé de 2,3% en valeur réelle en 2001, par rapport à 2000 et que le niveau des impôts a baissé de 2,1%. L'augmentation des subventions nettes qui en résulte (subventions totales nettes des impôts totaux) a été de 2,9% en valeur réelle.

Graphique 1.2. **L'indicateur A dans les États membres, indices de 2000 ("1995"=100) et variations au cours de l'année 2001**



Selon les calculs concernant l'**EU-15 dans son ensemble**, l'indice de l'indicateur A devrait, en 2001, avoir atteint 107,6 ("1995" = 100) après les augmentations de 2,7% en 2000 et de 3,3% en 2001.

1.3 La production de la branche d'activité agricole

Valeur réelle de la production juste un peu plus élevée en valeur réelle

En 2001, la valeur réelle de la **production de la branche d'activité agricole** a légèrement progressé (+0,3%). Cela est le résultat des évolutions opposées de la valeur de la production animale et de celle de la production végétale.

Supplément II : Évaluation de la production et répartition des variations des valeurs de la production

D'après la méthodologie des CEA 97, la production est évaluée aux prix de base. Le prix de base peut être calculé à partir du prix du producteur en ajoutant les subventions sur les produits (moins les impôts sur les produits) au prix obtenu par le producteur ("prix du producteur").

Dans le cadre du présent rapport, les variations des valeurs réelles (c'est-à-dire déflatées) de la production aux prix de base sont habituellement ventilées entre les trois catégories suivantes : (i) les variations des volumes de production aux prix du producteur, (ii) les variations des prix réels du producteur et (iii) les variations de la valeur réelle des subventions sur les produits nettes d'impôts sur les produits. Les tableaux figurant dans les chapitres concernant l'Union européenne, les États membres de l'EU-15 et les pays candidats ont été établis conformément à cette approche.

Le lecteur intéressé trouvera dans les tableaux A.3 à A.8 de l'annexe statistique du présent rapport, des informations complètes sur l'évolution des volumes, des prix et des valeurs de la production aux prix du producteur, des subventions sur les produits, des impôts sur les produits et de la production aux prix de base.

Dans le secteur de la **production animale**, les valeurs réelles (aux prix de base) de la production d'animaux et de produits animaux devraient avoir augmenté (+2,1% et +3,7% respectivement) de sorte que la valeur globale de la production animale a progressé, en 2001, de 2,7% en valeur réelle. Cette amélioration résulte essentiellement d'une hausse des prix du producteur (+2,7% en termes réels) mais en même temps, les volumes de la production aux prix du producteur ont également été un peu supérieurs à ceux de l'année précédente. Les subventions liées aux produits (nettes d'impôts) enregistrent un accroissement de 0,3% (en valeur réelle). Il convient toutefois de noter qu'en dépit des résultats globalement positifs, les évolutions par produit sont très différentes.

En ce qui concerne la **production végétale**, les volumes de la production aux prix du producteur ont été, en moyenne, de 3,0% inférieurs à ceux de l'année 2000. Cette baisse n'a été que partiellement compensée par un relèvement des prix réels du producteur (+1,4%). La valeur réelle des subventions liées aux produits (nettes d'impôts) a légèrement fléchi par rapport au niveau de 2000 (-0,6% en valeur réelle). En conséquence, la valeur de la production végétale (aux prix de base) s'est réduite de 1,5% en 2001 dans l'EU-15.

Tableau 1.2 La production de la branche d'activité agricole dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations du volume, des prix et des valeurs (en %)

	Volume (production au prix du producteur)	Prix réel (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix de base)	Part en % de la production d'EU-15 en 2000
B	-4,1	5,3	1,0	1,8	2,5
DK	0,7	2,7	3,4	3,9	3,0
D	0,6	1,5	2,1	1,8	15,4
EL	-3,9	1,4	-2,6	-1,8	4,0
E	-1,1	2,0	0,9	0,6	12,2
F	-2,6	2,0	-0,6	-0,1	22,9
IRL	1,5	-2,2	-0,7	-3,8	2,1
I	-0,7	1,3	0,6	0,6	15,0
L	-2,8	-1,6	-4,3	-1,0	0,1
NL	-2,5	0,5	-2,1	-1,7	6,9
A	0,5	1,4	1,9	2,3	2,0
P	-0,8	3,6	2,7	2,9	2,0
FIN	-1,1	-1,4	-2,4	-1,9	1,4
S	0,3	-0,8	-0,5	1,3	1,8
UK	-4,4	5,0	0,4	-1,6	8,8
EUR-12	-1,4	1,6	0,2	0,3	86,4
EU-15	-1,5	1,9	0,3	0,3	100,0

La production de la branche d'activité agricole ne se résume pas seulement à la production de biens agricoles (c'est-à-dire produits végétaux et animaux) ; elle comprend également la production de **services agricoles** (exemple : travaux de récolte effectués par des entreprises à façon) ainsi que les "**activités secondaires non agricoles non séparables**" (telles que agrotourisme et vacances à la ferme). Toutefois, la part de ces services et activités secondaires dans la production de la branche d'activité agricole est globalement faible (respectivement 3,2% et 1,9% dans l'EU-15 en 2000) et leur influence sur les taux de variation (volumes, prix et valeurs) de la production est donc, dans l'ensemble, assez négligeable. En 2001,

la valeur des services agricoles (aux prix de base) a reculé de 2,7% tandis que celle des activités secondaires a enregistré une hausse de 1,8%.

Le tableau 1.2 montre que les variations de la production aux prix de base et de ses différentes composantes ont, en général, été plus prononcées pour chaque État membre qu'au niveau de l'EU-15 ou de l'EU-12. Huit États membres ont enregistré des augmentations de leur valeur de production globale aux prix de base, à des taux allant jusqu'à 3,9% (Danemark). Le taux de diminution le plus fort (-3,8%) a été relevé en Irlande.

Les volumes ont reculé dans dix États membres, entre autres dans quatre des cinq grands pays producteurs : Espagne, France, Italie et Royaume-Uni. Parmi les principaux pays producteurs, seule l'Allemagne a accusé une légère hausse des volumes. Les prix réels moyens à la production ont progressé dans onze États membres, en particulier dans les cinq grands pays producteurs.

En 2001, le niveau des subventions propres aux produits (nettes d'impôts) a baissé en Allemagne, en Espagne, en Irlande et au Royaume-Uni, ce qui a entraîné une diminution moyenne de 0,4% (en valeur réelle) dans l'EU-15 en dépit d'améliorations dans les autres onze États membres. Toutefois, comme il a été dit plus haut (Supplément I), les transferts publics à l'agriculture ne comprennent pas seulement les subventions propres aux produits. Si l'on tient également compte des autres subventions sur la production (nettes des autres impôts sur la production) qui ont accusé une hausse réelle de 14,3% (EU-15), on constate une croissance globale du niveau des subventions (nettes d'impôts) de 2,9% en valeur réelle.

1.3.1 Production végétale

Recul moyen du volume qui n'est que partiellement compensé par des prix réels à la production en hausse

En 2001, la valeur de la production végétale aux prix de base devrait avoir diminué, en moyenne, de 1,5% en valeur réelle (voir tableau 1.3) dans l'EU-15. Ce résultat est dû, en premier lieu, à un recul du volume de la production (-3,0%). Toutefois, les subventions propres aux produits (nettes d'impôts) ont également légèrement baissé par rapport à l'année 2000 (-0,6% en valeur réelle). En revanche, le niveau moyen des prix réels à la production de produits végétaux a été un peu supérieur à celui de l'année précédente.

Cette évolution au niveau de l'Union européenne a essentiellement été déterminée par celles de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Espagne car dans ces États membres, la valeur de la production végétale représentait, à elle seule, près des trois-quarts de la production totale de l'EU-15 en 2000. Dans ces quatre pays, la valeur réelle de la production végétale est tombée en dessous de celle de l'année précédente, les taux de réduction allant de 0,9% (Allemagne) à 4,5% (Espagne). En 2001 toutefois, les valeurs de production ont également été plus faibles dans sept autres États membres, en particulier au Luxembourg et en Finlande. Certes, les valeurs réelles de la production végétale n'ont été, en 2001, supérieures à celles de l'année précédente que dans quatre États membres (Belgique, Irlande, les Pays-Bas et Portugal).

La majorité des États membres, dont trois des grands pays producteurs (Espagne, France et Italie), ont accusé, par rapport à 2000, des baisses du volume de la production végétale qui ont même atteint -11,7% au Luxembourg. Seuls quatre États membres, dont l'Allemagne, ont enregistré une hausse des volumes de production. Les prix réels moyens de la production végétale ont progressé dans huit États membres, les plus fortes augmentations ayant été relevées en Belgique (+11,8%) et au Royaume-Uni (+9,4%).

Les volumes, les prix et donc les valeurs ont varié d'un produit à l'autre et entre les différents États membres, en particulier à cause des diverses conditions climatiques dans les États membres, de la sensibilité variable de la production végétale aux conditions climatiques mais également des différentes conditions du marché. En outre, les variations de volume et de prix de l'année 2001 sont mesurées par

rapport aux niveaux atteints en 2000 et doivent donc être évaluées d'après les résultats de l'année précédente. Ceci étant dit, les évolutions marquantes de certains produits végétaux en 2001 sont commentées de façon plus précise ci-après (voir également tableau 1.4). Dans ce contexte, ce sont certainement les **céréales** mais également le **vin**, les **pommes de terre** et les **fruits** qui présentent un intérêt particulier car ce sont surtout ces produits végétaux qui ont influencé les résultats de la production végétale en 2001. L'analyse suivante se concentre, en premier lieu, sur l'ensemble de l'EU-15 et, dans un deuxième temps, sur les principaux pays producteurs des produits ou groupes de produits.

Tableau 1.3 La production végétale dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)

	Volume (production au prix du producteur)	Prix réel (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix de base)	Part en % de la production d'EU-15 en 2000
B	-6,2	11,8	4,9	4,8	1,1
DK	-1,7	-1,1	-2,7	-1,7	1,2
D	1,4	-1,8	-0,5	-0,9	7,7
EL	-5,8	0,1	-5,6	-3,3	2,9
E	-4,5	-1,0	-5,5	-4,5	7,4
F	-4,9	3,4	-1,7	-1,5	12,9
IRL	3,6	-3,2	0,3	0,9	0,4
I	-2,0	1,0	-1,1	-1,2	9,5
L	-11,7	0,7	-11,1	-9,8	0,0
NL	-1,5	1,7	0,2	0,3	3,5
A	2,2	-2,3	-0,1	-0,2	0,9
P	0,0	4,1	4,1	4,0	1,1
FIN	-6,0	-1,9	-7,9	-6,2	0,6
S	-0,4	-3,4	-3,8	-1,0	0,9
UK	-7,9	9,4	0,7	-1,8	3,3
EUR-12	-2,8	1,1	-1,8	-1,5	48,0
EU-15	-3,0	1,4	-1,7	-1,5	53,3

Le lecteur souhaitant avoir davantage d'informations par pays est prié de se reporter au **chapitre 2**. Des données détaillées sur l'évolution des volumes, des prix et des valeurs figurent dans l'**annexe**, **tableaux A.4 à A.8**.

Céréales : volumes en baisse en 2001 après la récolte record de l'année

D'après leur part dans la production de l'année 2000, les céréales sont le groupe de produits végétaux le plus important de l'agriculture de l'EU-15. En 2001, la récolte de céréales a diminué par rapport au niveau record atteint en 2000. Des conditions météorologiques défavorables, en particulier un temps humide en automne 2000 qui a gêné l'ensemencement des céréales d'hiver dans un certain nombre de grands pays producteurs, ont entraîné une réduction de la superficie plantée en céréales. Les rendements moyens ont également été inférieurs à ceux de l'année 2000. Le volume de la production de céréales a reculé de 7,5%, les diminutions les plus importantes touchant le blé (-13,0%), l'orge (-12,4%) et l'avoine (-10,6%). En revanche, les volumes de production ont progressé pour le maïs-grains (+6,8%), le seigle (+14,9%) et les autres céréales (essentiellement le triticale, +7,6%). Conformément à l'Agenda 2000 (voir l'encadré "Agenda 2000" ci-dessous), il y a eu une nouvelle diminution des prix d'intervention (bien que

les prix réels à la production aient en fait accusé une hausse de +0,5%) qui a été partiellement compensée par une progression simultanée des aides directes aux céréales (+1,9% pour les subventions liées aux produits nettes d'impôts). La valeur de la production céréalière aux prix de base a chuté de 4,2%.

AGENDA 2000

Dans le cadre de ses décisions sur l'Agenda 2000, le Conseil européen réuni à Berlin a approuvé, en mars 1999, une nouvelle réforme de la Politique Agricole Commune (PAC). Les mesures qui remontent à la communication de la Commission européenne sur l'Agenda 2000 présenté en juillet 1997, concernent en particulier la production de cultures des terres arables (céréales, graines oléagineuses et plantes protéagineuses), la production de viande bovine, de lait et de vin, le nouveau cadre du développement rural, les dispositions horizontales pour des programmes de soutien direct ainsi que le financement de la PAC. L'application des mesures a débuté avec la campagne 2000/2001.

La réforme a pour objectif principal l'abandon d'une politique de soutien des prix au profit d'une politique d'aide directe aux revenus des producteurs et elle approfondit et étend ainsi la dernière réforme globale de la PAC qui a été effectuée au cours de la première moitié des années 90.

Dans le cadre du présent rapport, ce sont surtout les mesures concernant les grandes cultures (céréales, graines oléagineuses et plantes protéagineuses) ainsi que la viande bovine qui présentent un intérêt⁽¹⁴⁾. Quant aux mesures relatives au secteur du lait, il est vrai que la plupart d'entre elles ne seront prises qu'à partir de la campagne 2005/2006 mais pour des raisons d'exhaustivité, elles sont également présentées ici :

- **grandes cultures** : le prix d'intervention pour les **céréales** baissera, en deux étapes (2000/2001 et 2001/2002), de 15% au total. Grâce à une augmentation simultanée (également en deux étapes) des aides directes pour les céréales, ce sont près de 50% de la baisse du prix d'intervention qui seront compensés. Les subventions spécifiques au blé dur seront maintenues au même niveau. Les aides directes pour les **graines oléagineuses** seront réduites, en trois étapes (de 2000/2001 à 2002/2003), au niveau de celles pour les céréales. Les aides directes pour les **plantes protéagineuses** seront diminuées en une seule fois (2000/2001) puis continueront à être versées à ce niveau réduit. Le taux de base pour le **gel obligatoire des terres** est fixé à 10% au cours de la période 2000-2006 (d'autres adaptations sont possibles selon la situation du marché). Le gel de terres sur une base volontaire est maintenu.
- **viande bovine** : le niveau du soutien du prix de marché sera réduit de 20% en trois étapes égales (entre 2000 et 2002). En contrepartie, la prime spéciale pour les bovins mâles ainsi que la prime à la vache allaitante seront relevées et une nouvelle prime à l'abattage sera introduite.
- **lait** : les quotas laitiers seront augmentés de 1,5% en trois étapes égales à partir de 2005/2006 dans dix États membres (les cinq autres États membres recevront des quotas laitiers supplémentaires en 2000 et en 2001). Ainsi, les quotas laitiers augmenteraient d'environ 2,4% pour l'ensemble de l'UE jusqu'en 2007/2008. Les prix d'intervention pour le beurre et le lait écrémé en poudre seront réduits de 15% en trois étapes égales à partir de la campagne 2005/2006. Pour limiter l'impact de cette réduction, la Communauté introduira une nouvelle prime aux produits laitiers pour les producteurs (en même temps qu'un système d'enveloppes nationales comme paiements supplémentaires) à partir de la campagne 2005/2006.

⁽¹⁴⁾ Dans la suite de ce rapport, seules les mesures les plus importantes seront décrites. Le lecteur intéressé peut trouver de plus amples informations sur le site internet de la direction générale Agriculture : http://europa.eu.int/comm/agriculture/index_en.htm.

Les baisses du volume de la production céréalière combinées à une montée des prix réels à la production dans quatre des cinq grands pays producteurs, ont été les facteurs déterminants de l'évolution au niveau de l'EU-15. La détérioration des volumes a été particulièrement forte en Espagne (-30,2% après une récolte record en 2000) et au Royaume-Uni (-20,6%) ; en France, le volume de la production céréalière a été de 8,6% inférieur à celui de 2000 et en Italie, de 3,7%. Dans tous ces pays, on a observé des améliorations du niveau moyen des prix réels à la production qui vont de +0,7% (en Italie) à +5,9% (au Royaume-Uni) mais ces augmentations n'ont que partiellement compensé le fléchissement des volumes. L'Allemagne a été le seul des cinq grands pays producteurs de céréales dont les volumes de production se sont considérablement redressés (+9,3%) en 2001 par rapport à 2000. Cette hausse des volumes s'est toutefois accompagnée d'un affaiblissement du niveau des prix réels à la production de 6,0%.

Vin : nouveau recul des volumes et des prix réels à la production

D'importantes réductions des volumes de production et des prix réels à la production (-5,7% et -3,7% respectivement) ont entraîné une baisse de la valeur de la production de vin de 9,2% en valeur réelle ⁽¹⁵⁾.

La France et l'Italie sont les deux principaux pays producteurs de vin qui représentaient, en 2000, près de 80% de la production de vin dans l'ensemble de l'EU-15 (France : 53,6%, Italie : 26,2%). On estime que les volumes produits ont fléchi dans les deux pays : -6,6% en France et -3,2% en Italie. Mais on a également relevé une très forte diminution en Espagne, le troisième grand producteur de vin (part de 7,9%) dont les volumes ont même régressé de 23,2% par rapport à l'année précédente. Parmi les autres États membres producteurs du vin, l'Allemagne, l'Autriche et le Portugal ont enregistré une majoration des volumes et la Grèce et le Luxembourg, des diminutions.

Tableau 1.4 Les principales productions végétales dans l'Union européenne, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)

	Volume (production au prix du producteur)	Prix réel (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix de base)	Part en % de la production d'EU-15 en 2000
Céréales	-7,5	0,5	-7,1	-4,2	13,0
Oléagineux	-3,2	18,4	14,6	-2,7	1,8
Betteraves sucrières	-11,1	2,2	-9,2	-9,1	1,7
Plantes fourragères	0,5	-2,9	-2,5	-1,6	6,1
Legumes frais	-0,8	-0,8	-1,6	-1,3	7,3
Plantes et fleurs	0,3	-1,2	-0,9	-0,9	5,8
Pommes de terre	-3,2	26,6	22,5	22,2	2,0
Fruits (*)	-2,9	8,3	5,1	4,8	5,7
Vin	-5,7	-3,7	-9,2	-9,2	5,4
Huile d'olive	8,6	-6,4	1,6	2,4	1,8
Production végétale	-3,0	1,4	-1,7	-1,5	53,3

(*) Y compris agrumes, fruits tropicaux, raisins de table et olives.

⁽¹⁵⁾ Dans le cas du vin, la valeur des impôts et des subventions propres aux produits sont pratiquement négligeables. Au niveau de l'EU-15 tout au moins, une distinction entre production aux prix du producteur et aux prix de base est, par conséquent, non pertinente.

Les prix réels à la production de vin ont baissé dans la plupart des pays producteurs, notamment en France (-3,4%), les taux allant de -2,2% en Autriche à -29,8% en Espagne. Parmi les grands producteurs de vin, seule l'Italie a affiché un modeste redressement (+2,8%) mais on a noté également des augmentations en Grèce et au Luxembourg.

Pommes de terre : les prix du producteur ont progressé de plus d'un quart

En 2000 et en 1999, le marché de la pomme de terre de l'EU-15 a été saturé et les prix du producteur ont été assez bas. Dans ce contexte, la superficie consacrée à la culture des pommes de terre a été réduite en 2001. Les rendements sont également retombés en dessous de leurs niveaux de 2000, des périodes sèches et des températures élevées ayant affecté les variétés non irriguées dans les régions du Sud, et des précipitations excessives ont gêné la production dans le nord de l'Europe. Le volume global de la production de pommes de terre dans l'EU-15 a donc reculé de 3,2% en 2001. Ce recul a permis un relèvement des prix à la production : +26,6% (en valeur réelle) en moyenne de l'EU-15.

Parmi les cinq principaux pays producteurs (France, Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas et Espagne), seul le Royaume-Uni a enregistré une augmentation de son volume de 2,8% par rapport à 2000 (au Royaume-Uni, la récolte de 2000 avait considérablement chuté car 20 000 hectares environ avaient dû être hivernés et un faible tonnage seulement avait pu être récupéré sur cette superficie). En Allemagne et en France, les volumes n'ont qu'un peu diminué (-0,5% et -1,0% respectivement). En Espagne et aux Pays-Bas, les baisses ont été plus prononcées (-5,2% et -4,0%). On a également relevé une réduction des volumes dans la plupart des autres États membres, sauf en Irlande et en Autriche où ils sont remontés.

À l'exception du Luxembourg, de l'Autriche et de la Finlande, les prix réels à la production de pommes de terre ont augmenté partout, le taux le plus élevé ayant été observé en Belgique (+80,8%). Dans les principaux pays producteurs, les prix réels à la production ont progressé entre 16,6% (Espagne) et 52,4% (Pays-Bas).

Fruits : volumes en baisse mais prix à la production en hausse

En moyenne de l'EU-15, le volume de la production du groupe "Fruits" a été de 2,9% inférieur à celui de 2000 tandis que les prix réels à la production ont considérablement augmenté (+8,3%). La valeur de la production aux prix du producteur s'est donc accrue de 5,1% (en valeur réelle). Si l'on tient compte des variations des subventions (nettes) propres aux produits pour les fruits (faible importance en valeur réelle), la valeur de la production, mesurée aux prix de base, a été de 4,8% supérieure à celle de l'année 2000.

Les fruits constituent un groupe de produits très variés dont les sous-agrégats les plus importants sont les fruits frais et les agrumes qui représentaient, respectivement, 55,9% et 18,7% de la valeur globale de la production de fruits en 2000. Le quart restant comprend, principalement, les raisins et les olives, la part des fruits tropicaux étant plus faible. En 2001, on a observé une baisse des volumes de la production de fruits frais (-2,8%), d'agrumes (-7,5%) et de raisins (-6,9%), et une croissance des fruits tropicaux (+5,9%) ainsi que des olives (+10,5%). En même temps, le niveau des prix réels à la production a dépassé celui de l'année 2000 pour chacun de ces postes, les hausses étant particulièrement marquées pour les fruits frais (+8,2%) et pour les agrumes (+16,6%).

L'Espagne, l'Italie, la France et la Grèce sont les principaux pays producteurs de fruits avec, respectivement, une part de 30%, 28%, 15% et 9% dans la production fruitière de l'EU-15. Le volume de la production de l'Espagne s'est légèrement accru (+1,1%) tandis que celui de l'Italie a un peu reculé (-0,9%) ; les volumes de la France (-5,0%) et de la Grèce (-8,4%) ont nettement chuté. Les prix réels à la

production, en revanche, ont progressé dans les quatre pays, les taux allant de 3,8% (Italie) à 10,9% (Espagne).

Graines oléagineuses : volumes en baisse mais prix en nette hausse

La récolte de graines oléagineuses de 2001 dans l'EU-15 a été inférieure à celle de l'année 2000 (volume de production : -3,2%) et reste bien en dessous de la récolte record de 1999. Sur les cinq principaux pays producteurs de graines oléagineuses, la France et l'Italie (part combinée dans la production de graines oléagineuses de l'EU-15 : 49%) ont enregistré un affaiblissement de leur volume de, respectivement, 13,0% et 5,8% ; l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni (part de 44%) ont connu des hausses de, respectivement, 10,3% (Allemagne) et 2,7% (Espagne et Royaume-Uni). Les prix réels à la production des graines oléagineuses sont remontés dans les cinq pays : entre +4,8% (Italie) et 22,5% (France). En moyenne de l'EU-15, le niveau des prix réels à la production a été de 18,4% supérieur à celui de l'année 2000.

Du fait de l'application de l'Agenda 2000, les aides directes aux graines oléagineuses ont subi une réduction. En moyenne de l'EU-15, la valeur réelle des subventions propres aux produits (nettes d'impôts) pour les graines oléagineuses a reculé de 20,5%. Cette réduction explique la différence d'évolution de la valeur de la production de graines oléagineuses aux prix à la production (+14,6%) et aux prix de base (-2,7%). Néanmoins, la part des subventions propres aux produits (nettes d'impôts) représentait toujours 40% (49% en 2000) de la valeur de la production aux prix de base, en 2001.

Betteraves sucrières : volumes en forte chute, prix à la production en légère hausse seulement

D'après les estimations des États membres, le volume de la production de betteraves sucrières dans l'EU-15 a diminué, en moyenne, de 11,1%. Bien qu'il n'y ait eu qu'une légère réduction de la superficie cultivée en betteraves (mais qui fait suite au recul marqué de l'année précédente), les rendements ont été fortement réduits en raison des mauvaises conditions climatiques. Les prix réels à la production de l'EU-15 n'ont que de très peu dépassé ceux de l'année 2000 (+2,2%).

Les principaux pays producteurs de betteraves sucrières sont la France et l'Allemagne (leurs parts dans la production de l'EU-15 s'établissaient à 24% et 23%, respectivement, en 2000), suivies de l'Italie, du Royaume-Uni et de l'Espagne (qui représentent, ensemble, autres 28%). Les volumes de production ont diminué dans chacun de ces pays, de l'ordre de -9,9% (Royaume-Uni) à -15,1% (Espagne). L'Allemagne a été le seul pays de ce groupe dans lequel les prix réels à la production des betteraves sucrières ont été légèrement inférieurs aux niveaux de l'année précédente (-2,3%). Dans les autres grands pays producteurs, les prix ont augmenté entre 3,9% (Italie) et 9,7% (Royaume-Uni).

Plantes fourragères : volumes stables mais prix réels à la production en baisse

Pour l'ensemble de l'EU-15, le volume de la production de plantes fourragères ⁽¹⁶⁾ est resté proche du niveau de l'année précédente (+0,5%). Les prix réels à la production ont reculé de 2,9%. Étant donné que la valeur des subventions propres aux produits s'est accrue (+13,6% en valeur réelle), la valeur de la production aux prix de base n'a été, en 2001, que légèrement en dessous du niveau de l'année précédente (-1,6%).

⁽¹⁶⁾ Parmi les plantes fourragères, on peut citer : le maïs fourrager, les plantes sarclées fourragères (y compris betteraves fourragères) et autres, dont, en premier lieu, les produits des prairies et pâturages (herbe fraîche, herbe d'ensilage et foin). Toutefois, ces plantes ne constituent pas la totalité des produits fourragers agricoles ; selon l'État membre, certaines parties de la production de céréales, de plantes oléagineuses, de protéagineux et de pommes de terre sont utilisées pour l'alimentation animale par la branche d'activité agricole.

Légumes frais : volumes et prix en légère baisse par rapport aux niveaux de l'année précédente

Pour l'ensemble de l'EU-15, les volumes de la production et les prix réels à la production des légumes frais ont un peu diminué (-0,8%) par rapport aux niveaux de l'année précédente. Sept États membres ⁽¹⁷⁾ représentent près de 90% de la production de légumes frais dans l'EU-15. En 2001, les volumes de production ont été stables en France et en légère progression en Espagne tandis qu'ils ont diminué dans les cinq autres pays, à des taux allant de -1,0% aux Pays-Bas à -3,7% au Royaume-Uni.

Les prix réels à la production ont fléchi dans quatre des grands pays producteurs, les baisses variant entre -2,3% en Grèce et -8,4% en Espagne. En revanche, les prix réels sont fortement remontés en Allemagne et au Royaume-Uni (+12,5% et +12,2% respectivement) mais beaucoup moins en France (+0,4%).

Huile d'olive : croissance marquée des volumes, fléchissement des prix

Les principaux pays producteurs d'huile d'olive sont l'Italie, l'Espagne et la Grèce dont les parts, dans la production totale de l'EU-15, étaient de 40%, 32% et 27%, respectivement, en 2000. Au Portugal, la production d'huile d'olives, telle qu'elle est enregistrée dans les CEA, n'atteignait que 1% de la valeur de la production de l'EU-15 ⁽¹⁸⁾. Les volumes ont varié de manière très différente d'un pays à l'autre. Après un fort ralentissement en 2000, les volumes de la production sont restés plus ou moins les mêmes en Italie (-0,2%) et ont accusé un relèvement très important en Espagne (+48,1%) en 2001. En Grèce, le volume s'est encore réduit (-8,9%) et au Portugal, il a dégringolé (-39,8%) après s'être redressé l'année d'avant. Les prix réels à la production ont chuté en Italie (-3,6%), en Espagne (-14,5%) et au Portugal (-13,4%). En Grèce, les prix n'ont été que faiblement supérieurs à ceux de l'année 2000 (+1,0%).

1.3.2 Production animale

Volume moyen de production stable, augmentation des prix réels à la production

En dépit des crises sanitaires dues à l'ESB et à la fièvre aphteuse (FA) qui ont frappé le secteur animal, les prix ont favorablement évolué en 2001, notamment ceux des porcins, des ovins et des caprins, de la volaille et du lait, et ont entraîné une hausse de la valeur de l'ensemble de la production animale (aux prix de base) de 2,7% en valeur réelle (voir tableau 1.5) dans l'EU-15. Le volume de la production animale de l'EU-15 est resté proche du niveau de l'année précédente (+0,2%). Les subventions propres aux produits (nettes d'impôts) ont été plus élevées pour le bétail (+10,0% en valeur réelle) conformément aux dispositions de l'Agenda 2000. Étant donné, toutefois, une forte diminution des subventions nettes pour les ovins et les caprins (-35,5% en valeur réelle), le niveau des subventions nettes propres aux produits pour les animaux et les produits animaux n'a été que légèrement supérieur à celui de l'année 2000 (+0,3% en valeur réelle).

La France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne et les Pays-Bas sont les six grands pays producteurs dans le secteur animal. Leur part combinée dans la production animale globale de l'EU-15 atteignait, en 2000, presque 80% ⁽¹⁹⁾. En France, le volume de la production animale est resté le même qu'en 2000. On a observé une progression des volumes en Allemagne (+0,5%), en Italie (+1,1%) et en Espagne (+4,6%) ainsi qu'une diminution aux Pays-Bas (-3,9%) et au Royaume-Uni (-2,6%). Parmi les autres États membres, cinq ont connu une hausse et quatre, un recul de l'ordre de $\pm 2,5\%$.

⁽¹⁷⁾ Ces pays sont l'Italie (dont la part dans la production de légumes frais de l'EU-15 a été de 24% en 2000), l'Espagne (21%), la France (15%), les Pays-Bas (10%), le Royaume-Uni et la Grèce (7% chacun) et l'Allemagne (6%).

⁽¹⁸⁾ En France, la production d'huile d'olive est totalement imputée aux industries alimentaires (division 15 de la NACE) et n'est donc pas comptabilisée dans les CEA.

⁽¹⁹⁾ France (21%), Allemagne (17%), Italie et Royaume-Uni (12% chacun), Espagne (11%) et Pays-Bas (7%).

Tableau 1.5 La production animale dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)

	Volume (production au prix du producteur)	Prix réel (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix de base)	Part en % de la production d'EU-15 en 2000
B	-2,5	0,6	-1,9	-0,5	1,4
DK	2,2	4,9	7,2	8,1	1,7
D	0,5	4,7	5,3	5,3	7,1
EL	-0,2	4,4	4,2	2,3	1,0
E	4,6	6,7	11,6	9,8	4,4
F	0,0	0,7	0,7	1,8	8,5
IRL	1,2	-2,3	-1,2	-5,4	1,6
I	1,1	2,0	3,1	3,4	4,8
L	1,5	-2,7	-1,3	3,6	0,1
NL	-3,9	-0,6	-4,5	-3,9	2,9
A	-0,6	5,1	4,5	5,5	0,9
P	-1,8	2,7	0,9	1,5	0,9
FIN	2,5	-0,7	1,8	1,9	0,7
S	1,1	1,0	2,0	3,3	0,9
UK	-2,6	3,4	0,6	-1,3	4,8
EUR-12	0,4	2,5	2,9	3,0	34,2
EU-15	0,2	2,7	2,8	2,7	41,6

Les prix réels à la production ont progressé dans tous les États membres sauf dans quatre. Les Pays-Bas sont le seul pays, parmi les grands pays producteurs, dans lequel les prix ont été plus bas qu'en 2000 (-0,6% en valeur réelle).

Tableau 1.6 Les principales productions animales dans l'Union européenne, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)

	Volume (production au prix du producteur)	Prix réel (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix du producteur)	Valeur réelle (production au prix de base)	Part en % de la production d'EU-15 en 2000
Bovins	-1,9	-13,3	-15,0	-10,5	9,9
Porcins	0,2	16,0	16,3	16,2	8,5
Ovins et caprins	-4,3	8,1	3,5	-7,1	2,1
Volaille	3,5	2,7	6,3	6,3	4,1
Lait	0,3	3,8	4,2	4,5	13,6
Oeufs	3,3	-4,1	-1,0	-1,0	1,8
Production animale	0,2	2,7	2,8	2,7	41,6

Les variations des postes les plus importants de la production animale en 2001 sont commentées, de manière plus détaillée, ci-après (voir également tableau 1.6). Comme dans le précédent sous-chapitre sur la production végétale de l'EU-15, l'analyse porte, en premier lieu, sur l'ensemble de l'EU-15 puis, dans un deuxième temps, sur les principaux pays producteurs des différents produits ou groupes de produits. Le lecteur souhaitant avoir davantage d'informations par pays est invité à se reporter au **chapitre 2**. Des données détaillées sur la variation des volumes, des prix et des valeurs figurent dans les **tableaux A.4 à A.8** en annexe.

La production bovine est une fois encore fortement touchée par les maladies animales

En 2001, la production bovine a de nouveau subi les effets désastreux des crises sanitaires dues à l'ESB et à la FA. Vers la fin de l'année 2000, l'Allemagne et d'autres États membres ont connu de nouvelles épidémies d'ESB. Dans le courant de l'année 2001, la Grèce, l'Autriche et la Finlande ont enregistré leur premier cas d'ESB. Vers la fin de l'année 2001, la Suède était le seul État membre de l'EU-15 n'ayant pas encore été touché par cette maladie animale. À la fin du mois de février 2001, une épidémie de FA a surtout affecté le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Afin d'aider les marchés de la viande de bœuf et de veau, différentes mesures ont été prises, y compris le régime d'achat aux fins de destruction et le régime spécial d'achat. On estime que plus de 800 000 tonnes de viande ont été retirées du marché. Une relance de la consommation de la viande bovine a permis une reprise progressive du marché de l'UE. Toutefois, les prix moyens sont restés bien en dessous de leur niveau de l'année 2000 mais il ne faut pas oublier que cette année-là a généralement été considérée comme une année exceptionnellement bonne en ce qui concerne le niveau des prix de marché. Au cours de l'année 2001, la baisse du niveau des prix réels à la production de bovins a été de 13,3%, dans l'EU-15, par rapport à 2000. Le volume de la production bovine de l'EU-15 est tombé de 1,9% en dessous du niveau de l'année 2000.

La baisse des prix est à voir également dans le contexte de la réduction de 13,4% des prix d'intervention (sur deux ans) décidée par l'Agenda 2000. En contrepartie de cette réduction, les agriculteurs ont bénéficié d'un accroissement des versements directs qui ont compensé une partie des pertes encourues (voir encadré "Agenda 2000" ci-dessus). Il y a eu une hausse des subventions propres aux produits (nettes d'impôts) pour les bovins de 10,0% (en valeur réelle) dans l'ensemble de l'EU-15.

Compte tenu de tous ces facteurs, la valeur de la production bovine, mesurée aux prix de base, a été de 10,5% inférieure à celle de 2000 dans l'EU-15.

Les six grands producteurs de bovins sont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et l'Irlande qui représentent, ensemble, plus de 80% de la production bovine de l'EU-15 ⁽²⁰⁾. À l'exception de l'Espagne (volume : +2,5%), tous ces pays ont enregistré une diminution de leur volume allant de 0,5% en Allemagne à 7,1% au Royaume-Uni ⁽²¹⁾. On a également constaté des baisses de volume dans cinq autres États membres, la plus forte ayant été observée aux Pays-Bas (-11,0%).

Les prix réels à la production de bovins ont chuté dans tous les États membres, sauf au Royaume-Uni où le niveau moyen des prix a dépassé de 7,3% celui de 2000. Dans les autres principaux pays producteurs, le taux de diminution a varié entre 8,1% (Italie) et 24,6% (Allemagne).

⁽²⁰⁾ France (28%), Allemagne et Royaume-Uni (13% chacun), Italie (12%), Espagne (8%) et Irlande (7%).

⁽²¹⁾ Dans ce contexte, il est très important de noter que le taux de diminution de 7,1% au Royaume-Uni ne reflète pas les pertes dues à la FA en 2001. Ces pertes sont considérées comme "**pertes exceptionnelles**" et conformément aux règles de la comptabilité nationale (et des CEA), ces pertes ne sont donc pas enregistrées de la même façon que les pertes "normales". Contrairement aux pertes normales (qui sont déduites de la production), la valeur des pertes exceptionnelles (jusqu'au moment de la perte) n'est pas déduite dans le calcul de la production (comme si la perte n'avait pas eu lieu). En même temps, les compensations versées pour ces pertes exceptionnelles sont enregistrées en tant que "autres transferts en capital". La valeur des pertes (exceptionnelles) et la compensation de ces pertes n'entrent donc pas dans le calcul du revenu agricole.

Dans tous les États membres, sauf au Royaume-Uni et en Irlande, le niveau des subventions propres aux produits (nettes d'impôts) pour les bovins a été supérieur à celui de 2000, conformément aux modifications prévues par l'Agenda 2000. Les réductions relevées au Royaume-Uni et en Irlande (-7,5% et -22,7% respectivement) doivent être évaluées dans le cadre d'un reclassement de certaines subventions propres aux produits en autres subventions sur la production. Cela explique également, en partie, la forte reprise des autres subventions sur la production dans ces deux pays (voir chapitre 1.5. ci-après et tableau 1.10.).

Du fait des évolutions décrites, la valeur de la production bovine aux prix de base a diminué dans chacun des six grands pays producteurs, le taux le plus faible ayant été constaté au Royaume-Uni (-3,3% en valeur réelle) et le plus élevé en Allemagne (-19,4% en valeur réelle). On a également observé un affaiblissement dans six autres États membres ; seules la Grèce (+3,5%), la Finlande (+3,2%) et la Suède (+9,5%) ont accusé une croissance de leur valeur réelle de production.

Porcins : renchérissement continu des prix à la production

Comme dans le passé, les récentes craintes à propos de l'ESB ont accru la demande de viande porcine de sorte que le niveau des prix est resté élevé en 2001. Toutefois, le secteur porcin a également été touché par les maladies animales, en particulier par l'épidémie de FA. Les animaux ont été abattus pour des raisons sanitaires, les mouvements de bétail ont été limités et un grand nombre d'interdictions d'exportations a été imposé par des pays tiers. Par rapport à l'année 2000, le volume de la production porcine de l'EU-15 a néanmoins légèrement progressé en 2001 (+0,2%) et le niveau des prix réels à la production a dépassé de 16,0% celui de l'année précédente.

Les six grands pays producteurs de porcins sont l'Allemagne, l'Espagne, la France, les Pays-Bas, le Danemark et l'Italie qui représentent près de 80% de la production porcine de l'EU-15 ⁽²²⁾. En dehors de la chute marquée du volume de la production porcine aux Pays-Bas (-8,0%) due essentiellement à l'épidémie de FA, on a observé des augmentations dans les cinq autres pays qui sont allées de +1,0% (France) à +5,0% (Danemark). Six autres États membres ont accusé des reculs qui ont été particulièrement forts au Royaume-Uni (-8,2%) et au Luxembourg (-8,6%).

Les prix réels à la production de porcins sont remontés dans tous les États membres. Dans les principaux pays producteurs, le taux de croissance a oscillé entre 9,5% (Pays-Bas) et 22,1% (Espagne et Italie). Mais ces prix ont progressé d'au moins 10% par rapport à 2000 dans les autres États membres (sauf au Royaume-Uni : +0,9%). Du fait de ces hausses de prix, la valeur réelle de la production porcine (aux prix de base ⁽²³⁾) a considérablement progressé dans la plupart des États membres : les taux sont allés de 5,2% (Luxembourg) à 27,1% (Espagne). Seul le Royaume-Uni a enregistré une baisse (-7,4%) et aux Pays-Bas, la valeur de la production est pratiquement restée au niveau de l'année précédente (+0,4%).

Les marchés des ovins et des caprins ont été perturbés par les conséquences de la FA

Contrairement à la situation qui était restée plus ou moins stable en 1999 et en 2000, l'année 2001 a été difficile pour les marchés des ovins et des caprins. En 2000, le Royaume-Uni a été le principal pays producteur d'ovins puisque sa part dans la production d'ovins et de caprins de l'EU-15 était de 28%. L'épidémie de FA dans ce pays a donc eu un impact considérable sur l'évolution de ce secteur dans toute l'EU-15. Le volume de la production d'ovins et de caprins du Royaume-Uni a été de 20,4% inférieur à celui de 2000 (sans déduction des pertes exceptionnelles, voir note de bas de page 21) ; par conséquent, l'offre de viande ovine s'est raréfiée dans les autres pays de l'UE qui, traditionnellement, dépendent des exportations du Royaume-Uni. Il en est résulté une importante augmentation des prix dans la plupart des

⁽²²⁾ Allemagne : 22%, Espagne : 16%, France : 13%, Pays-Bas : 10%, Danemark : 10% et Italie : 9%.

⁽²³⁾ Les subventions et impôts propres aux produits dans le secteur de la production porcine sont négligeables.

États membres. Au Royaume-Uni, en revanche, le prix réel moyen à la production est tombé, en 2001, de 6,0% par rapport à l'année 2000. Dans l'ensemble de l'EU-15, on a constaté une progression du prix moyen de 8,1% (en valeur réelle), tandis que le volume de la production a été inférieur de 4,3% à celui de 2000.

En dehors du Royaume-Uni, les autres grands pays producteurs d'ovins et de caprins sont l'Espagne, la Grèce et la France qui, ensemble, totalisent un peu plus de la moitié de la production de l'EU-15 dans ce secteur⁽²⁴⁾. En 2001, les volumes de production ont augmenté en Espagne et en France (+3,9% et +3,4% respectivement) et un peu reculé en Grèce (-2,0%). En même temps, les prix réels à la production se sont accrus de 4,6% en Grèce, de 5,7% en Espagne et se sont envolés en France (23,7%).

Le niveau des subventions propres aux produits (nettes d'impôts) a fléchi dans tous les États membres en 2001. Dans les quatre grands pays producteurs d'ovins et de caprins, la baisse est allée de 21,4% (France⁽²⁵⁾) à 46,1% (Royaume-Uni⁽²⁶⁾) ; ces subventions ont diminué de plus d'un tiers dans l'ensemble de l'EU-15, ce qui explique la différence d'évolution de la production de l'EU-15 lorsqu'elle est mesurée aux prix à la production (+3,5% en valeur réelle) et aux prix de base (-7,1%).

Volailles : augmentations des volumes et des prix

Contrairement à la stagnation des niveaux de production observés en 1999 et en 2000, la production de viande de volailles s'est redressée de 3,5% en 2001 par rapport à 2000. La raison essentielle en est la crainte vis-à-vis de l'ESB qui a entraîné le consommateur à se détourner de la viande bovine au profit d'autres types de viande, en particulier celle de volailles étant donné que ce secteur est capable de répondre relativement vite à une demande accrue de viande autre que celle de bovins. En moyenne de l'année 2001, les prix réels à la production de volailles ont été de 2,7% supérieurs à ceux de l'année 2000.

Les principaux pays producteurs (qui représentent, ensemble, plus de 80% de la valeur de la production de volailles dans l'EU-15) sont la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Les volumes de production ont progressé dans chacun de ces pays à des taux allant de 2,0% (France) à 7,9% (Allemagne). Toutefois, on a observé des différences marquées dans l'évolution des prix réels à la production : alors qu'ils ont fortement augmenté en France (+6,3%), en Allemagne (+7,6%) et en Espagne (+9,7%), ils se sont considérablement détériorés en Italie (-4,5%) et au Royaume-Uni (-5,1%).

Lait : croissance des prix réels à la production

Du fait d'une légère réduction du troupeau laitier et d'une augmentation des rendements, le volume global de la production de lait devrait être un peu plus élevé seulement (+0,3%) dans l'EU-15 qu'en 2000. Les prix réels à la production ont accusé une hausse de 3,8% en moyenne de l'EU-15 dans la plupart des États membres. Ces variations semblent relativement modérées, surtout si on les compare à celles des secteurs de la production végétale et de la production animale. Néanmoins, leur impact sur les résultats du revenu est loin d'être négligeable puisque le lait contribue pour près de 14% à la valeur globale de la production agricole dans l'EU-15.

L'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont les grands pays producteurs de lait⁽²⁷⁾ et représentent, ensemble, plus de 70% de la production de lait de l'EU-15. Par rapport à 2000, les volumes de production ont été un peu plus élevés en Allemagne (+0,2%), aux Pays-Bas (+1,0%) et au Royaume-Uni (+1,5%) et en légère baisse en France et en Italie (-0,5% chacune). Les prix réels à la production se sont nettement accrus en Allemagne (+7,6%) et au Royaume-Uni (+10,5%) et ont également

⁽²⁴⁾ Espagne : 26%, Grèce : 13% et France : 13%.

⁽²⁵⁾ Le niveau des subventions est lié à celui des prix à la production.

⁽²⁶⁾ Comme dans le cas des bovins, cet important recul doit être évalué dans le cadre d'un reclassement de certaines subventions propres aux produits en subventions sur la production.

⁽²⁷⁾ Allemagne : 22%, France : 20%, Italie : 11%, Royaume-Uni : 10% et Pays-Bas : 8%.

augmenté en France (+2,3%) et en Italie (+0,3%). Aux Pays-Bas, les prix réels à la production de lait sont un peu tombés en dessous du niveau de l'année 2000 (-0,5%).

1.4 Consommations intermédiaires et valeur ajoutée aux prix de base

Léger redressement seulement de la valeur réelle des consommations intermédiaires par rapport à 2000

Une petite progression (+0,8%) du niveau moyen des prix réels des consommations intermédiaires utilisées dans l'agriculture de l'Union européenne (du fait, en particulier, d'une augmentation des prix des aliments pour animaux et des engrais) associée à des volumes en baisse, devrait avoir entraîné, en 2001, un léger redressement de la valeur réelle des consommations intermédiaires de +0,2% (voir tableau 1.7).

L'utilisation des consommations intermédiaires de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Espagne et des Pays-Bas représente 80% environ des consommations intermédiaires globales de l'EU-15⁽²⁸⁾. Dans quatre de ces pays, à savoir la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, les volumes moyens d'utilisation des inputs ont baissé et les prix réels ont augmenté. En Allemagne, le volume, les prix réels et, par conséquent, les valeurs réelles sont restés pratiquement stables par rapport à leurs niveaux respectifs de l'année 2000. En Espagne, une hausse des volumes d'inputs s'est accompagnée d'une diminution des prix réels. Les variations en valeur réelle, qui en résultent, ont été modérées dans tous ces pays, les taux allant de -1,2% aux Pays-Bas à +1,1% en Italie. De plus, on a constaté une amélioration de la valeur dans quatre autres États membres et des réductions dans les cinq restants.

Tableau 1.7 Les consommations intermédiaires dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : Variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)

	Volume	Prix réel	Valeur réelle	Part en % de la consommation intermédiaire d'EU-15 en 2000
B	0,8	0,8	1,7	3,2
DK	-0,5	2,5	2,0	3,6
D	0,1	-0,2	-0,1	18,9
EL	-1,9	-0,3	-2,3	2,2
E	1,8	-1,4	0,4	8,6
F	-1,5	2,1	0,6	23,9
IRL	2,0	-2,6	-0,7	2,3
I	-0,7	1,8	1,1	10,0
L	-0,1	0,0	-0,1	0,1
NL	-2,2	1,1	-1,2	7,9
A	0,0	-0,3	-0,4	2,3
P	-1,3	1,4	0,1	2,1
FIN	-3,8	-1,1	-4,8	2,0
S	0,0	2,9	2,9	2,6
UK	-0,4	0,6	0,3	10,4
EUR-12	-0,6	0,7	0,1	83,4
EU-15	-0,6	0,8	0,2	100,0

(28) France : 24%, Allemagne : 19%, Royaume-Uni : 10%, Italie : 10%, Espagne : 9% et Pays-Bas : 8%.

Les consommations intermédiaires se composent de différents postes. Au niveau de l'EU-15, ce sont surtout les variations des volumes et des prix de quatre de ces postes qui ont déterminé l'évolution de l'ensemble en 2001. Ces postes sont l'énergie (et les lubrifiants), les engrais (et les amendements), les produits de protection des cultures et les aliments pour animaux. Les variations de leurs volumes, de leurs prix et de leurs valeurs ainsi que leur part relative sont indiquées dans le tableau 1.8.

Tableau 1.8 Les principaux postes des consommations intermédiaires dans l'Union européenne, en 2001 par rapport à 2000 : variations des volumes, des prix et des valeurs (en %)

	Volume	Prix réel	Valeur réelle	Part en % de la consommation intermédiaire d'EU-15 en 2000
Energie et lubrifiants	-0,4	-3,0	-3,4	10,0
Engrais et amendements	-6,5	9,7	2,6	7,2
Produits de protection des cultures	-6,3	-1,8	-8,0	5,6
Aliments pour animaux	0,7	1,6	2,3	39,8
Consommation intermédiaire	-0,6	0,8	0,2	100,0

Aliments pour animaux: amélioration des volumes et des prix réels

L'utilisation et les prix réels des aliments pour animaux (+0,7% et +1,6% respectivement dans l'EU-15) se sont accrus de manière relativement modeste en 2001 et les dépenses réelles pour ce poste ont, en conséquence, été majorées de 2,3%. Les aliments pour animaux étant, de loin, le poste le plus important des consommations intermédiaires (40% de la valeur globale), cette modification a néanmoins eu des conséquences plus importantes sur les revenus agricoles que les variations de tout autre poste des consommations intermédiaires.

Énergie et lubrifiants : prix toujours élevés mais inférieurs à ceux de l'année 2000

Suite au renchérissement des prix du pétrole en 2000, les prix de l'énergie sont restés à un niveau généralement élevé au début de 2001 et ont chuté vers la mi-septembre de cette même année. Le niveau des prix réels du poste "énergie et lubrifiants" a été de 3,0% inférieur à celui de l'année 2000 dans l'ensemble de l'EU-15. Les prix réels ont diminué dans tous les États membres sauf en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède, la chute la plus importante ayant été relevée en Belgique (-9,9%) et en France (-8,5%). Le volume de l'énergie n'a été que légèrement inférieur à celui de 2000 : -0,4% pour l'EU-15.

Engrais et amendements : forte hausse de leurs prix réels mais réduction de leur utilisation

Le relèvement des prix de l'énergie, en 2000, et leur niveau élevé pendant une grande partie de l'année 2001 ont naturellement eu un impact sur les prix des engrais étant donné que leur production est un processus nécessitant beaucoup d'énergie. Les prix réels des engrais et amendements ont accusé une hausse, en 2001, dans tous les États membres, qui est allée de 2,2% (Italie) à 22,7% (Autriche). Dans l'ensemble de l'EU-15, les prix réels moyens des engrais et amendements ont été de près de 10% supérieurs à ceux de 2000. En même temps toutefois, on a observé une diminution considérable de l'utilisation d'engrais (-6,5% pour l'EU-15) en raison, essentiellement, d'une réduction de la superficie cultivée en céréales, de sorte que la progression des dépenses d'engrais et d'amendements a été limitée à 2,6% (en moyenne de l'EU-15).

Produits de protection des cultures : recul de leur utilisation, fléchissement des prix réels

Comme pour les engrais, on a également constaté un déclin considérable de l'utilisation des produits de protection des cultures en 2001 (-6,3% pour l'EU-15). Contrairement, toutefois, aux prix des engrais, ceux des produits de protection des cultures ont été inférieurs au niveau de l'année précédente (-1,8% en valeur réelle). Il y a donc eu un affaiblissement marqué des dépenses pour ce poste (-8,0% en valeur réelle) dans toute l'EU-15.

Valeur ajoutée brute aux prix de base : un peu supérieure au niveau de l'année précédente

Étant donné que la production globale de l'EU-15 a un peu dépassé les niveaux de l'année 2000 (+0,3%) et que la valeur des consommations intermédiaires a enregistré une augmentation similaire (+0,2%), la valeur ajoutée brute réelle aux prix de base a été de 0,3% supérieure à celle de 2000 dans l'EU-15 (voir tableau 1.9).

Dans les États membres, les variations de la valeur ajoutée brute ont toutefois été plus prononcées : huit États membres (Belgique, Danemark, Allemagne, Espagne, Italie, Autriche, Portugal et Finlande) ont enregistré des hausses (en valeur réelle) qui vont de 0,3% (Italie) à 6,6% (Danemark). Dans les autres États membres, la valeur ajoutée brute a diminué (en valeur réelle), le recul le plus important ayant été relevé en Irlande (-7,4%).

Les variations de la valeur ajoutée brute aux prix de base dépendent, dans une large mesure, de celles de la production et des consommations intermédiaires, mais elles sont également influencées par la part

Tableau 1.9 La valeur ajoutée aux prix de base (VABpb) dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations du volume, du prix et de la valeur (en %)

	Volume	Prix réel	VAB au prix de base, réelle	Part en % de la VABpb d'EU-15 en 2000	Part en % de la consommation intermédiaire dans la production en 2000
B	-11,8	15,6	1,9	1,9	61,6
DK	2,4	4,1	6,6	2,4	57,5
D	3,4	1,1	4,5	12,1	59,0
EL	-5,0	3,5	-1,7	5,7	26,1
E	-2,4	3,3	0,8	15,6	33,6
F	-4,6	3,9	-0,9	21,9	50,2
IRL	-6,5	-1,0	-7,4	1,9	53,5
I	-0,7	1,1	0,3	19,6	32,1
L	-5,3	3,6	-2,0	0,1	49,7
NL	-2,9	0,5	-2,4	6,0	54,6
A	2,7	2,8	5,5	1,7	55,3
P	-1,2	7,2	5,9	1,9	51,2
FIN	2,7	1,5	4,3	0,9	67,3
S	-0,3	-1,7	-2,0	1,2	67,3
UK	-13,5	10,9	-4,0	7,3	57,0
EUR-12	-2,1	2,6	0,5	89,1	46,4
EU-15	-2,8	3,2	0,3	100,0	48,0

relative de ces deux postes (voir tableau 1.9). En fait, la part des consommations intermédiaires varie beaucoup d'un pays à l'autre, en fonction du type et du degré d'intensité de production.

1.5 Les opérations de répartition

Amortissements : faible augmentation en valeur réelle

En 2001, les amortissements (c'est-à-dire dépréciation) n'ont été que légèrement supérieurs à ceux de l'année 2000 dans l'ensemble de l'EU-15 (+0,2% en termes réels). On a relevé des augmentations dans cinq États membres, en particulier en Espagne (+5,8%) et en France (+2,2%) mais des baisses dans les dix autres pays (voir tableau 1.10). En 2001, la variation de la valeur ajoutée nette aux prix de base dans l'EU-15 a été semblable à celle de la valeur ajoutée brute (+0,3%).

Autres impôts sur la production : peu de modifications

Tableau 1.10 **Les amortissements, les autres impôts sur la production et les autres subventions dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations des valeurs réelles (en %)**

	Amortissements	Autres impôts sur la production	Autres subventions sur la production
B	-1,1	-2,1	-2,1
DK	-2,9	21,4	1,0
D	-1,2	-0,1	-14,3
EL	-1,6	-2,8	3,9
E	5,8	-0,2	13,7
F	2,2	-0,1	12,2
IRL	-2,6	58,4	47,5
I	0,7	-1,9	6,5
L	0,0	-2,9	0,3
NL	-1,4	-1,4	79,0
A	-0,4	-2,0	4,0
P	0,5	3,1	22,0
FIN	-2,1	:	-2,7
S	-2,6	:	6,5
UK	-2,8	-12,5	80,1
EUR-12	0,7	-0,6	6,1
EU-15	0,2	-0,4	9,7

Les autres impôts sur la production n'ont qu'une importance mineure dans l'EU-15. En 2000, ils équivalaient à 2% environ de la valeur ajoutée brute aux prix de base de l'EU-15 et la réduction de la valeur réelle de ces impôts (-0,4% en 2001) n'a donc eu que de faibles conséquences sur l'évolution des revenus agricoles.

Autres subventions sur la production : hausse considérable en valeur réelle

Les autres subventions sur la production (voir supplément I au début du présent chapitre) sont plus de trois fois supérieures en valeur aux autres impôts : en 2000, elles atteignaient 7% environ de la valeur ajoutée brute de l'EU-15. En 2001, les autres subventions sur la production ont augmenté de 9,7% (en valeur réelle) dans l'ensemble de l'EU-15. Cette augmentation est essentiellement due aux accroissements intervenus au Royaume-Uni, en Irlande, en France, en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas ⁽²⁹⁾. On a également observé des progressions dans six autres États membres (voir tableau 1.10) mais en termes absolus, ces variations ont eu moins d'impact sur les chiffres globaux de l'EU-15.

Compte tenu de l'évolution des autres impôts et des autres subventions, le niveau des autres subventions sur la production nettes d'impôts s'est accru de 14,3% (en valeur réelle). Si l'on examine les subventions sur les produits (nettes d'impôts sur les produits) (-0,4% en valeur réelle pour l'EU-15 en 2001), on constate que le niveau des subventions globales nettes d'impôts a été, en 2001, de 2,9% supérieur (en valeur réelle) à celui de 2000 dans l'EU-15.

Revenu des facteurs agricoles : légère croissance en valeur réelle

Le revenu des facteurs agricoles (c'est-à-dire valeur ajoutée nette au coût des facteurs), qui est la base de l'indicateur A, est obtenu en ajoutant les autres subventions sur la production (moins les autres impôts sur la production) à la valeur ajoutée nette aux prix de base. Pour l'ensemble de l'EU-15, le revenu réel (c'est-à-dire déflaté) des facteurs agricoles a progressé de 1,2% en 2001. En termes nominaux, le

Tableau 1.11 **La rémunération des salariés, les fermages et les intérêts (intérêts versés moins intérêts perçus) dans l'Union européenne et dans les États membres, en 2001 par rapport à 2000 : variations des valeurs réelles (en %)**

	Rémunération de salariés	Fermages	Intérêts (*)
B	1,8	-1,1	-1,1
DK	-2,9	0,1	-2,9
D	0,3	-0,4	-1,0
EL	-1,3	-0,5	-17,0
E	5,6	1,2	2,3
F	1,8	-2,0	-1,6
IRL	-4,1	-1,7	-2,2
I	-0,1	1,9	-4,9
L	3,8	-2,5	-11,8
NL	1,0	-2,5	-4,8
A	-0,7	0,7	9,6
P	-0,7	-7,4	-4,0
FIN	-0,8	2,8	2,4
S	-3,2	-0,9	-1,6
UK	-1,4	-2,8	-10,6
EUR-12	1,2	-0,8	-2,1
EU-15	0,7	-0,9	-3,0

(*) Intérêts versés moins intérêts perçus.

⁽²⁹⁾ En 2001, l'augmentation la plus importante, non seulement en pourcentage mais également en termes absolus, a été enregistrée au Royaume-Uni. Elle a résulté d'une modification des régimes d'aides selon lesquels certaines subventions précédemment classées comme subventions sur les produits (bovins et ovins) ont été reclassées en tant que subventions sur la production. En 2001, le niveau de l'ensemble des subventions (subventions sur les produits plus autres subventions sur la production) nettes d'impôts, a été, au Royaume-Uni, de 0,4% inférieur à celui de l'année précédente.

revenu des facteurs a dépassé de 3,9% les niveaux de 2000. Comme cela a déjà été dit au début du présent chapitre (voir section 1.1), onze États membres ont enregistré des hausses, les plus fortes ayant été observées au Portugal (+9,5%), en Autriche et au Danemark (+9,0% chacun). Le taux de recul le plus rapide a été mesuré au Luxembourg (-2,4%).

Rémunération des salariés : un peu supérieure à celle de 2000

Les dépenses (en valeur réelle) au titre de la rémunération des salariés en 2001 ont été légèrement supérieures à celles de l'année précédente (+0,7%) dans l'ensemble de l'EU-15. Elles ont augmenté dans six États membres (Belgique, Allemagne, Espagne, France, Luxembourg et Pays-Bas), la plus forte progression ayant été relevée en Espagne (+5,6%). L'excédent net d'exploitation, c'est-à-dire le revenu des facteurs moins la rémunération des salariés, s'est accru de 1,3% (en valeur réelle) en 2001 dans l'EU-15.

Fermages : un peu plus faibles

En 2001, les dépenses au titre des fermages ont diminué dans dix États membres, ce qui donne, pour l'ensemble de l'EU-15, une réduction de 0,9% (en valeur réelle).

Versements d'intérêts : baisse

Le taux de variation indiqué dans le tableau 1.11 se réfère en fait au solde des intérêts versés et reçus ; cela ne concerne que le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède qui sont les seuls États membres à enregistrer les intérêts reçus. À l'exception de trois États membres (Espagne, Autriche et Finlande), tous les autres ont constaté des baisses des versements d'intérêts (nets) qui ont été particulièrement fortes au Royaume-Uni, au Luxembourg et en Grèce. Pour l'ensemble de l'EU-15, les versements d'intérêts réels nets des intérêts reçus ont reculé de 3,0%.

Si l'on soustrait de l'excédent net d'exploitation les versements de fermages et d'intérêts (et que l'on y ajoute les intérêts reçus), on obtient le **revenu net d'entreprise** dont l'évolution, en valeur réelle, est décrite par l'indicateur C. Comme on l'a vu au début du présent chapitre (voir section 1.1), le revenu net d'entreprise a progressé de 2,2% en moyenne de l'EU-15 par rapport à 2000. Dix États membres ont enregistré une amélioration allant de +1,5% en Italie à +27,3% au Danemark. Dans les autres États membres, on a relevé des baisses variant entre -0,2% en Espagne et -2,0% en France.

2. Variations du revenu de l'activité agricole dans les États membres en 2001 par rapport à 2000

2.1 Belgique

D'après les dernières estimations ⁽³⁰⁾ fournies à Eurostat, le niveau du revenu de la branche d'activité agricole par équivalent temps plein aurait de nouveau progressé en 2001 ; l'indicateur A, qui est la principale mesure du revenu, devrait avoir augmenté de +5,3%, après une hausse considérable en 2000 par rapport au bas niveau de 1999 (chiffre révisé : +11,6%).

Cette croissance générale du revenu de la branche d'activité agricole masque d'importantes différences d'évolution des orientations technico-économiques, en particulier dans le secteur de l'élevage. L'ESB et la fièvre aphteuse (FA) ont causé de grandes perturbations. Même si, selon le recensement du cheptel bovin d'Eurostat effectué en été (-0,7% par rapport aux résultats du recensement de 2000), le bétail belge semble être resté relativement stable en 2001, les abattages ont accusé une forte chute. En dépit de la réduction marquée du volume de la production, les prix à la production du bétail ont également beaucoup baissé, en raison surtout d'une diminution de la demande au sein et à l'extérieur de l'UE et de la réduction programmée des prix d'intervention (compensée par le versement progressivement accru de subventions).

Ces évolutions constatées pour le bétail contrastent fortement avec celles relevées pour les porcins et la volaille. Une demande plus élevée de viande porcine et de volaille de la part des consommateurs, au cours d'une année où les volumes de la production ont été plus faibles (en particulier pendant le second semestre de l'année pour ce qui concerne les porcins ⁽³¹⁾), a entraîné une augmentation significative des prix du producteur en 2001 par rapport aux niveaux de l'année précédente. On a également noté un relèvement modéré du prix du lait en 2001 qui s'explique par un renforcement général de la demande de produits laitiers de grande valeur et une évolution positive sur les marchés mondiaux.

⁽³⁰⁾ Il convient de signaler que ces estimations sont basées sur des données incomplètes. Des révisions seront effectuées au cours de l'année 2002.

⁽³¹⁾ Les projections de la production porcine de l'UE pour 2002 montrent que la diminution enregistrée pour 2001 se poursuivra en 2002 ; elle illustre donc l'évolution à la baisse du cycle de la production porcine après plusieurs années de déséquilibres structurels.

Le secteur végétal a, lui aussi, été marqué par d'importants contrastes. On estime qu'un temps humide persistant a fait chuter à la fois le rendement des pommes de terre par rapport aux hauts niveaux de 2000 et le volume de la production de pommes de terre (les superficies n'ont que légèrement diminué par rapport à 2000). Néanmoins, ce net déclin du volume est allé de pair avec un taux d'augmentation beaucoup plus élevé des prix. D'une manière générale, les prix des pommes de terre ont faibli au cours des deux années précédentes dans l'ensemble de l'UE (alors même qu'en Belgique, ils se sont notablement redressés en 2000) mais l'amélioration attendue pour l'année 2001 devrait avoir fait grimper les prix moyens des pommes de terre à un niveau aussi élevé que celui de 1994. Le temps humide et la baisse de la teneur en sucre qui en est résultée ainsi qu'une diminution des quotas permettent d'expliquer l'effondrement du volume de la production de betteraves sucrières en 2001. Toutefois, contrairement à ce qui s'est passé pour les pommes de terre, le prix moyen des betteraves sucrières est resté pratiquement stable par rapport au niveau moyen de 2000.

Le secteur horticole a continué à progresser en Belgique pendant l'année 2001 et les estimations les plus récentes du volume de la production de plantes et de fleurs laissent présager un relèvement global de 25% depuis 1995 (accentué par la croissance de la production de plants de pépinières en particulier). La demande générale continue néanmoins à s'accroître et les prix du producteur en valeur réelle sont restés très proches de la moyenne de l'année précédente (7% environ de moins qu'en 1995). L'humidité persistante a réduit considérablement les volumes de production de fruits frais (-30,3%), en particulier ceux des principaux postes : pommes de table (près de -30%), poires de table (-55% environ) et fraises (près de -20%). Des offres en baisse sont à l'origine d'importantes augmentations de prix par rapport aux niveaux généralement bas de 2000 ; le prix moyen réel de l'ensemble des fruits frais a été d'un peu plus de 40% supérieur à celui de 2000. Le volume de la production de légumes frais (dont les tomates, les endives, les poireaux et les haricots sont les principaux postes) est encore resté relativement stable en 2001, même si les offres de légumes de plein champ ont diminué en raison du temps humide. Les prix à la production des différents légumes ont considérablement varié : on a relevé des augmentations particulièrement fortes pour les endives et les poireaux (dont les volumes de production ont baissé) ainsi que d'importantes chutes pour les tomates et les concombres (pour lesquels la concurrence a été intense sur les marchés). Toutefois, le prix moyen des légumes frais est monté en flèche.

Pour l'ensemble de la branche agricole, ces diverses évolutions ont eu pour conséquence que le niveau de la valeur réelle de la production en 2001 a été légèrement supérieur à celui de 2000, à la fois en prix du producteur et en prix de base. Le coût des biens et services de consommations intermédiaires a toutefois été plus élevé en 2001. Cela est principalement imputable aux coûts des aliments pour animaux achetés à l'extérieur de la branche (+5,0% en valeur réelle en raison à la fois de la croissance du volume et des prix) et des engrais (+6,2% à cause uniquement des augmentations de prix). Certes, s'il n'y avait pas eu un recul important des coûts de l'énergie / des lubrifiants (-10,8%), les coûts globaux des biens et services auraient été encore plus élevés. Même si les coûts des consommations intermédiaires ont enregistré une hausse, la valeur ajoutée a augmenté en 2001, ce qui a renforcé la progression du revenu des facteurs.

Le revenu des facteurs légèrement plus élevé en 2001 a été en partie généré et théoriquement partagé par un volume réduit de main-d'œuvre, ce qui explique l'évolution relativement forte du revenu de la branche d'activité agricole mesuré par l'indicateur A.

Contrairement au volume de la main-d'œuvre non salariée (main-d'œuvre familiale essentiellement), celui de la main-d'œuvre salariée devrait avoir légèrement progressé. Il convient toutefois de noter que la main-d'œuvre salariée ne représente que 15% environ de la main-d'œuvre agricole totale et que de premières estimations de ce type ne sont que provisoires. Le coût de cette main-d'œuvre salariée devrait

également avoir augmenté en valeur réelle, ce qui laisse entrevoir un petit relèvement des salaires en valeur réelle également. L'impact de ces coûts salariaux légèrement plus élevés a été largement contrebalancé par le faible recul en valeur réelle des versements d'intérêts et des fermages. Face à l'évolution de ces coûts supplémentaires, le revenu d'entreprise s'est assez fortement redressé. Ce revenu a été en partie généré et en principe partagé par une main-d'œuvre non salariée qui continue à baisser, ce qui explique un accroissement plus marqué du revenu de la branche d'activité agricole lorsqu'il est mesuré par l'indicateur B (+7,8%).

Tableau 2.1 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole en Belgique, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-6,2	11,8	4,9	4,8	43,3
Betteraves sucrières	-15,0	2,5	-12,9	-14,7	2,9
Légumes frais	0,9	2,4	3,3	3,3	11,2
Plantes et fleurs	5,0	0,4	5,4	5,4	6,6
Pommes de terre	-24,3	80,8	36,9	36,9	4,6
Animaux	-3,6	0,4	-3,3	-1,2	40,6
Bovins	-6,0	-19,4	-24,2	-16,6	15,3
Porcins	-2,2	11,7	9,3	9,0	20,5
Volailles	-3,4	8,5	4,8	4,8	4,2
Produits animaux	0,6	1,0	1,7	1,2	15,0
Lait	0,0	3,4	3,4	2,9	12,8
Services agricoles	0,0	-2,1	-2,1	-2,1	0,5
Activités secondaires (non séparables)	0,0	-2,1	-2,1	-2,1	0,6
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-4,1	5,3	1,0	1,8	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	0,8	0,8	//	1,7	61,6
Energie ; lubrifiants	-1,0	-9,9	//	-10,8	9,3
Engrais et amendements	-1,0	7,3	//	6,2	5,3
Aliments pour animaux	1,9	1,9	//	3,8	54,9
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-11,8	15,6	//	1,9	38,4
Consommation de capital fixe	-1,6	0,5	//	-1,1	8,6
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-14,7	20,5	//	2,8	77,6
Autres impôts sur la production				-2,1	0,6
Autres subventions sur la production				-2,1	2,1
REVENU DES FACTEURS				2,7	79,2
Rémunérations des salariés				1,8	10,0
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				2,9	69,2
Fermages				-1,1	6,0
Intérêts à payer				-1,1	14,8
REVENU NET D'ENTREPRISE				4,6	48,3
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	-2,4				100,0
dont : main d'œuvre non salariée	-3,0				85,4
dont : main d'œuvre salariée	1,0				14,6

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +2,1 %
 Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

2.2 Danemark

Le niveau du revenu agricole par unité de main-d'œuvre devrait, selon les estimations, être nettement supérieur au niveau correspondant de l'année précédente et ce, pour la seconde année consécutive. L'indicateur A a augmenté de 12,3% par rapport à 2000 (+20,8% en 2000), de sorte que dans l'EU-15, le Danemark a enregistré l'une des plus fortes progressions de cet indicateur. Du fait de cette augmentation, l'indicateur A a retrouvé son niveau de 1995 = 100 après avoir perdu près d'un quart de sa valeur en 1998/1999 ⁽³²⁾.

Cette évolution du revenu s'explique essentiellement par le redressement continu des prix à la production des porcins (+12,6% en valeur réelle) ainsi que par un bond de 5% du volume produit. La valeur de la production porcine représente plus d'un quart de la valeur globale de la production de la branche d'activité agricole du Danemark. Son évolution a donc une influence considérable sur le revenu de l'ensemble de la branche d'activité agricole. En 1998 et 1999, les prix des porcins ont fortement chuté (de près de 37% en valeur réelle) en raison d'une surproduction ; toutefois, les prix se sont redressés en 2000 et de nouveau considérablement accrus en 2001. On peut observer cette nette augmentation des prix dans toute l'EU-15 car les consommateurs recherchent des alternatives à la viande bovine.

En ce qui concerne le secteur bovin, le recul de la demande des consommateurs suite à la révélation de cas d'ESB a exercé une pression à la baisse sur les prix des bovins qui ont chuté de 14,4% tandis que les volumes étaient légèrement inférieurs aux niveaux de l'année précédente. Néanmoins, la détérioration de la valeur de la production bovine n'a été que modérée du fait d'un accroissement important du niveau des subventions propres aux produits versées pour les bovins (80% environ en valeur réelle). Ce redressement est dû en partie à la nouvelle prime d'abattage et en partie aux taux plus élevés des versements anticipés en 2001.

Contrairement à 2000, le volume de lait produit a baissé de 3,6% tandis que le prix a progressé d'un peu moins de 1%. L'importance du secteur laitier dans l'ensemble de la branche d'activité agricole est telle que ces petites variations ont eu un impact largement négatif sur l'indicateur A.

On a observé un léger recul de la valeur réelle de la production végétale au Danemark en 2001 par rapport à 2000 car les volumes et les prix réels à la production sont descendus un peu en dessous des moyennes de l'année précédente. Le volume de la production céréalière a enregistré une hausse mineure (0,5%) tandis que le prix a fléchi de 1,2%. En revanche, la valeur de la production de graines oléagineuses a continué à dégringoler, le volume produit accusant une chute de 29,1%. La diminution continue des aides directes versées pour ces produits (conformément à la réforme de la PAC prévue par l'Agenda 2000) associée à une baisse des prix d'intervention a amené un grand nombre d'agriculteurs à abandonner la production de graines oléagineuses et de plantes protéagineuses et à accroître la production céréalière. Les prix réels à la production de graines oléagineuses se sont fortement redressés en 2001 mais la valeur de la production aux prix de base a néanmoins diminué de plus d'un quart. En ce qui concerne la production de pommes de terre, les conditions météorologiques défavorables ont fait baisser les superficies ensemencées ainsi que les rendements (volume : -5,0%). En même temps, la progression des prix des pommes de terre a été nettement inférieure à la moyenne de l'EU-15 (+6,9% contre +26,9% pour l'EU-15), de sorte que la valeur de la production n'a été qu'un peu supérieure à celle de 2000. Le mauvais temps a également touché la production de fruits - de même que le renchérissement des prix de l'énergie en début d'année - de sorte que les volumes ont chuté de 10,0%.

⁽³²⁾ L'amélioration du revenu agricole a même été prononcée d'après les indicateurs B et C. L'instabilité plus forte de ces indicateurs s'explique par l'importance considérable des versements d'intérêts dans l'agriculture danoise et par la faiblesse des éléments du revenu résiduel qui en résulte. Les versements d'intérêts sont beaucoup plus élevés que dans d'autres États membres en raison d'accords spéciaux de succession concernant les exploitations agricoles d'après lesquels les générations plus jeunes achètent souvent l'exploitation (ce qui implique des emprunts élevés) à leurs parents.

Tableau 2.2 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole au Danemark, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-1,7	-1,1	-2,7	-1,7	38,6
Céréales	0,5	-1,2	-0,7	2,0	18,6
Oléagineux	-29,1	11,7	-20,8	-25,7	1,4
Pommes de terre	-5,0	6,9	1,5	1,5	1,4
Fruits	-10,0	-2,9	-12,6	-12,6	0,4
Animaux	5,0	6,7	11,9	13,1	38,6
Bovins	-1,0	-14,4	-15,3	-2,1	4,7
Porcins	5,0	12,6	18,2	18,2	28,0
Produits animaux	-3,3	1,1	-2,2	-1,9	19,0
Lait	-3,6	0,9	-2,7	-2,5	18,1
Services agricoles	-2,9	0,1	-2,9	-2,9	3,7
Activités secondaires (non séparables)	0,0	-2,9	-2,9	-2,9	0,1
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	0,7	2,7	3,4	3,9	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-0,5	2,5	//	2,0	57,5
Energie ; lubrifiants	-5,0	-6,7	//	-11,4	6,5
Engrais et amendements	-5,0	16,6	//	10,7	4,5
Aliments pour animaux	1,3	3,4	//	4,7	52,5
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	2,4	4,1	//	6,6	42,5
Consommation de capital fixe	-3,0	0,1	//	-2,9	11,3
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	4,4	5,5	//	10,1	31,2
Autres impôts sur la production				21,4	3,2
Autres subventions sur la production				1,0	5,1
REVENU DES FACTEURS				9,0	75,2
Rémunérations des salariés				-2,9	15,6
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				12,1	59,6
Fermages				0,1	5,2
Intérêts à payer				-2,9	28,1
Intérêts à recevoir				-2,9	2,6
REVENU NET D'ENTREPRISE				27,3	29,0
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-3,0				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-3,0				68,3
dont : main d'oeuvre salariée	-3,0				31,7

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +2,9 %
 Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Le coût global des biens et services utilisés par la branche d'activité agricole en 2001 a été légèrement supérieur (en valeur réelle) à celui de 2000 à cause d'un relèvement du prix moyen en valeur réelle. La part des aliments pour animaux (plus de 50%) dans l'ensemble des consommations intermédiaires souligne l'importance de l'élevage et de la production laitière au Danemark. On a noté une reprise des prix réels des aliments pour animaux et des volumes d'intrants en raison d'un accroissement de la quantité d'aliments achetés en dehors de la branche agricole. La baisse des prix réels de l'énergie et des volumes a été plus marquée que dans la moyenne de l'EU-15. Le gaz naturel de la mer du Nord constitue une part importante de l'énergie utilisée au Danemark. Une modification de la structure de tarification a davantage fait baisser le prix du gaz naturel que celui d'autres sources d'énergie, d'où une nette diminution (-6,7%) des prix de l'énergie. Le coût des engrais s'est accru dans tous les pays de l'EU-15 et a atteint +16,6% au Danemark.

Les autres impôts sur la production sont montés en flèche (+21,4%) en raison essentiellement d'une augmentation des impôts fonciers ⁽³³⁾. Cela est la conséquence d'une majoration des valeurs imposables des terres suite à la suppression des seuils appliqués antérieurement. Le revenu des facteurs agricoles a été généré, tout au moins en partie, par un nombre plus faible de salariés agricoles en équivalent temps plein (estimation de -3,0% du volume de la main-d'œuvre).

2.3 Allemagne

D'après les calculs provisoires du ministère fédéral de la protection du consommateur, de l'alimentation et de l'agriculture, le revenu agricole moyen par unité de travail annuel (mesuré par l'indicateur A) devrait avoir nettement augmenté (+9,9%) en Allemagne au cours de l'année 2001. En 2000 déjà, cet indicateur avait enregistré une hausse considérable (+19,0%, données révisées) ; en 2001, il a atteint le niveau le plus élevé (126,1 pour 1995 = 100) depuis le début des années 1990.

Comme en 2000, cette progression de l'année 2001 résulte, en premier lieu, d'une amélioration des prix agricoles à la production dans le secteur animal. De même que dans la majorité des autres États membres, les prix ont été nettement plus élevés pour les porcins, le lait et la volaille. Les bovins ont été le seul poste de la production animale pour lequel les prix nominaux à la production ont été inférieurs à ceux de l'année précédente. En moyenne de la production animale globale, les prix à la production se sont accrus, en valeur réelle, de 4,7% en 2001 ; en même temps, le volume de la production a augmenté de 0,5% par rapport à l'année précédente. Les prix réels de la production végétale ont un peu reculé (-1,8% en moyenne) ; cette réduction a toutefois été partiellement compensée ⁽³⁴⁾ par un accroissement du volume de la production (+1,4% en moyenne).

Au cours des premiers mois de l'année 2001, les prix réels à la production de porcins ont bénéficié d'une demande accrue de viande porcine du fait de l'ESB et d'une absence de livraisons, en particulier de la part des Pays-Bas, suite à l'épidémie de FA. Un peu plus tard, les prix ont légèrement baissé mais en moyenne de l'année, ils ont toutefois été de 17,5%, en valeur réelle, supérieurs à ceux de l'année précédente. Étant donné qu'en même temps, le volume de la production a enregistré une légère hausse, la valeur réelle de la production porcine a augmenté de près d'un cinquième par rapport à l'année 2000. La croissance de la production de volailles a également été importante (valeur de production : +16,1%) et le volume de la production a progressé à un taux de 7,9%. Dans le même temps, la demande est restée forte (à cause de l'ESB), si bien que les prix réels à la production ont augmenté de 7,6%.

En Europe, l'évolution des prix de la production bovine a subi les conséquences de la crise de l'ESB. L'effondrement des prix réels à la production (-24,6% en moyenne de l'année) a toutefois été particulièrement marqué en Allemagne (EU-15 : -13,3%). Après déduction des animaux retirés du marché, le volume de la production bovine n'a été que légèrement inférieur à celui de 2000. Les primes aux bovins ont été majorées en 2001 dans le cadre de l'Agenda 2000 : au total, la valeur des aides propres aux produits dans la production bovine s'est accrue de 14,3% en valeur réelle. La valeur de la production aux prix de base, calculée en tenant compte de ces aides, a donc chuté de près d'un cinquième en valeur réelle par rapport à l'année 2000.

⁽³³⁾ En même temps, les autres subventions sur la production ont été un peu supérieures à celles de 2000. Toutefois, si l'on tient compte de la forte hausse des autres impôts sur la production, on constate que le niveau des autres subventions nettes d'impôts a diminué d'un tiers.

⁽³⁴⁾ Vers la mi-février de chaque année, le ministère fédéral de la protection du consommateur, de l'alimentation et de l'agriculture présente au Bundestag un rapport agricole détaillé (Agrarbericht : Ernährungs- und agrarpolitischer Bericht der Bundesregierung 2002, Deutscher Bundestag, 14. Wahlperiode, Drucksache 14/8202 vom 6.2.2002, voir également le site www.verbraucherministerium.de). Le rapport agricole de cette année a également été pris en compte dans la présente analyse d'EUROSTAT et le lecteur souhaitant obtenir davantage d'informations est invité à consulter ce rapport.

D'après la valeur de la production, le lait est de loin le produit le plus important de l'agriculture allemande. La nette progression des prix réels à la production du lait s'avère donc être d'une importance particulière pour l'évolution générale. En 2001, ils ont accusé une croissance de 7,6% et ont ainsi atteint le plus haut niveau depuis la réunification. On a observé un renforcement visible de la demande de produits laitiers, notamment à cause de la crise de l'ESB ; le marché du lait écrémé en poudre a en outre bénéficié de l'évolution du marché mondial. Le volume de la production de lait a été légèrement supérieur à son niveau de l'année 2000.

Tableau 2.3 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Allemagne, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	1,4	-1,8	-0,5	-0,9	50,1
Céréales	9,3	-6,0	2,7	3,9	17,9
Oléagineux	10,3	18,3	30,4	-7,0	3,1
Betteraves sucrières	-12,3	-2,3	-14,2	-14,5	2,6
Légumes frais	-2,6	12,5	9,5	9,5	3,0
Pommes de terre	-0,5	25,9	25,2	25,2	2,2
Fruits	-18,7	10,6	-10,1	-10,1	1,6
Vin	0,9	-4,2	-3,3	-3,3	2,2
Animaux	0,9	2,4	3,3	3,7	24,2
Bovins	-0,5	-24,6	-25,0	-19,4	8,7
Porcins	1,3	17,5	19,0	19,0	11,9
Volailles	7,9	7,6	16,1	16,1	2,1
Produits animaux	0,1	7,1	7,2	6,9	22,2
Lait	0,2	7,6	7,8	7,5	19,9
Services agricoles	-8,0	0,2	-7,8	-7,8	3,2
Activités secondaires (non séparables)	10,0	0,3	10,4	10,4	0,3
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	0,6	1,5	2,1	1,8	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	0,1	-0,2	//	-0,1	59,0
Energie ; lubrifiants	2,0	0,2	//	2,2	10,1
Engrais et amendements	-1,0	11,4	//	10,3	6,9
Aliments pour animaux	0,1	-2,6	//	-2,5	42,6
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	3,4	1,1	//	4,5	41,0
Consommation de capital fixe	-1,2	0,0	//	-1,2	40,6
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	6,6	1,7	//	8,4	59,4
Autres impôts sur la production				-0,1	2,4
Autres subventions sur la production				-14,3	9,6
REVENU DES FACTEURS				5,5	66,5
Rémunérations des salariés				0,3	21,1
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				7,9	45,4
Fermages				-0,4	6,9
Intérêts à payer				-1,0	12,1
REVENU NET D'ENTREPRISE				14,1	26,4
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-4,0				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-4,2				67,1
dont : main d'oeuvre salariée	-3,7				32,9

(*)Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché :

+1,3 %

Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Contrairement à la plupart des autres États membres, l'Allemagne a enregistré, en 2001, une forte augmentation du volume de la production de céréales (+9,3% ; EU-15 : -7,5%) qui constituent le groupe de produits le plus important de la production végétale. Cette progression résulte, en partie, d'une extension de la superficie cultivée en céréales en raison, essentiellement, d'un accroissement de la culture d'orge et de triticale. Mais ce sont principalement les conditions optimales d'ensemencement des céréales d'hiver et surtout le temps favorable au moment de la récolte qui ont permis d'obtenir le plus haut rendement à l'hectare jamais atteint en Allemagne et, par conséquent, une récolte record. Étant donné la récolte abondante, les prix du seigle panifiable et, dans une moindre mesure, de l'orge fourragère et du triticale ont été nettement inférieurs au niveau de l'année précédente. Seuls les prix de l'orge de brasserie et de l'avoine ont dépassé les valeurs de l'année précédente en début de saison. En moyenne annuelle, il faut s'attendre à une baisse de 6,0% des prix réels à la production pour l'ensemble des céréales. La deuxième étape de baisse des prix prévue par l'Agenda 2000 s'est accompagnée d'une augmentation des versements directs aux producteurs céréaliers ; la valeur réelle des aides propres aux produits versées à la production céréalière a accusé une hausse de 6,1%.

Dans le secteur de la production de graines oléagineuses - en Allemagne, il s'agit presque exclusivement de graines de colza et de navettes - le volume de la production a connu une reprise importante en 2001. Face au niveau relativement bas de l'année précédente, le volume s'est accru de plus de 10% en raison d'une extension de la superficie cultivée, d'une part, et de rendements plus élevés, d'autre part. Une hausse de la demande a considérablement fait monter les prix à la production ; en moyenne annuelle, l'augmentation devrait être de 18,3% en valeur réelle en 2001. La chute importante des aides propres aux produits pour les graines oléagineuses (-44,0% en valeur réelle) s'explique certes par la réduction de la prime maïs, pour l'essentiel, par la modification du système de versements en 2000. C'est pourquoi la valeur de la production aux prix de base est inférieure de 7,0% au niveau de l'année précédente.

Une réduction de la superficie cultivée et des rendements de betteraves en nette baisse - suite, entre autres, à de mauvaises conditions d'ensemencement au printemps - sont à l'origine d'une détérioration du volume de la production de betteraves sucrières de 12,3% par rapport à l'année 2000. Les rendements en sucre ont été inférieurs à la moyenne et du fait d'une quantité plus faible de betteraves C, les prix moyens à la production ne sont pourtant que très légèrement descendus en dessous du niveau de l'année précédente.

Le volume de la production de pommes de terre n'ayant que peu varié, les prix réels à la production ont été, en moyenne annuelle, largement supérieurs à ceux de l'année 2000 (+25,9%). En 2001, la récolte de fruits a été nettement inférieure à celle de l'année précédente (volume : -18,7%) à cause, essentiellement, du recul de la récolte de pommes. Les prix réels à la production de fruits ont en même temps progressé de 10,6% en moyenne annuelle. Le volume de la production de légumes a diminué de 2,6% en 2001. Les prix réels à la production de légumes avaient déjà enregistré une progression en 2000 qui s'est ensuite renforcée (au cours du premier semestre de 2001 (+12,5% en moyenne annuelle)), en raison des mauvaises conditions météorologiques du début de l'année. La récolte de moût de vin de l'année 2001 a été de bonne qualité mais son volume a été inférieur à la moyenne (le léger redressement du volume de la production doit être évalué compte tenu du faible niveau de récolte en 2000) ; en valeur réelle, les prix moyens à la production ont reculé de 4,2% par rapport au niveau de l'année précédente.

En moyenne de tous les postes des consommations intermédiaires, les évolutions contraires des volumes utilisés (+0,1%) et des prix (-0,2% en valeur réelle) se sont pratiquement annulées en 2001 ; la valeur réelle des consommations intermédiaires utilisées par l'agriculture est donc restée plus ou moins la même. Des dépenses réduites pour les aliments des animaux et en augmentation pour les engrais (prix nettement plus élevés pour un volume d'utilisation ayant quelque peu reculé) sont les deux évolutions les plus importantes.

Si l'on additionne les variations de la production et de l'utilisation des consommations intermédiaires, on constate une croissance de la valeur ajoutée brute réelle aux prix de base de 4,5% par rapport à 2000 et - face à une diminution des amortissements - de la valeur ajoutée nette réelle aux prix de base qui atteint même +8,4%. La détérioration du poste "autres subventions" (-14,3% en valeur réelle) reflète une réduction du rabais sur le gasoil du fait de la modification de la loi sur le rabais sur le gasoil en 2000 et 2001. Compte tenu de ces diverses évolutions partielles, le revenu réel des facteurs agricoles, qui constitue la base du calcul de l'indicateur A du revenu, a augmenté de 5,5% en 2001. On suppose que la main-d'œuvre agricole totale s'est réduite de 4,0%.

Si l'on englobe, dans la présente étude, l'excédent réel d'exploitation ainsi que le revenu net réel d'entreprise, on constate des taux de variation de +7,9%, voire même de +14,1%. Les postes de dépenses (rémunération du travail, fermages et versements d'intérêts) entrant dans le calcul de ces agrégats sont certes en hausse - en valeur nominale - par rapport au niveau de l'année précédente, mais après déflation, on s'aperçoit que seule la rémunération du travail est en légère augmentation (+0,3%).

L'indicateur B n'est pas calculé pour l'Allemagne. Pour être plus précis, notons que dans les nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne, il existe un nombre non négligeable d'exploitations qui ont le statut de personne morale. Contrairement aux entreprises individuelles et aux sociétés de personnes, ces entreprises versent des salaires et des traitements à toutes les personnes, y compris aux membres et aux associés de l'entreprise. Les exploitations qui ont le statut de personne morale produisent donc des revenus d'entreprise (ou des pertes) en face desquels n'est enregistrée aucune main-d'œuvre non salariée. Dans une telle situation, l'indicateur B, dont le dénominateur est déterminé par l'évolution de la main-d'œuvre non salariée, est donc surestimé par rapport à un revenu individuel effectif.

2.4 Grèce

La principale mesure du revenu de la branche d'activité agricole par équivalent temps plein (indicateur A) devrait, selon les estimations, avoir légèrement progressé (+1,5%) en 2001 par rapport au niveau enregistré en 2000. Cette estimation confirme la récente stabilité du revenu agricole ; depuis 1995, l'indicateur A ne s'est pas écarté de plus de 5% de son niveau (en termes réels) de cette année-là. Néanmoins, il ne faut pas oublier que cette stabilité relative reflète une baisse du revenu des facteurs partagé par un effectif de main-d'œuvre réduit (diminution de près de 13% depuis 1995).

Malgré le recul important du volume de la production végétale totale (les cultures végétales représentent plus des deux tiers de la valeur de la production agricole), l'indicateur A a légèrement progressé en raison de la combinaison des principaux facteurs suivants :

- une remontée générale des prix réels de la plupart des animaux et produits animaux
- une diminution globale des coûts des biens et services de consommations intermédiaires (volumes plus que prix réels)
- un léger recul des coûts réels d'amortissements, et
- une réduction continue du volume de la main-d'œuvre agricole.

Des températures printanières élevées suivies d'une période de sécheresse ont été, pour de nombreux produits végétaux, la cause répétée d'une détérioration des quantités produites. Le volume de la production de fruits frais (-12,3%), en particulier celui des pommes, des abricots, des poires et des cerises, s'est effondré du fait des conditions météorologiques. Le volume de la production d'agrumes devrait également avoir chuté (-10,0%) en raison d'importantes gelées. Étant donné ces bas volumes et la forte demande à l'exportation de la part de l'UE et des pays d'Europe centrale et orientale, les prix réels des agrumes (+16,7%), des fruits tropicaux (+11,8%), des fruits frais (+9,8%) et du raisin de table (+18,1%) ont très nettement progressé au cours de toute l'année. Toutes ces conditions météorologiques

défavorables (hautes températures printanières puis sécheresse et fortes gelées en toute fin d'année) ont également fait fortement baisser les volumes de production d'olives et d'huile d'olive. Du fait, néanmoins, de l'importante croissance des volumes de production d'huile d'olive dans l'UE, on a noté une légère remontée des prix réels de l'huile d'olive (ceux des olives ont davantage progressé).

La sécheresse a également affecté les rendements céréaliers même si la réduction des superficies cultivées est la principale raison du fort recul du volume de la production céréalière ; les volumes de la production de blé tendre (-8,5%), d'orge (-23,5%) et de riz (-12,6%) ont notablement chuté. La récolte relativement mauvaise de blé et des stocks assez bas ont entraîné une reprise des prix (en moyenne : +7,8% en valeur réelle). Bien que les prix réels moyens de l'orge et du riz aient également évolué à la hausse, on estime que cette dernière a été nettement plus limitée.

Tableau 2.4 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Grèce, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-5,8	0,1	-5,6	-3,3	71,6
Céréales	-8,4	4,1	-4,6	-1,3	10,0
Légumes frais	-1,5	-2,3	-3,8	-1,2	12,4
Fruits	-8,4	8,4	-0,6	0,3	13,4
Huile d'olive	-8,9	1,0	-7,9	-5,2	12,2
Animaux	-1,2	8,6	7,3	2,8	13,6
Porcins	-1,1	25,1	23,8	23,8	2,5
Ovins et caprins	-2,0	4,6	2,4	-5,6	7,2
Produits animaux	0,8	0,1	0,9	1,6	10,7
Lait	0,3	0,6	0,8	1,6	8,6
Services agricoles	//	//	//	//	//
Activités secondaires (non séparables)	0,0	0,4	0,4	0,4	4,0
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-3,9	1,4	-2,6	-1,8	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-1,9	-0,3	//	-2,3	26,1
Energie ; lubrifiants	0,1	-2,1	//	-2,0	24,8
Engrais et amendements	-10,8	8,1	//	-3,5	8,2
Aliments pour animaux	-1,9	-1,0	//	-2,9	38,1
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-5,0	3,5	//	-1,7	73,9
Consommation de capital fixe	//	//	//	-1,6	5,5
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	//	//	//	-1,7	68,4
Autres impôts sur la production				-2,8	2,1
Autres subventions sur la production				3,9	3,6
REVENU DES FACTEURS				-1,4	94,0
Rémunérations des salariés				-1,3	5,9
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				-1,4	88,1
Fermages				-0,5	3,4
Intérêts à payer				-17,0	4,0
REVENU NET D'ENTREPRISE				-0,7	80,6
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	-2,9				100,0
dont : main d'œuvre non salariée	-3,5				86,5
dont : main d'œuvre salariée	1,0				13,5

(*)Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +3,3 %
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Le volume de la production de légumes frais en 2001 a également été inférieur à celui de l'année précédente. Cela est dû, en grande partie, à un recul considérable de la production de tomates ; on estime que la modification du système de subventions (on est passé d'un soutien des prix minimum à une prime au poids versée directement aux agriculteurs) est à l'origine d'une réduction importante des superficies cultivées et du volume de production.

Les volumes de production des principales cultures industrielles ont fortement diminué en 2001 par rapport à 2000 : betteraves sucrières (-10,2%) et coton (-7,1%) mais le volume de production du tabac s'est stabilisé. Le volume plus élevé de la production de betteraves sucrières en 2000 et une baisse de la demande ont entraîné une augmentation des stocks. Bien que les agriculteurs aient réduit, en 2001, leurs superficies consacrées à la culture des betteraves sucrières et que les volumes de production aient diminué, la baisse de la demande et la faible teneur en sucre ont fait dégringoler les prix (-9,6% en termes réels). Le volume de la production de coton a diminué après que des efforts aient été faits pour réduire les superficies cultivées et éviter la taxe de co-responsabilité. Toutefois, l'augmentation mondiale des offres et des stocks combinée à une faible demande de fils de fibres végétales ainsi que la perception de la taxe de co-responsabilité ont entraîné une chute importante des prix du producteur (-9,3% en valeur réelle). Parmi les principales cultures industrielles, seul le tabac a enregistré une progression, en moyenne annuelle, de ses prix réels (-2,7%) ; une amélioration générale de la demande en ce qui concerne, à la fois, les stocks et une meilleure qualité de tabac en 2001, a renforcé les prix. Les subventions accordées à la production de tabac brut, qui ont toujours une importance essentielle pour le secteur ⁽³⁵⁾, ont légèrement augmenté en 2001 (+3,1% en valeur réelle).

Le secteur des animaux et des produits animaux a enregistré certaines augmentations importantes du prix du producteur. Les craintes renouvelées à propos de l'ESB au quatrième trimestre de l'année 2000 dans d'autres États membres ont fait que les consommateurs se sont détournés de la viande bovine au profit d'autres viandes (la Grèce est un importateur net de viande bovine des pays européens). Ce phénomène s'est poursuivi au cours de la plus grande partie de l'année 2001, ce qui (compte tenu également d'un léger recul des volumes de production) a eu pour résultat que les prix à la production des ovins, de la volaille mais surtout des porcins sont montés en flèche. Le volume de la production de bovins a lui-même un peu progressé et les prix du producteur sont restés relativement stables.

Les subventions sur la production animale ont notablement baissé, ce qui a freiné l'augmentation de la valeur réelle des animaux exprimée en prix de base. En dépit d'un accroissement significatif des subventions sur les bovins (+21,2% en valeur réelle dans le cadre des réformes annoncées par l'Agenda 2000), l'ensemble des subventions versées au secteur a diminué du fait d'une nouvelle réduction des primes à la brebis et à la chèvre (-28,8% en valeur réelle).

Les estimations indiquant que le volume de la production de lait et le prix réel moyen du lait sont restés, en 2001, très proches des niveaux de 2000, la légère augmentation de la valeur réelle de la production animale en prix de base résulte de la variation nette dans ce secteur. Les évolutions mentionnées précédemment pour le secteur végétal ont toutefois entraîné un faible recul de la valeur réelle de la production de la branche d'activité agricole en prix de base.

On a observé un repli modéré des coûts réels des biens et services de consommations intermédiaires en 2001 par rapport à 2000, les baisses de volumes des engrais (-10,8%), des services agricoles (-8,9%) et des aliments pour animaux (-1,9%) étant particulièrement importantes. La nette diminution de

⁽³⁵⁾ L'aide au secteur se poursuit en raison du "grand nombre d'emplois liés à cette activité, de son importance sociale, économique et de son impact en termes d'aménagement du territoire", fiche : La réforme du secteur du tabac, Commission européenne, http://www.europa.eu.int/comm/agriculture/publi/fact/tobacco/index_en.htm .

l'utilisation des engrais indique un affaiblissement de la demande en raison, d'une part, des précipitations qui ont souvent rendu leur application inutile, et, d'autre part, d'un fort relèvement des prix (+8,1% en valeur réelle à cause de la hausse des prix de l'azote). Associés à une croissance modérée des autres subventions sur la production (+3,9% en valeur réelle) et à un léger recul des coûts de consommation de capital (-1,6% en valeur réelle), ces dépenses de consommations intermédiaires plus basses ont permis de limiter la diminution du revenu des facteurs en 2001. La légère progression de l'indicateur A montre que cette petite diminution du revenu des facteurs a été, en principe, partagée par une main-d'œuvre dont le volume s'est réduit à un taux plus élevé (-2,9%).

On estime que la baisse des taux d'intérêts en 2001 a provoqué un recul important des versements d'intérêts correspondants. Les fermages devraient avoir évolué à un taux similaire à celui de l'inflation. Même si le volume de la main-d'œuvre salariée a progressé (en dépit des difficultés, dues aux conditions météorologiques, pour la production de légumes et de fruits frais), on estime que les salaires réels moyens ont baissé, réduisant ainsi les coûts réels de rémunération des salariés. Ces nouvelles réductions des coûts réels permettent d'expliquer pourquoi la baisse du revenu d'entreprise n'a été que marginale. L'augmentation correspondante de l'indicateur B illustre également le taux plus marqué de diminution du volume de la main-d'œuvre non salariée.

2.5 Espagne

D'après les données provisoires fournies par le ministère espagnol de l'agriculture, le revenu de l'activité agricole devrait de nouveau avoir progressé, en Espagne, au cours de l'année 2001. Le revenu agricole par unité de travail annuel, mesuré par l'indicateur A, a probablement augmenté de 2,6% en 2001. Avec une croissance de 11,4%, cet indicateur avait déjà atteint ⁽³⁶⁾, l'année précédente, son niveau le plus élevé au cours de la période observée, à savoir 120,0 points (1995 = 100).

La récente amélioration de l'indicateur A du revenu résulte de la combinaison des facteurs suivants :

- un faible relèvement de la valeur de production aux prix du producteur (+0,9% en valeur réelle). Certes, avec une croissance moyenne de 11,6%, l'Espagne a enregistré le taux de croissance en valeur le plus élevé au sein de l'EU-15 dans le secteur de la production animale. En ce qui concerne la production végétale, le résultat a été, en valeur réelle, de -5,5% inférieur au niveau de l'année précédente, essentiellement en raison d'une diminution du volume de production (fort recul pour les céréales, le vin et les betteraves sucrières du fait de conditions météorologiques défavorables) ;
- une progression des subventions nettes de 2,6% en valeur réelle ⁽³⁷⁾ ;
- une légère croissance de la valeur des consommations intermédiaires (+0,4% en valeur réelle). Les aliments pour animaux ont, en particulier, coûté plus cher que l'année précédente. Par ailleurs, les dépenses ont été moins élevées surtout pour les semences, l'énergie, les engrais et les pesticides ;
- un relèvement sensible (+5,8% en valeur réelle) des dépenses d'amortissements, et
- une réduction du volume de la main-d'œuvre agricole de 1,8%.

⁽³⁶⁾ Des données CEA sur la base de la nouvelle méthodologie sont disponibles pour les années depuis 1990.

⁽³⁷⁾ En 2001, on a noté une augmentation réelle de 13,7% par rapport à l'année précédente pour les autres subventions (c'est-à-dire non propres aux produits) ; cela résulte, en particulier, d'une croissance des versements compensatoires pour les zones défavorisées. Les autres subventions n'ont contribué à la somme totale des subventions que pour un peu plus d'un quart environ. Les subventions propres aux produits, dont le montant est beaucoup moins important, qui entrent dans le calcul de la valeur de la production aux prix de base, ont au contraire diminué de 1,3% en valeur réelle. Les (autres) impôts sur la production n'ont qu'une importance mineure en Espagne, comme dans le reste de l'EU-15. En 2001, leur valeur était pratiquement égale à celle de l'année précédente.

Tableau 2.5 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole en Espagne, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-4,5	-1,0	-5,5	-4,5	60,7
Céréales	-30,2	2,1	-28,7	-19,9	12,4
Légumes frais	1,6	-8,4	-6,9	-6,9	12,7
Pommes de terre	-5,2	16,6	10,5	10,5	1,6
Fruits	1,1	10,9	12,1	12,0	14,1
Vin	-23,2	-29,8	-46,0	-46,0	3,5
Huile d'olive	48,1	-14,5	26,6	16,8	4,6
Animaux	3,6	8,1	12,0	10,2	27,3
Bovins	2,5	-18,9	-16,8	-13,2	6,6
Porcins	4,1	22,1	27,1	27,1	10,9
Volailles	4,0	9,7	14,0	14,0	3,8
Produits animaux	6,2	2,3	8,7	8,6	8,4
Lait	5,8	4,8	10,9	10,9	6,2
Oeufs	8,1	-5,0	2,7	2,7	1,9
Services agricoles	-4,6	-3,1	-7,5	-7,5	1,2
Activités secondaires (non séparables)	-0,3	0,4	0,1	0,1	2,5
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-1,1	2,0	0,9	0,6	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	1,8	-1,4	//	0,4	33,6
Semences et plants	-4,6	-4,7	//	-9,1	6,6
Energie ; lubrifiants	-4,6	-1,8	//	-6,3	10,0
Engrais et amendements	-7,0	3,7	//	-3,6	9,7
Produits de protection des cultures, pesticides	0,5	-3,2	//	-2,7	7,1
Aliments pour animaux	8,2	-1,3	//	6,8	39,1
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-2,4	3,3	//	0,8	66,4
Consommation de capital fixe	1,9	3,9	//	5,8	8,1
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-3,0	3,2	//	0,1	58,3
Autres impôts sur la production				-0,2	0,6
Autres subventions sur la production				13,7	5,1
REVENU DES FACTEURS				0,8	92,4
Rémunérations des salariés				5,6	12,8
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				0,0	79,6
Fermages				1,2	3,3
Intérêts à payer				2,3	5,1
REVENU NET D'ENTREPRISE				-0,2	71,1
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-1,8				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-5,3				66,9
dont : main d'oeuvre salariée	5,4				33,1

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +3,8 %
 Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Un effondrement, allant de un à un bon deux tiers, des volumes de production de blé, d'orge, d'avoine et de seigle a pesé de manière décisive sur le résultat global de la production céréalière de l'Espagne en 2001. Un hiver très pluvieux a tout d'abord gêné, sauf dans quelques régions, les semailles de ces variétés céréalières d'hiver et a, entre autres, entraîné une diminution de la superficie cultivée. En juin, à l'époque de la formation des graines, une forte chaleur a par ailleurs eu des conséquences négatives sur les rendements. En revanche, la situation a été tout autre pour les céréales de printemps : la superficie

consacrée au maïs a été considérablement augmentée (en Andalousie, elle a même été doublée) et du fait d'une hausse des rendements à l'hectare, on a observé une croissance du volume de production de plus de 50%. Le riz a profité d'eaux stagnantes plus abondantes qui s'étaient accumulées en hiver ; le volume de la production de riz a été de plus de 10% supérieur à celui de l'année précédente. Les prix réels à la production de céréales ont diminué, en moyenne, de 1,0% ; le blé et l'orge ont été les seules céréales dont les prix réels ont augmenté par rapport à l'année 2000 (+11,7% et +5,6%). Les pertes des producteurs céréaliers ont été quelque peu atténuées par une progression des subventions sur les céréales (+2,7% en valeur réelle). La valeur de la production, mesurée aux prix de base, a toutefois été de près de 20% inférieure au résultat de l'année précédente.

D'après leur part dans la valeur de production, les fruits sont le groupe de produits le plus important de l'agriculture espagnole. Il s'agit toutefois d'un groupe très hétérogène - les fruits frais et les agrumes en sont les postes les plus importants ⁽³⁸⁾ - et les volumes et les prix des diverses composantes ont donc évolué de manière différente. Les volumes de production des pommes, des abricots, des bananes et des fruits secs ont augmenté parfois de plus de 20% tandis qu'ils ont baissé pour les cerises, les pêches et les prunes. Des gelées vers la mi-avril ont provoqué des dégâts causant un net recul des rendements (-22,4%) de la production de raisins - et donc du vin naturellement (voir ci-après). Une récolte plus faible de mandarines est à l'origine de la diminution du volume de production des agrumes (-4,1%). Quant à celui des olives, il a finalement fortement augmenté (+14,2%) mais la quantité récoltée est restée inférieure au niveau record de l'année 1997. Dans l'ensemble, le volume de la production de fruits n'a été que légèrement supérieur au niveau de l'année précédente. Les prix réels à la production se sont néanmoins considérablement redressés : +10,9% en moyenne pour l'ensemble des fruits. L'accroissement des prix a été particulièrement marqué pour les agrumes et les fruits frais (+19,2% et +10,6% en valeur réelle). Seuls les prix des fruits tropicaux ont baissé (-9,7% en valeur réelle).

Dans le secteur des légumes, on a noté une reprise de la production de tomates, de poivrons et d'oignons ; en 2001, le volume de la production de légumes s'est accru de 1,6%. Les prix réels à la production de légumes ayant toutefois diminué de 8,4%, la valeur de la production a été nettement inférieure au niveau de l'année 2000.

En 2001, la viticulture a enregistré un très net fléchissement. Les gelées d'avril ont, en particulier, donné lieu à d'importants reculs des rendements et le volume de la production s'est réduit de près d'un quart. Les prix réels à la production ont, en même temps, fortement chuté (-29,8%) de sorte que la valeur de la production de vin a été de près de la moitié inférieure à celle de l'année précédente. D'après les estimations, le volume de la production de betteraves sucrières a baissé de 15,1%. Des prix réels à la production plus élevés n'ont que partiellement compensé ces pertes. Une réduction de la superficie cultivée et des rendements en baisse ont entraîné une détérioration du volume de la production de pommes de terre. Toutefois, les prix réels à la production ont été nettement supérieurs au niveau de l'année précédente de sorte que la valeur réelle de la production a progressé de 10,5% par rapport à 2000.

Comme il est dit dans l'introduction, l'Espagne a enregistré, en 2001, le taux de croissance en valeur le plus élevé dans le secteur de la production animale, que l'évaluation se fonde sur les prix à la production ou sur les prix de base. Cela n'est pas seulement le résultat de prix à la production réels plus élevés mais aussi de volumes en hausse : avec des taux de croissance de +6,7% et de +4,6%, l'Espagne était, dans ce cas également, en tête des États membres de l'EU-15. Une croissance des volumes a été enregistrée, en 2001, pour les différents postes importants - ce sont certainement les œufs et le lait qui ont accusé les taux de variation les plus forts. Face au recul général observé dans l'EU-15 (-1,9%), l'augmentation de

⁽³⁸⁾ Les fruits frais et les agrumes représentent, chacun, un tiers environ de la valeur de la production de fruits totale. Les olives et le raisin et, dans une moindre mesure, les fruits tropicaux constituent le tiers restant.

2,5% de la production bovine est tout à fait remarquable ; en effet, la production de viande bovine espagnole semble de nouveau se redresser quelque peu depuis avril 2001. Néanmoins, les prix réels à la production se sont effondrés : -18,9%, soit nettement plus qu'en moyenne de l'EU-15. En dépit d'une hausse des subventions propres aux produits (+8,7% en valeur réelle), on a relevé une importante diminution de la valeur de la production bovine évaluée aux prix de base.

Comme dans la majorité des États membres, ce sont les croissances en valeur parfois très fortes (+27,1%, +14,0% et +10,9% en valeur réelle) de la production de porcins, de volailles et de lait qui, en 2001, ont influé de façon déterminante sur le résultat de la production et donc sur l'évolution du revenu agricole. En ce qui concerne les porcins et la volaille, la remontée de la valeur est essentiellement due à la progression notable des prix réels à la production (face à la crise de l'ESB, fortes demandes de viande porcine et de volaille de la part des consommateurs) ; le taux de croissance du volume de la production de lait a un peu dépassé celui des prix réels à la production. En outre, la production d'œufs s'est également intensifiée (volume : +8,1%) mais les prix à la production réels plus faibles ont pesé, dans ce cas, sur la progression de la valeur.

L'évolution des consommations intermédiaires reflète nettement celle de la production. Parallèlement à l'expansion de la production animale, le volume des aliments pour animaux s'est accru, en 2001, d'un appréciable 8,2% (en valeur réelle, les prix des aliments pour animaux n'ont été que très légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente). Face aux dépenses sensiblement plus élevées pour l'alimentation des animaux, on note que celles pour les semences, l'énergie et les engrais ont diminué, conséquence de la réduction des superficies céréalières qui se traduit donc par un volume d'utilisation moins important de ces trois postes, d'une part, et par des prix réels plus faibles pour les semences et l'énergie, d'autre part. Étant donné la légère remontée des dépenses de consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute réelle aux prix de base a augmenté de 0,8% en 2001.

Le revenu réel des facteurs de l'agriculture, qui constitue la base de calcul de l'indicateur A du revenu, a évolué au même taux. En 2001, la valeur des amortissements a certes été fortement majorée mais les autres subventions (moins les autres impôts) sont montées en flèche puisqu'elles se sont accrues de 15,5% en valeur réelle par rapport à l'année précédente (voir note de bas de page 37).

L'emploi de la main-d'œuvre salariée, mesuré en unité de travail annuel, a été de 5,4% supérieur à l'année 2000. Cela se traduit par un relèvement des dépenses de 5,6% au titre de la rémunération des salariés. Finalement, cette augmentation est la raison essentielle du léger recul du revenu net d'entreprise (-0,2% en valeur réelle). En 2001, on a également noté un accroissement des fermages et des versements d'intérêts. On obtient l'indicateur B du revenu en calculant le rapport entre la variation du revenu net réel d'entreprise et celle de l'emploi non salarié (-5,3%). Compte tenu des évolutions décrites, cet indicateur a enregistré une hausse de 5,4% en 2001.

2.6 France

D'après les estimations les plus récentes pour 2001, le revenu agricole moyen par équivalent temps plein (mesuré en unités de travail annuel) aurait très peu augmenté par rapport à 2000 en termes réels (c'est-à-dire déflatés). Les indicateurs A et B devraient avoir progressé, respectivement, de 0,7% et de 0,8%.

De manière générale, cette augmentation marginale du revenu moyen reflète les évolutions suivantes :

- Une petite baisse de la valeur réelle de la production de la branche d'activité agricole exprimée en prix du producteur (-0,6%), due à des évolutions générales opposées des prix du producteur (+2,0%) et des volumes (-2,6%),
- Une progression marquée des subventions *nettes* (+7,3% en termes réels) qui indique, en particulier, une hausse des subventions sur les produits (+4,3% en termes réels) et des autres subventions sur la production (+12,2%),

- Une légère remontée des coûts de l'ensemble des biens et services de consommations intermédiaires (+0,6% en termes réels) encore accentuée par la forte progression du prix des aliments pour animaux en particulier (+4,9% en termes réels),
- Une baisse continue du volume de la main-d'œuvre agricole totale (en attendant des données plus définitives, on peut la fixer à -1,8% comme pour les deux années précédentes).

Les volumes de production d'un grand nombre de produits végétaux clés ont été nettement plus faibles en 2001 qu'au cours de l'année précédente. Des pluies abondantes ont gêné les semailles du blé tendre en particulier, d'où une baisse significative des superficies ensemencées et un nouveau recul des rendements moyens. Les rendements du maïs et de l'orge ont également reculé en 2001 mais une augmentation des superficies ensemencées a stabilisé leur volume de production. On a également noté une chute considérable du volume de production des graines oléagineuses (-13,0%) en raison de conditions météorologiques défavorables et d'une diminution des superficies ensemencées (qui s'inscrit dans le contexte d'une réduction prévue des versements de subventions dans le cadre de la réorientation de la PAC). Le volume de la production de betteraves sucrières a fléchi de manière significative (-14,0%) en dépit d'un accroissement des superficies de production ; la fréquence des pluies d'été et un ensoleillement insuffisant ont réduit la richesse en sucre et entraîné un effondrement des rendements. Les mauvaises conditions climatiques du printemps et une tendance à la baisse pour certaines superficies (fraises) ont également entraîné une réduction des volumes de production de fruits (-5,0%) qui a été particulièrement importante pour les abricots et les cerises (-20% et -17% respectivement). Le volume de la production de vin a été beaucoup plus faible en 2001 qu'en 2000 et ce sont plus particulièrement les vins de table (-27%) et le champagne (-8%) qui ont été touchés. Pour ce dernier, la baisse reflète en grande partie la diminution des plafonds réglementaires alors que pour les vins de table, on a noté un fléchissement continu de la demande.

Pour un grand nombre de ces produits végétaux, le recul des volumes de production a largement contribué à une remontée des prix du producteur (en particulier pour le blé, les graines oléagineuses, les betteraves sucrières et les fruits). L'importante augmentation des prix du blé (blé tendre et surtout blé dur) s'explique également par une amélioration de la qualité après une année 2000 très moyenne. Dans le cas du vin toutefois, la baisse des volumes de la production globale est allée de pair avec un recul des prix (le champagne fait exception car les prix sont restés un peu plus stables) ; des niveaux de stocks déjà élevés et un affaiblissement de la demande de vin de table - ce qui explique qu'une partie du vin ait été envoyée à la distillation - ont été d'importants facteurs de diminution des prix. Dans le secteur des légumes frais, les prix des légumes les plus importants ont connu des évolutions contrastées ; le prix des carottes s'est accru de manière substantielle (en raison des difficultés de récolte dues aux conditions météorologiques et à une forte demande à l'exportation) ; on constate le même phénomène pour les choux-fleurs, les laitues, les artichauts et les courgettes, mais les prix des tomates et des concombres ont baissé (forte concurrence sur les marchés internationaux et fléchissement de la demande). Le prix moyen des pommes de terre a fait un bond considérable par rapport aux bas niveaux des deux années précédentes, les volumes de production européens ayant fortement chuté (bien que relativement peu en France).

Par rapport au niveau de l'année 2000, les subventions nettes sur l'ensemble des produits végétaux sont restées relativement stables en 2001. Les versements compensatoires pour les céréales ont progressé (+3,0% en termes réels) conformément à ce qui avait été prévu pour la seconde année de la mise en œuvre des réformes de l'Agenda 2000, tandis que ceux pour les graines oléagineuses ont fortement chuté (-15,4% en termes réels) pour se retrouver au niveau des céréales et des jachères. La valeur réelle de la production végétale aux prix du producteur et aux prix de base a diminué de façon modérée.

On a observé un relèvement plus significatif du niveau des subventions nettes sur les produits animaux (à un taux estimé de +18,2% en termes réels, qui est similaire à celui enregistré en 2000). Des primes spéciales pour les bovins mâles ainsi que des primes à la vache allaitante et à l'abattage ont

fortement évolué à la hausse selon les augmentations programmées de l'Agenda 2000 et, en ce qui concerne la prime à la vache allaitante, par l'accroissement supplémentaire de la prime nationale jusqu'au plafond autorisé (avancé à 2001 plutôt qu'échelonné jusqu'en 2003 en raison de l'effondrement du marché). Ces subventions plus élevées sur l'ensemble des produits animaux ⁽³⁹⁾ permet d'expliquer le taux accru d'augmentation enregistré pour la valeur réelle de la production animale lorsqu'elle est enregistrée au prix de base plutôt qu'aux prix du producteur.

Tableau 2.6 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole en France, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-4,9	3,4	-1,7	-1,5	56,3
Céréales	-8,6	3,8	-5,1	-2,5	15,6
Plantes fourragères	1,3	5,0	6,3	7,1	7,5
Pommes de terre	-1,0	20,1	18,9	17,9	1,8
Vin	-6,6	-3,4	-9,8	-9,8	12,6
Animaux	0,3	0,0	0,3	2,0	23,8
Bovins	-1,0	-13,4	-14,3	-8,0	12,3
Porcins	1,0	16,1	17,3	17,3	4,7
Ovins et caprins	3,4	23,7	27,9	18,3	1,2
Volailles	2,0	6,3	8,4	8,4	4,8
Produits animaux	-0,5	1,8	1,3	1,4	13,5
Lait	-0,5	2,3	1,8	1,8	12,0
Services agricoles	0,0	0,4	0,4	0,4	4,0
Activités secondaires (non séparables)	1,5	-1,2	0,2	0,2	2,3
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-2,6	2,0	-0,6	-0,1	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-1,5	2,1	//	0,6	50,2
Energie ; lubrifiants	0,0	-8,5	//	-8,5	7,8
Engrais et amendements	-12,0	12,7	//	-0,8	8,5
Produits de protection des cultures, pesticides	-12,5	-1,1	//	-13,5	8,0
Aliments pour animaux	1,3	4,9	//	6,2	36,5
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-4,6	3,9	//	-0,9	49,8
Consommation de capital fixe	1,2	1,0	//	2,2	24,7
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-6,5	5,0	//	-1,9	37,5
Autres impôts sur la production				-0,1	4,0
Autres subventions sur la production				12,2	4,6
REVENU DES FACTEURS				-1,1	75,9
Rémunérations des salariés				1,8	16,6
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				-1,9	59,4
Fermages				-2,0	6,6
Intérêts à payer				-1,6	5,6
REVENU NET D'ENTREPRISE				-2,0	47,2
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-1,8				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-2,7				73,7
dont : main d'oeuvre salariée	0,7				26,3

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +1,6 %
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

⁽³⁹⁾ Il convient de noter que les versements compensatoires pour les ovins ont fortement baissé tandis que les prix du producteur remontaient en flèche pour les ovins.

Les estimations les plus récentes relatives au marché du bétail laissent penser que vers la fin de l'année 2001, les ventes ont timidement commencé à se redresser en France, après l'effondrement à la fin de l'année 2000 puis l'épidémie de fièvre aphteuse au début de 2001, grâce aux mesures spéciales destinées soit à détruire (sans test), soit à acheter (après test) du bétail de plus de trente mois. La taille du cheptel bovin a une fois encore augmenté mais à un taux plus faible que l'année précédente. Néanmoins, la progression continue du cheptel bovin dans les exploitations depuis l'automne 2000 pèse sur les prix. Ceux-ci, depuis l'effondrement d'octobre 2000, n'ont pas réussi à se redresser ; en moyenne annuelle, les prix 2001 sont ainsi nettement inférieurs à ceux de l'année précédente (-13,4%).

Le volume de la production porcine devrait avoir légèrement progressé au cours de l'année 2001 (après une diminution en 2000). La crise qu'ont connue les marchés de la viande bovine a renforcé la demande de viande porcine jusqu'en été pour se stabiliser ensuite ; cela s'est traduit par une progression des prix au cours des trois premiers trimestres de l'année. Mais ils ont reculé à partir d'octobre. On a également observé une forte demande de viande ovine, d'où une amélioration des volumes de production au terme de quatre années de diminution. Néanmoins, on a noté des déséquilibres de l'offre car les importations d'ovins d'Angleterre - le principal exportateur vers la France - ont été interrompues en raison de l'épidémie de fièvre aphteuse au Royaume-Uni. L'importance de la demande et la faiblesse relative de l'offre ont entraîné une envolée des prix qui ont atteint des sommets historiques au cours du printemps. Bien que ces prix élevés aient légèrement atténué la demande, ils sont restés à un très haut niveau au cours de l'année. On a également noté une forte demande intérieure de volailles qui a compensé les exportations en baisse (tendance qui concerne les exportations vers le Moyen-Orient mais qui s'explique également par le recul, par rapport aux niveaux exceptionnels que l'Italie a connus en 2000, dû à une influenza aviaire pathogène). Au cours des cinq premiers mois de l'année, les prix ont atteint des niveaux historiquement élevés, les hausses étant particulièrement fortes en particulier pour les poulets mais également pour les pintades et les dindes.

En 2001, le volume de la production de lait devrait être très légèrement inférieur à celui de 2000. On estime que les prix du lait ont continué à monter en 2001 ; l'accord interprofessionnel de novembre 1997, qui indexe le prix à la production du lait sur ceux de certains produits laitiers transformés, a permis aux prix du lait de bénéficier de la remontée importante des prix de produits laitiers, d'où une amélioration des prix au second trimestre.

Un hiver rude et des précipitations au printemps, qui ont touché de nombreux produits végétaux, ont rendu difficile l'utilisation d'engrais et de produits de protection des cultures (volumes en baisse de 12% environ dans les deux cas). En dépit de l'augmentation du volume d'aliments pour animaux consommés (liée à l'accroissement du cheptel), le volume de l'ensemble des biens et services de consommations intermédiaires au cours de l'année a diminué pour la première fois depuis 1993. Toutefois, les coûts totaux de consommations intermédiaires ont progressé en raison de certaines hausses de prix significatives ; le prix des engrais (en particulier les engrais azotés) est fortement remonté (+12,7% en termes réels) en raison du redressement du prix du gaz au cours de l'année 2000 ; de même, le prix des aliments pour animaux (en particulier pour les bovins) a enregistré une hausse significative (+4,9% en termes réels) qui reflète l'accroissement du prix des composants (céréales, oléagineuses, tourteaux de soja...).

La légère croissance, en termes réels, des coûts intermédiaires ainsi que la valeur réelle pratiquement inchangée de la production agricole aux prix de base ont entraîné un petit recul de la valeur ajoutée brute réelle aux prix de base en 2001. La reprise des investissements dans les bâtiments agricoles a accru les coûts globaux de consommation de capital fixe, ce qui a pesé sur la valeur ajoutée nette aux prix de base. Le taux de diminution du revenu des facteurs a été quelque peu atténué par la majoration importante d'autres subventions sur la production (en particulier relèvement des subventions concernant l'aide exceptionnelle aux producteurs de bétail en raison de l'effondrement du marché, le gel des terres et les paquets agri-environnementaux).

Le volume de la main-d'œuvre salariée devrait s'être un peu amélioré en 2001, poursuivant ainsi une évolution à la hausse remontant à 1993. Associé à une progression des salaires horaires, cela a contribué à une croissance de la rémunération réelle des salariés. Ainsi, bien que les coûts réels des versements de fermages et d'intérêts se soient réduits en 2001, le revenu net réel d'entreprise (indicateur C) a fléchi à un taux un peu plus rapide que le revenu des facteurs.

Le revenu des facteurs et le revenu d'entreprise ont légèrement reculé en termes réels mais comme ces revenus ont été en principe partagés par un volume d'équivalents temps plein se réduisant à un taux plus rapide (-2,7% pour le volume de main-d'œuvre non salariée et -1,8% pour la main-d'œuvre totale), on comprend pourquoi les indicateurs A et B ont très peu augmenté.

2.7 Irlande

On estime que par rapport à 2000, le revenu de la branche d'activité agricole par équivalent temps plein (mesuré par l'indicateur A) devrait avoir augmenté, en 2001, de 7,8% en termes déflatés. Compte tenu de la progression de l'année précédente, cette amélioration continue intervient après deux années marquées par un recul relativement fort du revenu par rapport aux niveaux très élevés atteints en 1995 et 1996.

En Irlande, l'activité agricole est dominée par la production de bovins et de lait. Les évolutions annuelles de ces deux produits ont donc une influence déterminante sur la variation du principal indicateur du revenu.

Les prix réels du bétail ont chuté de 11,8% au cours de l'ensemble de l'année. La situation sur le marché de la viande bovine a été tendue en raison de la fièvre aphteuse et de l'ESB. Il n'y a eu qu'un seul cas confirmé de fièvre aphteuse en Irlande si bien que les conséquences n'ont pas été aussi fortes qu'au Royaume-Uni et que les faibles pertes qui en ont résulté n'ont pas été traitées comme exceptionnelles. Cependant, l'incertitude régnant sur le marché de la viande bovine a entraîné un recul de la demande et, partant, des volumes et des prix, ainsi qu'une réaction en chaîne positive sur les marchés de la volaille et des porcins.

Mesurée aux prix de base, la valeur de la production bovine s'est nettement détériorée (-15,9%) en 2001 car les subventions sur les bovins ont été considérablement réduites par rapport à l'année précédente. Cela est dû à un reclassement des subventions propres aux produits en subventions sur la production. Le Royaume-Uni et l'Irlande ont été les seuls États membres dans lesquels les subventions sur les bovins ont diminué.

Le volume de la production de lait a augmenté de 3,4% tandis que le prix a légèrement baissé (-0,3%). Le lait représente près d'un quart de la production agricole de l'Irlande et la hausse de la valeur réelle aux prix de base de 3,3% a donc été un facteur important de la variation de l'indicateur A.

En ce qui concerne le reste du secteur animal, on a noté des évolutions significatives de la production de porcins et d'ovins.

Le secteur porcin a bénéficié d'une baisse de la demande de viande bovine de la part des consommateurs ainsi que d'une offre plus limitée après la surproduction dans ce secteur au cours des années précédentes dans l'EU-15. En valeur réelle, le prix s'est accru de 10,6% (16,0% pour l'EU-15).

En moyenne de l'année, le prix réel des ovins a été nettement plus élevé qu'une année auparavant après que les fournitures du Royaume-Uni aient été interrompues à cause de la FA.

Dans le secteur végétal, la valeur réelle est restée largement stable par rapport à 2000. Les prix et les volumes des céréales ont un peu diminué, les volumes des plantes fourragères ont progressé mais les prix ont reculé et les prix des pommes de terre - qui ne font l'objet d'aucun quota, etc. - se sont améliorés de près d'un tiers. Normalement, le prix des pommes de terre est instable et peut monter ou diminuer de manière très marquée tout au long de l'année.

Tableau 2.7 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Irlande, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	3,6	-3,2	0,3	0,9	20,0
Céréales	-0,2	-0,2	-0,4	1,3	5,1
Plantes fourragères	9,0	-10,4	-2,4	-2,4	7,8
Pommes de terre	1,4	32,0	33,9	33,9	1,2
Animaux	-0,2	-3,7	-3,8	-9,6	50,0
Bovins	-1,2	-11,8	-12,8	-15,9	34,3
Porcins	3,1	10,6	14,0	14,1	4,7
Ovins et caprins	-4,3	37,9	31,9	3,1	5,8
Produits animaux	3,2	-0,5	2,7	3,0	25,2
Lait	3,4	-0,3	3,0	3,3	24,6
Services agricoles	-1,7	2,8	1,1	1,1	4,7
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	1,5	-2,2	-0,7	-3,8	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	2,0	-2,6	//	-0,7	53,5
Semences et plants	31,6	-22,8	//	1,7	3,1
Énergie ; lubrifiants	6,4	-6,4	//	-0,4	14,5
Engrais et amendements	-10,6	11,1	//	-0,7	10,8
Produits de protection des cultures, pesticides	-9,8	-4,4	//	-13,8	1,9
Aliments pour animaux	4,1	-4,2	//	-0,3	41,4
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-6,5	-1,0	//	-7,4	46,5
Consommation de capital fixe	//	//	//	-2,6	20,6
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	//	//	//	-8,7	36,9
Autres impôts sur la production				58,4	0,5
Autres subventions sur la production				47,5	16,2
REVENU DES FACTEURS				0,5	95,1
Rémunérations des salariés				-4,1	9,4
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				1,0	85,7
Fermages				-1,7	6,8
Intérêts à payer				-2,2	10,1
REVENU NET D'ENTREPRISE				1,8	68,8
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	-6,7				100,0
dont : main d'œuvre non salariée	-6,7				91,0
dont : main d'œuvre salariée	-7,1				9,0

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +4,8 %

Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Les prix de l'énergie ont fléchi de 6,4% en valeur réelle, c'est-à-dire dans les mêmes proportions que dans la plupart des autres États membres. Bien que le prix du pétrole ait été élevé pendant une grande partie de l'année 2001, il s'est détérioré au cours du dernier trimestre et a été nettement inférieur à celui de l'année précédente.

La valeur réelle des biens et services de consommations intermédiaires achetés par la branche d'activité agricole s'est un peu réduite. Cette stabilité globale masque toutefois d'importantes variations des postes "semences" et "produits de protection des cultures". Le volume des semences utilisées a

augmenté de près d'un tiers mais les prix ont chuté (-22,8% en valeur réelle). L'utilisation de produits de protection des cultures et de pesticides a diminué de 9,8% et les prix ont accusé un recul de 4,4%.

La quantité d'engrais utilisés a baissé de 10,6% et leur prix a augmenté de 11,1% en raison d'une hausse des prix de l'énergie en début d'année.

L'introduction du programme d'indemnités compensatoires basées sur la superficie (essentiellement pour le bétail et les ovins) a fait que les versements antérieurement classés comme "subventions sur les produits" sont maintenant considérés comme "autres subventions sur la production" qui accusent, en conséquence, une hausse de 47,5%.

La rémunération des salariés s'est nettement affaiblie (-4,1%) conformément au taux de réduction du volume de la main-d'œuvre salariée.

L'indicateur C (revenu net réel d'entreprise agricole) a accusé une hausse de 1,8% tandis que l'indicateur B (l'indice du revenu par unité de main-d'œuvre non salariée) a progressé de 9%. Le revenu des facteurs a été généré par un nombre réduit d'équivalents temps plein ; on a constaté un ralentissement continu du volume de la main-d'œuvre agricole (-6,7% (chiffre provisoire) pour la main-d'œuvre totale) ; cela concerne à la fois les travailleurs non salariés (indépendants) et la main-d'œuvre salariée.

2.8 Italie

Les estimations les plus récentes du revenu de l'activité de la branche agricole par équivalent temps plein en Italie indiquent qu'il n'y aurait pratiquement eu aucune modification en 2001 par rapport au niveau atteint en 2000 (la principale mesure de l'indicateur A étant fixée provisoirement à +0,2%). Cette stabilité intervient après une décennie de forte croissance du revenu ; le niveau de l'indicateur A en 2001 est de quelque 40% supérieur à celui du début des années 90.

L'une des révélations les plus intéressantes de ces récentes estimations est que le volume total de la main-d'œuvre agricole devrait avoir légèrement progressé (+0,5%). Même si cette estimation doit être considérée avec une certaine prudence, elle suggère une rupture (probablement brève) de la tendance à la baisse persistante des volumes annuels de main-d'œuvre observée non seulement en Italie mais également dans les autres États membres. Cette évolution montre également que la main-d'œuvre agricole en Italie correspond à près d'un cinquième de l'ensemble de ce type de main-d'œuvre dans toute l'Union européenne. L'impact de cette augmentation de la main-d'œuvre sur les indicateurs du revenu, à la fois en Italie et dans l'Union européenne, doit donc être souligné et il conviendra de signaler si cette estimation est révisée. On considère que la hausse de la main-d'œuvre totale est due à une progression plus nette de la main-d'œuvre salariée qui, en Italie, représente près de 40% de la main-d'œuvre agricole totale (proportion beaucoup plus forte que dans la majorité des États membres : EU-15 28%).

La relative stabilité des indicateurs du revenu s'explique également par celle du revenu des facteurs. Elle est le résultat des évolutions combinées des facteurs clés suivants :

- une hausse marginale de la valeur réelle de la production de la branche d'activité agricole à la fois en prix du producteur et en prix de base. Elle résulte d'un léger recul de la valeur réelle de la production végétale (dû au volume) et d'une hausse modérée de la valeur réelle de la production animale (due à la fois au volume et aux prix),

mais

- une légère croissance des coûts réels des biens et services de consommations intermédiaires (en particulier aliments pour animaux),
- une faible majoration du coût de la consommation de capital fixe.

Tableau 2.8 **Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole en Italie, 2001 par rapport à 2000 (en %)**

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-2,0	1,0	-1,1	-1,2	63,7
Céréales	-3,7	0,7	-3,1	-2,6	10,8
Légumes frais	-2,3	-4,4	-6,6	-6,6	11,8
Fruits	-0,9	3,8	2,8	2,8	10,7
Vin	-3,2	2,8	-0,5	-0,5	9,5
Huile d'olive	-0,2	-3,6	-3,8	-2,0	4,8
Animaux	1,7	4,0	5,9	6,3	20,3
Bovins	-1,4	-8,1	-9,4	-6,8	8,2
Porcins	1,9	22,1	24,5	24,5	5,2
Produits animaux	0,1	-1,5	-1,4	-1,4	12,1
Lait	-0,5	0,3	-0,2	-0,2	9,9
Services agricoles	1,4	1,6	3,0	3,0	2,3
Activités secondaires (non séparables)	4,9	1,4	6,3	6,3	1,7
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-0,7	1,3	0,6	0,6	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-0,7	1,8	//	1,1	32,1
Energie ; lubrifiants	-4,0	-6,5	//	-10,2	12,2
Aliments pour animaux	-1,7	5,3	//	3,5	51,1
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-0,7	1,1	//	0,3	67,9
Consommation de capital fixe	1,5	-0,8	//	0,7	27,0
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-1,6	1,8	//	0,2	49,5
Autres impôts sur la production				-1,9	2,0
Autres subventions sur la production				6,5	5,7
REVENU DES FACTEURS				0,7	76,7
Rémunérations des salariés				-0,1	22,3
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				1,0	54,4
Fermages				1,9	1,1
Intérêts à payer				-4,9	3,7
REVENU NET D'ENTREPRISE				1,5	49,6
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	0,5				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-0,1				60,6
dont : main d'oeuvre salariée	1,4				39,4

(*)Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +2,6 %
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

L'agriculture italienne a une base de production plus large que la plupart des autres États membres mais les produits végétaux prédominent. On estime que le volume de la production de légumes frais a un peu diminué en 2001 par rapport à 2000, en raison principalement d'un taux similaire de baisse du volume de la production de tomates (réduction de la superficie de production). Le prix réel annuel moyen de l'ensemble du groupe de produits devrait, lui aussi, avoir été un peu plus bas en 2001, la concurrence sur le marché des tomates en étant la principale raison. Le développement du secteur des fruits est caractérisé par des différences significatives entre les sous-secteurs "fruits frais", "agrumes" et "fruits tropicaux" ayant moins de valeur. Contrairement aux deux autres sous-secteurs, le volume des agrumes devrait avoir considérablement chuté (-10,8%), la réduction du volume des citrons étant particulièrement importante (due pour beaucoup à un recul de la superficie de production). Dans une large mesure, l'accroissement

considérable des prix réels des agrumes (+9,0%) a compensé la baisse de leur volume de production. Le volume des fruits frais devrait s'être un peu redressé (+2,6%), les taux de croissance des pommes et des poires de table étant similaires. L'augmentation de la demande a fait progresser de façon modérée le prix réel moyen (+2,1%). La hausse de la demande de fruits tropicaux a entraîné une évolution importante à la fois du volume de production (+14,6%) et des prix en valeur réelle (+7,4%).

Avec quelque 52,3 millions d'hectolitres (selon l'ISTAT), le volume de la production de vin a été, en 2001, inférieur à celui de l'année précédente et même proche du bas niveau record (en 1997) des quarante dernières années. Ce nouveau recul s'explique en grande partie par de mauvaises conditions météorologiques : gelées tardives au printemps suivies d'une période de sécheresse puis de températures élevées au cours des mois d'été. Au début de l'année, les viticulteurs pensaient que les niveaux de production remonteraient mais bien que cela n'ait pas été le cas, on a noté une légère augmentation des prix en valeur réelle. Ces conditions météorologiques semblent également avoir interrompu l'évolution cyclique de la production d'olives dont les volumes sont restés aux bas niveaux de l'année précédente. Les prix réels de l'huile d'olive ont continué à reculer du fait d'une concurrence plus forte sur les marchés internationaux due, en particulier, à un net relèvement de la production en Espagne.

En 2001, le volume de la production céréalière devrait également avoir été inférieur à celui de 2000 en raison, essentiellement, d'une baisse sensible du volume de la production de blé (-13,1%) ; les rendements du blé tendre, mais surtout du blé dur, devraient, selon les estimations, avoir reculé en 2001 (près de -5% et de -20% respectivement) alors que la superficie de production de blé tendre a été fortement réduite (-7% environ) et que celle du blé dur s'est légèrement accrue (-3% environ). Tandis que le rendement moyen du maïs a diminué (-3% environ), le volume de la production de maïs-grains a quelque peu progressé (+2,7%) en raison d'une extension de la superficie de production. Conformément à l'Agenda 2000, les subventions ont été, comme prévu, majorées afin de compenser la réduction des prix d'intervention des céréales. Dans le cas du blé tendre, le recul marqué du volume de production a entraîné un redressement des prix du producteur (+5,9% en valeur réelle). Parallèlement à l'augmentation des subventions programmées par l'Agenda 2000, la valeur réelle du blé, exprimée en prix de base, a en fait accusé une hausse modérée (+3,3%). La chute de la valeur réelle du maïs-grains exprimée en prix de base (-10,2%) a entraîné un fléchissement de la valeur globale des céréales ; cela est presque entièrement imputable à la réduction drastique des subventions (-31,7% en valeur réelle).

Les évolutions du secteur animal, en Italie, sont semblables à celles observées ailleurs en Europe. La crise sanitaire due à l'ESB et à la fièvre aphteuse (FA) dans d'autres États membres a perturbé les marchés du bétail. Le volume de bovins abattus en 2001 a été moins élevé que l'année précédente (surtout au cours du premier semestre de l'année) et du fait d'un cheptel bovin quelque peu réduit, le volume de la production bovine devrait être en léger repli. La faiblesse continue de la demande et la réduction programmée des prix d'intervention ont exercé une forte pression à la baisse sur les prix. Malgré un relèvement important des subventions programmées (prime spéciale aux bovins, prime à la vache allaitante et à l'abattage), la valeur réelle de la production bovine en prix de base a été nettement inférieure en 2001 à celle de 2000.

Le volume de la production porcine devrait avoir augmenté en 2001, la production du premier trimestre de l'année étant particulièrement importante par rapport à l'année précédente. Malgré l'augmentation du volume de production, une forte demande et un affaiblissement continu de l'offre depuis les pics de 1999, au niveau de l'UE, sont à l'origine d'une remontée sensible des prix du producteur. Dans le secteur de l'élevage intensif, on remarque par ailleurs que le volume de la production de volailles a continué à se redresser nettement depuis l'épidémie d'influenza aviaire au début de l'année 2000. Les prix ont baissé par rapport aux hauts niveaux de l'année précédente (-4,5% en termes réels).

En dépit d'un léger recul du volume de la production de lait attendu pour 2001, il est à craindre une fois encore que l'Italie ait dépassé son quota de production en 2001. D'après le recensement d'été du

bétail, il semblerait que l'effectif du cheptel laitier italien a également augmenté (+4,3% d'après les chiffres d'Eurostat). Le prix moyen annuel du lait étant resté relativement stable, la valeur réelle n'a pratiquement pas varié, en 2001, par rapport au niveau de 2000.

Au niveau global de la branche d'activité agricole, ces diverses évolutions par produit ont entraîné une légère amélioration de la valeur réelle exprimée en prix du producteur et en prix de base. Une petite progression des coûts réels des biens et services de consommations intermédiaires utilisés pour la production de la branche d'activité agricole n'a cependant pratiquement pas modifié le niveau de la valeur ajoutée brute (aux prix de base). Des coûts plus élevés peuvent, en grande partie, être imputés à une hausse des prix des aliments pour animaux (+5,3% en valeur réelle). En dépit d'un faible accroissement des coûts de la consommation de capital fixe en valeur réelle, un relèvement important des "autres subventions nettes sur la production" (+11,1%) est à l'origine d'une modeste évolution à la hausse du revenu des facteurs. Les estimations les plus récentes disponibles semblant indiquer que ce revenu accru a été en partie généré et en principe partagé par une main-d'œuvre en légère progression, on pense que le niveau de l'indicateur A devrait, en 2001, être presque exactement le même que celui enregistré en 2000.

La modeste reprise du revenu, lorsque celui-ci est déterminé par la mesure du revenu d'entreprise (selon les indicateurs B et C), s'explique par l'important recul du niveau des versements d'intérêts nets en valeur réelle dû essentiellement à la diminution des taux d'intérêt sur les prêts.

2.9 Luxembourg

D'après l'indicateur A, le revenu agricole moyen par unité de travail annuel au Luxembourg devrait avoir baissé de 0,6% en 2001. Il s'agit du seul recul observé dans l'EU-15. En effet, les autres États membres ont tous enregistré des augmentations de cet indicateur du revenu par rapport à 2000.

Cette diminution s'explique essentiellement par un fléchissement de la production végétale en 2001. Des conditions météorologiques défavorables ont, en particulier, entraîné une réduction du volume de la production de 11,7% en moyenne par rapport à l'année précédente. Les reculs marqués des volumes de production du vin et des céréales (-14,3% et -11,7% respectivement) ont, à cet égard, joué un rôle car il s'agit des deux principaux produits végétaux (d'après leur part dans la valeur de la production) de l'agriculture luxembourgeoise. Le prix réel moyen du producteur dans le secteur de la production végétale n'a que très légèrement progressé par rapport à l'année précédente (+0,7%).

Même si, en 2001, il n'y a eu aucun nouveau cas d'ESB au Luxembourg, le marché bovin a nettement subi la crise due aux craintes des consommateurs vis-à-vis de cette maladie. Le volume de la production bovine s'est certes accru de 2,9% (baisse moyenne de 1,9% dans l'EU-15) mais les prix réels à la production ont chuté de plus de 20% en moyenne annuelle, l'un des taux les plus élevés de l'EU-15. Les versements directs propres aux produits ayant considérablement augmenté (+75,8% en valeur réelle) dans le secteur de la production bovine, la diminution de la valeur de la production aux prix de base a toutefois été limitée (-2,3%).

La hausse des prix réels du producteur dans le secteur de la production porcine a été du même ordre (+15,1%) que dans les autres États membres. Néanmoins, on a observé une détérioration relativement importante du volume de la production (-8,6%), ce qui fait que la croissance de la valeur de la production (aux prix de base) n'a pas dépassé un modeste 5,2% - contre 16,2% pour l'ensemble de l'EU-15.

Le lait est de loin le produit le plus important de l'agriculture luxembourgeoise ; sa part dans la valeur de la production représentait près d'un tiers au cours de l'année de base 2000. Il n'est donc pas étonnant que le redressement de la valeur de la production de lait de 6,2% en valeur réelle (du fait de prix réels à la production plus élevés et d'un léger accroissement du volume de la production) ait très largement influencé l'évolution du revenu en 2001.

D'après les résultats provisoires, l'utilisation des consommations intermédiaires par l'agriculture luxembourgeoise n'a pratiquement pas varié par rapport à l'année 2000 ; cela s'applique à l'évolution du volume moyen d'utilisation, des prix réels et, par conséquent, des dépenses de consommations intermédiaires en termes de valeur. Les variations les plus importantes des différents postes ont concerné, en 2001, les prix de l'énergie (-5,5% en valeur réelle) et des engrais (+10,1% en valeur réelle) ; ces deux variations sont conformes à l'évolution générale observée en Europe.

Tableau 2.9 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole au Luxembourg, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-11,7	0,7	-11,1	-9,8	33,1
Céréales	-10,5	-3,5	-13,6	-10,3	9,0
Vin	-14,3	0,3	-14,0	-14,0	11,1
Animaux	-0,1	-10,9	-11,0	-0,2	28,4
Bovins	2,9	-20,6	-18,3	-2,3	20,9
Porcins	-8,6	15,1	5,2	5,2	6,7
Produits animaux	2,6	3,2	5,8	6,8	33,2
Lait	1,6	3,5	5,2	6,2	31,7
Services agricoles	-1,6	0,0	-1,6	-1,6	2,9
Activités secondaires (non séparables)	1,7	0,0	1,7	1,7	2,4
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-2,8	-1,6	-4,3	-1,0	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-0,1	0,0	//	-0,1	49,7
Energie ; lubrifiants	0,0	-5,5	//	-5,5	7,3
Engrais et amendements	0,0	10,1	//	10,1	7,7
Aliments pour animaux	0,0	-0,3	//	-0,3	39,3
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-5,3	3,6	//	-2,0	50,3
Consommation de capital fixe	0,0	0,0	//	0,0	21,1
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-9,2	6,4	//	-3,4	58,1
Autres impôts sur la production				-2,9	0,5
Autres subventions sur la production				0,3	22,4
REVENU DES FACTEURS				-2,4	79,9
Rémunérations des salariés				3,8	8,4
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				-3,1	71,5
Fermages				-2,5	8,6
Intérêts à payer				-11,8	8,7
REVENU NET D'ENTREPRISE				-1,8	54,2
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-1,7				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-3,4				83,7
dont : main d'oeuvre salariée	6,9				16,3

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +3,0 %
 Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

La valeur ajoutée brute aux prix de base s'est réduite, en 2001, par rapport à l'année 2000 de 2,0% en valeur réelle. Quant à la valeur ajoutée nette, elle a enregistré un recul de 3,4% (pour des amortissements non modifiés en valeur réelle). Les variations des autres subventions et des autres impôts sur la production n'ont eu qu'une importance mineure en 2001. Le revenu réel des facteurs agricoles, qui

constitue la base du calcul de l'indicateur A du revenu, a baissé de 2,4%. Le fait que l'indicateur A n'ait fléchi que de 0,6% par rapport à l'année précédente s'explique - à ce stade de l'étude - par une nouvelle réduction de la main-d'œuvre (-1,7%).

Le revenu net réel d'entreprise, dont l'évolution est mesurée par l'indicateur C, a été de 1,8% inférieur à celui de l'année 2000. Des taux d'intérêt nettement plus faibles qu'en 2000 ont entraîné une diminution considérable de la valeur des intérêts à verser (-11,8% en valeur réelle) mais les fermages ont également été de 2,5% (en valeur réelle) inférieurs à ceux de l'année précédente. C'est pourquoi on a aussi constaté une nette hausse de la rémunération de la main-d'œuvre salariée (+3,8%) en valeur réelle. En ce qui concerne la main-d'œuvre non salariée, on estime que celle-ci a reculé de 3,4% au cours de l'année 2001. L'indicateur B, qui mesure l'évolution du revenu net réel d'entreprise par rapport à celle de la main-d'œuvre non salariée, a enregistré une croissance de 1,7%.

2.10 Pays-Bas

D'après les estimations les plus récentes ⁽⁴⁰⁾, le revenu agricole moyen par équivalent temps plein en 2001 serait légèrement supérieur à celui enregistré en 2000 en termes réels (c'est-à-dire déflatés), même s'il demeure proche des bas niveaux historiques. Les indicateurs A et B devraient avoir progressé, de +2,4% et +4,6% respectivement.

De manière générale, l'ensemble du secteur a connu les évolutions suivantes :

- un léger recul de la valeur de la production de la branche d'activité agricole, exprimée en prix réels à la production (-2,1%), qui s'explique par des évolutions générales opposées des prix moyens à la production (+0,5%) et du volume total de la production (-2,5%) ainsi que par des évolutions divergentes au sein de ces deux catégories ;
- une montée en flèche de la valeur des subventions *nettes* sur les produits (+21,2% en termes réels), les subventions sur les produits animaux ayant plus que doublé ;
- un fléchissement des coûts réels des biens et services de consommations intermédiaires ;
- une réduction notable du volume de la main-d'œuvre totale - le taux estimé de contraction étant le plus élevé de la dernière décennie - accentuée par la forte diminution du volume de la main-d'œuvre non salariée (-5,6%).

Le secteur agricole néerlandais a dû faire face aux incertitudes liées à l'apparition de foyers de fièvre aphteuse au printemps (et aux restrictions de la mobilité qui ont suivi), aux effets durables de la crise de l'ESB ainsi qu'à des pluies torrentielles au moment de la récolte.

En raison de l'épidémie de fièvre aphteuse, l'abattage et l'exportation d'animaux ont fait l'objet d'interdictions diverses pendant plusieurs mois. Le bétail étant retenu dans les exploitations, des pressions à la baisse se sont exercées sur les prix durant le second semestre (s'ajoutant à la faiblesse de la demande depuis la crise de l'ESB et à la seconde réduction progressive des prix d'intervention du bœuf (-6,7%) qui avait été prévue dans l'Agenda 2000). Dans le cadre des réformes de l'Agenda 2000, les primes compensatoires spéciales pour le bœuf, les vaches allaitantes et l'abattage ont été progressivement majorées, mais la valeur de la production bovine, même mesurée aux prix de base, a reculé de manière significative en 2001.

⁽⁴⁰⁾ Données fournies par le LEI avec son rapport intitulé "*Actuele ontwikkeling van bedrijfsresultaten en inkomens in 2001*".

Contrairement à l'élevage bovin, le secteur de l'élevage intensif s'est caractérisé par de fortes hausses de prix associées à des réductions du volume de la production. L'interdiction des ventes de porcins au printemps 2001 pour cause de fièvre aphteuse a eu un impact considérable. Au premier semestre 2001, la production porcine (en termes de têtes) était inférieure d'un cinquième environ à celle enregistrée au premier semestre 2000 et un approvisionnement insuffisant en période de forte demande des consommateurs a provoqué une envolée des prix. Même si les prix ont commencé à fléchir avec l'assouplissement des contrôles, la hausse de prix moyenne sur l'ensemble de l'année a plus ou moins compensé la réduction du volume de la production, de sorte que la valeur réelle de la production porcine, mesurée aux prix à la production, est restée très proche du niveau enregistré en 2000. L'évolution de la demande des consommateurs au profit des produits avicoles a été particulièrement prononcée et les prix réels ont fortement augmenté.

Le recensement des bovins organisé en mai-juin montre que le nombre de vaches laitières en 2001 était supérieur à celui recensé en 2000. Selon les estimations, le volume de la production de lait a légèrement augmenté par rapport à 2000 (la teneur en matières grasses étant elle aussi plus élevée), même si les livraisons ont semblé commencer à fléchir au second semestre. En termes nominaux, le prix moyen du lait aux Pays-Bas a considérablement augmenté sur l'ensemble de l'année, même si les prix ont subi des pressions vers la fin de l'année (en raison d'une baisse de la demande de lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des veaux et de lait entier en poudre pour l'exportation, les excédents de lait ont été utilisés pour la production de beurre). Les Pays-Bas ayant enregistré un taux d'inflation relativement élevé en 2001, les prix moyens du lait ont en réalité baissé marginalement en termes réels. Après avoir chuté en 1999 et en 2000 (données révisées), le volume de la production d'œufs devrait avoir légèrement progressé en 2001 (+4,0%). On estime donc que les prix réels moyens des œufs ont de nouveau fortement régressé (-7,9% en termes réels), après s'être élevés en 2000 bien au-dessus du niveau plancher de 1999.

D'aucuns ont craint que le temps humide qui s'est maintenu tout au long de 2001 ait sérieusement affecté le volume de la production de pommes de terre (ce qui aurait été particulièrement fâcheux étant donné que les Pays-Bas sont le second plus grand producteur de l'UE après l'Allemagne). Les dernières estimations montrent toutefois que les baisses sont beaucoup moins importantes que prévu et qu'elles reflètent davantage la réduction des superficies ensemencées que la baisse du rendement moyen. La baisse du volume de production à l'échelle de l'UE (notamment en Allemagne) a fait remonter les prix très en dessus des niveaux particulièrement bas enregistrés ces dernières années.

Les volumes de production des légumes frais ainsi que des plantes et des fleurs en 2001 étaient relativement proches de ceux de 2000, mais dans les deux cas, les prix réels ont légèrement décliné. Dans le secteur des légumes frais, des chutes de prix ont toutefois été observées pour certains produits tels que les tomates, les concombres, les poivrons rouges et jaunes et (au second semestre) les champignons. En ce qui concerne les tomates et les concombres, les baisses de prix s'expliquent par la concurrence soutenue sur les marchés internationaux, en particulier des pays du Sud de l'Europe, tels que l'Espagne, l'Italie et les îles Canaries, ainsi que par un chevauchement croissant des périodes de végétation. Parmi les autres légumes, il convient de noter le recul important du marché des choux de Bruxelles (-9% selon les estimations), marqué par une rentabilité faible ces dernières années. Sur le marché des fleurs coupées, on note la poursuite du déclin des œillets (-50% depuis 1997), une forte baisse des prix des chrysanthèmes, mais une progression générale des exportations totales (avec une forte croissance des exportations à destination de l'Irlande et du Royaume-Uni). Le marché des bulbes de tulipes et de jacinthes s'est caractérisé par une relative stabilité des volumes et des prix. Pour les plantes en pots, le niveau général des prix a quelque peu progressé en termes nominaux et l'accroissement progressif des superficies de production s'est poursuivi.

Tableau 2.10 **Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole aux Pays-Bas, 2001 par rapport à 2000 (en %)**

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-1,5	1,7	0,2	0,3	49,9
Légumes frais	-1,0	-3,8	-4,8	-4,8	10,1
Plantes et fleurs	0,5	-2,9	-2,4	-2,4	25,1
Pommes de terre	-4,0	52,4	46,3	45,5	3,2
Animaux	-8,0	0,3	-7,8	-7,1	23,4
Bovins	-11,0	-26,7	-34,7	-31,1	6,6
Porcins	-8,0	9,5	0,8	0,4	12,6
Volailles	-4,0	14,3	9,7	9,7	3,5
Produits animaux	1,2	-1,6	-0,4	0,2	18,6
Lait	1,0	-0,5	0,5	1,2	16,5
Services agricoles	-2,0	-1,4	-3,4	-3,4	7,5
Activités secondaires (non séparables)	3,6	-1,8	1,8	1,8	0,4
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-2,5	0,5	-2,1	-1,7	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-2,2	1,1	//	-1,2	54,6
Energie ; lubrifiants	-1,0	8,1	//	7,0	12,4
Produits de protection des cultures, pesticides	-15,0	-3,3	//	-17,8	2,9
Aliments pour animaux	-2,0	0,3	//	-1,7	32,4
Services agricoles	-1,0	-1,4	//	-2,4	12,8
Autres biens et services	-2,0	-1,4	//	-3,4	18,6
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-2,9	0,5	//	-2,4	45,4
Consommation de capital fixe	0,0	-1,4	//	-1,4	27,5
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-4,0	1,2	//	-2,8	32,9
Autres impôts sur la production				-1,4	4,8
Autres subventions sur la production				79,0	1,5
REVENU DES FACTEURS				-1,1	69,3
Rémunérations des salariés				1,0	22,1
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				-2,1	47,2
Fermages				-2,5	0,8
Intérêts à payer				-4,8	14,2
Intérêts à recevoir				-4,8	2,3
REVENU NET D'ENTREPRISE				-1,2	34,4
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-3,4				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-5,6				66,8
dont : main d'oeuvre salariée	1,0				33,2

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +5,0 %

Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

On estime que les coûts réels des biens et services de consommations intermédiaires ont globalement diminué même si les coûts des biens et services individuels ont connu des évolutions très différentes avec des écarts importants selon le type d'exploitation. Les prix du gaz ont notablement augmenté, entraînant une hausse des prix de l'énergie (le gaz étant un poste de coût important dans la floriculture et l'horticulture sous serre) et des engrais (+8,1% et +14,3% respectivement) ⁽⁴¹⁾. En ce qui concerne les engrais, la poursuite de l'augmentation des prix associée au temps généralement humide et à de nouvelles

(41) À cet égard, il convient de garder à l'esprit le renforcement relatif du dollar par rapport à l'euro.

pressions sur l'environnement ont conduit à une réduction significative de l'utilisation d'engrais (-10%). L'examen, par le Parlement, des pressions accrues sur l'environnement a également entraîné une forte diminution de la quantité de produits phytosanitaires utilisée (-15,0%). Avec le recul de la demande, les prix réels des produits phytosanitaires ont légèrement baissé. La demande de services vétérinaires a considérablement augmenté (+10,0% en volume) durant l'épidémie de fièvre aphteuse, la hausse des prix étant plus ou moins conforme à l'inflation. On estime que le volume d'aliments pour animaux a fléchi (-2,0%), même si les prix, en particulier des aliments achetés aux exploitations, devraient avoir progressé à un taux légèrement supérieur à celui de l'inflation.

Même si l'on estime que les coûts réels des biens et services de consommations intermédiaires ont diminué en 2001, le déclin plus important de la valeur réelle de la production de la branche d'activité agricole a comprimé la valeur ajoutée brute aux prix de base. La baisse, en termes réels, de la valeur de la consommation fixe de capital, associée à une hausse sensible des subventions nettes sur les produits (en grande partie liées à la fièvre aphteuse) ont contribué à limiter la chute du revenu des facteurs. La progression de l'indicateur A s'explique par le fait que ce revenu des facteurs, en légère baisse, a été partagé par un volume plus restreint d'équivalents temps plein.

Étant donné que le volume de la main-d'œuvre salariée a continué à croître (contrairement à celui de la main-d'œuvre non salariée), en particulier dans le secteur de l'horticulture, et que les salaires estimés se sont alignés sur l'inflation, les coûts salariaux (rémunération des salariés) se sont eux aussi accrus. Les réductions successives des taux d'intérêts au troisième et au quatrième trimestre de l'année ne se sont pas encore répercutées sur les contrats, et les paiements d'intérêts en 2001 (qui, dans le secteur agricole néerlandais, sont six fois plus élevés que les encaissements d'intérêts) se situaient à un niveau similaire à ceux de 2000 en termes nominaux (mais inférieur en termes réels). Ces principales évolutions des coûts supplémentaires supportés par l'agriculture ont entraîné une baisse du revenu réel net d'entreprise (indicateur C) similaire à celle du revenu des facteurs. Le taux de croissance plus important de l'indicateur B s'explique par la forte diminution du volume de la main-d'œuvre non salariée, qui s'est partagé le revenu net d'entreprise en légère baisse.

2.11 Autriche

Après avoir baissé entre les années 1996 et 1999 puis légèrement augmenté en 2000, il semble que le revenu de l'activité agricole a nettement progressé en Autriche au cours de l'année 2001. Le revenu agricole moyen par UTA (mesuré par l'indicateur A) devrait avoir enregistré une hausse de 10,9% (2000 : +2,6%) ⁽⁴²⁾ d'après des calculs provisoires effectués par l'Office statistique d'Autriche à partir de données encore incomplètes.

Le revenu des facteurs agricoles (base de l'indicateur A du revenu) s'est probablement accru de 9,0% en valeur réelle par rapport à l'année précédente. Cette croissance est due, pour l'essentiel, aux facteurs suivants :

- une majoration - en raison surtout des prix - de la valeur réelle de la production aux prix de base. À cet égard, il convient de citer avant tout l'important redressement des prix réels à la production des porcins et du lait ;

⁽⁴²⁾ La comparaison, avec une année de référence, du niveau atteint par l'indice à la suite de cette importante et récente augmentation, n'est pas très simple dans le cas de l'Autriche. En 1995, suite à l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne, il y a eu une rupture considérable dans la série chronologique : par rapport à 1994, l'indicateur accusait une croissance de 12,3% en 1995 puis un recul de 10,3% en 1996 par rapport à 1995, c'est-à-dire qu'il était pratiquement retombé à son niveau de 1994. La référence à 1995 seulement donne donc une image déformée de la réalité (sur la base 1995 = 100, le niveau atteint par l'indicateur A en 2001 serait égal à 90,2). C'est la raison pour laquelle EUROSTAT calcule d'une manière générale (voir chapitre 1.2) le niveau de l'indice en se référant à la moyenne des années 1994-1996 ("1995" = 100). D'après ce calcul, l'indicateur A de l'Autriche ne serait que de 2,9 points inférieur à la valeur de référence compte tenu de l'augmentation récente au cours de l'année 2001. Il convient toutefois ici de faire remarquer que les données de l'année 1994 seront éventuellement encore révisées.

- un relèvement de la valeur réelle des autres subventions sur la production (c'est-à-dire non propres aux produits) à cause, en particulier, de fonds disponibles plus élevés au titre de l'ÖPUL⁽⁴³⁾, et
- des dépenses de consommations intermédiaires et d'amortissements légèrement plus faibles en valeur réelle.

La poursuite de la reprise des prix à la production de porcins (+17,7% en valeur réelle en 2000) a été, en Autriche également, l'un des facteurs déterminants de l'évolution du revenu en 2001. Le volume de la production s'est légèrement réduit (-1,9%) en raison, principalement, d'une diminution des abattages.

Tableau 2.11 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Autriche, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	2,2	-2,3	-0,1	-0,2	44,8
Céréales	7,8	-6,3	1,0	1,0	12,9
Oléagineux	8,5	22,7	33,2	18,2	1,6
Betteraves sucrières	5,3	-8,2	-3,3	-3,3	2,4
Plantes fourragères	-1,0	-4,1	-5,1	-5,0	8,9
Légumes frais	3,4	11,0	14,8	14,9	2,4
Pommes de terre	2,2	-10,5	-8,6	-8,9	1,0
Fruits	-9,0	1,4	-7,7	-7,7	4,7
Vin	6,0	-2,2	3,7	3,7	7,1
Animaux	0,5	1,6	2,1	3,7	27,0
Bovins	3,0	-16,5	-13,9	-7,6	12,5
Porcins	-1,9	17,7	15,5	15,5	11,9
Produits animaux	-2,1	9,9	7,6	8,2	18,2
Lait	-1,1	12,3	11,1	12,0	14,9
Services agricoles	-1,9	-0,1	-2,0	-2,0	3,0
Activités secondaires (non séparables)	-1,3	-0,1	-1,4	-1,4	7,1
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	0,5	1,4	1,9	2,3	100,0
CONSUMMATIONS INTERMÉDIAIRES	0,0	-0,3	//	-0,4	55,3
Engrais et amendements	-4,2	22,7	//	17,6	3,9
Aliments pour animaux	-0,2	-2,3	//	-2,5	38,6
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	2,7	2,8	//	5,5	44,7
Consommation de capital fixe	-0,6	0,3	//	-0,4	25,8
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	7,2	6,0	//	13,7	42,3
Autres impôts sur la production				-2,0	3,3
Autres subventions sur la production				4,0	46,2
REVENU DES FACTEURS				9,0	85,1
Rémunérations des salariés				-0,7	10,1
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				10,3	75,0
Fermages				0,7	5,0
Intérêts à payer				3,9	6,1
Intérêts à recevoir				-4,8	2,4
REVENU NET D'ENTREPRISE				11,1	66,3
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-1,7				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-1,8				89,3
dont : main d'oeuvre salariée	-0,4				10,7

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +2,1 %

Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

(43) Programme autrichien de promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement, extensive et protégeant le milieu naturel.

En 2001, la crise de l'ESB a également laissé des traces visibles en Autriche. Le premier cas d'ESB dans ce pays n'a certes été déclaré qu'en décembre 2001 même si, dès le début de l'année, on avait relevé un premier cas douteux. De plus, les premiers constats d'ESB en Allemagne, pays voisin, vers la fin de l'année 2000 ont influencé le comportement des consommateurs autrichiens. De ce fait, les prix à la production de bovins ont baissé en moyenne de 16,5% en valeur réelle. Une nette croissance des abattages (+10%) - allant cependant de pair avec une réduction des effectifs - a provoqué, d'autre part, une progression du volume de production de 3,0% au cours de l'année 2001. Cette croissance, à laquelle il convient également d'ajouter un relèvement important des versements directs pour les bovins dans le cadre de l'Agenda 2000 (accroissement des subventions propres aux produits de +22,0%) a limité à -7,6% le fléchissement de la valeur de la production mesurée en prix de base.

Avec une part de près de 15% dans la valeur de la production, le lait est le produit le plus important de l'agriculture autrichienne. L'évolution du secteur laitier, pour lequel on note une remontée extrêmement forte des prix réels à la production (+12,3%), a donc eu un impact important sur le résultat global de l'agriculture. Au cours des années passées, les prix à la production du lait étaient restés, en Autriche, à un niveau relativement bas de sorte qu'en 2000 surtout, les producteurs avaient préféré livrer leur lait aux transformateurs bavarois (qui payaient des prix à la production plus élevés). Ainsi, la remontée des prix en 2001 s'explique, d'une part, par le fait que les laiteries ont relevé leurs prix à la production afin de garantir leurs approvisionnements en lait cru face au risque éventuel de nouvelles défections de fournisseurs. D'autre part, du fait du relèvement général des prix du lait en Europe, des augmentations partielles des prix ont pu être obtenues du commerce et répercutées sur les producteurs de lait. Le volume de la production de lait n'a été, en 2001, que très légèrement inférieur à celui de l'année précédente de sorte que l'on prévoit une taxe supplémentaire également pour la campagne laitière de 2001/2002.

Suite, essentiellement, aux évolutions partielles décrites ci-dessus, une croissance de la valeur réelle moyenne (aux prix de base) de 4,5% a été atteinte dans le secteur de la production animale. En revanche, la valeur réelle de la production végétale est un peu retombée en-dessous de son niveau de l'année précédente. En ce qui concerne l'ensemble de la production végétale, cela est le résultat d'évolutions contraires du prix moyen du producteur et des subventions sur les produits, d'une part (baisse en valeur réelle pour les deux), et du volume de production, d'autre part (augmentation). Quant aux différents produits végétaux (ou groupes de produits), on a observé toutefois des tendances très différentes qui sont décrites en détail ci-dessous ; on a recensé, entre autres, des pertes de valeur pour les fruits, les pommes de terre, les betteraves sucrières et les plantes fourragères mais des augmentations pour les céréales, les graines oléagineuses, les légumes frais et le vin.

La superficie cultivée en céréales a un peu reculé (-1%) par rapport à l'année précédente. Les superficies consacrées aux céréales fourragères ont un peu augmenté en raison d'un accroissement de la culture de maïs-grains et de triticale tandis que celles plantées en céréales panifiables ont été réduites. La récolte de céréales de 2001 a été une bonne récolte moyenne ; compte tenu des rendements moindres l'année précédente dus à la sécheresse, cela a cependant signifié des taux de croissance élevés - parfois même à deux chiffres - du volume de production de la plupart des variétés de céréales (entre autres blé, orge, seigle). La situation du maïs-grains a été différente car la récolte de l'année 2001 a été nettement inférieure à la récolte record de l'année précédente. Pour l'ensemble des céréales, la croissance moyenne du volume de production a été de +7,8%. En même temps, on a observé une diminution du prix réel moyen à la production de 6,3% si bien que, les subventions sur les céréales n'ayant que faiblement progressé en valeur réelle, la valeur de la production aux prix de base n'a que peu varié (+1,0%) par rapport à l'année 2000.

La production de graines oléagineuses a enregistré, en 2001, une considérable croissance en valeur. La plus grande partie de la récolte a été constituée de colza d'hiver (61% environ) dont la superficie

cultivée (+9%) et le niveau de rendement (+8%) ont augmenté. La culture des courges à huile ainsi que des fèves de soja a été accrue tandis que la superficie plantée en tournesol a reculé de 9% environ. Le rendement moyen des tournesols et des courges à huile a été un peu supérieur à celui de l'année précédente tandis que celui des fèves de soja, en revanche, a été légèrement inférieur au niveau de l'année 2000. Compte tenu des prix à la production nettement plus élevés (+22,7% en valeur réelle, en moyenne de toutes les graines oléagineuses), il devrait vraisemblablement y avoir une augmentation relativement importante de la valeur réelle de la production aux prix du producteur (+33,2%). Évaluée aux prix de base, c'est-à-dire compte tenu des subventions sur les produits, la progression a encore été de 18,2%.

Les producteurs de légumes frais ont également pu enregistrer des croissances réelles en valeur (+14,9% aux prix de base) en raison, d'une part, d'une hausse du volume mais surtout d'une très nette amélioration des prix du producteur. Le volume de la récolte de vin a été supérieur à celui de l'année précédente, ce qui devrait entraîner un relèvement de la valeur réelle de la production en dépit de prix à la production plus faibles (recul des prix du vin de futaille, blanc).

Par rapport à l'année précédente, le volume de la production de fruits a subi, en 2001, une réduction de 9,0% essentiellement due aux rendements nettement plus bas de fruits à pépins, surtout de pommes et de poires d'été dont une grande partie de la récolte a été perdue à cause de gelées tardives. Un relèvement des rendements n'a pu être observé que pour les cerises, les griottes et les quetsches. Les baisses de volume des fruits à pépins ont pu être, dans une certaine mesure mais pas entièrement, compensées par une remontée des prix. Le prix réel moyen à la production du groupe de produits "fruits" n'a été que de 1,4% supérieur au niveau de l'année précédente.

Les prix réels à la production nettement plus faibles (en particulier pour les pommes de terre de consommation mi-hâtives mais également les pommes de terre féculières et les pommes de terre destinées à l'industrie) et une réduction des subventions propres aux produits sont la principale cause de la forte détérioration de la valeur réelle de la production (aux prix de base) des pommes de terre. Ce recul a été quelque peu freiné par une légère augmentation du volume de production due, pour sa part, à des rendements plus élevés de variétés hâtives et mi-hâtives (en 2001, la superficie globale consacrée à la culture des pommes de terre a été réduite de 3% environ).

Pour les betteraves sucrières, une extension de la superficie cultivée associée à des rendements accrus par hectare (en dépit de la longue période de sécheresse de l'année 2001 et grâce à un mois de septembre humide) est à l'origine d'une croissance de plus de 5% du volume de production par rapport à l'année précédente. Toutefois, le rendement moyen de betteraves par tonne pour toutes les variétés a diminué en raison d'une teneur en sucre plus faible et a entraîné ainsi la baisse de la valeur réelle de la production.

Après une bonne récolte de fourrages verts l'année précédente, le maïs ensilé et le maïs vert ont subi des pertes de l'ordre de 14% environ tandis que les volumes de trèfle (+3%) et les prairies (+4%) ont progressé en comparaison du mauvais résultat de l'année précédente. Dans l'ensemble, le volume de la production de plantes fourragères a donc été légèrement inférieur au niveau atteint en 2000. Suite à un fléchissement, estimé à 4% environ, du prix à la production, on estime que la valeur réelle devrait s'être nettement détériorée.

D'après des calculs provisoires, la valeur réelle de l'utilisation des consommations intermédiaires s'est légèrement réduite. En moyenne de l'ensemble des différents postes, le volume d'utilisation est resté stable par rapport à l'année précédente ; le niveau des prix a certes progressé de 1,7% en valeur nominale mais a néanmoins baissé de 0,3% en valeur réelle. D'après les données provisoires, les dépenses de fourrage ont fléchi en valeur réelle. Le volume de fourrage utilisé est resté un peu inférieur à son niveau de l'année

précédente ; à l'intérieur de ce groupe toutefois, on a observé un accroissement de la part des aliments achetés à l'extérieur à la suite d'une baisse de la production d'aliments pour animaux dans les exploitations. Il convient de noter l'augmentation considérable des dépenses faites au titre des engrais (+17,6% en valeur réelle, la plus forte progression dans l'EU-15) ; les prix réels des engrais se sont redressés, en Autriche, à un taux plus de deux fois supérieur à la moyenne de l'EU-15 (+22,7% contre +9,7%). Si l'on associe l'évolution de la production et de l'utilisation des consommations intermédiaires, on obtient une croissance de la valeur ajoutée brute aux prix de base de 5,5% en valeur réelle par rapport à l'année 2000.

Compte tenu de dépenses un peu plus faibles au titre de la rémunération du travail, d'une part, et de dépenses probablement plus élevées pour les fermages et les versements d'intérêts (moins les intérêts perçus), d'autre part, on constate qu'en 2001, le revenu net réel d'entreprise (indicateur C) s'est accru de 11,1%. L'indicateur B, qui présente l'évolution du revenu net réel d'entreprise par rapport à celle du volume de la main-d'œuvre non salariée, a enregistré une progression de 13,2%. D'après des estimations provisoires, le volume de la main-d'œuvre agricole non salariée s'est réduit de 1,8% par rapport à l'année 2000, c'est-à-dire à un taux identique à celui de l'ensemble de la main-d'œuvre agricole (-1,7%).

2.12 Portugal

Le revenu agricole portugais par unité de travail annuel, tel que mesuré par l'indicateur A, a été estimé en progression de 11,8% en 2001, soit un des taux de croissance les plus rapides parmi les États membres. L'indicateur A repart ainsi à la hausse après une baisse significative l'année précédente (-9,4%), et atteint, en 2001, son plus haut niveau depuis que les premières statistiques sont disponibles (119,4 comparé au niveau de 1995 = 100). Ce dernier accroissement du revenu agricole moyen est le résultat d'un revenu des facteurs agricoles supérieur (+9,5% en termes réels) et d'un recul persistant du volume du facteur travail (-2%). L'augmentation du revenu des facteurs est imputable principalement à des augmentations de la valeur réelle de la production totale (+2,9%) d'une part, et d'autre part du niveau des autres subventions à la production (+22% en termes réels - il s'agit de subventions non spécifiques à des productions).

Dans l'ensemble, le volume de production des produits végétaux récoltés est demeuré inchangé par comparaison avec l'année précédente, bien qu'on note d'importantes différences suivant les produits. Cependant, la production combinée de produits animaux (bétail plus produits animaux) a chuté de 1,8% en termes de volume ; on a enregistré des volumes inférieurs dans la production de bovins, porcins, ovins et caprins ainsi que de lait. L'augmentation de la valeur globale de production est donc principalement à mettre sur le compte d'une augmentation des prix aux producteurs en termes réels (en moyenne +3,6%, plus 7,6% en termes nominaux). Les fortes progressions des prix à la production des légumes, fruits et porcins sont particulièrement significatives dans ce contexte. Le niveau de subventions spécifique aux produits a été de 6,5% supérieur au niveau de 2000. Pour l'essentiel, cette augmentation est une conséquence des paiements directs supérieurs liés au bétail et aux céréales.

Les légumes sont, en dehors des fruits, du vin et du lait, un des principaux groupes de produits de l'agriculture portugaise. La forte augmentation des prix à la production en termes réels des légumes a eu l'impact le plus important sur l'évolution de la production globale et par conséquent du revenu des facteurs agricole. Essentiellement, cette augmentation des prix à la production des légumes peut être reliée à une chute du volume de production, constatée au début 2001, et entraînée par de fortes précipitations. Plus tard dans l'année, les volumes de production se sont redressés (gagnant en moyenne 0,2% sur 2001) mais les prix à la production réels sont cependant demeurés élevés (+22,8% en moyenne sur l'année dans son ensemble par rapport à 2000).

Tableau 2.12 **Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu agricole au Portugal, 2001 par rapport à 2000 (en %)**

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	0,0	4,1	4,1	4,0	56,2
Céréales	-12,8	-3,6	-16,0	-2,9	6,8
Plantes fourragères	-11,2	-2,7	-13,6	-13,6	5,0
Légumes frais	0,2	22,8	23,1	27,2	11,1
Plantes et fleurs	7,6	-0,2	7,5	7,5	6,5
Fruits	3,0	6,5	9,8	3,5	12,7
Vin	10,0	-9,9	-0,9	-1,2	8,3
Huile d'olive	-39,8	-13,4	-47,8	-47,8	1,3
Animaux	-0,9	3,1	2,2	3,2	29,1
Bovins	-6,4	-9,8	-15,6	-3,2	6,1
Porcins	-4,3	18,9	13,8	13,8	8,7
Volailles	6,6	-7,8	-1,7	-1,7	8,4
Produits animaux	-3,5	1,9	-1,6	-1,6	14,5
Lait	-4,6	3,8	-1,1	-1,1	12,5
Oeufs	4,7	-9,2	-5,0	-5,0	1,5
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-0,8	3,6	2,7	2,9	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-1,3	1,4	//	0,1	51,2
Semences et plants	-9,8	9,7	//	-1,1	3,0
Energie ; lubrifiants	1,6	-2,5	//	-1,0	7,9
Engrais et amendements	-2,0	13,5	//	11,2	6,5
Produits de protection des cultures, pesticides	-9,2	-2,2	//	-11,2	4,7
Aliments pour animaux	-2,4	0,9	//	-1,5	56,4
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-1,2	7,2	//	5,9	48,8
Consommation de capital fixe	1,0	-0,6	//	0,5	25,2
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-1,9	9,8	//	7,7	36,5
Autres impôts sur la production				3,1	0,3
Autres subventions sur la production				22,0	10,5
REVENU DES FACTEURS				9,5	85,1
Rémunérations des salariés				-0,7	20,0
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				12,7	65,1
Fermages				-7,4	1,9
Intérêts à payer				-4,0	7,1
REVENU NET D'ENTREPRISE				15,5	56,1
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-2,0				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-2,1				80,9
dont : main d'oeuvre salariée	-1,8				19,1

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +3,9 %

Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Les légumes n'ont toutefois pas été le seul groupe de produits affectés par les conditions météorologiques défavorables de l'hiver 2000/2001 et du début du printemps 2001. Les précipitations ont également entraîné d'importants retards dans l'ensemencement des céréales automne/hiver (et notamment du blé tendre) entraînant des réductions des surfaces emblavées ; les autres produits affectés ont été la betterave à sucre, les pêches et agrumes, leur volume de production reculant suivant les estimations de 52%, 60% et 20% respectivement. En ce qui concerne les céréales dans leur ensemble, on a enregistré un

recul sensible des volumes de production (-12,8%). Simultanément, le prix moyen à la production des céréales, bien que stable en termes nominaux, s'est inscrit en recul de 3,6% en termes réels. Cependant, une augmentation importante du niveau des subventions liées aux produits en ce qui concerne les céréales (+16,7% en termes réels) a limité dans une grande proportion le recul de la valeur de production mesuré aux prix de base. Cette augmentation des subventions s'explique par des paiements directs supérieurs liés aux céréales, comme prévu par l'Agenda 2000, ainsi que par le paiement tardif en 2001 de certaines subventions encore liées à la campagne 1999/2000. La transition du deuxième au troisième cadre communautaire d'appui (CCA) au Portugal en 2000 a entraîné des retards dans le paiement de diverses subventions (qui ont ensuite été enregistrées au moment où elles ont été déboursées c'est-à-dire en 2001). Ceci explique, *entre autres*, l'augmentation de la valeur des subventions spécifiques aux produits pour les céréales et le bétail en 2001, ainsi que l'augmentation des autres subventions à la production (voir ci-dessous).

Le groupe de produits "fruits" comprend les fruits frais (représentant plus de la moitié de la valeur de la production agrégée), les agrumes et fruits tropicaux, raisins et olives. Malgré des conditions météorologiques défavorables au début de 2001, on estime que le volume de production des fruits dans son ensemble a été légèrement supérieur (+3%) aux niveaux de 2000. Simultanément, les prix à la production moyens en termes réels des fruits dans leur ensemble ont été supérieurs de 6,5% de sorte que la valeur de production aux prix de production s'est établie à près de 10% au-dessus de celle de 2000. Cependant, on a assisté à une réduction marquée de plus des deux tiers dans les subventions spécifiques aux produits qui sont allées aux olives destinées à la production d'huile d'olive en 2001, en raison du fait que le paiement des avances relatives à la prochaine campagne, généralement payées en novembre/décembre, ont été reportées en 2002. Cette réduction a considérablement ralenti le taux de croissance de la valeur de production globale des fruits mesurée aux prix de base.

Dans le cas du vin, troisième plus importante production agricole du Portugal, une augmentation du volume de production d'un dixième a été plus que compensée par des reculs des prix réels à la production. Une légère augmentation des taxes spécifiques aux produits (nettes de subventions) a de surcroît pesé sur le développement de la valeur de production viticole aux prix de base (-1,2% en termes réels). Sous l'angle de sa contribution à la valeur de production globale, l'huile d'olive est certainement un des produits les moins importants de l'agriculture portugaise. Cependant, l'évolution des volumes et des prix en 2001 a été telle que l'impact sur le développement de la production totale (et donc du revenu agricole) a été tout à fait important. Après une mauvaise récolte des olives en 2000, le volume de production d'huile d'olive a fortement chuté en 2001 (de près de 40%), pour atteindre son point le plus bas depuis le début des statistiques en 1986. Les prix à la production en termes réels ont cependant continué à baisser fortement de sorte que la valeur en termes réels de la production d'huile d'olive s'est contractée de près de la moitié par rapport à l'année précédente. Des baisses à la fois des volumes de production et des prix réels aux producteurs ont également été enregistrées pour les cultures fourragères, ce qui a entraîné un recul de 13,6% de la valeur réelle de production.

Comme dans la plupart des autres États membres, la demande de viande porcine a continué de progresser, sur toile de fond des préoccupations persistantes liées à l'ESB. Les prix aux producteurs en termes réels des porcins ont donc continué à progresser fortement au Portugal en 2001, à un taux moyen annualisé de +18,9% (EU-15 : +15,9%). Les volumes de production ont été inférieurs à ceux de 2000, mais l'accroissement de la valeur de production réelle des porcins a continué d'être suffisamment élevé pour représenter un des principaux facteurs contribuant à la croissance du revenu des facteurs agricole. Par contraste, tant les volumes que les prix à la production réels de la production de bétail ont clairement fait ressortir l'incidence de la poursuite de la crise de l'ESB. Mesurée aux prix à la production, la valeur réelle de la production de bétail a décliné dans des proportions considérables (-15,6%). Cependant, le niveau des paiements directs pour le bétail étant bien supérieur aux niveaux de 2000 (+42,2%, voir explications

ci-dessus), le recul de la valeur réelle de la production de bétail mesurée aux prix de base a été limité à un modeste -3,2%.

La production du secteur des volailles a continué de progresser, enregistrant des augmentations considérables des volumes de production avicole. Cependant, la concurrence des autres pays producteurs a pesé lourdement sur l'évolution des prix réels à la production de sorte que les valeurs de production de ces deux denrées, et notamment des œufs, sont tombées en deçà des niveaux de l'année précédente. Dans le cas du lait, on a assisté à une évolution contrastée des volumes et des prix (bien que ce soient ici les volumes qui se soient effrités et les prix réels à la production envolés), qui a entraîné une légère réduction de la valeur réelle à la production. Le recul relativement important du volume de production laitière est lié à la réduction du nombre de vaches laitières découlant du programme d'abattage des animaux de plus de 30 mois.

Les coûts de consommation intermédiaire sont demeurés pratiquement inchangés en 2001. Le volume de consommation totale intermédiaire a baissé de 1,3% par rapport à l'année antérieure. Au Portugal, on a enregistré d'importants reculs dans l'utilisation des semences et pesticides, ainsi qu'à une réduction de l'utilisation des engrais, probablement liée à la réduction des surfaces emblavées. On a également noté un recul des volumes de consommation d'aliments pour bétail, qui s'explique par une réduction considérable de la production et de la consommation de cultures fourragères dans l'industrie agricole (le niveau d'aliments pour bétail achetés auprès d'agricultures tierces s'est élevé légèrement au-dessus du niveau de l'année précédente). En ce qui concerne les prix, on a observé une augmentation moyenne de 1,4% du total de la consommation intermédiaire, les prix des engrais notamment s'affichant à des niveaux bien supérieurs à ceux de l'année 2000 (comme dans la plupart des autres États membres de EU-15).

L'évolution combinée de la production et de la consommation intermédiaire a entraîné une augmentation de 5,9% de la valeur brute ajoutée agricole. La consommation de capital fixe n'a été que légèrement supérieure à celle de 2000, avec pour résultat que le taux de croissance de la valeur nette ajoutée aux prix de base a été plus rapide que celui de la valeur brute ajoutée.

On a noté une augmentation importante du niveau des autres subventions (à savoir non spécifiques aux produits) de 22% en termes réels. Cette hausse s'inscrit toutefois dans la perspective d'une baisse du même ordre (-19,1% en termes réels) de ce poste en 2000. Tant la baisse en 2000 que la hausse en 2001 s'expliquent par le fait que le paiement de certaines subventions (et notamment des montants compensatoires) qui aurait normalement dû se faire en 2000 a dû être décalé en 2001 par suite de la lenteur de la transition de CCA II vers CCA III (comme expliqué ci-dessus).

Les loyers ont été sensiblement inférieurs en 2001 (-7,4% en termes réels) par rapport à 2000. Cette chute est liée à la réduction des surfaces plantées, évoquée ci-dessus. Les paiements d'intérêt sont demeurés stables en termes nominaux (taux d'intérêt plus bas avec accroissement du volume des crédits) mais ont également enregistré une réduction de 4% en termes réels. Les coûts salariaux n'ont été que légèrement inférieurs aux niveaux de l'année précédente. Par conséquent, le revenu entrepreneurial agricole net en termes réels (dont l'évolution est mesurée par l'indicateur C) a progressé de 15,5%. Le volume de facteurs travail non salarié a encore reculé de 2,1%, ce qui signifie que l'indicateur B a progressé de 18%.

2.13 Finlande

En 2000, la Finlande avait enregistré l'augmentation la plus forte, dans l'EU-15, de l'indicateur A par rapport à l'année précédente (+27,6%). La progression de cette année est plus modeste (4,7%). En 2000, le niveau du revenu avait été le plus élevé de toute la période étudiée pour laquelle des données des CEA sont disponibles (depuis 1979). Le revenu des facteurs lui-même affiche une légère croissance de 1,6%

tandis que l'effectif de la main-d'œuvre en équivalant temps plein, qui se partage ce revenu, devrait avoir baissé de 3%.

Le recul important des coûts, en particulier dans le secteur des consommations intermédiaires (-4,8% en valeur réelle) et, dans une moindre mesure, dans celui de la consommation de capital fixe (-2,1% en valeur réelle) a eu une influence déterminante sur l'évolution du revenu des facteurs. Les prix de la production ont un peu fléchi (-1,5% après déflation) bien que les variations en termes nominaux aient accusé une légère progression. Globalement, les volumes ont diminué : ceux de la production végétale ont chuté de 6,0% et ceux des animaux et des produits animaux se sont accrus de 2,3% et de 2,5% respectivement.

Par rapport aux chiffres de l'année 2000, on note une réduction des prix et des volumes de l'ensemble de la production végétale. Une baisse de 6% des volumes produits et un repli de 1,9% des prix n'ont été que marginalement compensés par des subventions et se sont traduits par une détérioration de la production aux prix de base de 6,2%.

Les mauvaises conditions météorologiques régnant au moment de la récolte de céréales (d'août à octobre), en particulier à l'ouest de la Finlande, ont eu des conséquences négatives pour la production céréalière puisque les volumes ont globalement diminué de 11%. Les chiffres actuels des variations annuelles des rendements des différentes céréales permettent de déterminer les évolutions à la baisse suivantes : Volume d'avoine : -9,5%, d'orge : -10,6%, de blé : -9,3%, de seigle : -41,1%. Globalement, les prix des céréales se sont également réduits (-4,5%). Il convient de noter que les subventions propres aux produits pour les céréales ont diminué en valeur réelle.

Contrairement aux céréales, les graines oléagineuses ont accusé une hausse en volume supérieure à un tiers en moyenne de l'année 2001. La superficie plantée en graines oléagineuses a progressé de plus d'un tiers, car les producteurs de graines oléagineuses ont réagi à l'augmentation du niveau des versements nationaux directs de 2/3 (+20,1% en valeur réelle). De plus, les prix sont remontés de près d'un quart. Les conditions météorologiques ont été favorables au cours de la saison de production des fruits, en particulier celle des fraises, qui sont la variété de baies la plus cultivée en Finlande, et les volumes de la production de fruits se sont accrus de 20,3%. Toutefois, les prix ont diminué de 19,3% en raison de la saturation du marché.

D'après les estimations provisoires, le prix des plantes fourragères a reculé de 2,3%, et les volumes de 6,5%. Le rendement des nombreux végétaux utilisés comme aliments pour animaux avait atteint un niveau record en 2000, ce qui signifiait qu'il existait une abondante quantité de foin et de silage prête à être consommée avant la période de végétation de 2001. Les conditions météorologiques ont affecté la production de légumes frais dont les volumes produits ont baissé de 2,9% tandis que les prix faisaient un bond de 11,2%. Le marché de la pomme de terre a également subi les effets du temps et a enregistré un recul des volumes de 11,9% et des prix de 2,3%.

Calculée en prix de base, la valeur de la production animale a accusé une augmentation de 9,9% (en valeur réelle) résultant d'une légère progression des volumes (+2,3%) et d'une croissance des prix de 5,9% (en valeur réelle). Cet accroissement est essentiellement dû au marché des porcins qui a connu une amélioration de la production et une hausse (2,1%) des volumes. Comme dans d'autres États membres, il y a eu, en Finlande, une forte reprise des prix à la production de porcins par rapport aux bas niveaux relevés au cours des années antérieures (+13,0% en termes déflatés pour la Finlande contre 16,0% pour l'EU-15). Les prix et les volumes des bovins ont chuté (respectivement -1,1% et -1,9%) - les craintes vis-à-vis des maladies touchant le bétail ont continué à affecter le marché de la viande bovine et la Finlande a identifié son premier cas d'ESB vers la fin de 2001. En ce qui concerne la volaille, les valeurs réelles de la production aux prix du producteur ont sensiblement progressé par rapport à l'année précédente, résultat d'une combinaison de prix un peu plus élevés (+3,5%) et d'un bond de près d'un cinquième des volumes. La demande de viande de volaille de la part des consommateurs a été en hausse constante et très marquée

au cours des vingt dernières années, les chiffres de production de 2001 ayant quintuplé par rapport à 1980. La production de dindes, en particulier, s'est accrue de 60% en 2001.

Le lait est le principal produit agricole de la Finlande. En 2001, le volume de la production de lait est resté stable par rapport à l'année précédente et le prix a reculé de 1,3% en valeur réelle.

Tableau 2.13 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Finlande, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-6,0	-1,9	-7,9	-6,2	44,2
Céréales	-11,0	-4,5	-14,9	-10,0	18,3
Oléagineux	34,0	24,7	67,2	41,0	0,8
Plantes fourragères	-6,5	-2,3	-8,7	-7,4	13,9
Légumes frais	-2,9	11,2	8,0	8,0	3,9
Pommes de terre	-11,9	-2,3	-14,0	-13,5	2,1
Fruits	20,3	-19,3	-2,9	-2,9	0,8
Animaux	2,3	5,9	8,3	9,9	15,0
Bovins	-1,9	-1,1	-2,9	3,2	6,8
Porcins	2,1	13,0	15,3	15,3	5,9
Volailles	17,5	3,5	21,6	21,6	1,9
Produits animaux	2,5	-3,7	-1,3	-1,7	34,7
Lait	0,0	-1,3	-1,3	-1,8	27,2
Services agricoles	0,0	-1,3	-1,3	-1,3	2,7
Activités secondaires (non séparables)	5,2	-3,6	1,4	1,4	3,4
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-1,1	-1,4	-2,4	-1,9	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-3,8	-1,1	//	-4,8	67,3
Energie ; lubrifiants	0,3	-5,8	//	-5,5	9,3
Engrais et amendements	-6,3	4,6	//	-1,9	8,7
Aliments pour animaux	-7,0	-1,9	//	-8,9	42,6
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	2,7	1,5	//	4,3	32,7
Consommation de capital fixe	-2,5	0,3	//	-2,1	18,6
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	9,5	2,9	//	12,8	14,1
Autres subventions sur la production				-2,7	110,9
REVENU DES FACTEURS				1,6	153,9
Rémunérations des salariés				-0,8	34,1
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				2,3	119,8
Fermages				2,8	7,4
Intérêts à payer				2,3	16,4
REVENU NET D'ENTREPRISE				2,3	96,0
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-3,0				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-4,9				88,8
dont : main d'oeuvre salariée	11,5				11,2

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +2,4 %
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Les coûts globaux des consommations intermédiaires de la branche d'activité agricole ont enregistré une baisse de près de 5% en 2001 qui s'explique essentiellement par la réduction des dépenses, surtout, d'aliments pour animaux et d'énergie.

Le volume des aliments pour animaux a chuté de 7,0% à cause, en partie, des grandes quantités disponibles les années précédentes. Les prix de l'énergie ont fléchi de 5,8% en valeur réelle, comme dans la plupart des États membres. Les prix et l'utilisation des aliments pour animaux ont baissé ; les prix ont très légèrement fléchi (-1,9%) mais l'utilisation a beaucoup diminué (-7,0%) du fait du haut niveau des stocks d'aliments résultant de la production de l'année précédente. L'utilisation des engrais et amendements s'est ralentie (-6,3%) tandis que le prix des engrais a augmenté de 4,6% (moins de la moitié de la hausse moyenne dans l'EU-15 : + 10%).

Au cours des années, les subventions ont joué un rôle majeur dans l'évolution des chiffres de l'agriculture finlandaise et les variations des "autres subventions sur la production" ont fortement influencé la fluctuation de l'indicateur A. Les subventions versées en 2001 ont été inférieures de 2,7% à celles de l'année 2000, la réduction des aides nationales et des versements au titre des programmes agri-environnementaux étant responsable de cette baisse.

L'indicateur C a augmenté de 2,3% et l'indicateur B, de 7,5%. Le volume total de la main-d'œuvre agricole a reculé de 3% ; la main-d'œuvre non salariée s'est réduite de 4,9% tandis que la main-d'œuvre salariée a progressé de 11,5%. La main-d'œuvre non salariée représente 85% de toute la main-d'œuvre agricole en Finlande (chiffres de 2000).

2.14 Suède

En Suède, le revenu de l'activité agricole par unité de travail annuel, mesuré par l'indicateur A, a augmenté, selon les estimations, de 5,0% en 2001 par rapport à l'année précédente. En 2000, il avait déjà accusé une hausse de 9,8%, ce qui signifie qu'après avoir chuté en 1999, il avait retrouvé son niveau de 1998. Du fait de sa remontée en 2001, l'indicateur A du revenu a atteint son plus haut niveau (112,9 par rapport à 1995 = 100) depuis que les chiffres ont commencé à être enregistrés en 1973.

La croissance du revenu des facteurs est relativement faible (+0,8% en valeur réelle) et la principale raison de l'augmentation de l'indicateur A a donc été le déclin continu du volume de la main-d'œuvre (-4,0%). Ce taux de diminution n'est dépassé que par celui de l'Irlande et correspond à l'évolution à long terme en Suède.

Le relèvement du revenu réel des facteurs, malgré une remontée des coûts des consommations intermédiaires (+2,9% en valeur réelle), résulte d'un certain nombre d'éléments :

- Premièrement, la valeur de la production globale aux prix de base s'est accrue de 1,3% en valeur réelle. Cela est principalement dû à une hausse des subventions propres aux produits car, mesurée en prix du producteur, la valeur de la production est même tombée un peu en dessous du niveau de l'année précédente.
- Deuxièmement, le niveau des autres subventions sur la production a augmenté de 6,5% en valeur réelle en raison d'une majoration des versements faits au titre du gel des terres et des mesures de protection de l'environnement ⁽⁴⁴⁾.
- Troisièmement, la consommation de capital fixe a baissé de 2,6% en valeur réelle.

La production aux prix du producteur a reculé suite à une réduction des valeurs de la production végétale (volumes et prix réels à la production en baisse) et de la production animale (prix plus bas mais volumes un peu supérieurs à ceux de 2000). En revanche, la valeur de la production des animaux s'est fortement accrue à cause, à la fois, de prix réels à la production et de volumes plus élevés (+5,4% et +1,7% respectivement).

⁽⁴⁴⁾ Le niveau de l'ensemble des subventions (propres aux produits et autres subventions), nettes d'impôts, a augmenté de 13,2%, ce qui explique un accroissement de plus de 90% de la part des subventions nettes totales dans la valeur ajoutée brute aux prix du marché.

Dans le secteur végétal, les variations les plus significatives ont été observées pour les céréales, les plantes fourragères et les pommes de terre. Les prix réels à la production de céréales ont enregistré une hausse de 8,2% tandis que le volume produit a chuté de 6,5%. Cela est dû à une diminution des superficies cultivées et à des revenus par hectare un peu plus faibles du fait d'un été sec et de précipitations au moment de la récolte. Néanmoins, la valeur de la production céréalière en prix de base s'est redressée de 6,1% grâce aux subventions propres aux produits beaucoup plus élevées. Comme dans d'autres pays, le niveau des aides directes s'est accru conformément aux dispositions de l'Agenda 2000 afin de compenser la modification concernant les prix d'intervention. Mais il existe un autre facteur qui a contribué à la progression des aides (libellées en euros), à savoir la dévaluation de la couronne suédoise par rapport à l'euro.

Le prix des plantes fourragères a accusé une forte chute et même si la superficie qui leur est consacrée est en hausse, on a constaté un recul de la valeur de la production. Il convient également de noter le relèvement de la valeur de la production de pommes de terre, phénomène qui correspond à la forte progression des prix observée dans l'EU-15.

Tableau 2.14 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Suède, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000	
Production végétale	-0,4	-3,4	-3,8	-1,0	47,4	
Céréales	-6,5	8,2	1,1	6,1	16,5	
Plantes fourragères	4,4	-16,6	-12,9	-11,0	17,5	
Pommes de terre	-3,5	17,0	12,9	12,7	2,7	
Animaux	1,7	5,4	7,2	9,8	21,5	
Bovins	3,0	-0,6	2,4	9,5	9,3	
Porcins	1,1	14,7	16,0	15,9	7,7	
Produits animaux	0,5	-2,6	-2,1	-2,1	25,8	
Lait	0,1	-3,3	-3,2	-3,2	23,0	
Services agricoles	0,0	3,8	3,8	3,8	2,1	
Activités secondaires (non séparables)	-0,6	4,4	3,8	3,8	3,2	
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	0,3	-0,8	-0,5	1,3	100,0	
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	0,0	2,9	//	2,9	67,3	100,0
Engrais et amendements	-1,2	16,1	//	14,7	6,0	
Aliments pour animaux	1,0	3,5	//	4,5	39,1	
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-0,3	-1,7	//	-2,0	32,7	100,0
Consommation de capital fixe	-3,7	1,1	//	-2,6	41,2	
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	2,0	-3,5	//	-1,6	19,2	58,8
Autres impôts sur la production				//	//	
Autres subventions sur la production				6,5	24,2	
REVENU DES FACTEURS				0,8	83,0	
Rémunérations des salariés				-3,2	14,4	
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				1,6	68,6	
Fermages				-0,9	8,9	
Intérêts à payer				-1,6	21,4	
Intérêts à recevoir				-1,9	1,1	
REVENU NET D'ENTREPRISE				3,8	39,4	
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-4,0				100,0	
dont : main d'oeuvre non salariée	-3,6				76,0	
dont : main d'oeuvre salariée	-5,5				24,0	

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +1,9%
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Tandis que les produits végétaux et animaux (voir ci-après) ont exercé une pression à la baisse sur les chiffres de la production globale, il y a eu, pour les animaux eux-mêmes, une évolution à la hausse. La Suède est le seul pays de l'UE à avoir été épargné par les ravages de l'ESB et dans lequel il n'y a eu aucun cas de FA alors que ces deux épidémies ont touché la production bovine dans d'autres États membres. Les volumes de la production bovine ont augmenté et les prix réels à la production n'ont été que légèrement inférieurs aux niveaux de 2000. Outre le Royaume-Uni, la Suède a donc été, en 2001, le seul État membre dont la production bovine (mesurée en prix du producteur) a progressé. De plus, on a enregistré un relèvement substantiel du niveau des subventions propres aux produits pour les bovins (+45,8% en valeur réelle) de sorte que la valeur de la production aux prix de base s'est accrue de 9,5%. La situation a été la même pour les céréales, dont la croissance est conforme à l'Agenda 2000, mais il convient également de noter l'effet amplificateur de la dévaluation de la couronne suédoise. Comme dans l'ensemble de l'EU-15, le prix des porcins a enregistré une forte hausse, si bien que la valeur réelle de la production aux prix de base a augmenté de près de 16%.

Parmi les produits animaux, le lait (qui représentait près d'un quart de la production agricole globale en 2001) est le produit ayant le plus de valeur dans l'agriculture suédoise ; son impact sur les revenus globaux et l'évolution du revenu est donc très important. Le prix à la production du lait accuse, en valeur réelle, une diminution de 3,3% et la valeur réelle de la production a reculé à un taux similaire car les volumes de production sont restés plus ou moins les mêmes par rapport à l'année précédente.

Les coûts des consommations intermédiaires ont enregistré une hausse de 2,9% qui résulte de prix réels d'intrants plus élevés étant donné qu'en termes de volume, l'utilisation moyenne des consommations intermédiaires ne s'est pas modifiée. Comme dans d'autres pays de l'EU-15, ce sont les augmentations de prix des aliments pour animaux et des engrais qui sont les principaux responsables de la majoration des prix globaux.

Le revenu net d'entreprise indiqué par l'indicateur C enregistre une croissance de 3,8%. Elle résulte d'une faible évolution du revenu des facteurs associée à des dépenses moindres au titre de la rémunération des salariés (-3,2%, conformément à la baisse de la main-d'œuvre salariée) et à des versements d'intérêts et à des fermages en recul (-1,6% et -0,9% respectivement). L'indicateur B est remonté de 7,7% en raison de la diminution de la main-d'œuvre non salariée (-3,6%).

2.15 Royaume-Uni

La branche d'activité agricole du Royaume-Uni a été durement touchée par une très forte épidémie de fièvre aphteuse (FA) en 2001. Lors de l'analyse de l'évolution du revenu agricole de 2001, il est important de souligner que les pertes et les versements compensatoires liés à la FA ont été exclus des chiffres⁽⁴⁵⁾ et qu'ils sont considérés comme des postes *exceptionnels*. Il convient donc d'insister sur le fait que le présent rapport ne reflète pas l'ensemble des conséquences financières de la FA.

En présentant la dernière estimation de la variation du revenu agricole, il ne faut pas, en outre, oublier les chutes enregistrées au cours des années précédentes ; comme l'indiquait le rapport de l'année dernière, on a estimé que le revenu agricole était retombé à son plus bas niveau au cours de la période pour laquelle des données sont disponibles (depuis l'adhésion à l'UE en 1973).

⁽⁴⁵⁾ Les pertes dues au déclenchement de l'épidémie de fièvre aphteuse (FA) au Royaume-Uni durant l'année 2001 sont considérées comme exceptionnelles. Conformément aux règles de la comptabilité nationale et des CEA, ces pertes ne sont donc pas enregistrées de la même façon que les pertes normales. Ces dernières sont déduites de la production contrairement aux pertes exceptionnelles. En outre, la compensation versée pour pertes exceptionnelles est enregistrée en tant que "autres transferts de capital". Cela signifie que les pertes et les compensations n'entrent pas dans le calcul du revenu agricole. Les compensations versées pour les animaux qui ont été abattus dans le cadre des mesures prises pour éradiquer la FA (1,3 milliard de livres au total) ne sont pas incluses dans le revenu. Le Royaume-Uni est le seul État membre à avoir enregistré des pertes exceptionnelles en 2001.

Compte tenu de ce qui précède, l'estimation la plus récente de l'évolution du revenu en 2001 laisse entrevoir une légère progression par rapport à ce très bas niveau (+3,5% selon l'indicateur A). Néanmoins, c'est peut-être le déclin continu de la valeur ajoutée nette réelle (-4,6% en prix de base) qui illustre mieux la situation de crise dans laquelle se trouve l'agriculture.

Tableau 2.15 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole au Royaume-Uni, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-7,9	9,4	0,7	-1,8	37,2
Céréales	-20,6	5,9	-15,9	-15,6	15,7
Légumes frais	-3,7	12,2	8,0	8,0	5,9
Pommes de terre	2,8	25,7	29,2	29,2	3,0
Animaux	-5,8	-0,2	-6,0	-8,7	36,6
Bovins	-7,1	7,3	-0,4	-3,3	14,7
Porcins	-8,2	0,9	-7,4	-7,4	5,4
Ovins et caprins	-20,4	-6,0	-25,2	-32,0	6,8
Produits animaux	2,2	8,5	10,9	13,4	18,3
Lait	1,5	10,5	12,1	15,1	15,6
Services agricoles	-3,8	-3,8	-7,5	-7,5	4,4
Activités secondaires (non séparables)	1,8	1,3	3,1	3,1	3,5
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-4,4	5,0	0,4	-1,6	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-0,4	0,6	//	0,3	57,0
Semences et plants	6,4	-0,9	//	5,4	3,2
Énergie ; lubrifiants	1,0	-4,9	//	-4,0	8,6
Engrais et amendements	-5,7	7,9	//	1,8	8,9
Produits de protection des cultures, pesticides	-6,5	-4,9	//	-11,1	7,2
Aliments pour animaux	0,9	5,5	//	6,5	24,8
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-13,5	10,9	//	-4,0	43,0
Consommation de capital fixe	-2,7	-0,1	//	-2,8	13,3
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-18,2	16,7	//	-4,6	29,8
Autres impôts sur la production				-12,5	1,4
Autres subventions sur la production				80,1	5,1
REVENU DES FACTEURS				1,5	72,8
Rémunérations des salariés				-1,4	29,6
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				3,4	43,2
Fermages				-2,8	3,6
Intérêts à payer				-10,6	9,9
REVENU NET D'ENTREPRISE				8,9	29,7
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	-1,9				100,0
dont : main d'œuvre non salariée	-1,8				65,5
dont : main d'œuvre salariée	-2,2				34,5

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +2,3 %
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Les différences observées dans les évolutions de la valeur ajoutée nette et du revenu des facteurs s'expliquent, pour une bonne part, par le reclassement des subventions accordées par un certain nombre de programmes d'aides en faveur des bovins et des ovins, qui ne sont plus considérées comme des subventions sur les produits mais comme des subventions sur la production ; les subventions sur la

production ont considérablement augmenté ⁽⁴⁶⁾ (+80,1% en valeur réelle) bien que les subventions totales aient en fait légèrement diminué (-1,4% en valeur réelle).

La faible progression du niveau du revenu des facteurs résulte également des éléments clés suivants :

- une légère augmentation de la valeur de la production aux prix du producteur (+0,4% en valeur réelle) ;
- une croissance de +0,3% seulement en valeur réelle des biens et services de consommation intermédiaire ;
- une consommation de capital fixe en baisse (-2,8% en valeur réelle).

Étant donné que la majeure partie (90%) du commerce du Royaume-Uni en produits agricoles s'effectue avec les pays de l'UE, le taux de change livre sterling/euro joue un rôle extrêmement important dans la détermination des prix de marché. La bonne tenue permanente de la livre sterling fait que les produits UK sont plus chers à l'étranger et que les importations sont meilleur marché. En outre, les subventions sont libellées en euro ; plus la livre sterling se renforce, plus la valeur des subventions diminue.

En moyenne, les prix perçus par les agriculteurs pour leurs produits ont été de 5,0% supérieurs en 2001 à la moyenne de 2000 en raison, essentiellement, de hausses des prix du bétail, du lait et des produits végétaux (en particulier céréales, graines oléagineuses, pommes de terre et légumes). En moyenne de toutes les catégories, les prix réels de la production de bovins ont augmenté de 7,3%, à cause, surtout, d'une progression des prix au début de l'année : les prix de l'année précédente étaient bas car les exploitations avaient réduit la taille de leur cheptel du fait, en partie, du très faible niveau du prix du lait. À partir du printemps, les abattages dus à l'épidémie de FA ont réduit l'offre et accru la demande de ces animaux, ce qui a permis de maintenir un prix élevé tout au long de l'année. Le Royaume-Uni est le seul pays de l'UE dans lequel les prix des bovins ont évolué à la hausse. L'envolée des prix des porcins constatée ailleurs dans l'EU-15 n'a pas été aussi manifeste au Royaume-Uni où leur augmentation n'a été que de 0,9%. Les marchés des truies et des verrats ont chuté de 43% car l'interdiction d'exporter adoptée au début du déclenchement de l'épidémie de fièvre aphteuse a supprimé le principal marché de cette viande. Le prix des animaux vendus sur le marché national a été beaucoup plus faible. Le Royaume-Uni est le principal producteur d'ovins de l'EU-15 (sa part dans le marché des ovins et des caprins de l'EU-15 a atteint 28% en 2000), mais la diminution des volumes produits de 20,4% et des prix de 6,0% est atypique par rapport aux mouvements observés dans l'EU-15 au cours de l'année 2001. L'interdiction des exportations imposée en raison de l'épidémie de FA est restée en vigueur pendant la plus grande partie de l'année et a limité l'accès aux marchés existants et potentiels. Même si l'interdiction a été levée vers la fin de l'année, elle est intervenue trop tard pour avoir un effet sur les chiffres de 2001. Le prix des graines oléagineuses s'est redressé de près d'un cinquième, ce qui correspond à l'évolution moyenne dans l'EU-15. Les prix de l'ensemble des légumes, en particulier des pommes de terre, sont largement déterminés par les pénuries ; les précipitations excessives dans toutes les régions au cours de l'automne et de l'été 2000 ont continué en 2001, aggravant ainsi les conditions de récolte et créant des pénuries.

En dépit d'un relèvement moyen marqué des prix réels à la production (en particulier : +9,4% pour l'ensemble de la production végétale), la valeur de la production agricole aux prix du producteur n'a été que légèrement supérieure au niveau de l'année précédente. Cela s'explique par le fait que les volumes de production de l'ensemble de la branche d'activité agricole ont reculé de 4,4% à cause d'une réduction de la production de céréales (temps humide) et du bétail (épidémie de FA).

⁽⁴⁶⁾ La "Hill Farm Allowance (HFA)" est une subvention sur la superficie et n'est donc pas traitée comme une subvention sur les produits. Elle remplace l'indemnité compensatrice "Hill Livestock Compensatory Allowance (HLCA)" qui tenait compte du nombre d'animaux et entrait donc dans les anciens calculs des subventions sur les produits.

Le volume de la production céréalière a sensiblement diminué en raison des mauvaises conditions météorologiques. On a toutefois noté une légère extension de la superficie ensemencée en orge de printemps car certains agriculteurs ont abandonné le blé d'hiver au profit de l'orge de printemps tandis que d'autres ont profité d'accords spéciaux, après l'hiver humide, pour mettre davantage de terres en jachère. De même, le volume des betteraves sucrières produites a été affecté par le mauvais temps et a reculé de 9,9%.

Malgré ce temps humide, le volume de la production de pommes de terre cultivées sur une superficie un peu réduite, a légèrement progressé. Cela s'explique, en partie, par le fait que 20 000 hectares de pommes de terre semées en 2000 ont dû être hivernés étant donné les mauvaises conditions météorologiques ayant affecté la récolte de l'automne 2000. Le rendement (bien que relativement faible) de ces superficies a été ajouté aux chiffres de 2001. Les prix des pommes de terre sont très instables : ils avaient augmenté de plus de 40% au cours des cinq premiers mois de l'année, étaient restés élevés durant l'été avant de retomber, à la fin de l'année, aux trois quarts de leur niveau initial. Le prix moyen a accusé une hausse de +25,7% au cours de toute l'année qui traduit la pénurie de l'offre de pommes de terre dans toute l'UE.

Après les céréales, le lait est le deuxième produit agricole le plus important au Royaume-Uni ; la croissance de 10,5% du prix à partir des très bas niveaux de 2000 a largement contribué à un relèvement du revenu des facteurs.

Les coûts de consommation intermédiaire de l'ensemble de la branche d'activité agricole n'ont pratiquement pas varié par rapport à l'année 2000. Les agriculteurs ont utilisé moins d'engrais (-5,7%) et de pesticides (-6,5%) mais davantage de semences (+6,4%) car les mauvaises conditions météorologiques ont amené beaucoup d'entre eux à ressemer au printemps. Certains prix ont sensiblement remonté, en particulier ceux des engrais (+7,9%) et des aliments pour animaux (+5,5% du fait de l'augmentation des prix des céréales). On a observé une hausse des frais généraux suite aux restrictions imposées par la FA.

Après un fléchissement particulièrement important du volume de la main-d'œuvre agricole en 2000 (-6,1%, phénomène qui a surtout touché la main-d'œuvre salariée : -11,3%), la régression du facteur travail s'est ralentie (l'ensemble de la main-d'œuvre devrait s'être réduite de -1,8%, le taux étant pratiquement identique pour la main-d'œuvre salariée). Le recul de la main-d'œuvre salariée s'est reflété dans la diminution, en valeur réelle, des coûts de rémunération des salariés. Eu égard à la forte baisse du niveau des versements d'intérêts, en raison de taux d'intérêts plus faibles sur les prêts, et du léger recul des fermages, la progression du revenu, mesurée par le revenu d'entreprise, a été plus marquée (en dépit d'une chute de 70% environ au cours des cinq années précédentes).

3. Variations du revenu de l'activité agricole dans les pays candidats en 2001 par rapport à 2000

Remarques préliminaires

Le présent rapport comprend, pour la première fois, un chapitre consacré aux pays candidats. Huit de ces pays ont été en mesure de calculer l'indice du revenu agricole ; leurs estimations de la variation du revenu de la branche d'activité agricole en 2001 sont présentées et analysées au chapitre 3. Ces huit pays sont la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie.

La présentation des analyses concernant ces pays est la même que celle adoptée pour les États membres de l'EU-15. Les variations des composantes principales du calcul du revenu agricole sont indiquées dans des tableaux par pays. Le lecteur souhaitant avoir de plus amples informations est invité à consulter les tableaux de la partie A figurant dans l'annexe statistique à la présente publication.

Il convient de signaler que les données de l'année 2000, que ce soit pour les pays candidats ou les États membres de l'EU-15, ne sont toujours pas définitives et que les données de l'année 2001 sont des estimations provisoires. Il est donc toujours probable que les deux séries de données seront encore révisées. En outre, l'établissement des comptes économiques de l'agriculture (CEA), dans le cadre desquels sont calculées les données de l'indice du revenu agricole, fait encore, actuellement, l'objet de modifications dans un grand nombre de pays candidats. De nouvelles sources de données telles que le Réseau d'information comptable agricole (RICA) ou les recensements agricoles deviennent progressivement disponibles. Mais certains aspects méthodologiques pourront également nécessiter d'autres études. Les résultats présentés ici, en particulier pour cette première année, doivent donc être interprétés avec prudence.

3.1 République Tchèque

En 2001, le revenu de l'activité agricole par équivalent temps plein (mesuré par l'indicateur A du revenu) devrait avoir augmenté de 20,5% en République tchèque.

Les principales raisons en sont une forte progression du volume moyen de la production végétale (+8,4%), d'une part, et une hausse des prix réels à la production des animaux (+7,8%), d'autre part.

Les céréales sont le produit végétal le plus important de l'agriculture tchèque et d'après des données provisoires pour 2001, la valeur de la production céréalière aux prix de base se serait améliorée de plus d'un quart (+27,7%). Après une récolte relativement faible en 2000 à cause d'un temps sec, le volume de la production céréalière a augmenté de plus de 20% en 2001. En outre, leurs prix réels à la production ont progressé de +5,5%. Le volume de la production et les prix réels à la production des graines oléagineuses ont également enregistré une hausse (+14,9% et +7,5% respectivement). En revanche, les volumes et les prix réels à la production des pommes de terre ont fortement chuté (-24,0% et -20,9% respectivement). Pour l'ensemble de la production végétale, le prix réel moyen à la production a été inférieur de 2,7% à celui de l'année 2000 mais ce recul a été plus que compensé par l'augmentation des volumes.

La République tchèque a annoncé son premier cas d'ESB au cours de l'été 2001 (un nouveau cas a été découvert un peu plus tard). Comme dans la plupart des pays concernés par le déclenchement de cette maladie, les consommateurs ont radicalement réduit leur consommation de viande de bœuf et de veau et se sont tournés vers la viande de porc et de volaille. En moyenne de l'année 2001, les prix réels à la production du bétail ont diminué de 20,2% et le volume de la production, de 5,1%. Les prix des porcins ont été supérieurs, en moyenne, de 18,4% à ceux de l'année 2000. Cette hausse résulte d'un accroissement de la demande des consommateurs mais en même temps, on a constaté un faible nombre de porcins à l'engrais, une pénurie de porcelets et une amélioration des exportations. Le volume de la production de porcins est tombé de 0,9% en dessous du niveau de 2000. La production de volailles a connu une forte expansion : en 2001, le volume de la production a dépassé de 13,3% celui de l'année 2000. Une croissance de la demande de ce type de viande a contribué à faire monter les prix (+12,2% en valeur réelle).

Le lait est le second produit le plus important de l'agriculture tchèque. Le volume de la production et les prix réels à la production sont légèrement retombés en dessous du niveau de l'année précédente.

Les dépenses d'aliments pour animaux ayant reculé (-2,8% en valeur réelle), la valeur globale des biens et services de consommations intermédiaires a été, en 2001, un peu inférieure à celle de l'année précédente (-0,4% en valeur réelle). Compte tenu des évolutions globales de la production et des consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute de l'agriculture aux prix de base a augmenté de 15,6% en République tchèque au cours de l'année 2001.

D'après des données provisoires, la valeur de la consommation de capital fixe s'est considérablement réduite par rapport à l'année 2000 (-8,8%). En conséquence, la valeur ajoutée nette s'est redressée de 30,8%. Étant donné, toutefois, la majoration des autres impôts sur la production (+6,6% en valeur réelle) et une forte détérioration des autres subventions sur la production (-36,5%)⁽⁴⁷⁾, le taux de croissance du revenu réel des facteurs agricoles (base de l'indicateur A du revenu) a été limité à 18,1%, ce qui est encore considérable. Le volume de la main-d'œuvre agricole devrait avoir fléchi de 2,0% en 2001.

En République tchèque, les dépenses au titre de la rémunération des salariés sont un poste très important. En 2000, année de base de l'étude actuelle, la rémunération des salariés représentait plus de 90%

⁽⁴⁷⁾ Il est intéressant de noter que suite aux modifications de ces deux postes en 2001, les autres impôts sur la production ont été plus élevés en valeur que les autres subventions sur la production. Compte tenu également des subventions propres aux produits (qui ont progressé en 2001), la valeur globale des subventions nettes d'impôts a fléchi de 26,6% en valeur réelle. Cela signifie qu'il y a eu une réduction du ratio subventions nettes d'impôts/valeur ajoutée brute aux prix du marché qui est passé de 7,6% en 2000 à 1,2% en 2001.

du revenu des facteurs agricoles ⁽⁴⁸⁾. Cela signifie que l'excédent net d'exploitation et que le revenu net d'entreprise sont relativement faibles comparés au revenu des facteurs agricoles, et des modifications, même peu importantes, de la rémunération des salariés devraient se traduire par de fortes variations de ces deux agrégats du revenu. En 2001, la rémunération des salariés a été de 2,2% (en valeur réelle) inférieure à celle de l'année 2000 et l'excédent net d'exploitation a, par conséquent, accusé une augmentation de 151,5%. En 2000, le revenu net d'entreprise a été négatif (et positif en 2001), ce qui explique qu'il n'est pas possible de calculer les indicateurs B et C du revenu dans le cadre de la présente étude.

Tableau 3.1 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole dans la République Tchèque, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000	
Production végétale	8,4	-2,7	5,4	5,7	49,2	
Céréales	20,3	5,5	26,9	27,7	19,4	
Oléagineux	14,9	7,5	23,6	23,8	6,3	
Pommes de terre	-24,0	-20,9	-39,9	-39,9	5,2	
Animaux	0,3	7,8	8,1	8,9	27,9	
Bovins	-5,1	-20,2	-24,3	-20,4	7,4	
Porcins	-0,9	18,4	17,3	17,3	16,0	
Volailles	13,3	12,2	27,1	27,1	4,6	
Produits animaux	-1,0	-2,3	-3,3	-3,6	22,0	
Lait	-1,9	-1,3	-3,1	-3,5	18,8	
Services agricoles	//	//	1,6	1,6	0,9	
Activités secondaires (non séparables)	//	//	//	//	0,0	
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	3,2	1,1	4,3	4,5	100,0	
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	//	//	//	-0,4	69,5	
Energie ; lubrifiants	//	//	//	3,2	3,4	
Engrais et amendements	//	//	//	3,3	5,7	
Produits de protection des cultures, pesticides	//	//	//	3,3	5,0	
Aliments pour animaux	//	//	//	-2,8	55,8	
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	//	//	//	15,6	30,5	
Consommation de capital fixe	//	//	//	-8,8	11,7	
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	//	//	//	30,8	18,8	
Autres impôts sur la production				6,6	12,2	
Autres subventions sur la production				-36,5	16,9	
REVENU DES FACTEURS				18,1	66,4	
Rémunérations des salariés				-2,2	57,6	
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				151,5	8,8	
Fermages				13,2	5,4	
Intérêts à payer				13,2	8,5	
Intérêts à recevoir				13,2	2,7	
REVENU NET D'ENTREPRISE				//	-2,5	
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	-2,0				100,0	
dont : main d'œuvre non salariée	-2,0				21,6	
dont : main d'œuvre salariée	-2,0				78,4	

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +5,1 %

Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

⁽⁴⁸⁾ En même temps, la main-d'œuvre salariée représentait près des trois-quarts de la main-d'œuvre agricole totale (en unités de travail annuel).

3.2 Estonie

Durant la domination soviétique, l'agriculture estonienne se concentrait sur la production animale destinée à l'exportation vers les autres régions de l'Union soviétique ⁽⁴⁹⁾. Depuis que le pays a recouvré son indépendance, le cheptel a considérablement diminué (enquêtes sur le bétail d'Eurostat et données de la FAO). L'affaiblissement de l'influence de l'URSS a été largement illustré par l'effondrement de la demande soviétique au cours de la crise financière de 1998, qui a déclenché une chute des prix et des effectifs du cheptel.

L'amélioration de la situation économique a commencé à en 2000 et s'est poursuivie en 2001. Les estimations provisoires les plus récentes du revenu de la branche d'activité agricole, en Estonie, durant l'année 2001, laissent présager un accroissement notable par rapport au niveau atteint en 2000 ; on estime que la mesure principale de l'indicateur A serait en hausse ait accusé une hausse de +17,2% tandis que les deux autres mesures (basées sur un revenu résiduel plus faible) auraient augmenté de plus de la moitié.

Dans une large mesure, cette progression importante des niveaux du revenu de la branche d'activité agricole est due à une forte relance de la production de bétail à partir des bas niveaux de 2000 qui s'est accompagnée d'une envolée des prix à la production.

La production porcine est, en Estonie, le secteur de l'élevage ayant le plus de valeur (près des deux tiers de la valeur de la production animale en 2000). Il est par conséquent, très important de signaler que les volumes de la production porcine ont enregistré une croissance à deux chiffres en 2001 et que la population porcine est remontée à plus ou moins 330 000 têtes ⁽⁵⁰⁾. Ce redressement substantiel du volume de la production a été en partie favorisé par les prix élevés sur les marchés européens. Au cours du premier semestre de l'année, les prix des porcins ont continué à progresser car la demande de viande autre que celle de bœuf s'est accélérée. Même si, d'une manière générale, les prix des porcins ont baissé, vers la fin de l'année, on estime qu'en 2001, les prix moyens à la production de porcins ont été nettement supérieurs à la moyenne de 2000 en Estonie. On a également noté des mouvements similaires pour la volaille, dont le volume de production s'est rapidement accru (de près d'un quart), et les prix à la production se sont considérablement redressés par rapport à la moyenne de 2000.

Au cours des années 90, la taille du cheptel bovin s'était réduite, année après année, de trois quarts de million à un peu plus d'un quart de million de têtes dont la moitié environ était des vaches laitières. Les enquêtes sur le bétail de 2001 ont mis en lumière un faible accroissement à la fois du nombre de vaches laitières et de l'ensemble des bovins. D'après les dernières estimations de l'indice du revenu agricole, on attend une augmentation modérée du volume de la production de lait en 2001 et une croissance assez marquée du volume de la production bovine. L'Estonie a interdit certaines importations en provenance de plusieurs pays en raison des problèmes liés à l'ESB et à la FA dans l'UE et dans certains autres pays d'Europe centrale et orientale. Cela a donné lieu à une augmentation de la demande de produits nationaux. Il s'agit là de l'un des facteurs à l'origine de la nette remontée des prix du bétail. On a également observé une hausse sensible du prix du lait qui reflète l'amélioration de la qualité et une demande accrue de la part d'une industrie de transformation plus compétitive.

⁽⁴⁹⁾ Une fiche (juin 2000) préparée par l'Office estonien de la statistique est disponible sur le site www.einst.ee/economy/agricult.htm ; elle donne des informations détaillées sur le développement récent de l'agriculture en Estonie.

⁽⁵⁰⁾ Il convient de noter toutefois que ce chiffre est toujours nettement en baisse par rapport aux niveaux atteints au cours de la période soviétique ; les chiffres de l'enquête sur les porcins de 1990, dernière année avant l'indépendance, donnent une population porcine de près d'un million de têtes en Estonie (Eurostat).

Tableau 3.2 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Estonie, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-12,1	-0,1	-12,2	-12,4	38,3
Céréales	-17,6	-6,7	-23,1	-22,2	14,9
Plantes fourragères	-1,4	-0,2	-1,6	-1,6	8,0
Pommes de terre	-25,9	10,2	-18,3	-18,2	6,7
Animaux	12,7	20,5	35,8	35,8	18,6
Bovins	7,3	21,0	29,9	30,2	4,2
Porcins	12,6	22,3	37,7	37,7	12,0
Volailles	23,3	12,8	39,0	39,0	2,2
Produits animaux	3,9	10,0	14,3	13,1	32,5
Lait	4,3	12,0	16,8	15,1	26,8
Services agricoles	0,0	-5,1	-5,1	-5,1	5,5
Activités secondaires (non séparables)	0,0	-5,1	-5,1	-5,1	5,0
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-0,9	7,3	6,3	5,6	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-3,3	2,6	//	-0,8	56,7
Energie ; lubrifiants	2,5	3,3	//	5,9	27,4
Aliments pour animaux	-9,8	0,5	//	-9,3	38,7
Entretien du matériel	-0,4	14,3	//	13,8	6,7
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	1,6	12,3	//	14,1	43,3
Consommation de capital fixe	1,3	6,7	//	8,1	30,1
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	1,8	14,6	//	16,7	69,9
Autres impôts sur la production				-5,1	1,2
Autres subventions sur la production				26,3	1,2
REVENU DES FACTEURS				17,2	69,9
Rémunérations des salariés				4,1	47,9
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				45,7	22,0
Fermages				-5,1	1,2
Intérêts à payer				5,3	4,4
Intérêts à recevoir				-5,1	1,3
REVENU NET D'ENTREPRISE				55,6	17,7
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	0,0				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	0,0				58,2
dont : main d'oeuvre salariée	0,0				41,8

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +5,4 %
 Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Contrairement à la remontée importante des valeurs dans le secteur des animaux et des produits animaux, la valeur des principaux produits végétaux a chuté en 2001. En Estonie, les grands produits végétaux sont les céréales, les plantes fourragères et les pommes de terre. La persistance d'un temps humide, qui a régné sur de nombreux États membres du nord, a également été l'une des raisons essentielles de la réduction des volumes de la production végétale en Estonie.

Le secteur céréalier a été marqué par un passage constant de la production d'orge à celle de blé au cours des années 90 même si l'orge est toujours la principale céréale cultivée. Selon les chiffres d'Eurostat sur les superficies de production en 2001, cette évolution a marqué eu une pause puisque les superficies sont restées semblables à celles de 2000. Le mauvais temps devrait toutefois, avoir contrecarré les

prévisions optimistes antérieures relatives à la croissance de la production ; on estime que les volumes de la production ont maintenant fortement chuté par rapport aux années précédentes. Le temps humide est également responsable de la baisse de la qualité des céréales, ce qui explique le recul des prix qui ont également subi la pression d'importations meilleur marché.

La production de pommes de terre a également fléchi au cours des années 90 et la superficie de production devrait, une fois encore, avoir été réduite en 2001. Les rendements des pommes de terre, qui avaient atteint un haut niveau en 2000, ont considérablement diminué en 2001 en raison, essentiellement, du temps humide. La réduction de l'offre de pommes de terre associée au fait que les prix se sont redressés, sur les marchés européens, à partir des bas niveaux des deux années précédentes, a entraîné une forte remontée des prix des pommes de terre en Estonie.

En dépit d'un affaiblissement des valeurs des principaux produits végétaux en 2001, l'augmentation sensible des valeurs des animaux et des produits animaux a notablement fait progresser la valeur réelle de la production de la branche d'activité agricole. La valeur ajoutée brute aux prix de base s'est davantage redressée grâce à une relative stabilité en valeur réelle, des coûts totaux des biens et services de consommations intermédiaires. Toutefois, on relève parmi ces coûts d'importants contrastes entre les aliments pour animaux, d'une part, et l'énergie, d'autre part. Les estimations fournies à Eurostat montrent que la valeur réelle des aliments pour animaux a sensiblement baissé (-9,3%) à cause presque exclusivement, du recul des volumes (-9,8% malgré l'accroissement de l'effectif du cheptel). En revanche, le coût réel de l'énergie a fortement évolué à la hausse (+5,9%), les volumes utilisés et les prix réels étant un peu plus élevés.

Bien que les coûts de la consommation de capital fixe soient montés en flèche en raison d'une augmentation des prêts du fait de l'adhésion prochaine de l'Estonie à l'Union européenne, le revenu des facteurs a progressé à un taux encore plus marqué que la valeur ajoutée brute. Ce taux d'augmentation accéléré est justifié par le bond en avant des autres subventions nettes sur la production qui reflète une modification du système d'aide au chaulage des terres (aides versées aux agriculteurs plutôt qu'à l'entreprise qui rend le service) et des versements majorés au titre des programmes agri-environnementaux.

L'emploi agricole (qui comprend les secteurs de la sylviculture, de la chasse et de la pêche) représente près de 7,4% de l'emploi total en Estonie, pourcentage nettement inférieur à celui d'autres PECO (la Commission européenne a estimé à 20,7% la part moyenne pour les PECO-10 en 2000) mais supérieur à la moyenne de l'UE (4,3% en 2000). Le retour à l'indépendance a permis de mettre fin à la collectivisation des exploitations qui existait depuis 1949. Cela s'est traduit par une restitution graduelle des terres aux propriétaires légitimes et par la privatisation de la propriété d'État. Le calcul du volume de la main-d'œuvre agricole est encore à l'état embryonnaire. Les estimations des variations annuelles sont, pour l'instant, instables car aucune source de données annuelle régulière n'est disponible. Pour 2001, on est donc parti du principe qu'il n'y avait aucun changement. Il conviendrait néanmoins de noter que si le volume a reculé, ce qui semble probable, les indicateurs du revenu devraient avoir augmenté à un rythme encore plus soutenu.

3.3 Hongrie

D'après les dernières estimations provisoires, le niveau du revenu de la branche d'activité agricole de la Hongrie devrait avoir considérablement progressé par rapport à 2000 ; l'indicateur A (principale mesure) a probablement augmenté de +26,8% tandis que les deux autres mesures (basées sur un revenu résiduel plus faible) auraient plus que doublé. Dans une large mesure, cette hausse peut être considérée comme une reprise à partir des bas niveaux de 1999 et 2000, lorsque la crise financière russe a entraîné une baisse des prix et des volumes du fait de la perte du principal marché d'exportation.

Ce redressement significatif des niveaux du revenu agricole en 2001 résulte des facteurs suivants :

- Forte croissance des volumes de la production végétale,
- Prix plus élevés pour les porcins et la volaille.

Grâce à des conditions météorologiques favorables, qui ont permis d'améliorer les rendements, et une extension des superficies de production, le volume de la production végétale dans son ensemble a considérablement dépassé, en 2001, le niveau de l'année précédente. Les superficies plantées en maïs-grains (5% environ), en blé (+18% environ) et en orge (+13% environ) ont été, en 2001, nettement supérieures à celles de 2000, ce qui a confirmé une extension générale des superficies de production qui, en 1999, étaient relativement faibles. Les rendements céréaliers ont été bien meilleurs grâce aux bonnes conditions météorologiques de 2001 : le rendement moyen de maïs-grains (la principale variété de céréales) devrait s'être accru de près de la moitié et ceux du blé et de l'orge auraient également sensiblement progressé (environ +19% et +27% respectivement). L'offre plus importante de céréales en 2001 a eu pour effet de faire chuter les prix. Néanmoins, la valeur réelle des céréales s'est malgré tout fortement redressée.

Comme dans le cas des céréales, les rendements du tournesol et des graines de colza se sont sensiblement améliorés en 2001. Dans le cas du tournesol, l'augmentation du rendement moyen est allée de pair avec une légère extension de la superficie de production (environ +7% même si le résultat est encore inférieur de 40% environ au niveau record de 1999). La superficie de production des graines de colza devrait, en revanche, avoir baissé pour se situer un peu en dessous du niveau record de 1999 (-7% environ par rapport à 2000). Malgré une offre en hausse, le prix moyen de l'ensemble des graines oléagineuses s'est également renforcé, car il a bénéficié du déficit de production de tournesols dans l'UE.

La production de vin est habituellement enregistrée dans le poste "autres raisins" qui fait partie de la rubrique "fruits" ⁽⁵¹⁾. Le volume de vin devrait avoir fortement progressé en 2001 grâce à une amélioration du rendement des raisins. Le volume de l'ensemble des fruits frais est probablement resté semblable à celui de 2000. On estime toutefois qu'en 2001, le prix moyen des fruits frais et du vin a baissé à un taux tel que la valeur réelle des fruits a nettement diminué par rapport au niveau de 2000.

Le volume de la production de betteraves sucrières en Hongrie a sensiblement dépassé le niveau de l'année 2000, ce qui contraste fortement avec la chute enregistrée dans l'UE. Ce résultat est largement dû aux conditions météorologiques favorables, qui ont permis d'améliorer considérablement les rendements moyens (28% environ), mais également à une extension de la superficie de production (+16% environ) dont le niveau était bas en 2000 ⁽⁵²⁾. Le déficit de production, qui a caractérisé le marché de l'UE en raison du temps humide qui a réduit la teneur en sucre et gêné l'ensemencement et la récolte, a entraîné une importante augmentation de la demande de betteraves sucrières hongroises et, par conséquent, des prix.

En Hongrie, la production animale est essentiellement axée sur les porcins et la volaille. Ces deux secteurs d'élevage intensif ont bénéficié des prix élevés au niveau international, ce qui reflète une modification de la demande des consommateurs suite aux crises sanitaires ayant touché le bétail dans certaines parties de l'UE. Le prix des porcins de boucherie a commencé à diminuer en octobre et ce phénomène s'est accéléré pendant le reste de l'année. En moyenne de l'ensemble de l'année 2001 toutefois, le prix des porcins a été nettement supérieur à la moyenne de 2000. Le volume de la production porcine a baissé par rapport au niveau de 2000, ce qui confirme la tendance à la baisse continue du cycle porcin qui avait débuté en 1999 (en août 2001, on a estimé que la population porcine comptait près de 400 000 bêtes de moins que l'année précédente et 900 000 bêtes de moins qu'en août 1999). En revanche, le volume de la production de volailles s'est intensifié rapidement en 2001 grâce aux prix plus élevés.

Le secteur bovin est relativement petit et continue à diminuer en Hongrie. Les difficultés liées à la transformation du secteur agricole, c'est-à-dire le passage d'une agriculture planifiée à une agriculture

⁽⁵¹⁾ L'Institut national de statistique hongrois (KSH) envisage de modifier le recensement de ce poste au cours de cette année.

⁽⁵²⁾ La superficie consacrée à la production de betteraves accuse toutefois une tendance à la baisse à long terme. Même si cette superficie a retrouvé son niveau de 1999, en 2001 elle représentait encore (moins de) la moitié de la superficie enssemencée au début des années 1990.

orientée vers le marché, persistent encore dans le secteur bovin. La population bovine diminue depuis longtemps et cette tendance s'est poursuivie en 2001 ; en décembre 2001, cette population était de 3% environ inférieure à celle de 2000 et presque exactement égale à la moitié du cheptel enregistré en 1990 (1,6 million de têtes) ⁽²³⁾. En conséquence, le volume de la production bovine a nettement reculé en 2001. Bien que le prix moyen ait légèrement progressé, dans l'ensemble de l'année, en termes nominaux, - hausse du PIB de 8,6% -, les prix en valeur réelle ont accusé une baisse relativement importante.

Tableau 3.3 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Hongrie, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000	
Production végétale	27,3	-12,5	11,4	11,0	50,9	
Céréales	47,0	-18,5	19,7	19,7	21,9	
Oléagineux	24,4	14,3	42,2	42,2	2,9	
Betteraves sucrières	46,8	4,4	53,3	53,3	1,1	
Légumes frais	22,3	-11,7	8,0	8,0	7,3	
Fruits	6,4	-15,8	-10,5	-12,2	8,6	
Animaux	-0,4	21,4	20,9	20,6	29,7	
Bovins	-15,0	-6,5	-20,6	-20,7	2,2	
Porcins	-7,0	35,6	26,1	25,7	15,4	
Volailles	12,0	10,0	23,2	22,9	10,6	
Produits animaux	1,9	1,5	3,5	3,5	15,9	
Lait	1,0	1,4	2,4	2,4	10,8	
Oeufs	10,1	2,0	12,3	12,3	4,0	
Services agricoles	13,0	0,6	13,6	13,6	3,5	
Activités secondaires (non séparables)	-100,0	-100,0	-100,0	-100,0	0,0	
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	14,6	-1,4	13,0	12,8	100,0	
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	7,4	1,8	//	9,4	63,5	
Energie ; lubrifiants	14,3	-2,0	//	12,0	11,8	
Engrais et amendements	11,6	5,9	//	18,2	6,5	
Aliments pour animaux	2,0	1,3	//	3,3	42,0	
Entretien du matériel	17,8	4,2	//	22,8	12,2	
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	26,3	-6,1	//	18,6	36,5	
Consommation de capital fixe	-1,0	-0,2	//	-1,2	9,9	
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	36,6	-7,7	//	26,0	26,6	
Autres impôts sur la production				15,2	0,8	
Autres subventions sur la production				8,1	8,7	
REVENU DES FACTEURS				24,2	80,6	
Rémunérations des salariés				-2,5	26,7	
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				37,4	53,9	
Fermages				0,3	8,6	
Intérêts à payer				-7,5	6,7	
Intérêts à recevoir				-2,7	1,1	
REVENU NET D'ENTREPRISE				52,0	39,7	
MAIN D'OEUVRE AGRICOLE (totale)	-2,0				100,0	
dont : main d'oeuvre non salariée	-0,5				81,8	
dont : main d'oeuvre salariée	-8,9				18,2	

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +8,6 %
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

⁽²³⁾ Les chiffres officiels indiquent que le nombre des bovins est passé de 805 000 têtes en décembre 2000 à 783 000 en décembre 2001.

Tout comme pour le bétail, le secteur laitier s'est considérablement réduit au cours des années 1990. Le cheptel de vaches est passé de 630 000 bêtes environ, au début des années 1990, à près de 400 000 dix ans plus tard. Au cours de cette même période, la production de lait a également chuté en dessous du niveau atteint au début des années 1990 (2 800 millions de litres). Après une diminution particulièrement importante du nombre de vaches et de la production laitière en 2000, on estime qu'il y a eu une légère croissance en volume de la production de lait en 2001 (bien qu'en décembre 2001 on a relevé une nouvelle diminution de 12 000 vaches environ, soit un cheptel national de 368 000 têtes). Le prix nominal moyen du lait a progressé à un taux un peu supérieur à celui de l'inflation de sorte que les prix réels à la production ont accusé une légère hausse.

Bien que la valeur de la production de la branche d'activité agricole ait considérablement augmenté en 2001, celle des biens et services de consommations intermédiaires a également fortement progressé⁽⁵⁴⁾. L'extension des superficies cultivées, la perspective de hauts rendements et de bonnes conditions météorologiques lors de l'épandage ont amené les agriculteurs à utiliser davantage d'engrais en 2001 (les volumes devraient être de 11,6% supérieurs à ceux de 2000). Du fait, également, du renchérissement des prix de l'azote sur les marchés internationaux, le coût de certains engrais a, lui aussi, beaucoup progressé (+5,9% en valeur réelle pour l'ensemble des engrais). L'utilisation d'énergie a également accusé une hausse considérable (+14,3%) tandis que les prix nominaux se sont accrus à un taux légèrement inférieur à celui de l'inflation. Le coût des aliments pour animaux est quelque peu monté en raison à la fois des volumes (en particulier par l'extension de la production de volailles) et des prix (reflétant le coût plus élevé des graines oléagineuses). Toutefois, la plus forte croissance des coûts résulte d'une évolution du volume du poste "entretien des machines et de l'outillage" (+17,8%), ce qui traduit peut-être le souhait des agriculteurs de disposer d'un matériel en bon état pour les récoltes exceptionnelles.

En dépit de la forte progression des biens et services de consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute de la branche d'activité agricole a dépassé, en 2001, le niveau de 2000. L'amélioration du revenu des facteurs a été, en outre, renforcée par une augmentation des autres subventions sur la production et par un petit recul des coûts réels de la consommation de capital fixe. Ce revenu plus élevé des facteurs a été, en principe, généré et partagé par un volume de main-d'œuvre en légère diminution.

Il convient de noter que l'emploi agricole (y compris forêts, chasse et pêche) représentait 6,2% de l'emploi total en 2000 (résultats de la dernière enquête sur les forces de travail). Ce chiffre est un peu supérieur à la moyenne de l'ensemble de l'Union européenne (mais beaucoup plus faible qu'au Portugal et en Grèce) ; il laisse toutefois supposer que d'autres réductions de l'effectif de la main-d'œuvre devraient probablement intervenir à un taux inférieur à celui d'autres pays d'Europe centrale et orientale (la moyenne pour les PECO-10 est d'environ 20%). Néanmoins, la réduction estimée du volume total de la main-d'œuvre en 2001 a été presque exclusivement le résultat de la diminution du volume de la main-d'œuvre salariée. Cela reflète en partie les modifications du régime de la propriété : hausse du pourcentage d'exploitations agricoles privées au détriment des coopératives et des entreprises dans lesquelles la main-d'œuvre est salariée. La main-d'œuvre salariée représente désormais près de 17% du volume de la main-d'œuvre totale. Le recul de la main-d'œuvre salariée se traduit également par des coûts réels de rémunération du travail plus faibles. Les versements d'intérêts ayant aussi baissé en valeur réelle (à un taux correspondant plus ou moins au taux d'inflation), le revenu d'entreprise - élément du revenu résiduel plus faible - s'est fortement redressé.

⁽⁵⁴⁾ Il convient de souligner que les estimations des consommations intermédiaires sont, pour l'instant, très provisoires car les sources de données semblent être quelque peu inconsistantes.

3.4 Lituanie

Lors de l'analyse des chiffres provisoires de l'indice du revenu agricole de 2001, il est important de souligner les conséquences dramatiques de la crise financière russe de 1998. À cette époque, la Russie représentait près d'un tiers de toutes les exportations agricoles et alimentaires de la Lituanie (données de l'Agence lituanienne pour le développement), et les autres membres de la Communauté des États indépendants (CEI), au moins 22%. La disparition du marché d'exportation russe et ses répercussions pour la CEI et d'autres États baltes ont entraîné une production excédentaire sur les marchés nationaux (qui ont par la suite nécessité des adaptations) et un effondrement des prix. Le revenu agricole en Lituanie a dégringolé de 80% environ au cours des deux années qui ont immédiatement suivi la crise.

Les conséquences de cette crise et la restructuration de l'agriculture, au moment où le pays s'apprête à adhérer à l'Union européenne, sont également illustrées par les nombreux départs d'agriculteurs ; en 2001, le volume de la main-d'œuvre agricole (mesuré en équivalent temps plein) devrait être de 10% environ inférieur à celui de l'année 2000 et de près d'un tiers en dessous du niveau de 1997. L'emploi agricole (y compris sylviculture, chasse et pêche) représentant un cinquième environ de l'emploi total en 2000 (pourcentage un peu plus élevé que la moyenne de l'UE qui est de 4,3%), on peut penser que le volume de la main-d'œuvre devrait continuer à diminuer au cours des années à venir à un taux similaire.

La réduction du volume de la main-d'œuvre agricole en 2001 est particulièrement importante dans la mesure où l'augmentation de la mesure principale du revenu agricole (indicateur A : +13,6%) s'explique presque entièrement par le fait que le revenu relativement bas des facteurs a été généré et partagé par cette main-d'œuvre nettement réduite.

La faible progression du niveau du revenu des facteurs (+2,1% en valeur réelle) a été le résultat net des principales évolutions suivantes :

- Fort recul des volumes de production de céréales, de pommes de terre et de plantes fourragères
- Envolée des prix des porcins, du lait et, en particulier, des bovins
- Léger repli des coûts réels des biens et services de consommations intermédiaires achetés par la branche d'activité agricole, et
- Déclin de la valeur réelle de la consommation de capital fixe.

L'agriculture lituanienne a toujours été tournée vers les secteurs des produits laitiers et de l'élevage. Cela a été le cas au cours de la première période d'indépendance mais s'est intensifié sous la domination soviétique. Depuis que la Lituanie a retrouvé son indépendance, ces secteurs ont été caractérisés par une nette diminution de la taille du cheptel. La production porcine reste le secteur de la production animale ayant le plus de valeur mais l'effectif porcin s'est considérablement réduit depuis le début des années 1990 ; au cours de la décennie, le nombre des porcins est passé de 2,5 millions de têtes à moins d'1 million. Cette tendance a persisté pendant les deux années suivantes et en 2001, on estime que le volume de la production porcine devrait être de 8% environ inférieur au niveau enregistré en 2000. Il en va de même pour les cheptels de bœufs et de vaches ; le nombre des bovins est passé de 2,3 millions de têtes en 1990 - dont 0,8 million de vaches laitières - à respectivement 0,7 million et 0,4 million de bêtes. En 2001, on estime que le volume de la production bovine a été de 8% environ inférieur à celui de 2000. On s'attend toutefois que le volume de lait ait modérément progressé en 2001.

Lorsque l'on évalue les mouvements des prix, il est intéressant de noter que le déflateur implicite du PIB est très bas en Lituanie (+0,6% en 2001). Cela signifie que les variations nominales et réelles (c'est-à-dire déflatées) des prix et des valeurs sont très semblables. D'une manière générale, le secteur animal a bénéficié de prix plus élevés. La forte augmentation du prix moyen du lait reflète, d'une part, les progrès de la restructuration de l'industrie de transformation du lait ⁽⁵⁵⁾ (actuellement, trois grands groupes

⁽⁵⁵⁾ Le ministère lituanien de l'agriculture donne davantage d'informations sur le processus de restructuration sur le site www.zum.lt/europa/eng/home.htm

d'entreprises transforment plus de 65% de la quantité totale de lait cru) et, d'autre part, les prix favorables du marché mondial dont ont pu bénéficier le lait et les produits laitiers.

Tableau 3.4 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Lituanie, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base (*))	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-12,0	2,7	-9,7	-10,1	56,0
Céréales	-11,9	-5,8	-17,1	-17,1	21,1
Plantes fourragères	-6,7	0,2	-6,5	-6,5	11,3
Légumes frais	-2,2	-5,4	-7,4	-7,4	7,2
Pommes de terre	-41,1	90,8	12,4	12,4	6,1
Animaux	-7,6	16,9	8,0	7,9	18,8
Bovins	-7,8	53,0	41,0	40,3	4,4
Porcins	-8,1	6,5	-2,1	-2,1	10,9
Produits animaux	3,8	9,7	13,8	13,8	22,0
Lait	4,0	12,7	17,2	17,2	16,7
Services agricoles	-35,4	41,1	-8,8	-8,8	1,7
Activités secondaires (non séparables)	0,0	-0,6	-0,6	-0,6	1,5
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-7,9	7,5	-1,0	-1,3	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-0,8	-0,6	//	-1,3	66,3
Energie ; lubrifiants	-7,7	-0,6	//	-8,2	21,5
Engrais et amendements	19,1	-0,6	//	18,4	11,5
Aliments pour animaux	-1,5	-0,6	//	-2,1	42,4
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-22,9	28,0	//	-1,3	33,7
Consommation de capital fixe	-7,7	-0,7	//	-8,3	31,9
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-30,0	45,7	//	2,0	23,0
Autres impôts sur la production				-0,6	3,7
Autres subventions sur la production				-0,6	1,1
REVENU DES FACTEURS				2,1	65,6
Rémunérations des salariés				-1,3	20,7
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				3,7	44,8
Fermages				-0,6	0,1
Intérêts à payer				-0,6	0,5
Intérêts à recevoir				-0,6	1,2
REVENU NET D'ENTREPRISE				3,6	45,5
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	-10,1				100,0
dont : main d'œuvre non salariée	-9,2				80,7
dont : main d'œuvre salariée	-14,1				19,3

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +0,6 %

Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Les exportations d'animaux de Lituanie sont aujourd'hui beaucoup moins importantes que le lait et les produits laitiers. À cet égard, les prix sont davantage influencés par les variations des marchés intérieurs. En 2000, aucune subvention n'a été versée pour les animaux et les prix ont chuté, ce qui a entraîné l'abattage d'un grand nombre de porcins et de bovins. Les pénuries d'offres au début de l'année 2001 ont fait monter les prix, en particulier ceux des bovins dont l'engraissement prend plus de temps que, par exemple, les porcins. Le prix des bovins a également été influencé par l'interdiction de certaines importations en provenance de l'UE et de pays d'Europe centrale et orientale du fait de l'ESB et de la FA.

Comme dans d'autres pays de l'Europe du nord, le temps humide a affecté les semailles et les récoltes. Le volume des céréales a nettement diminué du fait de rendements plus faibles et d'un recul de la superficie de production (près de -4,5%). Ces évolutions ont concerné à la fois le blé (d'hiver et de printemps) et l'orge (de printemps) qui sont les principales variétés de céréales. Les problèmes dus au temps ont été plus graves dans le cas des pommes de terre. Les difficultés de semailles et de récoltes ont entraîné une chute considérable du volume de la production. Ces mauvaises conditions météorologiques ont également porté préjudice au volume de la production fourragère.

En ce qui concerne les pommes de terre, la pénurie de l'offre s'est traduite par une envolée des prix dont les niveaux avaient été généralement bas au cours des années précédentes. Quant aux céréales, toutefois, la pénurie est allée de pair avec un recul modéré des prix. Ce recul est en partie dû à une moindre qualité des grains, qui a fait baisser les prix, mais également au fait que des prix d'intervention plus faibles ont été fixés pour cette année-là.

En 2001, la valeur réelle de la production de la branche d'activité agricole a été légèrement inférieure à celle de 2000. Les coûts provisoires des biens et services de consommations intermédiaires utilisés par l'agriculture ont toutefois également été un peu plus faibles qu'en 2000 ⁽⁵⁶⁾. La baisse de la demande d'énergie (volume : -9%), de semences (-14% environ) et de produits de protection des cultures (-8% environ) ainsi que d'aliments pour animaux (-2%) a entraîné un recul des coûts. Étant donné les récents bouleversements intervenus dans l'agriculture, on ne s'étonnera guère que les coûts de la consommation de capital fixe aient considérablement diminué. En effet, l'entretien plutôt que le remplacement semble avoir été la règle, ce que démontre la progression importante du poste "entretien des bâtiments" (+15,7%).

Depuis 1991, la restitution de la propriété foncière est l'un des objectifs clés dans le secteur agricole. La phase finale de la restitution des terres et de la régularisation des titres de propriété a débuté en 2001 (et doit être terminée en juillet 2002) et l'on estime qu'au 1^{er} juin 2001, 78% des terres avaient été rendues à leurs propriétaires légitimes. En ce qui concerne la classification de la main-d'œuvre, cette restitution des terres a pour conséquence une croissance de la main-d'œuvre non salariée (c'est-à-dire la main-d'œuvre qui se partage le revenu d'entreprise de l'exploitation) ; dès 1997, la main-d'œuvre non salariée représentait 68% de la main-d'œuvre agricole totale mais en 2001 ⁽⁵⁷⁾, cette main-d'œuvre a continué à s'accroître (jusqu'à 82%). Toutefois, la rémunération des salariés reste un poste de dépenses important pour le calcul du revenu d'entreprise. Il est donc un peu surprenant que le niveau estimé de la rémunération des salariés n'ait guère reflété le recul particulièrement marqué du volume de la main-d'œuvre salariée en 2001 (-14,1%). Cela permet d'expliquer la raison pour laquelle l'augmentation du revenu d'entreprise n'a pas été nettement plus élevée que le faible taux de croissance du revenu des facteurs.

3.5 Malte

D'après les estimations, le revenu de l'activité agricole par équivalent temps plein (mesuré par l'indicateur A du revenu) devrait avoir diminué de 1,6% en 2001 à Malte.

⁽⁵⁶⁾ Les estimations des consommations intermédiaires sont, pour l'instant, très provisoires. Il est difficile d'évaluer les variations de prix de la plupart des postes individuels. Pour de nombreux postes, on est parti du principe qu'il n'y avait eu aucune modification des prix nominaux. En cas de variations ultérieures de ces postes, les coûts des consommations intermédiaires et la valeur ajoutée brute varieront également. Les révisions ne modifieront pas l'impression générale que le revenu s'est en partie redressé mais l'importance de cette reprise pourrait être quelque peu différente.

⁽⁵⁷⁾ À cet égard, il convient de ne pas oublier que le nombre total des agriculteurs et de la main-d'œuvre salariée a fortement diminué.

Ce recul est essentiellement dû à une progression considérable des dépenses, en valeur réelle, au titre des biens et services de consommations intermédiaires (+7,3%), qui, à son tour, s'explique principalement par une importante augmentation de l'utilisation d'aliments pour animaux (+12,2%, les prix ayant diminué de 2,3%).

La valeur globale de la production agricole de Malte n'a été que légèrement supérieure (+0,5% en valeur réelle) à celle de l'année 2000. Cette hausse est le résultat d'évolutions contraires de la production végétale et de la production animale.

Tableau 3.5 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole à Malte, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-6,2	4,6	-1,9	-1,9	44,9
Légumes frais	-2,7	1,9	-0,8	-0,8	29,6
Pommes de terre	-18,6	17,5	-4,3	-4,3	8,2
Fruits	-20,2	10,9	-11,4	-11,4	4,1
Animaux	8,0	-3,4	4,3	4,3	34,9
Bovins	12,9	-13,7	-2,6	-2,6	3,3
Porcins	4,3	-2,3	1,9	1,9	12,6
Volailles	4,8	-2,3	2,3	2,3	12,1
Autres animaux	17,8	-2,3	15,1	15,1	6,8
Produits animaux	3,5	-3,6	-0,3	-0,3	19,6
Lait	2,9	-4,6	-1,8	-1,8	11,6
Oeufs	4,5	-2,3	2,1	2,1	7,6
Services agricoles	//	//	//	//	//
Activités secondaires (non séparables)	-20,1	6,5	-14,8	-14,8	0,6
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	0,6	-0,1	0,5	0,5	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	8,5	-1,1	//	7,3	41,7
Energie ; lubrifiants	7,2	-1,5	//	5,5	8,5
Engrais et amendements	-30,5	40,7	//	-2,2	2,0
Aliments pour animaux	12,2	-2,3	//	9,6	55,6
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-5,2	0,8	//	-4,4	58,3
Consommation de capital fixe	7,2	-2,3	//	4,7	4,7
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-5,8	1,0	//	-4,8	55,6
Autres impôts sur la production				//	//
Autres subventions sur la production				-2,3	0,8
REVENU DES FACTEURS				-4,8	96,1
Rémunérations des salariés				-7,3	13,3
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				-4,4	82,8
Fermages				13,8	1,7
Intérêts à payer				-17,8	2,5
Intérêts à recevoir				//	//
REVENU NET D'ENTREPRISE				-4,4	78,6
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	-3,3				100,0
dont : main d'œuvre non salariée	-2,9				89,6
dont : main d'œuvre salariée	-6,9				10,4

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +2,4 %
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

La production végétale a un peu fléchi en valeur réelle (-1,9%) du fait d'une détérioration des volumes de production des principaux produits végétaux (légumes frais, pommes de terre et fruits), d'où une régression moyenne de 6,2% pour l'ensemble de la production végétale. Les prix réels à la production ont accusé une hausse pour chacun de ces produits, en particulier pour les pommes de terre et les fruits. Les prix réels moyens à la production se sont accrus de 4,6% pour l'ensemble de la production végétale.

La valeur de la production animale aux prix de base s'est redressée en 2001 (+2,6% en valeur réelle). On a constaté une augmentation des volumes de la production de l'ensemble des principaux postes, surtout les *autres animaux* (essentiellement les lapins) et le bétail. Les prix réels à la production ont fléchi de 3,5% pour l'ensemble de la production animale, la plus forte diminution concernant le bétail (-13,7% en valeur réelle).

Compte tenu des évolutions générales de la production et des consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute aux prix de base de l'agriculture a reculé de 4,4% en 2001 à Malte. La valeur de la consommation de capital fixe ayant été majorée de +4,7% (en valeur réelle), la valeur ajoutée nette a chuté de 4,8% (en valeur réelle) par rapport à l'année 2000.

En 2001, il n'y a eu ni subventions et impôts propres aux produits ni autres impôts sur la production à Malte. Le niveau des autres subventions sur la production a été très faible. En 2000, ces autres subventions ont tout juste correspondu à 0,8% de la valeur ajoutée brute et en 2001, elles ont baissé de 2,3% (en valeur réelle). Le revenu réel (c'est-à-dire déflaté) des facteurs agricoles, qui constitue la base de l'indicateur A du revenu, a été de 4,8% inférieur à celui de l'année 2000. Selon des données provisoires, le volume de la main-d'œuvre agricole a reculé de 3,3%.

Les dépenses au titre de la rémunération des salariés (-7,3% en valeur réelle) ont accusé une nette diminution dont le taux correspond à peu près à celui du volume de la main-d'œuvre salariée (-6,9%). En outre, la valeur des intérêts versés a subi une importante chute (-17,8% en valeur réelle). Les fermages, en revanche, ont considérablement progressé en 2001 (+13,8% en valeur réelle). En conséquence, le revenu net réel d'entreprise, dont les variations sont mesurées par l'indicateur C, a été de 4,4% inférieur à celui de l'année 2000.

Le volume de la main-d'œuvre non salariée ayant fléchi de 2,9%, le niveau de l'indicateur B du revenu (qui mesure la variation du revenu net réel d'entreprise rapportée à celle du volume de la main-d'œuvre non salariée) a reculé de 1,6% par rapport à 2000.

3.6 Pologne

Selon les estimations du revenu et des dépenses de la branche d'activité agricole en Pologne, l'indicateur A a diminué, en 2001, de 10,3% et les indicateurs B et C ont accusé des reculs semblables (-12,4% et -11,1% respectivement).

La production globale de la branche d'activité agricole s'est à peine modifiée (+0,2%) et le principal facteur responsable de la variation de l'indicateur A est une hausse de la valeur réelle des consommations intermédiaires de 4,2%. C'est en particulier la valeur des aliments pour animaux, de l'énergie et des engrais consommés qui s'est accrue.

La production végétale (près de la moitié de la production agricole) aux prix de base a baissé de 1,0% en valeur réelle. Les variations les plus significatives ont concerné les céréales dont la valeur réelle a progressé de 16% suite à une augmentation de 21,1% des volumes et d'un recul des prix de 4,7% (en valeur réelle). La superficie cultivée n'a guère été modifiée par rapport à 2000 mais les rendements ont enregistré une forte croissance. Une période de sécheresse en 2000 a entraîné une détérioration des rendements. Les pommes de terre sont la deuxième culture la plus importante en Pologne et en 2001, les volumes ont chuté de 15,8% en raison d'une attaque de mildiou. En outre, les prix ont reculé de 20% (en valeur réelle).

Tableau 3.6 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Pologne, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	7,1	-7,9	-1,4	-1,0	48,4
Céréales	21,1	-4,7	15,4	16,0	17,7
Pommes de terre	-15,8	-20,0	-32,6	-32,6	8,0
Animaux	-2,1	7,8	5,6	5,6	27,5
Bovins	-11,9	-4,8	-16,1	-16,1	3,7
Porcins	-3,7	12,7	8,6	8,6	18,0
Volailles	10,0	-0,1	9,9	9,9	5,3
Produits animaux	2,0	-6,0	-4,1	-4,1	19,9
Lait	1,0	-5,7	-4,8	-4,8	15,9
Services agricoles	1,7	1,1	2,8	2,8	2,4
Activités secondaires (non séparables)	1,0	-5,7	-4,8	-4,8	1,8
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	3,3	-3,1	0,0	0,2	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	//	//	//	4,2	62,0
Energie ; lubrifiants	//	//	//	3,7	21,0
Engrais et amendements	//	//	//	8,7	7,3
Aliments pour animaux	//	//	//	5,9	47,0
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	//	//	//	-6,4	38,0
Consommation de capital fixe	//	//	//	-5,4	25,7
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	//	//	//	-6,7	28,2
Autres impôts sur la production				12,8	6,3
Autres subventions sur la production				-24,8	3,1
REVENU DES FACTEURS				-9,2	71,1
Rémunérations des salariés				-8,1	15,1
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				-9,6	56,0
Fermages				-6,8	1,9
Intérêts à payer				12,9	4,4
Intérêts à recevoir				50,1	0,5
REVENU NET D'ENTREPRISE				-11,1	50,1
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	1,2				100,0
dont : main d'œuvre non salariée	1,5				93,8
dont : main d'œuvre salariée	-3,7				6,2

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +6,1 %
 Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Le secteur porcine est le plus important de l'agriculture polonaise. Au cours de l'année 2001, le prix à la production des porcins a augmenté de 12,7% (en valeur réelle) et les volumes ont diminué de 3,7%.

Dans le secteur des bovins, les volumes ont chuté de 11,9% et les prix à la production, de 4,8% (en valeur réelle). En Pologne, le marché de la viande n'a pas encore fini de se remettre des conséquences de la crise financière russe et comme partout en Europe, la demande des consommateurs a baissé en réaction aux différentes épidémies.

Le lait est le principal produit animal ; les volumes ont progressé de 1,0% tandis que les prix ont régressé de 5,7% (en valeur réelle). La valeur aux prix de base est tombée de 4,8% (en valeur réelle).

L'agriculture est une source importante d'emplois en Pologne (25% de la main-d'œuvre). En unités de travail annuel, la main-d'œuvre agricole polonaise représente près des deux-tiers de la main-d'œuvre

agricole totale des PECO étudiés dans le présent rapport. La plupart des autres PECO ont enregistré une diminution de leur main-d'œuvre agricole. Dans ce contexte, il convient particulièrement de noter l'augmentation de 1,2% de la main-d'œuvre agricole en Pologne au cours de l'année 2001. Cette hausse résulte d'un accroissement du nombre d'équivalents travail non salarié. En revanche, la main-d'œuvre salariée a été de 3,7% inférieure au niveau de 2000 et les dépenses au titre de la rémunération des salariés ont baissé de 8,1% (en valeur réelle).

3.7 République Slovaque

Le revenu de l'activité agricole par équivalent temps plein, mesuré par l'indicateur A, devrait avoir augmenté de 14,1% en République slovaque au cours de l'année 2001.

Tableau 3.7 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole dans la République Slovaque, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base (*))	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	35,2	3,3	39,7	39,4	32,2
Céréales	67,3	-1,6	64,6	64,6	12,1
Oléagineux	54,9	-7,9	42,7	42,7	3,2
Légumes frais	19,8	0,6	20,5	20,5	5,3
Animaux	-18,0	-6,7	-23,5	-23,2	34,1
Bovins	-49,9	-14,0	-56,9	-56,2	8,1
Porcins	-12,0	-7,4	-18,4	-18,3	18,4
Produits animaux	3,9	-8,6	-5,0	-4,4	20,8
Lait	7,4	-5,6	1,4	1,5	14,6
Oeufs	-6,1	21,2	13,8	13,8	3,9
Services agricoles	-7,6	-1,6	-9,2	-9,2	4,3
Activités secondaires (non séparables)	-9,4	0,0	-9,4	-9,4	8,5
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	5,0	-2,1	2,8	2,7	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	-5,9	1,9	//	-4,0	75,8
Energie ; lubrifiants	-14,2	2,8	//	-11,9	16,1
Aliments pour animaux	-1,5	4,6	//	3,1	38,6
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	37,8	-10,3	//	23,7	24,2
Consommation de capital fixe	-0,4	0,0	//	-0,3	53,1
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	81,1	-16,7	//	50,9	46,9
Autres impôts sur la production				//	//
Autres subventions sur la production				-34,7	59,3
REVENU DES FACTEURS				3,7	101,5
Rémunérations des salariés				2,3	88,3
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				13,1	13,2
Fermages				-7,1	3,1
Intérêts à payer				-9,4	5,3
Intérêts à recevoir				8,6	1,2
REVENU NET D'ENTREPRISE				42,6	6,0
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	-9,1				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	-10,7				17,3
dont : main d'oeuvre salariée	-8,7				82,7

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +7,1 %

Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Cette progression s'explique essentiellement par une forte hausse des volumes de production d'un grand nombre de produits végétaux qui a atteint +35,2% en moyenne de l'ensemble de la production végétale. Il convient de noter, en particulier, le redressement du volume de la production de céréales (+67,3%), le produit végétal le plus important de l'agriculture slovaque, après une récolte assez faible en 2000. De plus, on a relevé un fort accroissement des volumes de la production de graines oléagineuses et de légumes frais. Les prix réels à la production ont un peu baissé pour les céréales et beaucoup plus pour les graines oléagineuses (-1,6% et -7,9% respectivement). Néanmoins, le prix moyen de l'ensemble de la production végétale a augmenté de 3,3% (en valeur réelle).

En République slovaque aussi, les marchés de la viande de bœuf et de veau ont été considérablement perturbés par les conséquences de la crise de l'ESB en 2001. La découverte de cas d'ESB dans la République tchèque voisine au cours de l'été 2001 a fait baisser de près de la moitié la consommation de viande bovine slovaque. Un redressement partiel s'est produit mais il a été anéanti à la fin du mois de septembre par l'annonce du premier cas d'ESB en République slovaque. Trois autres cas ont été déclarés vers la fin de l'année 2001. En moyenne de cette année-là, les prix réels à la production ont diminué de 14,0% par rapport à 2000 et le volume de la production de bétail s'est réduit de moitié.

Dans le secteur de la production porcine, le volume de la production a reculé de 12,0% et les prix à la production ont, simultanément, chuté de 7,4% (en valeur réelle).

La plupart des postes des consommations intermédiaires ont accusé un fléchissement marqué des volumes. Le volume global d'utilisation des inputs a donc été de 5,9% inférieur à celui de 2000. En revanche, les prix réels ont augmenté, en moyenne, de 1,9% pour l'ensemble des consommations intermédiaires. L'évolution générale de la production et des consommations intermédiaires a entraîné une hausse de la valeur ajoutée brute de l'agriculture aux prix de base de près d'un quart en 2001 (+23,7%) en République slovaque.

Les amortissements ayant été inférieurs au niveau de l'année précédente, la valeur ajoutée nette a progressé de plus de 50% par rapport à 2000. Les autres impôts sur la production ont baissé de 11,1% en 2001. En même temps, il y a eu une forte réduction de la valeur des autres subventions sur la production d'environ un tiers, de sorte que le revenu réel des facteurs agricoles (base de l'indicateur A du revenu) n'a varié que d'un modeste 3,7%. Néanmoins, le niveau de l'indicateur A a été supérieur de 14,1% à celui de l'année 2000 en raison d'une nette détérioration du volume de la main-d'œuvre agricole. La République slovaque a accusé une baisse de 9,1% du nombre d'unités de travail annuel, soit, après la Lituanie, la deuxième plus forte diminution parmi les PECO étudiés dans le présent rapport.

Le revenu net réel d'entreprise, dont la variation est mesurée par l'indicateur C, s'est accru de 42,6% par rapport à l'année précédente. Les dépenses au titre de la rémunération des salariés ont été un peu plus élevées qu'en 2000. En revanche, le versement des fermages et des intérêts nets a diminué de 7,1% et de 14,6% respectivement. Du fait d'une chute du volume de la main-d'œuvre non salariée de 10,7%, le niveau de l'indicateur B (qui mesure la variation du revenu net réel d'entreprise rapportée à celle du volume de la main-d'œuvre non salariée) a dépassé de 59,7% celui de l'année 2000.

3.8 Slovénie

Selon de premières estimations, l'indicateur A a diminué, en Slovénie, de 14,4% par rapport à l'année précédente. La main-d'œuvre agricole étant restée stable, cette baisse résulte uniquement des variations du revenu des facteurs. Les indicateurs B et C ont reculé de 18,4%.

54% du territoire sont recouverts de forêts, ce qui fait de la Slovénie le troisième grand pays forestier d'Europe (après la Suède et la Finlande). Mais cela peut poser des problèmes car l'espace agricole est envahi par les forêts. Si l'on ajoute à cela certaines zones difficiles (montagnes), on comprend que la plus

grande partie de la production agricole de la Slovénie provient de petites parcelles. Les principales cultures végétales sont destinées à l'alimentation animale, essentiellement le maïs. Les conditions météorologiques n'ont guère été favorables à la production agricole en 2001. Des gelées au printemps et une période de sécheresse en été ont eu des conséquences particulièrement importantes pour la production de primeurs, de fourrages et de cultures tardives. Durant l'année 2001, le volume des plantes fourragères produites a diminué de 5,7% à cause du mauvais temps.

Tableau 3.8 Taux de variation des composantes principales du calcul du revenu de l'activité agricole en Slovénie, 2001 par rapport à 2000 (en %)

	VOLUME (production au prix du producteur)	PRIX RÉEL (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix du producteur) (*)	VALEUR RÉELLE (production au prix de base) (*)	Part de chaque poste en % en 2000
Production végétale	-7,6	-4,7	-11,9	-11,6	43,1
Céréales	2,9	-20,1	-17,8	-14,8	7,7
Betteraves sucrières	-54,5	2,5	-53,4	-52,3	1,2
Plantes fourragères	-5,7	-0,3	-6,0	-5,9	12,0
Légumes frais	4,6	7,9	12,9	12,9	2,3
Pommes de terre	-21,7	20,2	-5,9	-5,9	2,1
Fruits	-24,5	-4,4	-27,8	-27,8	7,0
Vin	2,8	-6,6	-3,9	-3,9	7,0
Animaux	1,6	-0,9	0,7	2,3	30,3
Bovins	1,0	-9,1	-8,2	-3,8	12,3
Porcins	-4,5	3,4	-1,3	-1,3	9,6
Volailles	9,3	3,8	13,4	13,4	6,6
Produits animaux	3,4	-2,1	1,3	1,3	18,9
Lait	2,8	0,5	3,4	3,4	15,5
Services agricoles	0,0	4,7	4,7	4,7	1,2
Activités secondaires (non séparables)	0,0	-7,8	-7,8	-7,8	6,5
PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE	-2,0	-3,1	-5,0	-4,5	100,0
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	0,2	1,5	//	1,7	53,8
Energie ; lubrifiants	0,6	4,1	//	4,7	12,8
Engrais et amendements	1,8	21,9	//	24,1	5,8
Aliments pour animaux	1,9	-0,1	//	1,8	54,3
VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	-4,1	-8,0	//	-11,7	46,2
Consommation de capital fixe	0,0	-0,6	//	-0,6	40,0
VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	-6,8	-13,2	//	-19,1	27,7
Autres impôts sur la production				//	//
Autres subventions sur la production				23,9	7,5
REVENU DES FACTEURS				-14,4	67,5
Rémunérations des salariés				-0,2	13,2
EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION				-17,8	54,3
Fermages				-7,8	1,4
Intérêts à payer				-7,8	3,6
Intérêts à recevoir				-7,8	2,0
REVENU NET D'ENTREPRISE				-18,4	51,3
MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE (totale)	0,0				100,0
dont : main d'oeuvre non salariée	0,0				93,6
dont : main d'oeuvre salariée	0,0				6,4

(*) Le déflateur retenu est l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché : +8,4 %
Note : pour des informations plus détaillées voir annexes

Le prix des céréales a fortement chuté (-20,1% en termes déflatés) en raison d'une baisse de la qualité des céréales.

Dans le secteur de l'agriculture industrielle, les betteraves sucrières sont la plus importante culture mais les volumes ont diminué de plus de la moitié en 2001 du fait d'une réduction des superficies cultivées et d'un manque d'humidité durant la période de croissance.

Les pommes de terre sont cultivées sur moins de 5% de la superficie. Elles ont subi les fluctuations de l'offre et des prix : le volume produit a reculé de 21,7% au cours de toute l'année tandis que les prix ont accusé une hausse de 20,2% (en valeur réelle) suite à la faiblesse de l'offre.

En Slovénie, la culture fruitière est importante et occupe 4% de l'ensemble des terres agricoles. Les principales variétés de fruits cultivées sont, en premier lieu, les pommes suivies des poires, des griottes et des cerises. En 2001, les volumes produits ont chuté d'un quart et les prix ont légèrement diminué. Les conditions météorologiques sont particulièrement importantes pour la culture fruitière.

Près d'un tiers des exploitations slovènes pratique la viticulture, en général à titre d'activité complémentaire. On n'a noté aucune variation significative sur le marché du vin au cours de l'année 2001.

L'élevage représente près d'un tiers de l'activité agricole en Slovénie : essentiellement des bovins mais également des porcins et de la volaille. La Slovénie a recensé son premier cas d'ESB en 2001. Le prix des bovins a reculé de 9,1% en valeur réelle bien que les volumes produits soient restés pratiquement inchangés. Le volume de la production de volailles a progressé de 9,3%.

Les volumes de lait ont augmenté de 2,8%. La Slovénie a une industrie laitière prospère et exporte près d'un quart du lait produit.

Parmi les postes des consommations intermédiaires, le prix de l'énergie a accusé une légère hausse de sorte que les fertilisants ont coûté beaucoup plus cher. Étant donné que les volumes des animaux se sont accrus, la quantité d'aliments pour animaux consommés a augmenté.

4. Productivité agricole dans l'UE

4.1 Introduction

4.1.1 Intérêt pour la productivité

L'un des principes fondateurs de la Politique agricole commune (PAC), dans le traité de Rome, est que l'accroissement de la productivité doit être l'élément moteur permettant d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole de l'Union européenne. Les deux premiers objectifs fixés dans l'article 39 du Traité sont les suivants:

- a) *accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre;*
- b) *assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture.*

Avec le temps, la PAC s'est adaptée pour répondre aux nouveaux défis. Très récemment, l'Agenda 2000 a élargi et approfondi les réformes introduites en 1992. Les défis intérieurs et extérieurs de l'élargissement, entre autres les négociations de l'OMC (qui ont des conséquences pour l'aide intérieure, l'accès aux marchés et les subventions à l'exportation) ainsi que les coûts budgétaires de l'UE, signifient que si l'Union européenne veut s'imposer sur des marchés mondiaux plus ouverts, il faudra qu'elle s'attache à garantir la compétitivité de son agriculture.

C'est principalement dans ce contexte, visant à améliorer les niveaux de vie de la population agricole et le commerce agricole dans des marchés mondiaux plus ouverts, que les utilisations principales des mesures de la productivité agricole communautaire peuvent être identifiées⁽⁵⁸⁾ :

- i) *contrôler la santé de la branche d'activité agricole*
- ii) *comparer les performances de l'agriculture des États membres*
- iii) *permettre de comparer les performances de l'agriculture et celles d'autres secteurs économiques au sein d'un même État membre*

⁽⁵⁸⁾ Le manuel de l'OCDE "Manual on Productivity measurement: a guide to the measurement of industry-level and aggregate productivity growth", publié le 3 mars 2001, résume les "objectifs du calcul de séries sur la productivité" de la façon suivante:

- i) Technologie - déterminer les modifications techniques ou les déplacements du seuil de production
- ii) Efficacité - déterminer si le montant maximum de la production a été physiquement atteint à l'aide de la technologie actuelle
- iii) Économies de coûts réels - déterminer les économies de coûts réels de la production
- iv) Évaluation des processus de production - identifier les insuffisances dans les processus de production
- v) Niveaux de vie - évaluer les niveaux de vie, le revenu par personne étant un exemple simple

En tant qu'Office statistique des Communautés européennes, Eurostat a pour objectif de fournir aux responsables politiques et aux analystes les informations permettant d'évaluer les politiques existantes et de développer de nouvelles politiques.

4.1.2 Principes-clés de la productivité

La production (output) est considérée comme une fonction des quantités utilisées de quatre types de facteurs (inputs) - capital, travail, terre et matières premières - selon les connaissances techniques actuelles ⁽⁵⁹⁾.

La productivité exprime la relation entre les biens et services produits (outputs) et les facteurs de production utilisés (inputs) ⁽⁶⁰⁾. Les indicateurs de productivité sont, par conséquent, des rapports entre des mesures de la production (output) et des mesures de facteurs (input). Ils quantifient la croissance de la production non expliquée par la croissance des facteurs. Habituellement, ces rapports sont calculés à l'aide d'indices, *car l'hétérogénéité des biens et services ne permet pas de simplement additionner des unités de différentes catégories de produits* (OCDE, 2001).

Il n'existe pas de définition unique de la productivité. Des mesures différentes peuvent répondre à des objectifs différents (tels que ceux mentionnés ci-dessus). En général, les mesures de la productivité entrent dans trois grandes catégories:

- i) *mesures de productivité partielle (quelquefois appelées "mesures de productivité unifactorielle")*: rapport entre une mesure de la production (output) et une mesure d'un seul facteur (input)
- ii) *mesures de productivité multi-factorielle*: rapport entre une mesure de la production (output) et une mesure d'un "paquet" de deux ou trois facteurs (inputs)
- iii) *mesures de productivité globale des facteurs*: rapport entre une mesure de la production (output) et une mesure d'un "paquet" de tous les facteurs (inputs)

Ces grandes catégories d'indicateurs de productivité présentent des avantages et des inconvénients. En quelques mots, les avantages du concept de productivité partielle résident dans la simplicité de mesure et la lisibilité (à condition que le champ d'enquête, dans ce cas la définition de la branche d'activité agricole, soit le même pour les deux séries de données). Ce concept présente un inconvénient en ce sens que, en réalité, l'output est une fonction des évolutions d'un certain nombre d'inputs qui ont des effets concomitants et sont en étroite corrélation. Inversement, le concept de productivité multi-factorielle et celui de productivité globale des facteurs combinent plusieurs inputs et les mettent en rapport avec l'évolution de l'output, mais ils ont toutefois l'inconvénient d'exiger une grande disponibilité en données.

4.1.3 Contexte des indicateurs de la productivité agricole d'Eurostat

Le contexte politique plus net pour les indicateurs de la productivité agricole et les efforts déployés par Eurostat pour améliorer la pertinence de ses statistiques pour les besoins politiques (dans le cadre d'une tendance générale à assurer et intensifier les aspects qualitatifs de ses données) ont coïncidé avec la publication d'une littérature internationale de plus en plus volumineuse sur la productivité; deux mesures de la productivité agricole ont ainsi pu être établies et sont maintenant publiées par Eurostat.

⁽⁵⁹⁾ Pour de plus amples informations sur les fonctions de production, voir "*Economics*" de Begg, Fischer et Dornbusch, publié par McGraw-Hill.

⁽⁶⁰⁾ Ahearn et al. (2001), Service de recherche économique (ERS) du ministère de l'agriculture des États-Unis, dans "*Agricultural Productivity in the US*".

Pour la publication de ces séries, Eurostat a consulté des organismes internationaux (en particulier en se référant au manuel de l'OCDE) et a eu de nombreux contacts avec les États membres. Il convient toutefois de préciser que ces **mesures de la productivité conservent un caractère exploratoire** et que la méthodologie ainsi que le champ des analyses sont susceptibles d'être affinés dans les années à venir.

4.1.4 Les indicateurs de la productivité agricole d'Eurostat

Sur la base des exigences en matière de disponibilité de données et du contexte politique entourant les indicateurs de productivité, Eurostat a adopté deux mesures de productivité agricole; l'une est une mesure "partielle", l'autre une mesure "multi-factorielle". Ces mesures sont expliquées en détail dans la "note technique" à la fin du présent chapitre, mais on peut les décrire brièvement de la façon suivante:

- mesure de productivité partielle:
production (output): volume de la valeur ajoutée brute aux prix de base
facteurs de production (input): volume du travail agricole (mesuré en équivalents temps plein)
- mesures de productivité multi-factorielle:
production (output): volume de la production de la branche d'activité agricole aux prix de base
facteurs de production (input): volume d'un paquet d'inputs par unité de capital, de matières premières et de travail

Ces mesures de la productivité sont parmi les plus utilisées. La mesure de productivité partielle adoptée est effectivement *la statistique de productivité la plus fréquemment calculée* (OCDE, 2001). Cette mesure partielle de la productivité du travail *montre le profil temporel de l'utilisation productive du travail en vue de générer une valeur ajoutée. Elle peut mettre en évidence la contribution d'une branche d'activité à la productivité macro-économique du travail et à la croissance de l'économie* (OCDE, 2001) et donc permettre de comparer les performances de l'agriculture à celles d'autres secteurs économiques au sein d'un même État membre.

Cependant, cette mesure partielle n'est pas l'indicateur de productivité principal, en raison de l'importance du facteur travail dans la branche d'activité agricole. L'analyse porte essentiellement sur l'indicateur de productivité multi-factorielle. La mesure de productivité agricole multi-factorielle adoptée par Eurostat *montre le profil temporel de l'utilisation productive des facteurs combinés en vue de générer de la production. Elle sert à analyser l'évolution technique intra-industrielle et sectorielle*. En permettant de comparer les performances des branches d'activité agricole des États membres, elle s'avère être un *outil important pour examiner les profils de croissance passés et pour évaluer le potentiel de croissance économique à venir* (OCDE, 2001).

L'ajout d'un nouveau chapitre sur la productivité agricole au rapport "Revenu de l'activité agricole" s'explique logiquement par le fait que les indicateurs de revenu élaborés à partir des comptes économiques de l'agriculture (CEA) et des statistiques du volume de la main-d'œuvre agricole (ALI, *agricultural labour input statistics*), et analysés dans ce rapport, sont eux-mêmes une sorte d'indicateur de la productivité qui mesure la "santé" de la branche d'activité agricole dans l'Union européenne ⁽⁶¹⁾.

⁽⁶¹⁾ Il convient de veiller à ne pas l'assimiler au niveau de vie des agriculteurs. En effet, Eurostat a également mis au point une "statistique du revenu du secteur des ménages agricoles" qui offre un tableau synthétique de la situation du revenu global des ménages agricoles et qui tient compte du revenu tiré de toutes les sources et pas seulement de l'activité agricole (la diversification en activités non agricoles a été encouragée par les réformes successives de la PAC), ainsi que des déductions comme les impôts et les cotisations sociales. Le concept de revenu principal est le revenu disponible net. Pour de plus amples informations, voir "Revenu du secteur des ménages agricoles - rapport de 1999", thème 5, Eurostat, ISBN: 92-828-8759-6.

Il est à noter, par ailleurs, que les indicateurs de productivité adoptés l'ont été en se fondant sur le principe qu'ils mesurent et comparent des *taux* de croissance de la productivité plutôt que des *niveaux* de productivité.

4.2 Croissance de la productivité agricole au sein des États membres de l'UE

La nécessité de disposer de séries cohérentes, harmonisées et à long terme de la productivité est de la plus haute importance pour les décideurs politiques et les analystes. Les États membres s'efforcent, comme ils s'y sont engagés, de transmettre à Eurostat des séries chronologiques longues pour les comptes économiques de l'agriculture révisés (CEA) et pour les statistiques révisées du volume de la main-d'œuvre agricole (ALI), ainsi que d'améliorer l'harmonisation méthodologique. On constate actuellement, alors que sont mis en œuvre ces deux manuels méthodologiques révisés, que les données transmises comportent des lacunes (pour les données en prix constants, en particulier), si bien que les mesures de la productivité sont incomplètes dans de nombreux cas, et que des différences subsistent en matière d'harmonisation.

Il est néanmoins possible de calculer des indicateurs de productivité incomplets pour la plupart des États membres (à l'exception du Luxembourg, parce que ses comptes révisés n'ont pas encore été vérifiés). Dans un ensemble de graphiques, les séries chronologiques établies pour la productivité sont présentées par État membre. Les données de productivité correspondantes, de même que les indices de volume de base pour la production et les facteurs de production considérés, ainsi que les pondérations dérivées sont disponibles à l'annexe III du présent rapport.

En raison des différences susmentionnées dans la période de référence et le degré d'harmonisation, cette présentation a pour but *non pas* de procéder à des comparaisons entre taux de croissance, mais plutôt de donner un aperçu de l'évolution dans les divers États membres sur une période aussi longue que possible, au vu des données nationales actuellement disponibles. Au fur et à mesure que les États membres respecteront leur engagement de transmettre des séries de données chronologiques plus longues, plus complètes et plus harmonisées, de telles comparaisons deviendront possibles et prendront un sens.

En étendant les analyses aux dernières estimations pour l'année 2001, **il convient de souligner à nouveau le caractère provisoire des données pour 2001.** À mesure que davantage d'informations de sources de données primaires deviendront disponibles sur les comptes économiques de l'agriculture et les statistiques du volume de la main-d'œuvre, ces données seront révisées. Il n'en est pas moins intéressant de replacer dans leur contexte à plus long terme les dernières informations provisoires fournies par le présent rapport, puisque c'est sur l'évolution à plus long terme que se concentrent les analyses.

4.2.1 Aperçu général

De manière générale, les gains de productivité peuvent s'expliquer par la restructuration des branches d'activité agricoles au sein des États membres (où elles possèdent un avantage comparatif), les économies d'échelle et le progrès technologique (sélection végétale, méthodes d'application, mécanisation, alimentation des animaux, utilisation de produits pharmaceutiques, etc.) ⁽⁶²⁾.

⁽⁶²⁾ Les données de l'Enquête sur la Structure des Exploitations Agricoles (ESEA) sont utilisées dans les analyses sur une période se terminant en 1997. Bien que certaines données ESEA 2000 aient été fournies à Eurostat par les États membres, elles n'ont pas été vérifiées et ne sont pas encore disponibles dans le domaine public.

Tableau 4.1. **Évolutions de la production (output), des facteurs de production (input) et de la productivité dans les États membres**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	NL	A	P	FIN	S	UK
	90-01	90-01	91-01	95-01	90-01	74-01	90-01	90-01	87-01	90-01	87-01	79-01	74-01	73-01
Indice de volume														
Output - GVA	1,4	0,7	2,1	-0,4	2,2	1,8	-1,2	1,7	3,1	0,2	-2,5	-0,5	3,6	0,8
Consommation int,	0,8	-0,1	0,3	-1,1	0,8	0,9	1,9	-1,2	0,0	0,4	2,3	0,1	-0,3	0,4
Capital fixe		-1,3			1,0	0,8	1,2		2,9	0,3	-1,1	0,3	-0,6	0,2
Main d'oeuvre	-2,6	-3,1	-5,1	-2,3	-2,5	-2,9	-4,7	-3,8	-0,7	-2,2	-5,3	-4,2	-3,4	-2,0
Input - total		-1,5			0,0	-0,9	-0,9		0,4	-0,8	-1,9	-2,4	-1,5	-0,8
Output - total	1,2	0,2	1,0	-0,6	1,8	1,4	0,4	0,7	1,5	0,2	-0,5	-0,2	0,8	0,6
Productivité														
Consommation int,	0,6	0,8	1,8	0,7	1,4	0,8	-3,1	2,9	3,1	-0,2	-4,7	-0,6	3,9	0,5
Capital fixe		2,0			1,3	1,0	-1,1		0,1	-0,1	-1,4	-0,8	4,3	0,6
Main d'oeuvre	4,1	3,9	7,5	2,0	4,8	4,9	3,6	5,8	3,8	2,4	2,9	3,9	7,3	2,8
Multi-facteur		1,8			1,9	2,3	1,3		1,1	1,0	1,4	2,2	2,4	1,5

N. B.: La consommation de capital fixe et la productivité multi-factorielle sont actuellement limitées à des périodes plus courtes en Espagne (1990-1998) et en Irlande (1995-2000) que pour les autres postes examinés.

La détermination des variations de la productivité a toutefois suivi des voies différentes selon les États membres (comme le montre le tableau 4.1), dont la meilleure illustration est fournie par les deux situations extrêmes.

Aux Pays-Bas, les volumes de la production agricole ont fortement crû (3% en moyenne annuelle sur la période correspondante, en termes de VABpb). Cette croissance contribue à expliquer pourquoi la main-d'œuvre agricole y a moins diminué que dans les autres États membres. Les Pays-Bas ont également connu une importante accumulation de capital. La croissance a été l'élément moteur des améliorations de la productivité aux Pays-Bas; de tels gains sont souvent qualifiés de "progressifs" ⁽⁶³⁾.

Contrairement au modèle néerlandais, la production agricole du Portugal a reculé (-2,5% en moyenne annuelle, en termes de VABpb). Cette évolution s'est accompagnée d'un désinvestissement (environ -1,1% par an) et d'une forte réduction de la main-d'œuvre agricole (-5,3% en moyenne annuelle). Les économies de coûts ont compensé la contraction de la production, d'où une amélioration de la productivité multi-factorielle. Ce type de croissance de la productivité est souvent dit "récessif" (cf. note de bas de page 63).

4.2.2 Analyse par État membre

Belgique

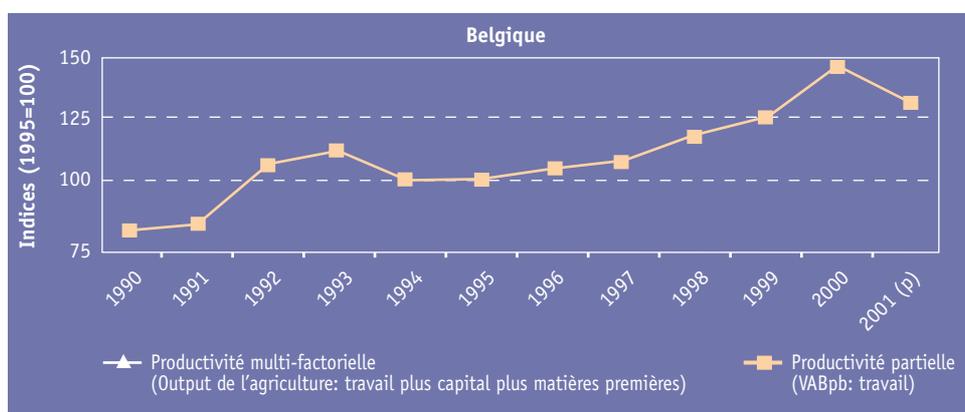
Malgré une diminution continue du volume de la main-d'œuvre agricole (nouvelle baisse de 25% depuis 1990) et l'absence de tendances à la hausse du volume des biens et services intermédiaires consommés par l'agriculture ou de la superficie agricole totale durant une bonne partie de la période observée, le volume de la production agricole (mesuré par la valeur ajoutée brute aux prix de base) a

⁽⁶³⁾ Voir Eurostat (1991) : "Generation and distribution of productivity increases in European agriculture, 1967-87" (élaboré par Butault et al.).

augmenté. Ces évolutions sont à la base de la forte croissance de la productivité agricole enregistrée en Belgique (l'indicateur partiel a progressé de plus de 50% sur la période pour laquelle des données sont actuellement disponibles).

Les améliorations dans l'utilisation productive du facteur travail en vue de générer une valeur ajoutée peuvent être analysées au regard des changements structurels au sein de la branche d'activité agricole.

Au cours de la période considérée, le secteur animal s'est caractérisé par une rapide expansion des secteurs d'élevage intensif (porcins et volailles), mais par une contraction du secteur bovin à partir du milieu des années 90; par rapport à 1990, le volume de la production s'est accru de près de moitié pour les porcins et a pratiquement doublé pour les volailles, alors qu'il a chuté de près d'un tiers pour les bovins. Les données structurelles montrent que, de 1987 à 1997, le nombre des exploitations bovines a diminué de près d'un tiers, celui des exploitations porcines de quelque 55% et celui des exploitations avicoles d'environ un tiers également.



Durant la décennie 1987-1997, le cheptel moyen par exploitation a triplé pour les porcins et progressé à un rythme assez similaire pour les volailles. Dans les exploitations spécialisées d'élevage de granivores, cette expansion a nécessité une augmentation du facteur travail, même si celle-ci est restée relativement modérée; le volume moyen de main-d'œuvre par exploitation spécialisée dans l'élevage de granivores a ainsi été porté d'environ 1 UTA en 1987 à 1,3 UTA en 1997.

Dans le secteur végétal, on a noté une croissance continue de la production maraîchère et horticole; les volumes des légumes frais ainsi que des plantes et fleurs ont augmenté d'environ un tiers depuis 1990 (une grande partie de cette augmentation était toutefois limitée au début des années 90 dans le cas des premiers et à la fin des années 90 dans le cas des secondes). Bien que le nombre de telles exploitations spécialisées ait baissé (de quelque 30%, au total), celles qui subsistent sont de taille plus importante (superficie et main-d'œuvre occupée).

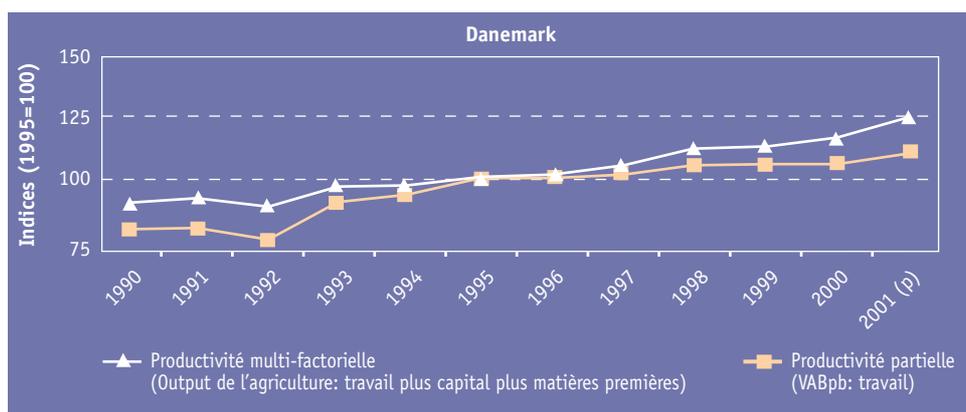
Danemark

Comme d'autres États membres, le Danemark a enregistré une réduction continue et régulière du volume de la main-d'œuvre agricole depuis 1990 (-30%). Le volume des biens et services intermédiaires consommés par l'agriculture pendant cette même période est demeuré similaire. La superficie agricole utilisée a reculé très progressivement, mais régulièrement. Le volume de capital a également diminué régulièrement et à un taux appréciable.

Malgré cette moindre utilisation de facteurs de production, le volume de la production agricole du Danemark s'est légèrement accru (tant en termes de valeur ajoutée brute qu'en termes de production totale de l'agriculture).

Ces évolutions se reflètent dans les accroissements réguliers de la productivité agricole du Danemark depuis 1990 (en moyenne annuelle, +1,8% pour la productivité multi-factorielle et +3,9% pour la productivité partielle du travail).

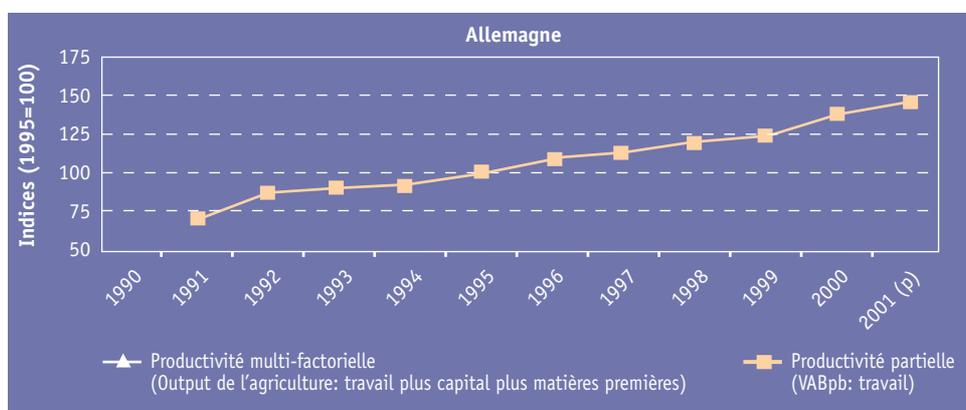
La production agricole danoise est dominée par quatre secteurs principaux, à savoir les porcins, le lait, les céréales et les bovins. Contrairement aux autres secteurs, la production porcine s'est intensifiée dans les années 90 et les volumes produits ont augmenté de près de moitié depuis 1990. Ce développement de la production est intervenu en dépit d'une diminution du nombre d'exploitations élevant des porcins, laquelle s'est traduite par un doublement du nombre moyen de porcins par exploitation. La production de volailles a connu une expansion plus rapide encore, puisque les volumes produits ont progressé de trois quarts environ, bien que le nombre d'exploitations ait pratiquement été divisé par deux. Cet essor de la production intensive d'animaux a entraîné une hausse du volume de main-d'œuvre dans les exploitations spécialisées.



La production bovine, en revanche, a baissé pendant les années 90, les volumes produits ayant diminué d'un quart. On a observé un recul de l'effectif du cheptel bovin et du nombre d'exploitations élevant des bovins, bien que le nombre moyen de bovins sur les exploitations restantes ait augmenté d'environ un quart entre 1987 et 1997 (l'augmentation du nombre moyen de vaches par exploitation a été particulièrement forte). Dans les exploitations spécialisées herbivores, le volume de main-d'œuvre s'est réduit de quelque 40% au cours de la même période.

Allemagne

Depuis la réunification de l'Allemagne, la diminution de la main-d'œuvre agricole s'est accélérée. Cette évolution s'explique, en grande partie, par les conséquences de la restitution de terres de l'ancienne Allemagne de l'Est à des propriétaires privés. Malgré un nombre moins élevé de personnes travaillant dans l'agriculture, le volume de la production agricole (exprimé en termes tant de VABpb que de production totale) a considérablement progressé (depuis 1995 surtout).



Les accroissements du volume de production de l'ensemble de la branche d'activité agricole ont été déterminés par l'expansion de la production céréalière (hausse des volumes de production de 2,9%, en moyenne annuelle, sur la période depuis la réunification). Au sein du secteur céréalière, l'expansion a concerné principalement la production de blé et de maïs (croissance annuelle moyenne des volumes de production de +3,3% et +5,4%, respectivement). Le développement de la production de blé et de maïs grain a résulté de l'augmentation des superficies ensemencées en ces deux céréales. L'accroissement marqué des volumes de production était également dû à l'amélioration des rendements moyens (+2,2% et +3,3%, respectivement, en moyenne). Parallèlement à cette extension de la superficie consacrée à la production céréalière, les volumes d'engrais et de produits phytosanitaires utilisés par l'agriculture ont aussi nettement augmenté (+4,8% et +3,2%, en moyenne annuelle). La progression du volume total de biens et services intermédiaires consommés a été contenue par la diminution du volume d'aliments pour animaux utilisés (par suite de la réduction du cheptel bovin) ainsi que des dépenses d'entretien du matériel et des bâtiments.

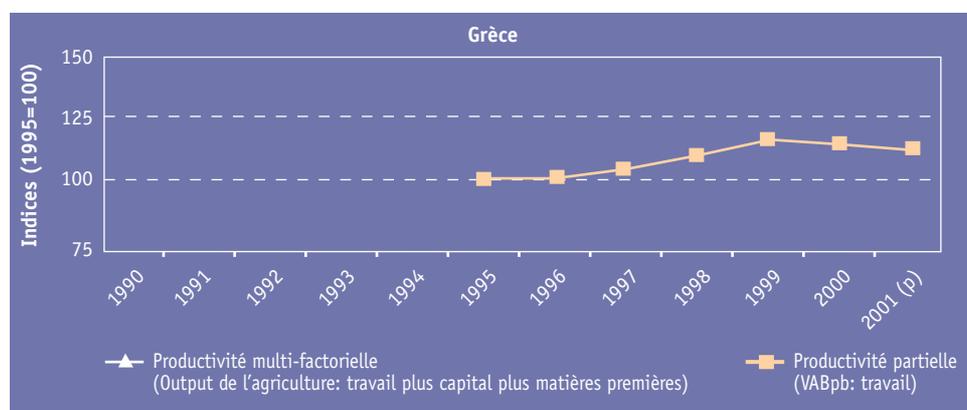
Grèce

Les gains de productivité enregistrés en Grèce depuis 1995 sont de nature "récessive": les volumes de production ont régressé, mais les volumes de consommations intermédiaires et de travail ont présenté des taux de régression encore plus élevés.

Les volumes de production de la Grèce ont diminué en raison de réductions des volumes de céréales et de plantes textiles. La baisse du volume de la production céréalière était imputable à des rendements moindres (dont le niveau a été particulièrement bas en 2001 à cause de la sécheresse) et à des superficies de production moins importantes (pour le blé tendre et l'orge, en particulier). Le recul des plantes textiles trouvait son origine dans des diminutions notables des superficies cultivées depuis 1999, bien que l'importance de cette dernière évolution ait été exagérée par la superficie cultivée particulièrement élevée enregistrée en 1995. Les volumes de production des autres grands produits ont connu des fluctuations diverses, mais peu de tendances nettes se sont dégagées sur la période examinée. La superficie agricole totale devrait avoir continué à se réduire.

La quantité de biens et services intermédiaires consommés par la branche d'activité agricole est en baisse constante depuis 1995, du fait de la régression des volumes d'engrais (liée au repli de la production céréalière) et d'aliments pour animaux (dans les deux cas, environ -15% en 2001, par rapport à 1995).

Bien que le nombre total d'exploitations diminue depuis relativement longtemps, les données structurelles font apparaître que seules les exploitations les plus petites (de moins de 10 ha) sont concernées. En fait, le nombre des exploitations dont la superficie est comprise entre 10 et 50 ha a même légèrement augmenté depuis 1983.



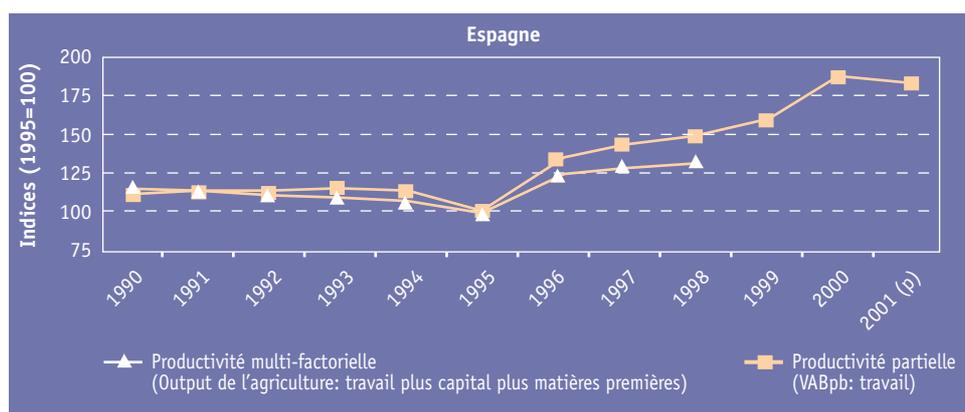
L'une des caractéristiques intéressantes de la main-d'œuvre agricole grecque est le fait qu'elle comporte environ 20% de personnes âgées de plus de 65 ans. En dépit d'une réduction considérable du nombre de travailleurs, les plus de 65 ans ont vu leur nombre s'accroître. Par ailleurs, la majorité des agriculteurs grecs (75% en 1997) sont occupés à temps partiel, dans la mesure où ils fournissent moins de la moitié du volume de travail d'une personne occupée à temps plein, et cette proportion s'est maintenue à un niveau élevé depuis le début des années 80 (70% en 1983, malgré une main-d'œuvre plus nombreuse). Cette situation est liée au fait que les exploitations agricoles demeurent, en moyenne, plus petites en Grèce que partout ailleurs dans l'UE (4,2 ha en 1997, soit un tout petit peu plus qu'en 1987).

Espagne

Les gains de productivité obtenus depuis le début des années 90 en Espagne sont de nature "progressive", associant une croissance soutenue de la production (en moyenne annuelle, +2,2% et +1,8% en termes de VABpb et de production totale, respectivement) et une certaine accumulation de capital ainsi qu'une utilisation accrue de consommations intermédiaires.

La croissance de la production s'est concentrée autour de la progression des volumes d'animaux (porcins et bovins), de céréales et de fruits produits. Les cheptels tant porcine que bovine ont fortement augmenté et, comme le nombre d'exploitations d'élevage a diminué, les effectifs d'animaux par exploitation ont doublé (atteignant, dans le cas des porcins, la moyenne de l'UE en 1997, mais restant, dans le cas des bovins, nettement en-dessous de cette même moyenne). La croissance de la production céréalière a été induite principalement par des hausses enregistrées pour le maïs grain (amélioration constante des rendements, +33% depuis 1990), mais également pour le blé. La production d'orge (qui demeure la principale céréale) a, en revanche, reculé en raison d'une réduction constante de la superficie cultivée (diminution d'un tiers depuis 1990).

Bien que la taille moyenne des exploitations soit supérieure à la moyenne de l'UE (21 ha en 1997), un pourcentage disproportionné d'agriculteurs ont un temps de travail sur l'exploitation agricole inférieur à la moitié du temps de travail moyen d'un travailleur à temps plein (environ 70% en 1997, contre 64% en 1987). La proportion d'agriculteurs âgés s'est également élevée (passant de 8% en 1987 à 15% en 1997).



France

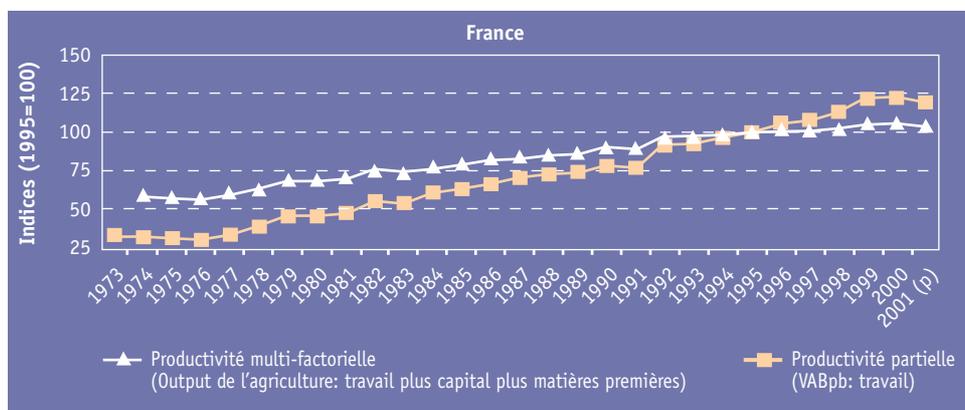
En France aussi, les importants gains de productivité constatés dans l'agriculture au cours des trente dernières années sont de nature "progressive". On a ainsi noté une croissance relativement vigoureuse de la production (moyennes annuelles de +1,8% pour la VABpb et de +1,4% pour la production totale), dans

un contexte caractérisé par une accumulation de capital (+0,8%, en moyenne annuelle depuis 1974) et une certaine progression du volume de biens et services intermédiaires consommés (+0,9%, en moyenne annuelle). En revanche, le volume de la main-d'œuvre agricole n'a pas cessé de décroître (réduction de plus de moitié pendant la période examinée).

L'agriculture française se distingue par sa diversité et plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'augmentation des volumes de production. Dans son ensemble, la superficie agricole totale a régressé d'environ un million d'hectares (entre 1975 et 1997). Au sein de cette superficie de production totale moins élevée, l'étendue des terres arables a toutefois augmenté de 1,75 million d'hectares. Cette extension des surfaces cultivées, associée à des rendements en forte hausse – en moyenne annuelle, environ +1,8% pour le blé (croissance relativement régulière tout au long de la période), +2,0% pour l'orge (avec, en particulier, des montées en flèche au milieu des années 80 et à la fin des années 90) et +2,4% pour le maïs (croissance régulière tout au long de la période) –, a assuré une augmentation considérable des volumes de production de céréales. Les rendements céréaliers se sont améliorés malgré la chute marquée, depuis le début des années 90, du volume d'engrais utilisés (-20% environ). Le volume de produits phytosanitaires employés a, en revanche, été multiplié par deux et demi.

Les effectifs du cheptel de granivores (porcins et volailles) ont progressé très sensiblement sur la période de référence. Dans le cas des porcins, l'expansion a été la plus rapide à partir de la fin des années 80. Le nombre moyen de porcins par exploitation s'est élevé de façon substantielle (multiplication par neuf), passant d'un bas niveau à un chiffre nettement supérieur à la moyenne de l'UE, quoique toujours inférieur de quelque deux tiers à la valeur enregistrée pour le groupe d'États membres comprenant la Belgique, le Danemark, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Ces évolutions contrastent avec la tendance relevée pour les bovins, dont les volumes de production sont demeurés relativement inchangés sur la période de référence. L'augmentation générale des cheptels a nécessité un volume accru d'aliments pour animaux (en moyenne, +1,3% par an).

Comme dans d'autres États membres, le volume de la main-d'œuvre agricole a accusé une baisse constante en France. La structure de cette main-d'œuvre est toutefois quelque peu différente de celle observée dans beaucoup d'autres États membres. Le nombre de travailleurs agricoles âgés de plus de 65 ans est resté relativement stable en France, à 8% du total (en 1979 et en 1997), les quatre autres catégories d'âge représentant des proportions plus importantes et similaires entre elles. Le vieillissement de la main-d'œuvre agricole ne semble donc pas constituer l'une des caractéristiques de l'agriculture française. La part des travailleurs occupés à temps plein dans l'agriculture en France a légèrement progressé, pour passer d'environ 35% du total en 1975 à 40% en 1997. La proportion des travailleurs dont la contribution est inférieure à la moitié de la contribution moyenne d'un travailleur à temps plein se situe également autour de 40%. Cette répartition reflète la structure diversifiée de l'agriculture française.



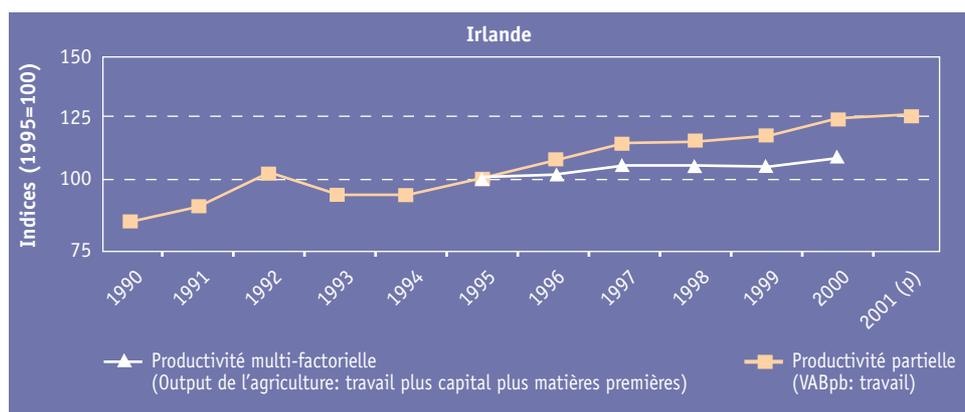
La majeure partie de l'accroissement de la consommation de capital peut être attribuée à la période comprise entre le début des années 70 et le milieu des années 80. Depuis lors, le volume de capital fixe consommé a connu des fluctuations et, bien qu'ayant fini par s'orienter à la hausse à partir du milieu des années 90, il n'a fait qu'approcher les niveaux atteints au milieu des années 80.

Irlande

Pendant la courte période de 1995 à 2000, la productivité de l'agriculture irlandaise devrait avoir enregistré une croissance modérée de nature "progressive", résultant d'une légère augmentation du volume de la production (en moyenne, +0,4% par an) et d'une moindre utilisation des facteurs de production (en moyenne, -0,9% par an). Le volume moins élevé du "paquet" d'inputs multi-factoriels était uniquement dû au fort taux de réduction du volume de la main-d'œuvre agricole; les volumes des consommations intermédiaires de biens et services ainsi que de la consommation de capital fixe ont tous deux progressé modérément. Ces contrastes expliquent les tendances divergentes affichées par les indicateurs de productivité partielle des différents facteurs de production.

En Irlande, l'agriculture est dominée par la production bovine et laitière. Aucun gain de productivité "progressif" ne semble cependant provenir de ces secteurs principaux, vu que, depuis 1990, les volumes de la production bovine et laitière n'ont présenté aucune tendance à la hausse durant la période d'observation étendue (1990-2001). En fait, on a noté une relative stabilité de l'offre de lait en raison du régime des quotas laitiers, ainsi qu'un fort infléchissement de la production bovine depuis le début de la baisse du cheptel bovin à la fin des années 90 (qui a coïncidé avec l'apparition des problèmes liés à l'ESB). La nature "progressive" des gains de productivité de l'agriculture est apparemment imputable aux volumes de la production d'autres animaux. La croissance des volumes de production a été particulièrement vigoureuse pour les porcins et les volailles. Le nombre moyen de porcins par exploitation a plus que triplé au cours de la décennie 1987-1997, pour atteindre le plus haut niveau de concentration moyen de l'Union européenne, tandis que le nombre moyen de poulets de chair par exploitation a quasiment doublé.

Le développement de la production intensive d'animaux granivores a été à l'origine de la progression des volumes d'aliments pour animaux et, en particulier, de l'accroissement marqué de la consommation d'énergie depuis 1995 (l'évolution de ces deux facteurs de production explique l'augmentation globale des volumes de consommations intermédiaires).



Le volume de la main-d'œuvre agricole a diminué à un rythme très élevé en Irlande, ce qui est lié à la réduction rapide du nombre de petites exploitations; entre 1975 et 1997, le nombre d'exploitations de moins de 5 ha a chuté de pas moins de 68%. Les plus grosses pertes d'emplois ont touché les agriculteurs à temps partiel, qui géraient généralement ces exploitations de petite taille. Les travailleurs à temps plein représentent désormais la moitié de la main-d'œuvre en Irlande.

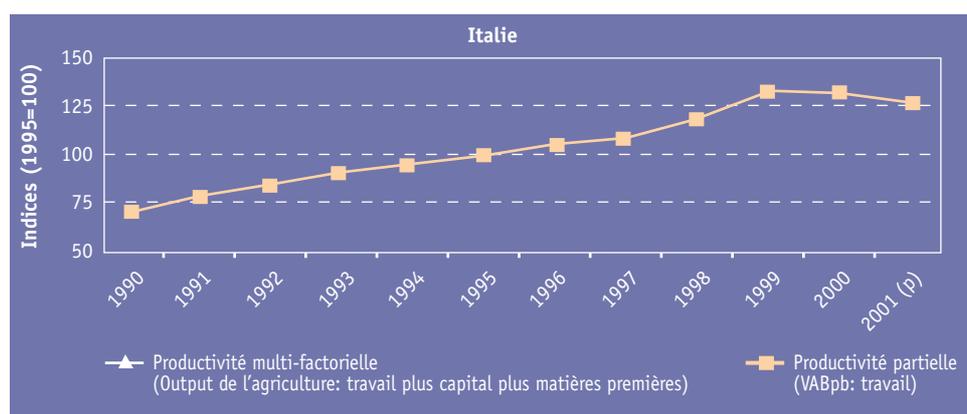
Italie

Le volume de la production agricole (en termes tant de VABpb que de production totale) s'est accru depuis 1990. Ce résultat a été obtenu malgré une diminution de la quantité de biens et services intermédiaires consommés, un recul prononcé du volume de main-d'œuvre agricole utilisé et une régression minimale de la superficie agricole totale. Ces évolutions laissent supposer d'importants gains de productivité.

Deux tiers de l'agriculture italienne se rapportent à l'une ou l'autre production végétale. En raison de la sensibilité des cultures aux conditions météorologiques, les volumes des produits végétaux ont considérablement varié d'une année à l'autre. Une tendance à la hausse du volume de production a néanmoins été observée pour certains des principaux produits végétaux. Dans le cas des légumes et des fruits frais, la période de référence s'est achevée avec des niveaux de production nettement supérieurs pour les années 1999 à 2001. Bien que le volume de céréales ait sensiblement baissé en 2001, les niveaux atteints sont restés plus élevés qu'entre le début et le milieu des années 90. Au sein du secteur céréalier, l'élément déterminant de l'augmentation des volumes de production a été l'expansion notable de la production de maïs grain: la superficie consacrée à cette culture s'est étendue de quelque 30% au cours de la période de référence (aux dépens de l'orge et du blé, notamment) et les rendements moyens ont progressé à un rythme similaire (alors que ceux de l'orge et du blé sont restés relativement inchangés).

Dans le secteur animal, les volumes de production ont crû pour les porcins (régulièrement sur la période de référence) et les bovins (uniquement jusqu'en 1998). Les effectifs de bovins et, en particulier, de vaches laitières, ont toutefois fortement diminué. En 2001, la population porcine était également inférieure au pic cyclique de 1990, mais avait largement remonté depuis le point le plus bas du cycle enregistré au milieu des années 90. Le secteur porcine a présenté une tendance à la hausse du nombre de porcins d'engraissement de 50 à 100 kg.

Les évolutions divergentes des effectifs des cheptels et de leurs volumes de production (caractérisés par une progression des poids carcasse) ont été soulignées par la diminution régulière et relativement marquée du volume d'aliments pour animaux utilisés dans la branche d'activité agricole. Le recul des volumes de consommations intermédiaires totales a, par ailleurs, été favorisé par la forte chute de l'utilisation d'engrais.



Le nombre d'exploitations agricoles a considérablement régressé en Italie pendant la décennie 1987-1997 (de près d'un demi million d'unités). Les exploitations disparues étaient principalement des entités de moins de 10 ha, alors que le nombre de celles dépassant cette taille est resté plus ou moins stable. De telles disparitions se sont accompagnées d'une importante réduction de la main-d'œuvre agricole, qui a

frappé surtout les travailleurs à temps partiel, dont la part dans l'ensemble des travailleurs s'élève à 85% environ. L'Italie n'en conserve pas moins un volume de travail agricole supérieur à celui de tout autre État membre (un cinquième du total de l'UE). Comme d'autres États membres, le pays est confronté à un vieillissement de la main-d'œuvre occupée dans l'agriculture. On a constaté une tendance à la hausse du nombre de travailleurs de plus de 65 ans, mais des baisses pour les autres classes d'âge. En fait, près de la moitié des travailleurs étaient âgés de plus de 55 ans en 1997.

Luxembourg

Les résultats pour le Luxembourg ne peuvent malheureusement pas être présentés, car les comptes économiques révisés de l'agriculture n'ont pas encore été vérifiés.

Pays-Bas

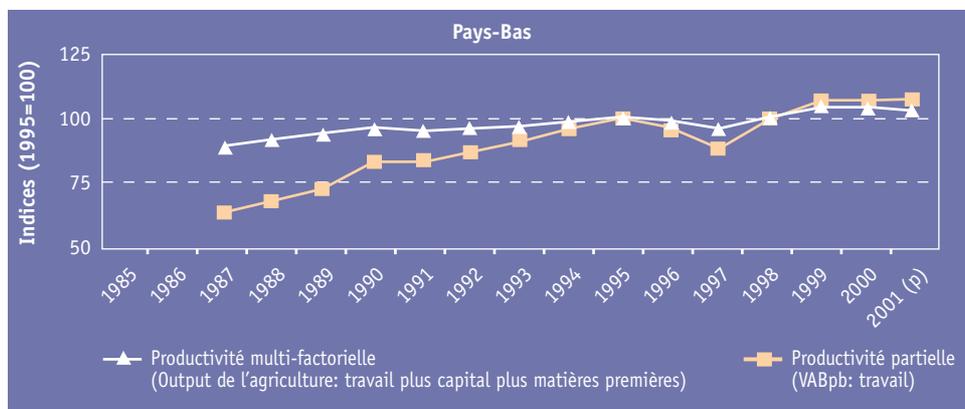
Les Pays-Bas ont connu des taux de croissance du volume de la production agricole qui soutiennent avantagement la comparaison avec la plupart des autres États membres (+3,1% pour la VABpb et +1,5% pour la production totale, en moyenne annuelle entre 1986 et 2001). Cette croissance reposait à la fois sur des gains de productivité et sur une accumulation de capital.

L'accroissement de la production de la branche d'activité agricole a résulté du développement de la production légumière et horticole (plants de pépinières, plantes ornementales et fleurs). La production de légumes frais a fortement progressé durant la première partie de la période de référence et a atteint un palier depuis 1992 environ. Cette évolution a suivi de peu l'augmentation, puis la stabilisation de la superficie en légumes frais de plein air (plutôt que de celle sous serre). La production de plantes et fleurs s'est développée à un rythme relativement régulier et rapide (volumes en hausse de 5,1%, en moyenne annuelle). Les superficies sous serre et de plein air se sont étendues et les surfaces moyennes par exploitation se sont sensiblement accrues (pour atteindre les valeurs les plus élevées parmi les États membres).

L'expansion de la production de plantes et fleurs sous serre a nécessité de plus grandes quantités d'énergie – de gaz et d'électricité –, surtout pour la fourniture de produits hors-saison. Les volumes des consommations intermédiaires totales de biens et services ont toutefois été remarquablement stables sur la période de référence. La hausse des volumes d'énergie et d' "autres biens et services" (y compris les frais de consommation d'eau) a été neutralisée par la baisse des volumes d'engrais et d'aliments pour animaux. La moindre utilisation d'engrais est due, en grande partie, au renforcement de la législation draconienne applicable en matière de protection de l'environnement. Le recul du volume d'aliments pour animaux utilisés s'explique, en revanche, par la diminution du cheptel bovin: au cours de la période de référence, l'effectif des bovins devrait être passé de quelque 5,1 millions de têtes à 3,8 millions, celui des vaches laitières ayant chuté de 1,9 million de têtes à 1,5 million. Bien que, en dépit d'une amélioration du rendement laitier par vache, le volume de lait soit resté stable du fait des quotas laitiers, les volumes de la production bovine ont régressé. La période examinée semble avoir vu le déroulement d'un cycle porcin quasi complet, les volumes et les effectifs porcins ayant augmenté jusqu'au milieu des années 90, avant de se réorienter à la baisse pour retomber à des niveaux similaires à ceux observés au début de la période de référence.

La réduction du volume de travail agricole a été beaucoup plus lente que dans d'autres États membres. La production horticole spécialisée a nécessité des volumes croissants de main-d'œuvre, en particulier jusqu'en 1993. L'élevage spécialisé d'ovins, de caprins et d'autres herbivores a également absorbé davantage de facteur travail. Ces gains en matière d'emploi ont notamment contribué à atténuer les effets de la diminution de la main-d'œuvre occupée dans les exploitations laitières spécialisées. Les

évolutions de ces secteurs permettent, en outre, d'expliquer la modification de la répartition de la main-d'œuvre entre salariés et non-salariés: pendant la période de référence, la proportion de salariés dans la main-d'œuvre agricole totale s'est élevée de 25% à 35% (ce qui correspond à une hausse de 17 500 équivalents salariés à temps plein). Les exploitations laitières sont le plus souvent de type familial et l'accroissement de la main-d'œuvre occupée dans les exploitations horticoles (dont le nombre ne cesse de décroître) profite généralement aux salariés.



La production horticole est une activité hautement capitalistique, dont l'essor transparait également dans la forte augmentation de la consommation de capital fixe (en moyenne, +2,9% par an, ce qui distingue les Pays-Bas des autres États membres). Seule cette accumulation de capital explique la progression globale du volume d'intrants multi-factoriels.

Autriche

Les comparaisons entre le début et la fin de la période examinée (1990-2001) montrent que le volume de la production agricole ne s'est guère accru en Autriche, malgré des hausses marquées en 1998 et 1999. Ce schéma est également valable pour l'évolution du volume de biens et services intermédiaires consommés. Le volume du facteur capital a, lui aussi, peu varié sur la période considérée.

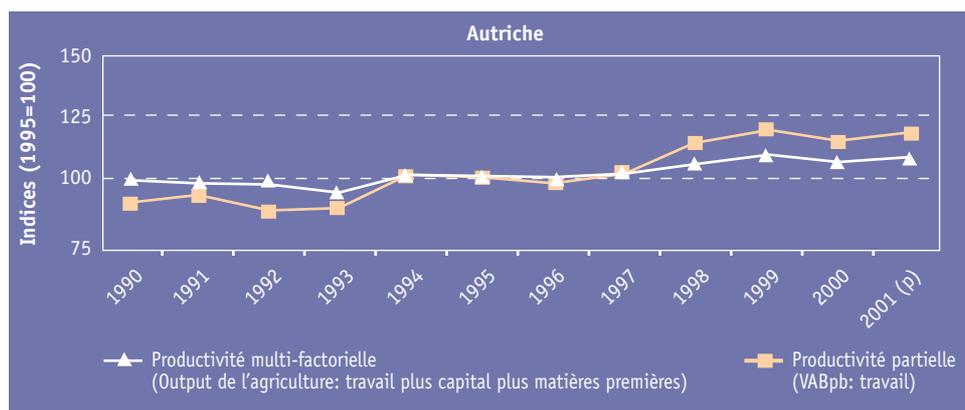
Ces évolutions contribuent à expliquer pourquoi les variations de la productivité multi-factorielle reflètent si fidèlement celles de la productivité partielle du travail ⁽⁶⁴⁾.

Les évolutions des produits clés du secteur animal illustrent, conjointement, l'évolution en volume globale de l'ensemble de la branche. Le volume de la production laitière a été relativement stable durant la période 1990-1996. Depuis lors, il a toutefois augmenté assez sensiblement, malgré le fait que le nombre de vaches laitières ait continué à diminuer fortement (d'environ 250 000 têtes, entre 1991 et 2000). Par contre, le volume de la production bovine est orienté à la baisse depuis le début des années 90, en dépit d'un redressement en 1999. Bien que l'effectif des porcins (et leur volume de production) ait atteint un maximum en 1998, année depuis laquelle des réductions significatives sont observées, le volume de la production porcine n'a, à la fin de la période examinée, guère été plus élevé qu'au début.

Dans le secteur végétal, le volume de la production de vin des années 2000 et 2001 est retombé en dessous de la valeur supérieure à la moyenne enregistrée en 1999 et légèrement en deçà des niveaux de 1990 et 1991. À la fin de la période examinée, les volumes étaient néanmoins nettement plus élevés qu'entre 1992 et 1997. Les volumes de fruits frais ont été considérablement plus importants dans la

⁽⁶⁴⁾ La révision des chiffres du volume de la main d'œuvre agricole pour l'Autriche n'étant pas encore terminée, la nature provisoire des indicateurs de productivité doit être soulignée.

deuxième moitié des années 90 que dans la première, culminant au cours de l'année 2000, où les volumes de pommes et poires d'été ainsi que de quetsches ont affiché un niveau record. Le volume de la production céréalière de l'Autriche a été plus faible à la fin de la période examinée qu'au début, malgré une remontée notable en 2001. Globalement, la superficie ensemencée en céréales a été plutôt stable entre 1992 et 2001, quoique largement inférieure à celle de 1991. La principale perte de superficie a concerné l'orge, qui, en 1998, a cessé d'être la céréale la plus cultivée. La superficie ensemencée en blé a fortement progressé au cours des deux dernières années de la période examinée, alors que celle en maïs grain a quelque peu régressé. En dépit de fluctuations annuelles relativement prononcées des rendements, aucune tendance à la hausse ne semble se dégager pour le blé et l'orge. En revanche, les rendements du maïs grain sont en hausse, malgré les valeurs moindres enregistrées en 2001.



Dans le secteur des biens et services de consommation intermédiaire, des variations non négligeables au sein des différentes catégories d'intrants ont été constatées. Le volume total d'aliments pour animaux consommés par l'agriculture a certes été légèrement moins élevé à la fin de la période examinée qu'au début des années 90, mais, à l'intérieur de la catégorie, les quantités d'aliments pour animaux achetés en dehors de la branche agricole se sont accrues (de près de 50%). Cette augmentation des achats externes s'est faite au détriment des aliments pour animaux produits et consommés sur la même exploitation (-15% environ), même si ceux-ci représentent toujours la source d'approvisionnement la plus courante pour l'alimentation animale. Les volumes des "autres biens et services" achetés ont progressé régulièrement et rapidement pour doubler entre 1990 et 1999, avant de se replier quelque peu. Par contre, le poste "entretien du matériel" a accusé une baisse régulière et rapide.

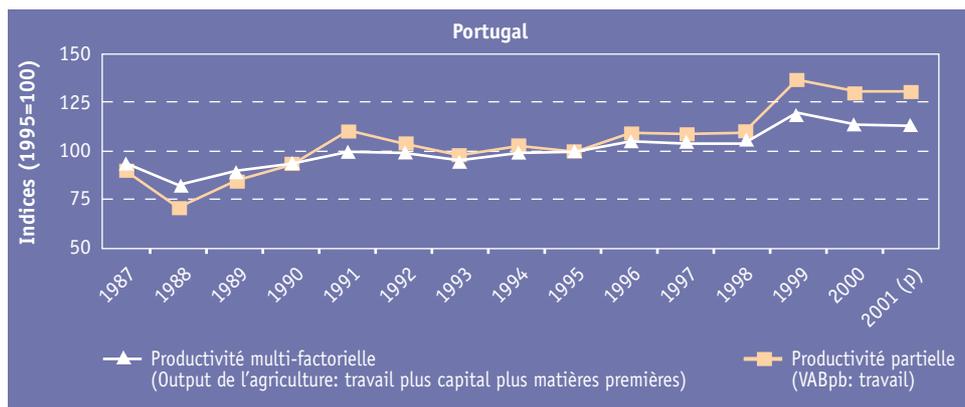
Une érosion régulière du stock de capital s'observe en Autriche depuis 1995. La forte accumulation de capital réalisée dans la première moitié des années 90, à partir d'un bas niveau en 1990, se traduit toutefois par un faible accroissement moyen du facteur capital sur l'ensemble de la période considérée.

La tendance la plus nette affichée par les facteurs de production a été la diminution continue du volume de la main-d'œuvre agricole (au total, -22% sur la période examinée, soit l'équivalent de près de 50 000 travailleurs à temps plein, voir note de bas de page (64)). Les personnes concernées étaient presque exclusivement des travailleurs familiaux ne percevant aucun salaire, mais participant plutôt aux bénéfices de l'exploitation.

Portugal

Les gains de productivité de l'agriculture portugaise ne se rapportent qu'à la mesure de la productivité partielle du travail (en moyenne, +2,9% par an) et à l'indicateur multi-factoriel (en moyenne, +1,4% par an). Ces gains ont été de nature "régressive", car le repli du volume des facteurs de production (input) a été plus rapide encore que celui, déjà important, du volume de la production (output).

Les détériorations notables du volume de la production (en moyenne annuelle, $-2,5\%$ pour la VABpb et $-0,5\%$ pour la production totale) ont été déterminées par la réduction du volume de la production bovine. Les ventes domestiques et les abattages de bovins adultes ont chuté sévèrement sur la période examinée, ce qui a entraîné une diminution considérable du volume de la production (d'un peu plus de la moitié). Il convient toutefois de souligner que les effectifs bovins sont restés relativement constants, voire en hausse (1,4 million de têtes en 2000). Cet apparent paradoxe s'explique par le nombre croissant d'animaux classés comme "actifs fixes". Étant donné que les volumes de production de trois autres produits agricoles majeurs (légumes frais, volailles et céréales) n'ont guère varié entre les deux extrémités de la période de référence, ce recul du volume de la production bovine a pleinement fait sentir ses effets sur les niveaux de production de l'ensemble de l'agriculture.



La relative stabilité des volumes de céréales – en dépit de fortes fluctuations annuelles dues aux conditions météorologiques – a été obtenue bien que les superficies de production aient, d'une manière générale, été réduites: la surface totale consacrée aux céréales a baissé de moitié pendant la période examinée pour s'établir à un demi-million d'hectares environ, les diminutions ayant été particulièrement marquées pour le blé tendre (alors que le blé dur a vu sa superficie s'accroître sensiblement à partir de 1999), l'avoine et le maïs grain. L'amélioration des rendements, en revanche, s'est limitée au maïs grain (pour lequel les valeurs ont plus que doublé). Les volumes de production des types de céréales autres que le maïs grain ont, par conséquent, reculé et cette évolution a encore été amplifiée par la médiocre récolte de 2001.

Le secteur viticole a, lui aussi, au cours de la période examinée, exercé une certaine pression à la baisse sur le volume de la production agricole, bien que ses importantes fluctuations annuelles rendent plutôt plus difficile l'évaluation des tendances. Des récoltes relativement moyennes ont été enregistrées ces trois dernières années, mais le début de la période considérée a connu des rendements exceptionnels en 1987 et 1990.

Contrairement à d'autres secteurs de l'agriculture, la production laitière a nettement augmenté en volume (plus que doublé). Cette évolution a été rendue possible par l'élévation des rendements par vache, qui constitue l'un des résultats de la restructuration du secteur de l'élevage durant la période de référence. Malgré une réduction régulière des effectifs du cheptel laitier depuis 1996, les améliorations de rendements se sont traduites par des volumes sans cesse croissants (abstraction faite d'un repli en 2001).

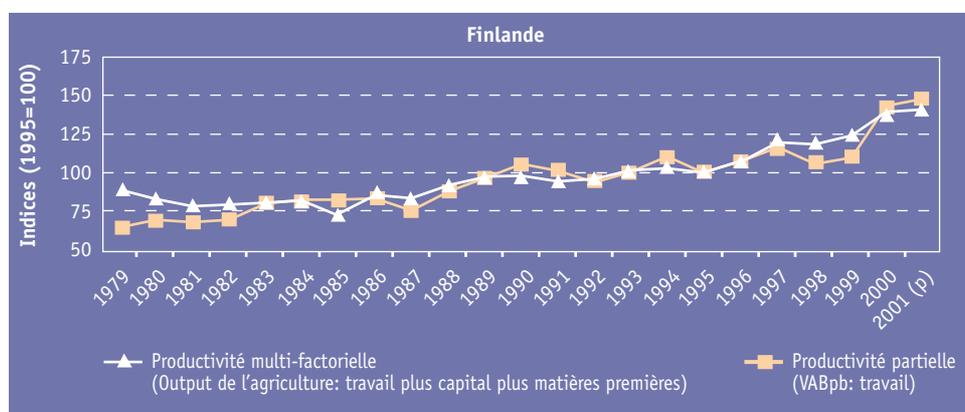
Le volume des biens et services de consommation intermédiaire utilisés par la branche d'activité agricole s'est fortement accru sur la période en question. Ces hausses peuvent être attribuées à la progression des volumes d'aliments pour animaux consommés par des cheptels croissants, à la plus grande utilisation des "autres biens et services", ainsi qu'à l'augmentation des postes "entretien du matériel" et "entretien des bâtiments". Les chiffres font apparaître une régression du capital, concentrée sur la

période 1992-1997, depuis la fin de laquelle on observe une relative stabilité du volume de la consommation de capital fixe.

La raison principale du recul global des volumes de facteurs de production (input) a résidé dans la diminution rapide et continue du volume de la main-d'œuvre agricole. Celle-ci a frappé à la fois les non-salariés (main-d'œuvre familiale au Portugal) et les salariés, même si les premiers prédominent toujours (représentant quelque 75% de la main-d'œuvre totale). Le travail à temps partiel continue de jouer un rôle primordial dans l'agriculture portugaise, vu que plus de 60% des personnes occupées ont un temps de travail inférieur à la moitié du temps moyen d'un travailleur à temps plein normal et qu'une proportion supplémentaire de 24% ont un temps de travail compris entre un mi-temps et un temps plein. En fait, les données structurelles font ressortir que les plus forts taux de diminution de la main-d'œuvre agricole ont été enregistrés pour les travailleurs à temps plein. L'une des caractéristiques marquantes de la main-d'œuvre du Portugal est qu'elle compte plus d'agriculteurs au delà qu'en deçà de 55 ans et beaucoup plus d'agriculteurs au delà de 65 ans (plus de 25% en 1997) qu'en deçà de 35 ans (environ 17% en 1997). Les données structurelles à plus long terme indiquent un vieillissement prononcé de la main-d'œuvre, de nombreux agriculteurs continuant de travailler jusqu'à un âge avancé sur leurs petites exploitations (en 1997, les fermes de moins de 10 ha constituaient toujours 88% de l'ensemble des exploitations portugaises).

Finlande

La Finlande a dégagé de substantiels gains de productivité multi-factorielle sur la période écoulée depuis 1979 (+2,2%, en moyenne annuelle). S'accompagnant, au cours de cette période, de légères contractions du volume de la production (en moyenne annuelle, -0,5% pour la VABpb et -0,2% pour la production totale), ainsi que de diminutions – en volume – du "paquet" d'inputs multi-factoriels, ces gains ont été de nature "régressive", mais laissent entrevoir d'importantes mutations techniques.



La branche d'activité agricole de la Finlande est axée principalement sur le secteur animal. Au sein de ce dernier, l'élevage laitier est le principal employeur de l'agriculture et le lait apporte la plus forte contribution à la valeur de la production de la branche d'activité agricole. La pression à la baisse sur le volume de la production de l'agriculture peut s'expliquer, en grande partie, par la réduction du volume de la production laitière à la suite de l'introduction de quotas (chute marquée du cheptel de vaches). Cette pression à la baisse a été soulignée par le recul du volume de la production bovine (nette régression également des effectifs de bovins, à environ un million de têtes).

Les hausses de volumes de production se sont plus ou moins limitées au secteur végétal, pour lequel on a noté un développement ininterrompu de la production de légumes frais et, en dépit de récoltes assez

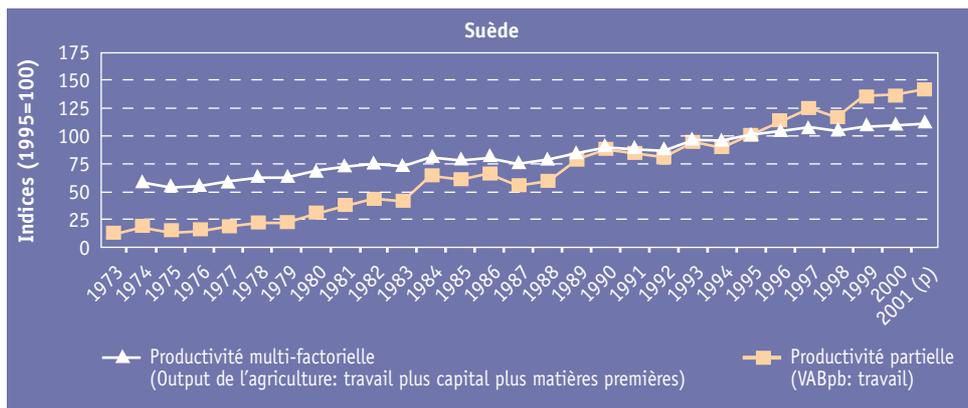
médiocres au cours des dernières années, une certaine expansion de la production céréalière (extension des superficies tout au long de la période examinée, mais énormes fluctuations des rendements).

D'après les estimations, le volume de la main-d'œuvre devrait avoir diminué considérablement et continuellement sur la période de référence. Les données structurelles les plus récentes montrent néanmoins que la proportion de jeunes agriculteurs est relativement élevée: trois quarts de la main-d'œuvre agricole étaient âgés de moins de 55 ans et près d'un quart avait même moins de 35 ans. En 1997, la moitié environ de l'ensemble des travailleurs agricoles était occupée moins qu'à mi-temps et un tiers environ avait un temps de travail équivalent au moins à un temps plein.

Suède

Lorsqu'on étudie l'évolution de la productivité en Suède entre 1974 et 2001, il convient de garder présent à l'esprit que ce pays n'était pas membre de l'Union européenne avant 1995. Pendant la plus grande partie de la période examinée, la productivité n'a donc pas subi l'influence directe de la politique agricole commune.

Durant la période de référence, les volumes de production ont fortement progressé (en moyenne annuelle, +3,6% en termes de VABpb et +0,8% en termes de production totale), alors que les volumes consommés de biens et services intermédiaires, de capital et de travail ont régressé. Ces évolutions laissent supposer que la branche d'activité agricole a connu d'importantes mutations techniques en Suède.



La forte augmentation du volume de la production agricole au cours de la période considérée a résulté d'un certain nombre d'expansions spécifiques intervenues à des moments bien précis. Le premier bond de croissance significatif était dû à l'accroissement de la production laitière sur la période allant jusqu'en 1985 (les volumes de production ont pratiquement triplé en l'espace de onze ans). Afin de faire face à cette expansion, la Suède a introduit, en 1985, un système de quotas volontaire, qui, bien qu'ayant été supprimé par la suite, en 1989, a eu pour effet d'infléchir la production. Depuis l'adhésion à l'UE, la production de lait est restée très stable (inférieure d'un peu plus de 10% au niveau de production record de 1985). La deuxième vague de croissance peut être attribuée à l'essor de la production de "fleurs et plantes ornementales" (y compris les arbres de Noël), ainsi que de légumes frais. Depuis le milieu des années 80, les volumes de production de ces deux secteurs de produits sont montés en flèche (hausse d'un tiers environ, dans chaque cas) et des programmes spécifiques ont été mis œuvre juste avant l'adhésion, afin de renforcer la compétitivité. La troisième grande poussée de croissance est imputable à la progression des volumes de la production bovine dans les années 90 (augmentation de près de moitié depuis la fin des années 80). Il est toutefois intéressant de constater que la population bovine totale a chuté pendant la période pour laquelle des données sont disponibles (1974-2001). La production de volailles a affiché une

expansion vigoureuse sur l'ensemble de la période examinée (les volumes de production ont plus que triplé).

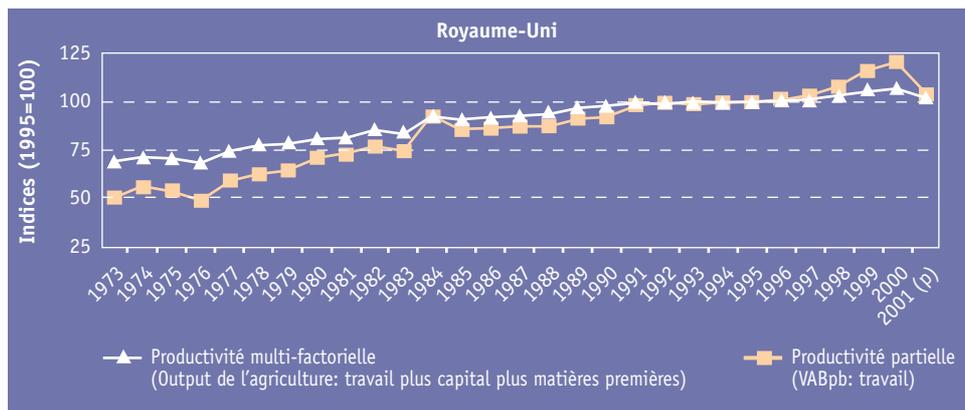
Cette croissance des volumes de production de l'agriculture a été obtenue en dépit d'une diminution régulière des consommations intermédiaires de biens et services depuis 1978. La moindre utilisation de biens et services intermédiaires peut s'expliquer, en grande partie, par la baisse rapide du volume d'engrais employé par l'agriculture depuis le début ou le milieu des années 80, date de mise en place de réglementations environnementales plus strictes, ainsi que par le recul régulier mais considérable du volume des postes "entretien du matériel" et "entretien des bâtiments". L'évolution dans le domaine des aliments pour animaux doit également être mentionnée, dans la mesure où il s'agit là de la principale consommation intermédiaire de la branche d'activité agricole: malgré quelques fluctuations cycliques de la consommation d'aliments pour animaux, qui ont permis à cette dernière de s'adapter aux cycles de la production animale, le volume utilisé est resté relativement constant sur la période étudiée. Il convient néanmoins de noter que, depuis 1990, des volumes croissants d'aliments pour animaux sont achetés auprès d'autres exploitations agricoles, plutôt qu'en dehors de la branche d'activité agricole, même si, considérés conjointement, les aliments pour animaux autoproduits et autoconsommés et ceux d'origine extérieure à l'agriculture demeurent prédominants.

La régression du volume de la consommation de capital fixe s'est limitée aux biens d'équipement au cours de la période écoulée depuis 1988 (repli très appréciable de 45% environ). Dans ce même temps, l'accumulation de capital en bâtiments s'est accélérée.

Une dégradation marquée et régulière du volume de la main-d'œuvre agricole a été enregistrée durant la période de référence (-60% environ, au total). Elle a concerné à la fois le travail non salarié (de type familial, essentiellement) et le travail salarié, qui ont tous deux diminué à des taux similaires. Les non-salariés représentent toujours la majeure partie de la main-d'œuvre restante (75% environ, en 2001). D'après les dernières données structurelles disponibles, la plus forte proportion de main-d'œuvre est absorbée par les exploitations laitières spécialisées (quelque 31% en 1997), suivies des exploitations mixtes cultures-élevage (16%), des exploitations céréalières (14%), des exploitations à cultures générales (13%) et des exploitations horticolas (6%). La majorité (61%) des travailleurs agricoles sont occupés moins qu'à mi-temps dans une activité agricole (la part des personnes occupées à temps plein s'élève à 22% environ). Bien que l'on dénombre plus de travailleurs dans la classe d'âge des moins de 35 ans que dans celle des plus de 65 ans (contrairement à ce qui s'observe dans la plupart des États membres du Sud de l'Europe), l'écart est beaucoup moins perceptible que dans les autres pays scandinaves: si les travailleurs de plus de 65 ans et ceux de moins de 35 ans constituent respectivement environ 14% et 17% de la main-d'œuvre agricole totale en Suède, leurs parts respectives s'établissent à 11% et 35% au Danemark et à 7% et 22% en Finlande.

Royaume-Uni

Lors de l'analyse de l'évolution de la productivité au Royaume-Uni, une distinction doit être faite entre deux sous-périodes bien différenciées, à savoir avant et après 1992 environ. Les gains de productivité de nature "progressive" ont été les plus élevés lors des deux premières décennies, qui se sont caractérisées par une croissance vigoureuse du volume de la production, fondée sur une augmentation des volumes de consommations intermédiaires et une accumulation accrue de capital. Depuis lors, les gains de productivité ont fléchi et sont devenus de nature plutôt "régressive", le volume de la production agricole s'inscrivant en recul, mais celui du "paquet" de facteurs utilisés se détériorant davantage encore (diminution des volumes de consommations intermédiaires et de capital, mais surtout réduction continue du facteur travail).



Le lait est le produit agricole le plus important au Royaume-Uni. Comme dans de nombreux autres États membres, le volume de la production laitière a atteint son niveau le plus élevé en 1983, année précédant l'introduction des quotas laitiers. Ces contrôles de la production laitière ont freiné la croissance progressive qui était intervenue à partir du milieu des années 70. Ces mesures ont entraîné une baisse ultérieure du volume de la production (-19% environ, jusqu'en 2001), après réduction de la taille du cheptel laitier national et en dépit de rendements par vache en hausse.

L'une des rares augmentations du volume de la production bovine au cours de la période de référence a été enregistrée en 1984, suite essentiellement à l'abattage de vaches laitières en vue d'une adaptation à la nouvelle politique laitière. Depuis le milieu des années 80, on constate toutefois une nette tendance à la baisse du volume de la production bovine, qui s'est accélérée du fait de la politique mise en œuvre pour enrayer l'ESB et la fièvre aphteuse, ainsi qu'en raison du manque de rentabilité du secteur. Une certaine stabilité a été conférée au secteur animal par l'expansion de la production de volailles, dont le volume a doublé depuis le début des années 80, en réponse à une demande croissante de viande blanche. Jusqu'à la récente crise de la fièvre aphteuse, les volumes des productions ovine et porcine étaient également orientés à la hausse.

Le volume de la production végétale finale a culminé en 1984, du fait de la progression de la production céréalière, de la production d'oléagineux et d'une bonne récolte de fruits. Les volumes de la production végétale finale se sont ensuite affaiblis, à cause surtout d'une réduction du volume de la production céréalière. Un nouveau pic a été atteint en 1996 grâce à la diminution du taux de gel des terres pour les cultures des terres arables, ce qui a permis aux volumes de la production de céréales et d'oléagineux d'atteindre de nouveaux sommets. Cette évolution a coïncidé avec de bonnes récoltes de plantes sarclées et une montée en flèche de la production horticole.

Le volume des consommations intermédiaires de biens et services a crû assez régulièrement jusqu'au milieu des années 90. Depuis, les volumes sont toutefois retombés – en ce qui concerne les aliments pour animaux notamment –, suite aux crises de l'ESB et de la fièvre aphteuse, qui ont occasionné de nombreuses pertes d'animaux. Le volume des engrais et des produits de protection des cultures utilisés par les agriculteurs du Royaume-Uni a affiché une hausse particulièrement forte au cours de la période d'expansion de la production de céréales et d'oléagineux, au début des années 80. Bien que l'utilisation des produits de protection des cultures ait continué à augmenter au cours des années suivantes, la quantité d'engrais utilisés s'est tout d'abord stabilisée, avant, elle aussi, de chuter brutalement à la fin de la période examinée. La progression constante de l'utilisation et du coût des services a également caractérisé cette époque.

Pendant la période de référence, le volume de travail agricole s'est détérioré régulièrement. Les régressions les plus importantes ont touché la main-d'œuvre occupée dans les exploitations laitières spécialisées, les exploitations mixtes cultures-élevage spécialisées et les exploitations mixtes grandes cultures-herbivores spécialisées. Les exploitations ovines spécialisées ont été les seules à voir leur main-d'œuvre progresser (moins rapidement cependant que leur propre nombre).

La superficie agricole totale a accusé une légère baisse sur la période examinée. Le nombre d'exploitations ayant diminué bien plus nettement, la superficie moyenne par exploitation a continué de s'accroître au delà de la moyenne de l'UE (en 1997, elle était près de quatre fois plus élevée que celle-ci). Cette caractéristique reste, dans une large mesure, surtout perceptible pour les exploitations de cultures des terres arables, quoique l'exploitation d'élevage moyenne du Royaume-Uni figure également parmi les plus grandes de l'Union européenne.

Note technique

Lors du choix des mesures précises de la productivité agricole, Eurostat a dû prendre un certain nombre de décisions qui concernaient principalement les *mesures de la production (output)*, les *mesures de facteurs de production (input)*, les *mesures de prix*, les *pondérations à utiliser pour les facteurs de production dans l'indicateur multi-factoriel*, la *correction de la qualité de la main-d'œuvre* et le *système d'indices à utiliser pour les pondérations*.

Au moment de choisir, Eurostat a dû faire face à des difficultés à la fois théoriques et pratiques, ces dernières étant principalement liées à la disponibilité des données. Cependant, il est clair que les indicateurs de productivité agricole devraient être établis dans le cadre des comptes économiques révisés de l'agriculture (CEA 97) et de leur contrepartie logique, les statistiques du volume de la main-d'œuvre agricole (ALI).

Mesures de la production (output): Eurostat est conscient que la mesure des outputs de la production agricole ne se limite pas simplement aux produits agricoles; il peut y avoir également des aspects environnementaux et sociaux tangibles (suite à des politiques visant à freiner la désertification, par exemple). Cependant, l'intégration de la comptabilité environnementale et sociale dans les comptes agricoles, quoiqu'en discussion, est loin d'être réalisée. C'est pour cette raison qu'Eurostat a adopté des mesures d'output (en prix constants, à cause de l'hétérogénéité des produits) et des indices qui se basent uniquement sur ses comptes économiques de l'agriculture.

Mesures de facteurs de production (input): En choisissant de ne pas adopter une mesure de productivité globale des facteurs (PGF), Eurostat a pris la décision d'exclure de ses calculs la terre comme facteur de production. La principale raison en est l'absence, dans les États membres, de données de qualité sur les prix des terres qui pourraient être utilisées pour le schéma de pondération. De plus, il est difficile d'évaluer le loyer implicite des terres occupées par leur propriétaire. Étant donné que le volume des terres était également considéré comme le facteur le plus stable, Eurostat a choisi de ne pas le prendre en compte et donc de trancher en faveur d'un input multi-factoriel plutôt que total.

Le manuel de l'OCDE préconise d'utiliser les heures effectivement travaillées comme mesure privilégiée du *facteur travail*, les équivalents temps plein et les personnes occupées étant des solutions de moins en moins satisfaisantes. En optant pour les équivalents temps plein, Eurostat a reconnu que l'absence de données sur les heures effectivement travaillées par la main-d'œuvre agricole était un problème crucial. En revanche, aspect plus positif, les statistiques du volume de la main-d'œuvre agricole (ALI), dont sont extraites les données en équivalents temps plein (mesurés en unités de travail annuel), sont pleinement cohérentes avec la couverture de la branche d'activité agricole adoptée pour mesurer la production (selon les CEA 97). De plus, les statistiques ALI sont déjà une sorte de compte du travail, dans la mesure où elles regroupent effectivement les sources de données existantes au sein d'un cadre harmonisé. Dans certains États membres, les changements de définition, au fil du temps, de ce qui est considéré comme un travail à temps plein normal ont également été pris en compte à l'aide d'indices en chaîne, afin d'avoir des évolutions cohérentes (qui ne soient pas affectées par des changements de définition).

Mesures de prix: Les prix de base de la production ont été retenus, puisqu'ils constituent le principal critère d'évaluation des CEA 97; en outre, ils reflètent *le montant conservé par le producteur [et] sont le prix le plus pertinent pour sa prise de décision* (OCDE, 2001). Eurostat a néanmoins effectué des études empiriques pour examiner les conséquences de l'adoption du prix du producteur. Ces études montrent qu'il n'y a pratiquement aucune différence dans la mesure de la production, qu'elle soit pondérée à l'aide du prix de base ou du prix du producteur. Cela semble s'expliquer par la procédure comptable utilisée pour répartir les subventions en composantes "volume" et "prix", étant donné que la variation de la composante "volume" des subventions reflète la variation du volume du produit auquel la subvention est liée.

Pondérations des facteurs de production: La mesure de productivité multi-factorielle adoptée requiert des schémas de pondération pour trois facteurs: le travail, le capital et les matières premières.

Le facteur travail total comprend à la fois la main-d'œuvre salariée et non salariée. La pondération utilisée pour la main-d'œuvre salariée est la rémunération des salariés (à prix courants en euros). Celle pour la main-d'œuvre non salariée est basée sur la rémunération moyenne implicite par personne. On pouvait aussi envisager de baser cette pondération sur une moyenne de trois ans du revenu net d'entreprise. Les études empiriques effectuées n'ont guère fait apparaître de différences entre les deux méthodes. Eurostat a adopté le concept de rémunération par personne pour la main-d'œuvre non salariée, en tenant compte du point de vue de l'OCDE, qui estime *qu'il est d'usage de traiter cette question en supposant que la rémunération moyenne [...] d'un travailleur indépendant est égale à celle d'un salarié* (OCDE, 2001).

La pondération choisie pour le *facteur capital* ne correspond pas à l'option privilégiée par l'OCDE, à cause des problèmes pratiques liés à la constitution d'un stock de capital et du fait que l'argent dépensé pour constituer ce stock aurait pu être employé différemment, ce qui aurait posé la question des taux d'intérêt appropriés pour d'autres investissements. En lieu et place, Eurostat a utilisé les prix courants de la consommation de capital fixe pour sa pondération.

Les matières premières sont pondérées par les prix d'achat courants des consommations intermédiaires.

Correction du facteur travail: Le facteur travail corrigé des différences entre les divers types de main-d'œuvre est l'approche privilégiée par l'OCDE. Tout en reconnaissant l'hétérogénéité du travail, Eurostat a été confronté à des problèmes de données; bien qu'il eût été possible de ventiler le volume de la main-d'œuvre selon diverses caractéristiques socio-démographiques (telles que l'âge et l'éducation, entre autres), aucune source de données n'était disponible pour procéder à la répartition correspondante de la rémunération de ces catégories de main-d'œuvre. D'un point de vue politique, on ne savait pas non plus s'il était souhaitable de procéder à des corrections qualitatives pour obtenir un "facteur travail de qualité constante".

Système d'indices à utiliser pour les pondérations: La productivité est habituellement mesurée sous la forme d'un indice de quantité de la production divisé par un indice de quantité des facteurs. Ces indices sont nécessaires du fait de l'hétérogénéité des biens et services, qui empêche de simplement additionner des unités de différentes catégories de produits. Cependant, les résultats de l'agrégation d'indices sont, en général, influencés par la formule de calcul retenue (OCDE, 2001). L'utilisation de pondérations annuelles pour des volumes annuels crée un biais, car les taux de croissance d'une année à l'autre peuvent refléter des variations des pondérations. Se ralliant à l'idée que [les systèmes d'indices de] Fisher et Törnqvist s'imposent à la lumière de la plupart des critères (OCDE, 2001), la task-force a proposé d'adopter une formule d'indice de Fisher pour pondérer le paquet de facteurs de production (inputs). Tout comme les indices de production et de facteurs de production, le système d'indices est basé sur 1995 = 100.

Mathématiquement, la mesure de productivité multi-factorielle est établie comme suit:

L'indice de Fisher (F) pour les facteurs de production (input) est calculé à l'aide de la formule suivante:

$$F = \sqrt{L \times P}$$

avec:

L = indice de Laspeyres pour les facteurs P = indice de Paasche pour les facteurs

$$L = \frac{\sum_i \left(w_i^0 \frac{q_i^t}{q_i^0} \right)}{\sum_i w_i^0} \frac{1}{P} = \frac{\sum_i \left(w_i^t \frac{q_i^0}{q_i^t} \right)}{\sum_i w_i^t}$$

avec:

W_0, W_t = pondération au prix de l'année de référence (1995) et à prix courant, respectivement

Q_0, Q_t = indice de volume au prix de l'année de référence (1995) et à prix constant, respectivement

i = type de facteur de production (travail, capital, consommations intermédiaires)

L'indice de productivité multi-factorielle correspond au rapport:

indice de la production / indice de Fisher.

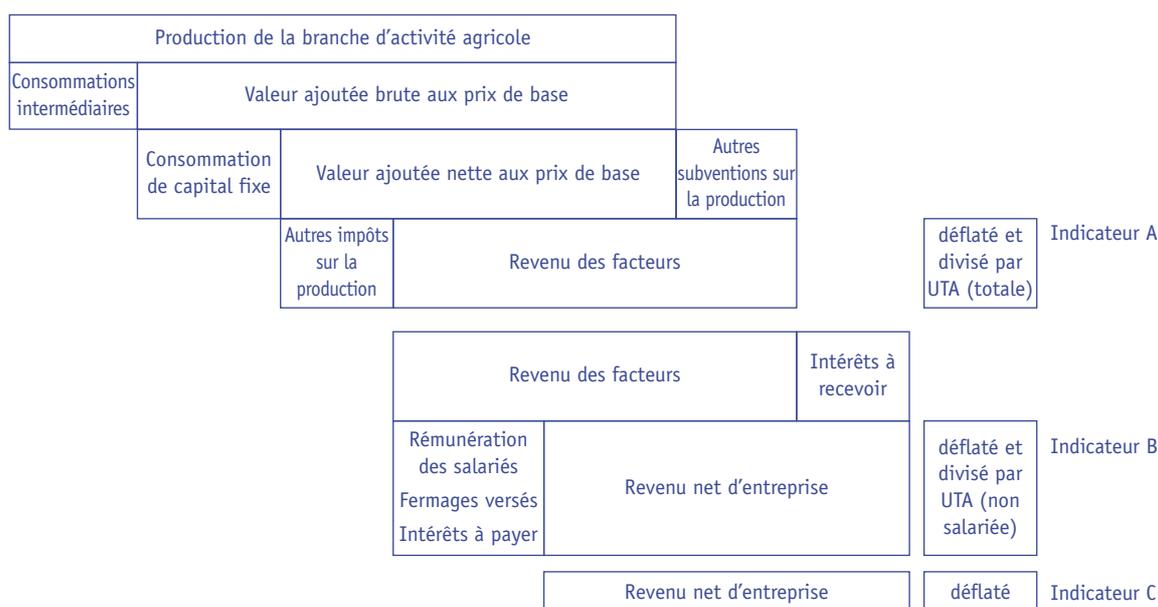
ANNEXES

- I. Remarques méthodologiques**
- II. Tableaux détaillés sur le revenu de l'activité agricole dans l'UE**
- III. Tableaux détaillés sur la productivité agricole dans l'UE**

I. Remarques méthodologiques

A.1. Les indicateurs de revenus

Les comptes économiques de l'agriculture (CEA 97) ⁽⁶⁵⁾ établis dans le cadre du système européen de comptes économiques intégrés (SEC 95) constituent la base d'évaluation des indicateurs du revenu agricole. Le calcul des trois indicateurs est décrit dans le schéma suivant (une description détaillée des étapes de calcul figure dans l'introduction de ce rapport) :



Les données se rapportent à la branche d'activité agricole, c'est-à-dire que l'étude se concentre sur la **production agricole (biens et services) résultant d'une activité principale ou secondaire**, y compris la **production d'activités secondaires non agricoles non séparables** (voir ci-après le paragraphe A.2) **des exploitations agricoles**. Les agrégats et indicateurs du revenu utilisés dans les chapitres 1 et 2 de cette publication ne sont pas non plus des indicateurs du revenu global ou du revenu disponible des ménages occupés dans l'agriculture car, en dehors de leurs revenus purement agricoles, ceux-ci peuvent

⁽⁶⁵⁾ Voir Eurostat (2000) : *Manuel des comptes économiques de l'agriculture et de la sylviculture (CEA/CES 97) (Rev. 1.1)*, thème 5, série Méthodes et Nomenclatures, Luxembourg. Ce manuel est maintenant disponible dans les onze langues officielles de la Communauté européenne.

avoir également des revenus provenant d'autres sources (autres activités, salaires, prestations sociales, revenus de la propriété). En d'autres termes, le **revenu agricole** décrit et analysé dans ce rapport ne doit pas être considéré comme le revenu des agriculteurs ⁽⁶⁶⁾.

Pour l'**indicateur B** (indice de revenus nets réels d'entreprises agricoles par unité de travail non salarié annuel), le présent rapport ne contient, pour des raisons méthodologiques, que des données pour quatorze États membres de l'Union européenne. On a renoncé à un calcul de l'indicateur B pour l'Allemagne. La raison en est que, dans les nouveaux *Länder* de l'est de l'Allemagne, on trouve des exploitations qui ont le statut de personnes morales. Contrairement aux entreprises individuelles et aux sociétés de personnes, ces entreprises versent des salaires et des traitements à toutes les personnes occupées, y compris aux membres et aux associés de l'entreprise. Les exploitations, qui ont le statut de personnes morales, produisent donc des revenus d'entreprise (ou des pertes) en face desquels n'est enregistrée aucune main-d'œuvre non salariée. Il en résulte que dans une telle situation, l'indicateur B, dont le dénominateur est déterminé par l'évolution de la main-d'œuvre non salariée, est donc surestimé par rapport à un revenu individuel effectif.

Les indicateurs du revenu publiés ici se réfèrent à des **années civiles**, ce qui explique les écarts avec les publications de certains pays dont les calculs se fondent sur les années "campagne".

A.2. La nouvelle méthodologie des comptes économiques de l'agriculture (CEA 97)

L'introduction de la nouvelle méthodologie a entraîné une série de modifications dans les données des comptes, tant en raison de la révision de la méthodologie que de l'utilisation de nouvelles sources de données. Certaines de ces révisions ont eu un impact direct sur la valeur ajoutée et donc sur la mesure du revenu agricole, tandis que d'autres n'ont modifié que les niveaux de certains agrégats sans affecter toutefois la valeur ajoutée et les mesures du revenu agricole ⁽⁶⁷⁾.

Les révisions qui n'ont pas eu d'incidence sur le niveau des indicateurs du revenu agricole (toutes choses égales par ailleurs) concernent :

1. La valorisation de la **production aux prix de base**. Celui-ci est défini comme le prix perçu par le producteur, déduction faite de tous les impôts sur les produits, mais y compris toutes les subventions sur les produits.
2. L'**abandon du concept de fermes nationales** : outre la production vendue (à des unités en dehors de la branche d'activité agricole ainsi qu'à d'autres unités agricoles), stockée ou auto-consommée par les unités agricoles, la production de la branche d'activité agricole inclut désormais une partie de la production utilisée en tant que consommation intermédiaire par la même unité (par exemple, les grains utilisés dans l'alimentation animale).

Parmi les révisions méthodologiques qui ont affecté le niveau des indicateurs du revenu agricole, on peut citer en particulier :

1. La **comptabilisation des activités secondaires non agricoles** d'unités agricoles, lorsqu'elles ne peuvent être séparées de l'activité agricole principale. Il s'agit essentiellement des activités de transformation des produits agricoles et de l'agro-tourisme ("vacances à la ferme").

⁽⁶⁶⁾ Pour de plus amples informations à ce sujet, voir la note de bas de page 7 dans l'introduction.

⁽⁶⁷⁾ Pour une présentation plus complète des modifications par rapport à l'ancienne méthodologie, voir la référence au *Manuel des comptes économiques de l'agriculture et de la sylviculture (CEA/CES 97) (Rev. 1.1)* dans la première note de bas de page de cette annexe.

2. **L'exclusion de la production d'unités produisant uniquement pour l'auto-consommation** (par exemple, jardins familiaux de personnes qui ne sont pas agriculteurs) et pour lesquelles l'activité agricole ne constitue qu'une **activité de loisir**.
3. L'enregistrement de différentes opérations selon le **principe des droits et obligations**, ce qui signifie que les montants sont enregistrés l'année au cours de laquelle la créance ou l'obligation, au sens économique du terme, est créée, transformée ou éteinte. Par exemple, la valeur des subventions inscrites dans les comptes de l'année n correspond aux aides accordées au titre de l'année n même si tout ou partie du versement s'effectue au cours de l'année n+1 ou plus tard.
4. Le reclassement de certaines aides à l'agriculture qui étaient classées en "subventions d'exploitation" et qui sont désormais enregistrées en "**transferts en capital**". La valeur de ces aides n'intervient plus dans le calcul du revenu.

A.3. Volume de la main-d'œuvre agricole

Afin de tenir compte du travail à temps partiel et du travail saisonnier, le volume de la main d'œuvre est mesuré en **unités de travail annuel (UTA)**. Une UTA correspond à la prestation mesurée en temps de travail d'une personne qui effectue, à temps plein et pendant toute une année, des travaux agricoles pour une exploitation.

Comme dans le cas des comptes économiques de l'agriculture, la méthodologie de la statistique de la main d'œuvre agricole a été révisée ⁽⁶⁸⁾. D'après la nouvelle méthodologie, on fait désormais une distinction entre les UTA du travail non salarié et les UTA du travail salarié ; l'ensemble constitue les UTA totales.

Les données publiées et utilisées ici pour le calcul des indicateurs de revenu agricole reposent sur l'évolution du nombre d'UTA employées. L'harmonisation des séries au niveau communautaire n'est pas encore conclue.

A.4. Agrégation des données pour l'Union européenne

Les indices et taux de variation pour l'Union européenne dans son ensemble (EU-15, sauf mention contraire) peuvent être calculés comme des moyennes pondérées des indices ou taux de variation nationaux, ou bien directement à partir d'agrégats communautaires résultant de la conversion des données nationales en ECU/EURO. Dans les deux cas, il est nécessaire de choisir une année de base : celle servant à déterminer les parts des différents pays dans le calcul des moyennes communautaires, ou celle dont les taux de change sont utilisés pour calculer les agrégats.

Dans ce rapport, les calculs correspondant aux parties court terme (variations en 2001 par rapport à 2000) et long terme (évolutions de 1990 à 2001) sont basés sur des méthodes légèrement différentes et sur des années de base elles aussi différentes.

Pour la **partie court terme** (chapitres 1 et 2, et tableaux A.4 à A.8 de l'annexe II), les taux de variation des volumes et des valeurs nominales ou réelles de l'Union européenne pour 2001 par rapport à 2000 ont été calculés comme des **moyennes pondérées** des taux de variation correspondants estimés dans les États membres, les coefficients de pondération étant calculés à partir des **données des CEA pour 2000**, converties en EURO aux **taux de change de 2000** ; il va de soi que ces coefficients sont spécifiques pour

⁽⁶⁸⁾ Voir Eurostat (2000) : Une méthodologie cible pour les statistiques du volume de la main-d'œuvre agricole (Rev. 1), thème 5, série Méthodes et Nomenclatures, Luxembourg.

chaque poste. Les taux de variation des prix nominaux ou réels ont été déduits de ceux des valeurs et des volumes. Dans l'ensemble, cette méthode basée sur 2000 semble être la plus logique pour une analyse de court terme, et la plus cohérente avec celle utilisée au niveau de chaque État membre pour calculer les taux de variation des volumes et des prix en 2001 pour des ensemble de produits hétérogènes.

Pour la **partie long terme** (tableaux A.9 et suivants de l'annexe II), les indices de revenu et les taux de variation des volumes et des valeurs pour l'Union européenne ont été calculés à partir des **agrégats communautaires exprimés en ECU/EURO aux taux de change constants de 1995** ; dans le cas des valeurs réelles, **les déflateurs utilisés sont aussi basés sur 1995 = 100**. Les indices et les taux de variation des prix sont déduits des valeurs et des volumes correspondants. Pour des raisons de cohérence, les CEA à prix constants de 1995 sont utilisés dans le calcul des indices et variations de volume et de prix par État membre.

A.5. Calcul des séries déflatées

Pour chaque État membre, les **indices et les variations des prix et des valeurs en termes réels** des différents produits, agrégats et indicateurs sont obtenus en déflatant les données nominales correspondantes avec **l'indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché**. Pour les séries de long terme, on utilise l'indice des prix du PIB en base 1995 = 100. Pour les variations de court terme, 2001 par rapport à 2000, on a adopté les estimations des variations de cet indice pour 2001, fournies par la Direction Générale "Affaires économiques et financières" de la Commission des C.E. pour tous les États membres (à l'exception de l'Allemagne, de la France, des Pays-Bas et de l'Autriche qui ont transmis à Eurostat leurs propres estimations).

D'importants facteurs tels que sa fiabilité et sa comparabilité sont en faveur de l'utilisation de ce déflateur. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut constitue un indicateur du niveau général des prix de tous les biens produits et de tous les services prestés dans l'ensemble de l'économie. On pourrait également envisager d'utiliser comme déflateur l'indice des prix des emplois finals nationaux. A la différence de l'indice des prix du PIB, cet indice tient compte également et directement de l'influence du commerce extérieur, et réagit donc plus rapidement et plus nettement aux variations de prix des importations (par exemple : variations des prix de l'énergie). Mais pour préserver la comparabilité avec d'autres publications de la Commission des C.E., on a renoncé à introduire un nouveau déflateur.

Les **valeurs en termes réels pour l'Union européenne dans son ensemble** sont obtenues en déflatant d'abord les valeurs nominales (à prix courants) enregistrées dans les différents États membres avec l'indice implicite des prix du produit intérieur brut du pays correspondant, et en les convertissant ensuite en ECU/EURO (aux taux de change de 1995 pour le long terme et de 2000 pour le court terme, comme indiqué ci-dessus). Les résultats sont alors additionnés de manière à obtenir des valeurs réelles pour l'Union européenne. C'est à partir de ces agrégats en termes réels que l'on calcule les indices et les taux de variation pour EU-15, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de calculer un "déflateur communautaire". En particulier, ce sont les agrégats de revenu communautaire ainsi déflatés et exprimés en ECU/EURO de 1995 que l'on rapporte au nombre d'unités de travail annuel dans l'ensemble de l'Union européenne pour calculer l'évolution des indicateurs de revenu pour EU-15 (et EUR-12).

$$IND A_{EU,t} = \frac{\sum_i \frac{F_{i,t}}{GDP_{pi,t} \times ER_{i,95}}}{\sum_i ALI_{total,i,t}}$$

où :

IND A	=	indicateur A (en ECU/EURO par UTA) ;
RV	=	revenu des facteurs (en monnaie nationale) ;
PIBip	=	indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché (1995 = 100) ;
TC	=	taux de change (1 ECU/EURO = ... monnaie nationale) ;
ALItotal	=	volume de la main-d'œuvre agricole totale (en UTA) ;
i	=	État membre (B, ..., UK) ;
t	=	année (1973, ..., 2001).

On remarquera enfin que cette méthode rend inutile le calcul d'un déflateur pour l'Union européenne dans son ensemble, qui n'apparaît donc pas dans ce rapport. On peut cependant remarquer que le "taux d'inflation moyen pour l'Union européenne" qui pourrait être déduit du calcul des valeurs réelles décrit ci-dessus (taux qui serait d'ailleurs différent selon le produit ou agrégat choisi pour le calculer), ne correspondrait pas à la variation moyenne de l'indice implicite des prix du produit intérieur brut dans l'Union européenne telle qu'elle apparaît dans d'autres publications de la Commission des C.E. (ce taux de variation est en général calculé sur la base des parts de chaque État membre dans le PIB. de l'Union européenne, mesuré en SPA.).

II. Tableaux détaillés sur le revenu de l'activité agricole dans l'UE

Tableau A.1.	L'agriculture dans l'économie : part de la valeur ajoutée brute aux prix du marché de l'agriculture dans le produit intérieur brut total aux prix du marché, en %
Tableau A.2.	L'agriculture dans l'économie : part de l'emploi agricole dans l'emploi total, en %
Tableau A.3.	Comptes économiques de l'agriculture en 2000 (en mio EURO)
Tableau A.4.	Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %
Tableau A.5.	Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %
Tableau A.6.	Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %
Tableau A.7.	Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %
Tableau A.8.	Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %
Tableau A.9.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Belgique / Belgie
Tableau A.10.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Danmark
Tableau A.11.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Deutschland
Tableau A.12.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Ellada
Tableau A.13.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Espana
Tableau A.14.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - France
Tableau A.15.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Ireland
Tableau A.16.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Italia
Tableau A.17.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Luxembourg
Tableau A.18.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Nederland
Tableau A.19.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Österreich
Tableau A.20.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Portugal
Tableau A.21.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Suomi / Finland
Tableau A.22.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Sverige
Tableau A.23.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - United Kingdom
Tableau A.24.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - EUR-12
Tableau A.25.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - EU-15
Tableau A.26.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - République Tchèque
Tableau A.27.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Estonie
Tableau A.28.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Hongrie
Tableau A.29.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Lituanie
Tableau A.30.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Malte
Tableau A.31.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Pologne
Tableau A.32.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - République Slovaque
Tableau A.33.	Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 - Slovénie
Tableau A.34.	Indicateur A : indices du revenu réel des facteurs dans l'agriculture par unité de travail annuel (UTA) de 1990 à 2001 (1995 = 100)
Tableau A.35.	Indicateur B : indices du revenu net réel d'entreprise agricole par unité de travail non-salarié annuel (UTA) de 1990 à 2001 (1995 = 100)
Tableau A.36.	Indicateur C : indices du revenu net réel d'entreprise agricole de 1990 à 2001 (1995 = 100)
Tableau A.37.	Le volume de la main-d'œuvre agricole totale en unités de travail (UTA) de 1990 à 2001
Tableau A.38.	Le volume de la main-d'œuvre agricole non-salarié en unités de travail (UTA) de 1990 à 2001

Tableau A.1. **L'agriculture dans l'économie: part de la valeur ajoutée brute aux prix du marché de l'agriculture dans le produit intérieur brut total aux prix du marché, en %**

	1990	...	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
B	1,7	...	1,4	1,2	1,2	1,3	1,2	0,9	1,0
DK	3,4	...	2,3	2,5	2,4	2,2	1,7	1,5	1,7
D	:	...	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7
EL	:	...	6,6	6,7	6,0	5,8	5,2	5,1	4,7
E	4,7	...	3,8	3,5	4,0	3,9	3,8	3,3	3,2
F	3,1	...	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,8
IRL	6,7	...	5,0	4,6	4,0	3,2	2,6	2,1	1,8
I	3,0	...	2,6	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4	2,2
L	1,4	...	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,6	0,5
NL	3,8	...	3,0	2,9	2,8	2,6	2,5	2,2	2,1
A	2,4	...	1,8	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
P	4,7	...	2,7	2,7	2,7	2,3	2,0	2,1	2,0
FIN	2,7	...	2,1	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5	0,5
S	1,0	...	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
UK	1,2	...	1,1	1,1	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4
EUR-12	:	...	2,0	1,9	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7
EU-15	:	...	1,9	1,8	1,8	1,7	1,6	1,5	1,4

Source: Eurostat B-2 (Comptes Nationaux), Eurostat F-1 (Comptes Économiques de l'Agriculture)

Tableau A.2. **L'agriculture dans l'économie: part de l'emploi agricole dans l'emploi total, en %**

	1985	...	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
B	3,5	...	3,1	2,6	2,8	2,6	2,8	2,6	2,7	2,6	2,1	2,3	1,9
DK	6,0	...	5,1	5,2	4,8	4,7	4,6	4,0	3,5	3,5	3,4	3,1	3,5
D	4,9	...	3,6	4,0	3,5	3,3	3,1	3,0	2,7	2,8	2,6	2,7	2,5
EL	28,1	...	23,2	21,4	21,2	20,6	20,3	19,8	19,7	19,3	17,3	16,5	16,5
E	:	...	10,9	9,9	9,2	9,2	9,0	8,5	7,9	7,6	7,3	6,8	6,2
F	7,9	...	6,0	5,7	5,5	5,1	4,8	4,5	4,5	4,3	4,2	4,0	3,9
IRL	15,8	...	14,7	13,4	13,1	12,2	11,7	11,2	10,4	10,0	8,7	8,2	7,6
I	:	...	:	:	8,4	7,4	7,2	7,0	6,2	6,1	5,3	5,0	4,8
L	4,4	...	3,7	3,4	6,2	3,0	3,0	3,7	2,5	2,3	2,8	1,9	2,4
NL	5,1	...	4,6	4,3	3,8	4,0	3,9	3,8	3,7	3,6	3,4	3,2	3,2
A	:	...	:	:	:	:	:	7,0	7,2	6,6	6,2	6,0	5,9
P	:	...	17,0	16,5	10,9	10,9	11,2	10,9	11,5	12,6	13,0	12,0	11,9
FIN	:	...	:	:	:	:	:	6,8	6,8	6,3	5,9	5,3	5,0
S	:	...	:	:	:	:	:	2,5	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4
UK	2,2	...	2,0	2,1	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9	1,7	1,6	1,4	1,4
EUR-12	:	...	:	:	:	:	:	5,7	5,5	5,4	5,1	4,8	4,7
EU-15	:	...	:	:	:	:	:	4,9	4,7	4,6	4,4	4,2	4,0

Source: Eurostat E-1 (Enquête sur les forces de travail)

**Tableau A.3 Comptes économiques de l'agriculture en 2000 prix et taux de change courants
(mio Euro)**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
PRODUCTION VÉGÉTALE																	
- valeurs au prix du producteur	2.921	2.653	18.277	5.823	18.016	31.105	1.058	24.140	75	9.446	2.124	2.877	1.415	2.078	7.533	117.278	129.541
- subventions sur les produits	157	570	3.405	2.152	2.668	4.863	107	2.593	10	187	327	263	303	354	1.548	17.036	19.508
- impôts sur les produits	54	0	161	15	0	69	2	129	0	0	5	15	0	0	0	452	452
- valeurs au prix de base	3.024	3.223	21.521	7.961	20.683	35.899	1.163	26.604	85	9.634	2.446	3.125	1.718	2.431	9.081	133.862	148.597
CEREALES (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	205	1.059	5.031	626	3.054	6.908	198	3.080	17	183	464	227	456	558	2.636	20.447	24.700
- subventions sur les produits	106	496	2.644	487	1.184	3.056	100	1.539	6	51	243	151	254	289	1.200	9.821	11.806
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	43	0	100	0	0	0	0	0	0	0	143	143
- valeurs au prix de base	310	1.554	7.675	1.113	4.238	9.921	297	4.518	23	234	707	379	710	848	3.836	30.125	36.363
PLANTES INDUSTRIELLES																	
- valeurs au prix du producteur	333	215	2.150	806	846	2.855	75	1.223	2	325	192	69	72	160	1.051	8.947	10.373
- subventions sur les produits	16	75	761	961	560	1.170	0	330	1	0	56	40	19	29	249	3.915	4.268
- impôts sur les produits	54	0	161	0	0	5	2	29	0	0	0	0	0	0	0	252	252
- valeurs au prix de base	295	290	2.750	1.767	1.406	4.020	73	1.524	3	325	248	109	91	188	1.301	12.610	14.389
PLANTES FOURRAGÈRES																	
- valeurs au prix du producteur	514	525	4.601	369	766	4.295	451	1.839	17	433	463	278	514	860	132	14.539	16.057
- subventions sur les produits	35	0	0	0	37	460	0	61	2	89	21	0	27	35	94	734	863
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	548	525	4.601	369	804	4.755	451	1.901	19	523	485	278	541	895	226	15.273	16.920
PRODUITS MARÂCHERS ET HORTICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	1.243	558	3.945	1.491	5.395	5.201	184	7.305	4	6.766	308	979	261	322	2.534	33.082	36.496
- subventions sur les produits	0	0	0	0	1	1	0	0	0	23	0	0	0	0	0	25	25
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0	5	5
- valeurs au prix de base	1.243	558	3.945	1.491	5.397	5.198	184	7.305	4	6.789	307	979	261	322	2.534	33.102	36.516
POMMES DE TERRE (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	324	117	928	310	554	1.139	69	417	3	609	51	132	77	136	744	4.612	5.609
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	31	0	0	0	11	6	1	4	1	0	52	53
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	324	117	928	310	554	1.170	69	417	3	619	57	133	81	136	744	4.664	5.662
FRUITS																	
- valeurs au prix du producteur	281	35	691	1.347	4.735	2.338	7	4.485	4	323	257	641	32	36	375	15.141	15.587
- subventions sur les produits	0	0	0	141	55	127	0	0	0	2	0	65	0	0	0	390	390
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3	3
- valeurs au prix de base	281	35	691	1.488	4.790	2.463	7	4.485	4	325	257	706	32	36	375	15.528	15.974
VINS																	
- valeurs au prix du producteur	0	0	930	44	1.192	8.078	0	3.950	29	0	389	472	0	0	0	15.084	15.084
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	5	5
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	15	0	0	0	0	4	15	0	0	0	34	34
- valeurs au prix de base	0	0	930	44	1.192	8.063	0	3.950	29	0	386	462	0	0	0	15.056	15.056

Tableau A.3 Comptes économiques de l'agriculture en 2000 prix et taux de change courants (mio Euro)

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
PRODUCTION VÉGÉTALE									
- valeurs au prix du producteur	1.396,0	1.37,1	2.326,6	621,3	68,4	5.992,1	451,3	421,4	11.414,0
- subventions sur les produits	1,9	8,0	8,0	3,3	0,3	67,3	2,9	20,5	112,2
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	1.397,9	1.45,1	2.334,5	624,6	68,7	6.059,3	454,2	441,9	11.526,2
CEREALES (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	551,8	49,7	1.006,8	234,9	0,0	2.148,3	170,5	64,5	4.226,5
- subventions sur les produits	0,0	6,8	0,3	0,0	0,0	67,3	0,0	14,8	89,2
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	551,8	56,6	1.007,1	234,9	0,0	2.215,6	170,5	79,3	4.315,7
PLANTES INDUSTRIELLES									
- valeurs au prix du producteur	297,4	8,4	229,0	67,3	0,0	629,5	75,1	21,3	1.328,0
- subventions sur les produits	0,8	1,0	0,0	3,3	0,0	0,0	0,9	2,8	8,9
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	298,2	9,4	229,0	70,6	0,0	629,5	76,0	24,1	1.336,8
PLANTES FOURRAGÈRES									
- valeurs au prix du producteur	234,9	30,4	96,1	126,1	2,4	727,3	26,9	120,4	1.364,5
- subventions sur les produits	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,7	3,8
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	236,0	30,4	96,1	126,1	2,4	727,3	26,9	123,2	1.368,3
PRODUITS MARAÎCHERS ET HORTICOLES									
- valeurs au prix du producteur	76,3	12,9	462,5	80,3	47,3	837,5	86,8	48,6	1.652,2
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	76,3	12,9	462,5	80,3	47,5	837,5	86,8	48,6	1.652,5
POMMES DE TERRE (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	147,4	25,5	107,4	68,5	12,5	1.000,3	43,7	21,9	1.427,2
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,2	2,2
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	147,4	25,5	107,4	68,5	12,5	1.000,3	45,7	22,0	1.429,4
FRUITS									
- valeurs au prix du producteur	81,0	7,8	386,7	10,8	6,2	558,5	47,6	71,6	1.170,1
- subventions sur les produits	0,0	0,0	7,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	81,0	7,8	394,4	10,8	6,2	558,5	47,6	71,6	1.177,9
VINS									
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	71,8	71,8
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	71,8	71,8

**Tableau A.3 Comptes économiques de l'agriculture en 2000 prix et taux de change courants
(mio Euro)**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
HUILE D'OLIVE																	
- valeurs au prix du producteur	0	0	0	809	739	0	0	1.324	0	0	0	72	0	0	0	2.944	2.944
- subventions sur les produits	0	0	0	564	830	0	0	663	0	0	0	0	0	0	0	2.057	2.057
- impôts sur les produits	0	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	15
- valeurs au prix de base	0	0	0	1.358	1.569	0	0	1.987	0	0	0	72	0	0	0	4.986	4.986
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX																	
- valeurs au prix du producteur	23	144	0	22	734	291	75	518	0	808	0	8	3	6	61	2.481	2.691
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	18	8	0	0	11	0	0	0	0	4	37	41
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	23	144	0	22	734	309	83	518	0	819	0	8	3	6	65	2.518	2.733
PRODUCTION ANIMALE																	
- valeurs au prix du producteur	3.799	4.758	19.387	2.464	11.459	22.340	3.635	13.293	151	8.081	2.386	2.314	1.656	2.307	11.387	90.964	109.416
- subventions sur les produits	102	56	567	251	685	1.543	769	238	9	57	126	114	281	117	2.053	4.741	6.967
- impôts sur les produits	18	6	62	13	0	54	31	26	1	21	42	0	7	0	24	274	304
- valeurs au prix de base	3.882	4.808	19.892	2.701	12.144	23.829	4.374	13.505	159	8.117	2.470	2.428	1.930	2.423	13.416	95.432	116.079
ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	2.753	3.165	9.814	1.261	8.610	13.685	2.153	8.248	64	4.470	1.354	1.506	518	1.017	6.928	54.436	65.547
- subventions sur les produits	97	56	567	251	685	1.541	767	238	9	52	126	113	62	85	2.017	4.508	6.666
- impôts sur les produits	14	0	0	0	0	23	12	26	0	0	5	0	0	0	0	80	80
- valeurs au prix de base	2.836	3.221	10.380	1.511	9.295	15.203	2.908	8.461	73	4.521	1.475	1.619	581	1.103	8.945	58.864	72.133
Bovins																	
- valeurs au prix du producteur	989	338	3.205	215	1.932	6.492	1.372	3.320	45	1.250	564	265	202	398	2.118	19.850	22.704
- subventions sur les produits	91	54	523	45	325	1.391	633	111	9	29	121	72	61	78	1.476	3.411	5.018
- impôts sur les produits	8	0	0	0	0	18	10	23	0	0	2	0	0	0	0	61	61
- valeurs au prix de base	1.072	393	3.728	260	2.256	7.865	1.995	3.408	54	1.278	684	337	263	475	3.593	23.200	27.661
Porcins																	
- valeurs au prix du producteur	1.435	2.337	5.126	276	3.698	3.024	272	2.151	17	2.422	656	484	229	393	1.311	19.791	23.831
- subventions sur les produits	5	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	2	0	14	16
- impôts sur les produits	5	0	0	0	0	5	1	0	0	0	3	0	0	0	0	14	14
- valeurs au prix de base	1.435	2.337	5.126	276	3.698	3.019	271	2.151	17	2.431	653	484	229	395	1.311	19.791	23.833
Équidés																	
- valeurs au prix du producteur	15	6	65	1	64	123	162	41	0	27	2	8	1	66	201	508	782
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	15	6	65	1	64	123	162	41	0	27	2	8	1	66	201	509	783
Ovins et caprins																	
- valeurs au prix du producteur	5	4	152	598	1.182	614	205	234	1	83	25	126	1	13	1.112	3.227	4.356
- subventions sur les produits	1	2	44	206	361	149	134	127	0	14	5	41	1	4	541	1.081	1.628
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	3	3
- valeurs au prix de base	7	6	196	803	1.543	763	338	359	1	98	30	167	2	17	1.653	4.305	5.980

Tableau A.3 Comptes économiques de l'agriculture en 2000 prix et taux de change courants (mio Euro)

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
HUILE D'OLIVE									
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX									
- valeurs au prix du producteur	7,2	2,3	38,1	33,4	0,0	90,6	0,7	1,3	173,6
- subventions sur les produits	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	7,2	2,4	38,1	33,4	0,0	90,6	0,7	1,3	173,8
PRODUCTION ANIMALE									
- valeurs au prix du producteur	1.398,6	186,2	2.077,9	454,2	83,4	5.922,4	744,1	495,5	11.362,3
- subventions sur les produits	21,4	7,3	16,7	0,3	0,0	0,0	31,0	8,4	85,2
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	1.420,0	193,6	2.094,6	454,4	83,4	5.922,4	775,1	504,0	11.447,5
ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	788,1	70,4	1.346,8	208,9	53,5	3.439,1	473,7	301,8	6.682,2
- subventions sur les produits	6,2	0,1	16,6	0,3	0,0	0,0	7,5	8,4	39,1
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	794,3	70,6	1.363,4	209,2	53,5	3.439,1	481,2	310,2	6.721,4
Bovins									
- valeurs au prix du producteur	204,0	16,1	100,4	48,5	5,0	457,5	112,6	119,5	1.063,6
- subventions sur les produits	5,1	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	1,5	6,9	14,0
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	209,1	16,1	100,6	48,8	5,0	457,5	114,1	126,3	1.077,6
Porcins									
- valeurs au prix du producteur	453,8	45,3	700,7	121,7	19,3	2.253,7	258,4	98,3	3.951,2
- subventions sur les produits	0,0	0,0	7,3	0,0	0,0	0,0	1,5	0,3	9,1
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	453,8	45,3	708,0	121,7	19,3	2.253,7	259,9	98,5	3.960,3
Equidés									
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,2	7,1	0,7	0,1	52,9	0,3	3,3	64,6
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	0,0	0,2	7,1	0,7	0,1	52,9	0,3	3,7	65,0
Ovins et caprins									
- valeurs au prix du producteur	0,5	0,5	37,1	1,5	0,0	6,0	6,6	6,7	59,1
- subventions sur les produits	1,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	4,6	0,9	6,6
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	1,6	0,7	37,1	1,5	0,0	6,0	11,2	7,6	65,7

Tableau A.3 Comptes économiques de l'agriculture en 2000 prix et taux de change courants (mio Euro)

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
Volailles																	
- valeurs au prix du producteur	296	174	922	137	1.311	3.039	143	1.787	1	675	84	466	74	103	2.142	8.936	11.354
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	296	174	922	137	1.311	3.040	143	1.787	1	675	84	466	74	103	2.142	8.937	11.355
PRODUITS ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	1.046	1.593	9.573	1.203	2.849	8.655	1.482	5.045	87	3.612	1.032	808	1.138	1.289	4.459	36.528	43.869
- subventions sur les produits	5	0	0	0	0	2	2	0	0	5	0	0	218	32	36	233	301
- impôts sur les produits	4	6	62	13	0	31	19	0	1	21	37	0	7	0	24	194	224
- valeurs au prix de base	1.047	1.587	9.511	1.190	2.849	8.626	1.466	5.045	86	3.596	995	809	1.349	1.321	4.471	36.567	43.946
Laît																	
- valeurs au prix du producteur	892	1.516	8.606	968	2.119	7.682	1.445	4.129	83	3.208	852	695	846	1.146	3.791	31.524	37.977
- subventions sur les produits	5	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	218	32	36	228	295
- impôts sur les produits	4	6	62	13	0	31	19	0	1	21	36	0	7	0	24	193	224
- valeurs au prix de base	893	1.510	8.544	955	2.119	7.653	1.428	4.129	82	3.186	816	695	1.057	1.178	3.803	31.558	38.049
Oeufs																	
- valeurs au prix du producteur	153	72	946	161	650	792	28	883	4	346	123	84	48	95	609	4.218	4.993
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5	6
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	153	72	946	161	650	792	28	883	4	351	123	84	48	95	609	4.223	4.999
Autres produits animaux																	
- valeurs au prix du producteur	1	5	22	74	79	181	9	32	0	58	56	29	244	48	59	786	898
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	1	5	22	74	79	181	9	32	0	58	56	29	244	48	59	786	899
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	6.720	7.411	37.664	8.287	29.475	53.445	4.693	37.433	226	17.528	4.510	5.191	3.071	4.384	18.920	208.242	238.957
- subventions sur les produits	259	627	3.972	2.403	3.353	6.406	877	2.831	19	245	453	377	584	471	3.600	21.777	26.475
- impôts sur les produits	72	6	223	28	0	123	33	155	1	21	47	15	7	0	24	725	756
- valeurs au prix de base	6.906	8.031	41.412	10.662	32.827	59.728	5.537	40.110	244	17.751	4.916	5.553	3.648	4.855	22.497	229.294	264.676
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	33	305	1.379	0	396	2.553	275	956	7	1.411	162	6	105	109	1.078	7.283	8.775
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41	0	0	0	0	0	41	41
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	33	305	1.379	0	396	2.553	275	956	7	1.452	162	6	105	109	1.078	7.324	8.816
= PRODUCTION AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	6.753	7.715	39.043	8.287	29.870	55.998	4.968	38.389	234	18.939	4.672	5.197	3.175	4.493	19.999	215.525	247.732
- subventions sur les produits	259	627	3.972	2.403	3.353	6.406	877	2.831	19	285	453	377	584	471	3.600	21.818	26.516
- impôts sur les produits	72	6	223	28	0	123	33	155	1	21	47	15	7	0	24	725	756
- valeurs au prix de base	6.939	8.336	42.792	10.662	33.223	62.281	5.812	41.065	252	19.203	5.078	5.558	3.753	4.964	23.575	236.617	273.492

Tableau A.3 Comptes économiques de l'agriculture en 2000 prix et taux de change courants (mio Euro)

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
Volailles									
- valeurs au prix du producteur	129,7	8,4	475,7	36,4	18,6	664,4	88,7	67,9	1.489,9
- subventions sur les produits	0,0	0,0	9,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,1
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	129,7	8,4	484,8	36,4	18,6	664,4	88,7	67,9	1.498,9
PRODUITS ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	610,6	115,8	731,1	245,3	29,9	2.483,3	270,4	193,8	4.680,1
- subventions sur les produits	15,2	7,2	0,1	0,0	0,0	0,0	23,5	0,0	46,0
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	625,7	123,0	731,2	245,3	29,9	2.483,3	293,9	193,8	4.726,2
Laît									
- valeurs au prix du producteur	519,7	94,2	495,5	186,0	17,7	1.983,5	182,6	159,3	3.638,6
- subventions sur les produits	15,2	7,2	0,0	0,0	0,0	0,0	23,5	0,0	45,9
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	534,9	101,4	495,5	186,0	17,7	1.983,5	206,2	159,3	3.684,5
Oeufs									
- valeurs au prix du producteur	90,9	13,9	183,1	30,2	11,6	466,9	54,4	27,6	878,6
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	90,9	13,9	183,2	30,2	11,6	466,9	54,4	27,6	878,7
Autres produits animaux									
- valeurs au prix du producteur	0,0	7,7	52,5	29,0	0,6	32,9	33,3	6,9	162,9
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	0,0	7,7	52,5	29,0	0,6	32,9	33,3	6,9	162,9
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	2.794,6	323,3	4.404,5	1.075,5	151,8	11.914,4	1.195,3	916,9	22.776,4
- subventions sur les produits	23,3	15,3	24,7	3,6	0,3	67,3	34,0	28,9	197,4
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	2.817,9	338,7	4.429,2	1.079,0	152,1	11.981,7	1.229,3	945,8	22.973,7
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	24,5	20,9	159,2	19,1	0,0	298,4	60,4	12,7	595,3
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	24,5	20,9	159,2	19,1	0,0	298,4	60,4	12,7	595,3
= PRODUCTION AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	2.819,1	344,3	4.563,7	1.094,5	151,8	12.212,9	1.255,8	929,6	23.371,6
- subventions sur les produits	23,3	15,3	24,7	3,6	0,3	67,3	34,0	28,9	197,4
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	2.842,4	359,6	4.588,4	1.098,1	152,1	12.280,1	1.289,7	958,5	23.569,0

Tableau A.3 Comptes économiques de l'agriculture en 2000 prix et taux de change courants (mio Euro)

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)																	
- valeurs au prix du producteur	44	8	121	450	847	1.471	0	695	6	85	387	0	131	164	860	4.238	5.269
- subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- valeurs au prix de base	44	8	121	450	847	1.471	0	695	6	85	387	0	131	164	860	4.238	5.269
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	6.797	7.723	39.164	8.737	30.717	57.469	4.968	39.084	240	19.024	5.059	5.197	3.307	4.656	20.859	219.762	253.001
- subventions sur les produits	259	627	3.972	2.403	3.353	6.406	877	2.831	19	285	453	377	584	471	3.600	21.818	26.516
- impôts sur les produits	72	6	223	28	0	123	33	155	1	21	47	15	7	0	24	725	756
- valeurs au prix de base	6.983	8.344	42.913	11.112	34.070	63.752	5.812	41.760	258	19.288	5.465	5.558	3.884	5.127	24.435	240.855	278.761
- CONSOMMATIONS																	
INTERMÉDIAIRES	4.298	4.797	25.316	2.896	11.447	32.033	3.110	13.419	128	10.525	3.021	2.845	2.615	3.452	13.924	111.653	133.827
SEMENCES ET PLANTS	258	119	925	227	753	1.608	95	525	5	964	142	86	67	132	444	5.655	6.350
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	400	313	2.554	718	1.143	2.510	450	1.631	9	1.308	308	226	244	410	1.197	11.502	13.421
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	228	214	1.756	238	1.110	2.712	337	791	10	260	118	185	227	208	1.236	7.972	9.630
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	182	162	1.163	218	814	2.551	60	649	6	307	85	134	55	76	1.002	6.224	7.464
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	188	112	746	75	458	1.026	100	28	7	258	187	32	54	28	433	3.159	3.732
ALIMENTS POUR ANIMAUX	2.359	2.516	10.792	1.103	4.481	11.706	1.288	6.861	50	3.412	1.166	1.606	1.114	1.348	3.459	45.937	53.260
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	269	353	1.943	51	1.011	2.254	143	280	12	603	212	65	148	250	1.072	6.991	8.666
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	51	139	614	40	302	480	67	105	2	115	55	43	63	100	489	1.935	2.663
SERVICES AGRICOLES	67	297	1.343	81	498	2.541	275	526	7	1.343	229	5	105	109	998	7.022	8.425
AUTRES BIENS ET SERVICES	296	572	3.480	146	878	4.645	294	2.022	20	1.957	519	463	538	792	3.594	15.257	20.215
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE	2.685	3.546	17.598	8.216	22.623	31.719	2.702	28.341	130	8.763	2.444	2.713	1.269	1.675	10.511	129.202	144.934
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE	600	947	7.153	612	2.757	7.836	557	7.658	54	2.408	1.411	683	722	690	3.240	32.451	37.327
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE	2.085	2.599	10.445	7.605	19.866	23.883	2.146	20.683	75	6.355	1.033	2.030	546	985	7.271	96.751	107.607
- RÉMUNÉRATION DE SALARIÉS	268	553	3.707	486	2.898	5.256	254	6.319	11	1.936	248	542	433	241	3.113	22.358	26.264
- AUTRES IMPÔTS SUR LA PRODUCTION	17	113	424	176	132	1.269	13	563	1	417	81	7	0	0	151	3.101	3.365
+ AUTRES SUBVENTIONS SUR LA PRODUCTION	57	180	1.681	293	1.161	1.469	437	1.616	29	132	1.129	285	1.407	405	531	9.695	10.811
= REVENU DES FACTEURS	2.125	2.666	11.701	7.721	20.895	24.083	2.570	21.736	104	6.070	2.080	2.308	1.953	1.390	7.651	103.345	115.053
= EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION / REVENU MIXTE	1.857	2.114	7.994	7.235	17.997	18.827	2.316	15.417	93	4.134	1.833	1.765	1.520	1.149	4.539	80.987	88.788
- FERMAGES	162	183	1.212	281	755	2.078	183	318	11	73	122	52	94	149	380	5.340	6.052
- INTÉRÊTS À PAYER	397	995	2.137	333	1.152	1.764	272	1.034	11	1.247	149	191	208	358	1.038	8.896	11.288
+ INTÉRÊTS À RECEVOIR	0	94	0	0	0	0	0	0	0	200	59	0	0	18	0	259	371
= REVENU NET D'ENTREPRISE	1.298	1.029	4.645	6.622	16.090	14.985	1.860	14.065	70	3.014	1.620	1.522	1.218	660	3.120	67.010	71.819

Tableau A.3 Comptes économiques de l'agriculture en 2000 prix et taux de change courants (mio Euro)

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)									
- valeurs au prix du producteur	0,0	19,1	0,0	16,6	1,0	229,9	120,5	66,6	453,7
- subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	0,0	19,1	0,0	16,6	1,0	229,9	120,5	66,6	453,7
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	2.819,1	363,3	4.563,7	1.111,1	152,8	12.442,8	1.376,3	996,2	23.825,3
- subventions sur les produits	23,3	15,3	24,7	3,6	0,3	67,3	34,0	28,9	197,4
- impôts sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	2.842,4	378,7	4.588,4	1.114,6	153,1	12.510,1	1.410,3	1.025,2	24.022,7
- CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES									
SEMENCES ET PLANTS	50,6	4,1	209,2	29,3	2,7	130,1	64,2	22,7	512,9
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	67,1	58,7	343,0	158,6	5,4	1.630,3	172,1	70,5	2.505,8
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	113,5	14,9	188,9	85,3	1,3	565,8	53,5	31,8	1.054,9
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	98,7	2,1	164,7	36,7	0,9	336,4	75,2	27,2	741,8
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	55,1	5,7	16,3	3,1	1,3	78,3	27,8	22,4	210,1
ALIMENTS POUR ANIMAUX	1.101,6	83,1	1.222,7	313,2	35,5	3.647,0	412,8	299,5	7.115,5
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	102,0	14,4	356,7	50,7	6,6	496,6	21,4	30,5	1.078,9
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	105,0	4,3	127,7	13,1	3,0	348,5	64,5	18,2	684,4
SERVICES AGRICOLES	24,5	20,9	159,2	19,1	0,0	298,4	60,4	12,7	595,3
AUTRES BIENS ET SERVICES	256,5	6,3	124,6	29,4	7,1	221,9	117,7	16,4	780,0
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE									
	867,9	164,1	1.675,5	376,1	89,3	4.756,5	340,6	473,2	8.743,3
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE									
	332,3	49,4	456,0	119,9	4,2	1.223,2	181,0	189,1	2.555,1
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE									
	535,6	114,7	1.219,5	256,2	85,1	3.533,3	159,6	284,2	6.188,2
- RÉMUNÉRATION DE SALARIÉS									
	500,0	78,6	447,9	78,0	11,9	720,0	300,7	62,7	2.199,7
- AUTRES IMPÔTS SUR LA PRODUCTION									
	106,2	1,9	13,2	13,9	0,0	299,1	16,1	0,0	450,4
+ AUTRES SUBVENTIONS SUR LA PRODUCTION									
	146,8	2,0	144,9	4,3	0,7	147,1	202,1	35,3	683,3
= REVENU DES FACTEURS									
	576,2	114,7	1.351,2	246,6	85,9	3.381,4	345,6	319,4	6.421,1
= EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION / REVENU MIXTE									
	76,2	36,1	903,4	168,6	74,0	2.661,4	44,9	256,8	4.221,4
- FERMAGES									
	47,1	2,0	144,5	0,3	1,6	92,0	10,4	6,6	304,5
- INTÉRÊTS À PAYER									
	73,8	7,3	112,5	1,8	2,2	208,4	18,2	17,2	441,4
+ INTÉRÊTS À RECEVOIR									
	23,3	2,1	18,1	4,5	0,0	23,2	4,0	9,7	85,0
= REVENU NET D'ENTREPRISE									
	-21,5	29,0	664,6	171,1	70,2	2.384,2	20,3	242,6	3.560,5

Tableau A.4 Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ PRODUCTION VÉGÉTALE																	
- valeurs au prix du producteur	-6,2	-1,7	1,4	-5,8	-4,5	-4,9	3,6	-2,0	-11,7	-1,5	2,2	0,0	-6,0	-0,4	-7,9	-2,8	-3,0
- subventions sur les produits	-5,0	0,7	10,3	-5,9	-0,5	-8,4	9,0	-0,6	-6,9	-1,3	11,1	-6,3	-8,4	-6,2	-13,5	-1,3	-2,3
- impôts sur les produits	-15,0	:	-12,3	-8,9	:	-7,2	-5,0	-1,3	:	:	6,4	10,0	:	:	:	-7,6	-7,6
- valeurs au prix de base	-6,0	-1,3	2,9	-5,8	-4,0	-5,4	4,0	-1,9	-11,1	-1,5	3,4	-0,6	-6,4	-1,2	-8,9	-2,6	-2,9
CEREALES (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	-11,3	0,5	9,3	-8,4	-30,2	-8,6	-0,2	-3,7	-10,5	-0,2	7,8	-12,8	-11,0	-6,5	-20,6	-6,3	-7,5
- subventions sur les produits	-9,6	3,2	9,7	-6,9	-34,9	-9,3	9,7	-0,1	-8,6	-1,6	13,2	-30,9	-11,3	-7,2	-18,6	-5,3	-6,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-9,3	:	-1,5	:	:	:	:	:	:	:	-3,8	-3,8
- valeurs au prix de base	-10,7	1,3	9,4	-7,8	-31,5	-8,8	2,7	-2,5	-9,9	-0,5	9,7	-20,0	-11,1	-6,8	-20,0	-6,0	-7,2
PLANTES INDUSTRIELLES																	
- valeurs au prix du producteur	-10,0	-12,3	-3,5	-6,0	-8,8	-11,8	-6,9	-5,0	-22,8	-3,6	6,8	-7,0	5,8	-3,1	-5,1	-7,1	-6,9
- subventions sur les produits	10,1	-16,1	12,4	-4,3	-1,3	-12,1	:	-4,3	-17,1	:	11,6	-3,0	29,4	-8,5	1,3	-2,5	-2,5
- impôts sur les produits	-15,0	:	-12,3	:	:	0,0	-5,0	-0,8	:	:	:	:	:	:	:	-11,2	-11,2
- valeurs au prix de base	-7,9	-13,3	1,4	-5,0	-5,8	-11,9	-6,9	-4,9	-21,0	-3,6	7,9	-5,5	10,7	-3,9	-3,9	-5,6	-5,5
PLANTES FOURRAGÈRES																	
- valeurs au prix du producteur	1,5	0,0	0,6	-2,6	1,8	1,3	9,0	-2,5	0,1	0,0	-1,0	-11,2	-6,5	4,4	12,5	0,1	0,5
- subventions sur les produits	1,5	:	:	:	1,8	5,9	:	-2,5	0,1	0,0	-11,9	:	-6,5	4,4	13,1	3,0	4,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	1,5	0,0	0,6	-2,6	1,8	1,7	9,0	-2,5	0,1	0,0	-1,4	-11,2	-6,5	4,4	12,8	0,3	0,7
PRODUITS MARÀCHERS ET HORTICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	2,4	0,1	-1,0	-1,4	1,3	0,0	-0,4	-1,9	-5,1	0,1	0,2	3,0	-1,3	0,0	-2,0	-0,2	-0,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	1,6	0,0	:	:	:	0,5	:	:	:	0,0	:	0,5	0,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	1,6	:	:	:	:	0,3	0,3
- valeurs au prix de base	2,4	0,1	-1,0	-1,4	1,3	0,0	-0,4	-1,9	-5,1	0,1	0,2	3,0	-1,3	0,0	-2,0	-0,2	-0,3
POMMES DE TERRE (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	-24,3	-5,0	-0,5	-5,6	-5,2	-1,0	1,4	-3,1	-18,4	-4,0	2,2	-2,8	-11,9	-3,5	2,8	-4,1	-3,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-3,2	:	:	:	-4,0	-0,3	-2,8	-11,9	-3,5	:	-3,6	-3,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	2,5	:	:	:	:	2,5	2,5
- valeurs au prix de base	-24,3	-5,0	-0,5	-5,6	-5,2	-1,0	1,4	-3,1	-18,4	-4,0	1,9	-2,8	-11,9	-3,5	2,8	-4,1	-3,2
FRUITS																	
- valeurs au prix du producteur	-30,1	-10,0	-18,7	-8,4	1,1	-5,0	0,0	-0,9	-46,7	-10,0	-9,0	3,0	20,3	-0,1	3,9	-3,1	-2,9
- subventions sur les produits	:	:	:	-2,2	11,9	-8,7	:	:	:	-10,0	:	47,7	:	:	:	6,0	6,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	-9,0	:	:	:	:	-2,4	-2,4
- valeurs au prix de base	-30,1	-10,0	-18,7	-7,8	1,2	-5,2	0,0	-0,9	-46,7	-10,0	-9,0	7,1	20,3	-0,1	3,9	-2,9	-2,7
VINS																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	0,9	-3,0	-23,2	-6,6	:	-3,2	-14,3	:	6,0	10,0	:	:	:	-5,7	-5,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	10,0	:	:	:	10,0	10,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-6,7	:	:	:	:	10,9	10,0	:	:	:	2,7	2,7
- valeurs au prix de base	:	:	0,9	-3,0	-23,2	-6,6	:	-3,2	-14,3	:	6,0	10,0	:	:	:	-5,7	-5,7

Tableau A.4 Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ PRODUCTION VÉGÉTALE									
- valeurs au prix du producteur	8,4	-12,1	27,3	-12,0	-6,2	7,1	35,2	-7,6	10,6
- subventions sur les produits	12,6	-18,6	-95,8	:	-7,4	17,3	-16,8	-2,5	-1,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	8,4	-12,5	26,9	-12,5	-6,2	7,2	34,9	-7,3	10,5
CEREALES (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	20,3	-17,6	47,0	-11,9	:	21,1	67,3	2,9	26,5
- subventions sur les produits	:	-20,0	31,3	:	:	17,3	:	1,6	11,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	20,3	-17,9	47,0	-11,9	:	21,0	67,3	2,7	26,2
PLANTES INDUSTRIELLES									
- valeurs au prix du producteur	18,5	17,0	24,4	-10,6	:	-2,5	45,6	-36,1	8,7
- subventions sur les produits	17,2	-12,2	:	:	:	:	2,5	-20,3	-43,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	18,5	13,9	24,4	-14,8	:	-2,5	45,1	-34,2	8,4
PLANTES FOURRAGÈRES									
- valeurs au prix du producteur	3,4	-1,4	-2,2	-6,7	0,0	-1,4	33,9	-5,7	-0,8
- subventions sur les produits	9,1	:	:	:	:	:	:	-7,1	-2,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	3,4	-1,4	-2,2	-6,7	0,0	-1,4	33,9	-5,7	-0,8
PRODUITS MARAÎCHERS ET HORTICOLES									
- valeurs au prix du producteur	-11,5	-5,7	18,2	-2,2	-1,4	-4,7	17,7	2,3	3,0
- subventions sur les produits	:	:	:	:	-2,7	:	:	:	-2,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-11,5	-5,7	18,2	-2,2	-1,4	-4,7	17,7	2,3	3,0
POMMES DE TERRE (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	-24,0	-25,9	0,0	-41,1	-18,6	-15,8	-26,0	-21,7	-17,3
- subventions sur les produits	:	133,2	:	:	-18,6	:	-26,0	0,0	-21,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-24,0	-25,7	0,0	-41,1	-18,6	-15,8	-26,0	-21,5	-17,3
FRUITS									
- valeurs au prix du producteur	-16,9	1,3	6,4	30,2	-20,2	34,4	-7,4	-24,5	15,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	-26,3	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-16,9	1,3	4,3	30,2	-20,2	34,4	-7,4	-24,5	15,0
VINS									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	2,8	2,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	2,8	2,8

Tableau A.4 Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
HUILE D'OLIVE																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	-8,9	48,1	:	:	-0,2	:	0,0	:	-39,8	:	:	:	8,6	8,6
- subventions sur les produits	:	:	:	-8,9	48,1	:	:	0,5	:	:	:	:	:	:	:	17,1	17,1
- impôts sur les produits	:	:	:	-8,9	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	-8,9	48,1	:	:	0,0	:	0,0	:	-39,8	:	:	:	12,2	12,2
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	-10,0	:	0,0	0,0	0,0	3,1	11,3	27,6	-9,5	:	10,0	2,9	0,0	-0,5	-0,6	-1,1
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	0,0	:	27,6	-9,5	:	:	2,9	:	-25,9	-2,7	-5,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	-10,0	:	0,0	0,0	0,0	2,8	11,3	27,6	-9,5	:	10,0	2,9	0,0	-2,3	-0,6	-1,2
+ PRODUCTION ANIMALE																	
- valeurs au prix du producteur	-2,5	2,2	0,5	-0,2	4,6	0,0	1,2	1,1	1,5	-3,9	-0,6	-1,8	2,5	1,1	-2,6	0,4	0,2
- subventions sur les produits	-5,5	0,0	0,1	-1,5	3,2	-1,4	-30,7	0,3	3,0	-6,4	2,8	-7,7	-0,5	1,6	-16,3	-5,4	-8,4
- impôts sur les produits	-3,3	-71,0	0,2	0,2	:	0,0	-14,6	-1,1	1,6	1,0	-1,0	:	0,0	:	1,4	-2,0	-3,1
- valeurs au prix de base	-2,5	2,3	0,5	-0,3	4,2	-0,1	-3,6	1,1	1,6	-3,9	-0,4	-2,1	2,1	1,1	-4,7	0,1	-0,3
ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	-3,6	5,0	0,9	-1,2	3,6	0,3	-0,2	1,7	-0,1	-8,0	0,5	-0,9	2,3	1,7	-5,8	0,2	-0,2
- subventions sur les produits	-5,8	0,0	0,1	-1,5	3,2	-1,4	-30,5	0,3	3,0	-7,5	2,8	-7,7	-2,1	2,2	-16,6	-5,6	-8,8
- impôts sur les produits	-4,1	:	:	:	:	0,0	-12,2	-1,1	:	:	-0,5	:	:	:	:	-2,9	-2,9
- valeurs au prix de base	-3,7	4,9	0,8	-1,2	3,6	0,2	-7,2	1,7	0,3	-8,0	0,7	-1,3	1,8	1,8	-8,2	-0,2	-0,9
Bovins																	
- valeurs au prix du producteur	-6,0	-1,0	-0,5	1,1	2,5	-1,0	-1,2	-1,4	2,9	-11,0	3,0	-6,4	-1,9	3,0	-7,1	-1,5	-1,9
- subventions sur les produits	-6,0	0,0	-0,1	1,1	2,5	-1,9	-28,7	-1,5	2,9	-11,0	2,5	-6,4	-1,9	3,0	-11,3	-6,3	-7,5
- impôts sur les produits	-6,0	:	:	:	:	-5,6	-13,3	-1,4	:	:	2,8	:	:	:	:	-5,1	-5,1
- valeurs au prix de base	-6,0	-1,0	-0,5	1,1	2,5	-1,2	-8,3	-1,4	2,9	-11,0	2,9	-6,4	-1,9	3,0	-8,8	-2,0	-2,8
Porcins																	
- valeurs au prix du producteur	-2,2	5,0	1,3	-1,1	4,1	1,0	3,1	1,9	-8,6	-8,0	-1,9	-4,3	2,1	1,1	-8,2	0,2	0,2
- subventions sur les produits	-2,2	:	:	:	:	:	:	:	:	-8,0	:	:	:	1,1	:	-5,9	-5,1
- impôts sur les produits	-2,2	:	:	:	:	20,0	0,0	:	:	:	-2,7	:	:	:	:	5,7	5,7
- valeurs au prix de base	-2,2	5,0	1,3	-1,1	4,1	1,0	3,1	1,9	-8,6	-8,0	-1,9	-4,3	2,1	1,1	-8,2	0,2	0,2
Equidés																	
- valeurs au prix du producteur	0,3	0,0	-19,6	0,0	10,1	0,0	5,4	16,7	-39,6	-4,0	-14,2	34,5	15,2	0,0	0,0	2,2	1,4
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	-71,4	:	:	:	:	:	:	:	:	-71,4	-71,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,3	0,0	-19,6	0,0	10,1	0,0	4,8	16,7	-39,6	-4,0	-14,2	34,5	15,2	0,0	0,0	2,0	1,3
Ovins et caprins																	
- valeurs au prix du producteur	-0,7	13,0	2,1	-2,0	3,9	3,4	-4,3	2,0	14,6	0,0	5,3	-10,1	-4,4	-13,3	-20,4	1,3	-4,3
- subventions sur les produits	-0,7	0,0	2,2	-2,0	3,9	3,4	-38,9	1,8	14,6	0,0	9,5	-10,1	-4,4	-13,3	-31,0	-3,5	-12,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	-10,0	2,0	:	:	9,5	:	:	:	:	-1,6	-1,6
- valeurs au prix de base	-0,7	9,0	2,2	-2,0	3,9	3,4	-18,7	1,9	14,6	0,0	5,9	-10,1	-4,4	-13,3	-23,9	0,1	-6,6

Tableau A.4 Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
HUILE D'OLIVE									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	:	:
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX									
- valeurs au prix du producteur	0,0	-69,2	1,1	-13,3	:	0,0	50,0	0,0	-3,1
- subventions sur les produits	:	-36,4	:	:	:	:	:	0,0	-26,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	-67,9	1,1	-13,3	:	0,0	50,0	0,0	-3,1
+ PRODUCTION ANIMALE									
- valeurs au prix du producteur	-0,3	7,2	0,4	-1,4	6,4	-0,4	-10,0	2,3	-0,6
- subventions sur les produits	-4,2	3,9	3,3	:	:	:	-4,2	28,5	0,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-0,3	7,1	0,4	-1,5	6,4	-0,4	-9,8	2,8	-0,6
ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	0,3	12,7	-0,4	-7,6	8,0	-2,1	-18,0	1,6	-2,4
- subventions sur les produits	-9,8	-14,2	3,2	:	:	:	-40,6	28,5	-2,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,2	12,6	-0,4	-7,7	8,0	-2,1	-18,3	2,4	-2,4
Bovins									
- valeurs au prix du producteur	-5,1	7,3	-15,0	-7,8	12,9	-11,9	-49,9	1,0	-12,9
- subventions sur les produits	-5,1	:	-15,0	:	:	:	-50,0	35,0	7,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-5,1	7,3	-15,0	-8,3	12,9	-11,9	-49,9	2,8	-12,6
Porcins									
- valeurs au prix du producteur	-0,9	12,6	-7,0	-8,1	4,3	-3,7	-12,0	-4,5	-4,4
- subventions sur les produits	:	:	-7,0	:	:	:	-11,3	0,0	-7,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-0,9	12,6	-7,0	-8,1	4,3	-3,7	-12,0	-4,5	-4,4
Equidés									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	-20,0	0,0	29,2	0,0	:	8,1	-2,1
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	0,0	0,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,0	-20,0	0,0	29,2	0,0	:	7,2	-2,1
Ovins et caprins									
- valeurs au prix du producteur	-33,3	19,3	0,6	-33,3	4,4	-4,6	-46,8	10,3	-5,1
- subventions sur les produits	-33,3	-14,2	:	:	:	:	-46,9	0,0	-37,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-33,3	12,6	0,6	-33,3	4,4	-4,6	-46,9	9,1	-8,4

Tableau A.4 Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
Volailles																	
- valeurs au prix du producteur	-3,4	7,0	7,9	-1,1	4,0	2,0	2,8	5,7	29,2	-4,0	1,6	6,6	17,5	2,9	4,0	3,3	3,5
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	6,6	17,5	:	:	0,0	0,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	1,5	:	:	:	:	1,5	1,5
- valeurs au prix de base	-3,4	7,0	7,9	-1,1	4,0	2,0	2,8	5,7	29,2	-4,0	1,6	6,6	17,5	2,9	4,0	3,3	3,5
PRODUITS ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	0,6	-3,3	0,1	0,8	6,2	-0,5	3,2	0,1	2,6	1,2	-2,1	-3,5	2,5	0,5	2,2	0,6	0,7
- subventions sur les produits	0,0	:	:	0,0	0,0	0,0	:	:	:	4,0	:	-4,5	0,0	0,1	1,4	-0,9	-0,5
- impôts sur les produits	0,0	-71,0	0,2	0,2	:	0,0	-16,1	:	1,6	1,0	-1,1	:	0,0	:	1,4	-1,6	-3,1
- valeurs au prix de base	0,6	-3,0	0,1	0,8	6,2	-0,5	3,6	0,1	2,6	1,2	-2,1	-3,5	2,1	0,5	2,2	0,7	0,7
Lait																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	-3,6	0,2	0,3	5,8	-0,5	3,4	-0,5	1,6	1,0	-1,1	-4,6	0,0	0,1	1,5	0,4	0,3
- subventions sur les produits	0,0	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	-4,6	0,0	0,1	1,4	-1,0	-0,6
- impôts sur les produits	0,0	-71,0	0,2	0,2	:	0,0	-16,1	:	1,6	1,0	-1,1	:	0,0	:	1,4	-1,6	-3,1
- valeurs au prix de base	0,0	-3,3	0,2	0,3	5,8	-0,5	3,8	-0,5	1,6	1,0	-1,1	-4,6	0,0	0,1	1,5	0,4	0,4
Oeufs																	
- valeurs au prix du producteur	4,2	3,0	-0,1	4,3	8,1	-1,0	-2,6	2,8	25,5	4,0	-0,9	4,7	-0,2	6,5	9,2	2,3	3,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	4,0	:	:	:	6,5	:	4,0	4,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-0,9	:	:	:	:	-0,9	-0,9
- valeurs au prix de base	4,2	3,0	-0,1	4,3	8,1	-1,0	-2,6	2,8	25,5	4,0	-0,9	4,7	-0,2	6,5	9,2	2,3	3,3
Autres produits animaux																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	-16,5	0,0	0,0	0,0	-3,6	1,8	-19,5	-4,0	-19,8	-1,7	11,9	0,0	-21,4	1,5	-0,1
- subventions sur les produits	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	-16,5	0,0	0,0	0,0	-3,6	1,8	-19,5	-4,0	-19,8	-1,7	11,9	0,0	-21,4	1,5	-0,1
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	-4,1	0,8	0,9	-4,1	-1,1	-2,9	1,7	-0,9	-2,9	-2,6	0,7	-0,8	-1,4	0,4	-4,7	-1,4	-1,6
- subventions sur les produits	-5,2	0,6	8,8	-5,5	0,3	-6,7	-25,9	-0,5	-2,2	-2,5	8,7	-6,7	-4,6	-4,2	-15,1	-2,2	-3,9
- impôts sur les produits	-12,1	-71,0	-8,8	-4,6	:	-4,1	-13,9	-1,3	1,6	1,0	-0,1	10,0	0,0	:	1,4	-5,5	-5,8
- valeurs au prix de base	-4,1	0,8	1,7	-4,4	-1,0	-3,3	-2,0	-0,9	-2,9	-2,6	1,5	-1,2	-1,9	-0,1	-6,4	-1,4	-1,8
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	-2,9	-8,0	:	-4,6	0,0	-1,7	1,4	-1,6	-2,0	-1,9	0,0	0,0	0,0	-3,8	-2,1	-2,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-2,0	:	:	:	:	:	-2,0	-2,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	-2,9	-8,0	:	-4,6	0,0	-1,7	1,4	-1,6	-2,0	-1,9	0,0	0,0	0,0	-3,8	-2,1	-2,3
= PRODUCTION AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	-4,1	0,7	0,6	-4,1	-1,3	-2,7	1,5	-0,8	-2,9	-2,6	0,6	-0,8	-1,4	0,4	-4,7	-1,4	-1,6
- subventions sur les produits	-5,2	0,6	8,8	-5,5	0,3	-6,7	-25,9	-0,5	-2,2	-2,4	8,7	-6,7	-4,6	-4,2	-15,1	-2,2	-3,9
- impôts sur les produits	-12,1	-71,0	-8,8	-4,6	:	-4,1	-13,9	-1,3	1,6	1,0	-0,1	10,0	0,0	:	1,4	-5,5	-5,8
- valeurs au prix de base	-4,0	0,7	1,4	-4,4	-1,0	-3,2	-2,0	-0,8	-2,8	-2,6	1,4	-1,2	-1,9	-0,1	-6,3	-1,5	-1,8

Tableau A.4 Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
Volailles									
- valeurs au prix du producteur	13,3	23,3	12,0	-4,5	4,8	10,0	1,4	9,3	10,0
- subventions sur les produits	:	:	12,0	:	:	:	:	:	12,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	13,3	23,3	12,0	-4,5	4,8	10,0	1,4	9,3	10,0
PRODUITS ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	-1,0	3,9	1,9	3,8	3,5	2,0	3,9	3,4	1,9
- subventions sur les produits	-1,9	4,3	10,1	:	:	:	7,4	:	3,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-1,0	3,9	1,9	3,8	3,5	2,0	4,2	3,4	1,9
Laît									
- valeurs au prix du producteur	-1,9	4,3	1,0	4,0	2,9	1,0	7,4	2,8	1,2
- subventions sur les produits	-1,9	4,3	:	:	:	:	7,4	:	3,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-1,9	4,3	1,0	4,0	2,9	1,0	7,4	2,8	1,3
Oeufs									
- valeurs au prix du producteur	4,1	3,3	10,1	5,9	4,5	6,3	-6,1	7,8	6,1
- subventions sur les produits	:	:	10,1	:	:	:	:	:	10,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	4,1	3,3	10,1	5,9	4,5	6,3	-6,1	7,8	6,1
Autres produits animaux									
- valeurs au prix du producteur	:	0,1	-18,0	0,0	0,0	-0,4	1,4	0,0	-5,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,1	-18,0	0,0	0,0	-0,4	1,4	0,0	-5,6
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	4,1	-1,0	14,6	-7,6	0,7	3,4	7,1	-2,2	5,0
- subventions sur les produits	-2,8	-7,8	-28,7	:	-7,4	17,3	-5,3	6,5	-0,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	4,0	-1,3	14,4	-7,9	0,7	3,4	6,7	-1,9	5,0
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	13,0	-35,4	:	1,7	-7,6	0,0	-1,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,0	13,0	-35,4	:	1,7	-7,6	0,0	-1,7
= PRODUCTION AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	3,2	-0,9	14,6	-8,0	0,7	3,3	6,3	-2,2	4,8
- subventions sur les produits	-2,8	-7,8	-28,7	:	-7,4	17,3	-5,3	6,5	-0,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	3,1	-1,2	14,3	-8,3	0,7	3,4	6,0	-1,9	4,8

Tableau A.4 Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	10,0	0,0	-0,3	1,5	:	4,9	1,7	3,6	-1,3	:	5,2	-0,6	1,8	1,7	1,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	10,0	0,0	-0,3	1,5	:	4,9	1,7	3,6	-1,3	:	5,2	-0,6	1,8	1,7	1,6
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	-4,1	0,7	0,6	-3,9	-1,1	-2,6	1,5	-0,7	-2,8	-2,5	0,5	-0,8	-1,1	0,3	-4,4	-1,4	-1,5
- subventions sur les produits	-5,2	0,6	8,8	-5,5	0,3	-6,7	-25,9	-0,5	-2,2	-2,4	8,7	-6,7	-4,6	-4,2	-15,1	-2,2	-3,9
- impôts sur les produits	-12,1	-71,0	-8,8	-4,6	:	-4,0	-13,9	-1,3	1,6	1,0	-0,1	10,0	0,0	:	1,4	-5,5	-5,8
- valeurs au prix de base	-4,0	0,7	1,4	-4,2	-1,0	-3,0	-2,0	-0,7	-2,7	-2,5	1,2	-1,2	-1,7	-0,1	-6,0	-1,4	-1,7
- CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES																	
SEMENCES ET PLANTS	-0,3	0,0	-1,0	-1,6	-4,6	1,3	31,6	1,5	0,0	-5,0	-0,5	-9,8	1,9	-4,9	6,4	-0,8	-0,4
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	-1,0	-5,0	2,0	0,1	-4,6	0,0	6,4	-4,0	0,0	-1,0	0,3	1,6	0,3	-0,8	1,0	-0,4	-0,4
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	-1,0	-5,0	-1,0	-10,8	-7,0	-12,0	-10,6	-1,2	0,0	-10,0	-4,2	-2,0	-6,3	-1,2	-5,7	-6,8	-6,5
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	-1,0	-5,0	-1,0	-1,6	0,5	-12,5	-9,8	-0,8	0,0	-15,0	3,5	-9,2	-0,2	0,1	-6,5	-6,4	-6,3
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	0,0	0,0	-1,0	0,5	4,4	0,0	3,1	-0,8	0,0	10,0	0,3	-1,8	1,1	0,2	-2,5	1,3	0,8
ALIMENTS POUR ANIMAUX	1,9	1,3	0,1	-1,9	8,2	1,3	4,1	-1,7	0,0	-2,0	-0,2	-2,4	-7,0	1,0	0,9	0,7	0,7
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	0,0	-3,0	1,5	-0,3	0,1	0,0	-2,9	2,5	0,0	-1,0	0,2	12,2	1,0	-2,0	0,4	0,5	0,3
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	-1,0	-3,0	1,5	4,2	3,6	0,0	0,9	2,7	-0,1	-1,0	-0,2	5,1	-0,9	0,0	2,7	1,3	1,3
SERVICES AGRICOLES	0,0	-2,9	-6,2	-8,9	2,1	0,0	-1,7	3,2	-1,6	-1,0	0,8	0,0	0,9	0,1	0,6	-1,1	-1,0
AUTRES BIENS ET SERVICES	0,0	0,0	1,5	1,2	-4,6	0,0	-1,4	3,3	0,0	-2,0	0,0	2,8	-1,9	0,7	0,0	0,3	0,2
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE																	
	-11,8	2,4	3,4	-5,0	-2,4	-4,6	-6,5	-0,7	-5,3	-2,9	2,7	-1,2	2,7	-0,3	-13,5	-2,1	-2,8
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE																	
	-1,6	-3,0	-1,2	:	1,9	1,2	:	1,5	0,0	0,0	-0,6	1,0	-2,5	-3,7	-2,7	:	:
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE																	
	-14,7	4,4	6,6	:	-3,0	-6,5	:	-1,6	-9,2	-4,0	7,2	-1,9	9,5	2,0	-18,2	:	:

Tableau A.4 Taux de variation du volume 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	:	0,0	-20,1	1,0	-9,4	0,0	-2,0
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,0	:	0,0	-20,1	1,0	-9,4	0,0	-2,0
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	3,2	-0,9	14,6	-7,9	0,6	3,3	5,0	-2,0	4,7
- subventions sur les produits	-2,8	-7,8	-28,7	:	-7,4	17,3	-5,3	6,5	-0,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	3,1	-1,2	14,3	-8,2	0,6	3,3	4,7	-1,8	4,7
- CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES									
SEMENCES ET PLANTS	:	-3,4	7,4	-13,7	-2,5	-3,1	-5,3	1,8	:
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	:	2,5	14,3	-7,7	7,2	:	-14,2	0,6	:
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	:	-3,8	11,6	19,1	-30,5	5,8	-17,2	1,8	:
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	:	2,2	3,0	-8,0	-6,8	0,0	-11,3	-7,0	:
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	:	2,1	2,0	0,0	6,5	:	-2,8	1,2	:
ALIMENTS POUR ANIMAUX	:	-9,8	2,0	-1,5	12,2	10,1	-1,5	1,9	:
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	:	-0,4	17,8	0,0	6,8	:	-1,2	0,0	:
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	:	-0,4	1,0	15,7	12,5	:	-10,6	0,0	:
SERVICES AGRICOLES	:	0,0	13,0	0,0	:	1,0	-7,6	0,0	:
AUTRES BIENS ET SERVICES	:	3,1	11,8	0,0	4,7	:	1,4	-26,0	:
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE									
	:	1,6	26,3	-22,9	-5,2	:	37,8	-4,1	:
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE									
	:	1,3	-1,0	-7,7	7,2	:	-0,4	0,0	:
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE									
	:	1,8	36,6	-30,0	-5,8	:	81,1	-6,8	:

Tableau A.5. Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ PRODUCTION VÉGÉTALE																	
- valeurs au prix du producteur	14,2	1,9	-0,5	3,4	2,7	5,0	1,4	3,6	3,8	6,8	-0,3	8,2	0,4	-1,6	11,9	3,6	4,0
- subventions sur les produits	8,0	5,6	-11,5	13,1	6,3	11,3	0,0	1,4	9,7	13,3	-8,5	13,4	13,6	25,4	1,8	3,7	4,0
- impôts sur les produits	12,6	:	1,3	20,7	:	-1,6	-130,7	0,9	:	0,0	-6,1	2,2	:	:	:	1,8	1,8
- valeurs au prix de base	13,9	2,5	-2,4	6,0	3,2	5,8	1,7	3,4	4,5	6,9	-1,4	8,7	2,7	2,1	10,3	3,6	4,0
CEREALES (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	9,4	1,7	-4,8	7,5	6,0	5,5	4,5	3,3	-0,6	0,6	-4,4	0,2	-2,2	10,2	8,4	1,8	2,6
- subventions sur les produits	12,2	7,5	-1,9	14,3	63,6	15,4	0,0	0,9	10,8	24,4	-9,0	75,4	14,3	27,0	6,8	11,3	11,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-2,6	:	0,9	:	:	:	:	:	:	:	-0,1	-0,1
- valeurs au prix de base	10,4	3,6	-3,8	10,5	21,3	8,6	3,4	2,5	2,6	5,7	-6,0	26,2	3,7	15,9	7,9	4,9	5,4
PLANTES INDUSTRIELLES																	
- valeurs au prix du producteur	9,2	3,8	6,9	-16,5	10,2	14,1	5,1	5,8	22,2	7,3	2,8	9,1	1,6	9,2	14,9	7,1	7,8
- subventions sur les produits	-64,4	-9,5	-43,7	8,5	-5,3	2,2	:	-1,5	11,7	:	-12,1	-8,6	-7,4	2,5	-20,8	-8,7	-9,3
- impôts sur les produits	12,6	:	1,3	:	:	0,0	-130,7	0,9	:	:	:	:	:	:	:	2,2	2,2
- valeurs au prix de base	3,8	0,5	-8,4	-2,8	3,7	10,7	9,7	4,3	18,8	7,3	-0,7	2,4	-0,6	8,2	7,7	2,1	2,7
PLANTES FOURRAGÈRES																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	-8,6	1,8	-5,1	6,6	-6,2	6,6	0,0	10,0	-2,1	1,1	0,0	-15,0	11,1	-0,1	-0,9
- subventions sur les produits	33,7	:	:	:	5,6	9,9	:	4,6	7,6	11,7	10,8	:	26,7	31,4	7,1	11,1	11,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	2,1	0,0	-8,6	1,8	-4,6	7,0	-6,2	6,5	1,0	10,3	-1,6	1,1	1,4	-13,2	9,5	0,4	-0,2
PRODUITS MARÀCHERS ET HORTICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	3,8	2,1	3,3	1,3	-2,9	2,2	2,6	-0,7	2,4	1,7	5,7	18,3	7,5	2,7	10,4	1,3	2,0
- subventions sur les produits	:	:	:	:	-50,8	0,0	:	:	:	-2,4	:	:	:	0,0	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	-1,9	:	:	:	:	-0,4	-0,4
- valeurs au prix de base	3,8	2,1	3,3	3,8	-2,9	2,2	2,6	-0,7	2,4	1,7	5,7	21,0	7,5	2,7	10,4	1,5	2,2
POMMES DE TERRE (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	84,6	10,0	27,5	20,0	21,0	22,0	38,3	25,9	0,0	60,0	-8,7	8,3	0,0	19,2	28,6	30,9	29,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-13,3	:	:	:	8,5	-9,1	-2,9	12,1	-17,1	:	-6,5	-6,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-2,5	:	:	:	:	-2,5	-2,5
- valeurs au prix de base	84,6	10,0	27,5	20,0	21,0	21,1	38,3	25,9	0,0	59,1	-8,7	8,2	0,6	19,0	28,6	30,5	29,5
FRUITS																	
- valeurs au prix du producteur	44,9	0,0	12,0	12,0	15,1	12,6	8,5	6,5	57,8	20,0	3,5	10,7	-17,4	0,8	2,7	11,7	11,5
- subventions sur les produits	:	:	:	15,6	1,9	6,0	:	:	:	11,1	:	-71,1	:	:	:	-9,3	-9,3
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	9,9	:	:	:	:	2,4	2,4
- valeurs au prix de base	44,9	0,0	12,0	12,3	14,9	12,3	8,5	6,5	57,8	19,9	3,5	0,4	-17,4	0,8	2,7	11,2	10,9
VINS																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	-3,0	7,4	-27,1	-1,9	:	5,5	3,3	:	-0,2	-6,4	:	:	:	-1,7	-1,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-13,9	:	:	:	-13,8	-13,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	-9,9	2,2	:	:	:	-0,1	-0,1
- valeurs au prix de base	:	:	-3,0	7,4	-27,1	-1,9	:	5,5	3,3	:	-0,1	-6,8	:	:	:	-1,7	-1,7

Tableau A.5. Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ PRODUCTION VÉGÉTALE									
- valeurs au prix du producteur	2,2	5,3	-5,0	3,3	7,1	-2,3	10,7	3,3	-1,2
- subventions sur les produits	187,4	10,5	28,0	:	16,5	19,6	20,2	5,3	19,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	2,5	5,6	-5,0	3,3	7,1	-2,0	10,7	3,4	-1,0
CEREALES (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	10,9	-1,6	-11,5	-5,3	:	1,1	5,4	-13,4	-1,4
- subventions sur les produits	:	10,8	28,0	:	:	19,6	:	4,8	21,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	11,6	-0,1	-11,5	-5,3	:	1,6	5,4	-10,0	-1,0
PLANTES INDUSTRIELLES									
- valeurs au prix du producteur	8,5	6,5	22,2	-4,0	:	5,8	11,7	2,4	9,7
- subventions sur les produits	-11,8	11,3	:	:	:	:	-2,4	2,0	0,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	8,4	6,9	22,2	-4,0	:	5,8	11,6	2,3	9,7
PLANTES FOURRAGÈRES									
- valeurs au prix du producteur	-20,8	5,3	6,6	0,8	0,0	0,0	71,9	8,1	-0,5
- subventions sur les produits	-36,9	:	:	:	:	:	:	11,1	-4,3
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-20,8	5,3	6,6	0,8	0,0	0,0	71,9	8,2	-0,5
PRODUITS MARAÎCHERS ET HORTICOLES									
- valeurs au prix du producteur	6,1	6,4	-1,8	-4,8	3,9	10,6	6,5	8,6	5,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	13,7	:	:	:	13,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	6,1	6,4	-1,8	-4,8	3,9	10,6	6,5	8,6	5,2
POMMES DE TERRE (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	-16,8	16,2	-2,4	92,0	20,3	-15,1	13,5	30,3	-8,2
- subventions sur les produits	:	-14,5	:	:	41,1	:	34,9	0,0	29,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-16,8	16,1	-2,4	92,0	20,4	-15,1	14,4	30,0	-8,1
FRUITS									
- valeurs au prix du producteur	-5,3	12,3	-8,6	-52,7	13,6	-22,4	0,2	3,7	-15,5
- subventions sur les produits	:	:	:	:	21,3	:	:	:	21,3
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-5,3	12,3	-8,6	-52,7	13,6	-22,4	0,2	3,7	-15,5
VINS									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	1,3	1,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	1,3	1,3

Tableau A.5. Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
HUILE D'OLIVE																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	4,3	-11,3	:	:	-1,1	:	:	:	-10,0	:	:	:	-3,5	-3,5
- subventions sur les produits	:	:	:	12,2	-24,2	:	:	3,7	:	:	:	:	:	:	:	-8,7	-8,7
- impôts sur les produits	:	:	:	20,7	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	20,7	20,7
- valeurs au prix de base	:	:	:	7,4	-18,1	:	:	0,5	:	:	:	-10,0	:	:	:	-5,8	-5,8
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	:	1,9	0,1	-4,1	2,1	2,7	23,3	5,0	:	-6,4	-10,3	0,0	-1,6	1,7	1,5
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	0,0	:	-7,2	15,1	:	:	400,0	:	70,0	5,2	10,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	:	1,9	0,1	-3,9	2,0	2,7	12,5	5,1	:	-6,4	3,3	0,0	2,1	1,8	1,7
+ PRODUCTION ANIMALE																	
- valeurs au prix du producteur	2,7	8,0	6,0	7,8	10,7	2,3	2,3	4,6	0,2	4,4	7,3	6,7	1,7	2,9	5,8	5,1	5,3
- subventions sur les produits	62,4	83,0	12,3	-15,9	-13,4	20,8	11,7	24,1	74,8	60,2	20,0	31,0	6,0	29,5	6,2	12,2	11,5
- impôts sur les produits	3,4	-0,4	56,7	-57,0	:	-9,3	-10,1	0,9	-73,7	:	-5,4	:	38,5	:	:	-0,5	-8,8
- valeurs au prix de base	4,2	8,9	6,1	6,0	9,4	3,5	2,8	5,0	5,1	5,0	8,2	7,8	2,2	4,2	6,0	5,4	5,6
ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	2,5	9,8	3,7	12,1	12,2	1,6	0,9	6,7	-8,3	5,3	3,7	7,1	8,4	7,4	2,1	5,3	5,2
- subventions sur les produits	71,0	83,0	12,3	-15,9	-13,4	20,8	11,7	24,1	74,8	67,7	20,0	31,5	28,3	40,5	0,8	13,0	10,6
- impôts sur les produits	4,3	:	:	:	:	4,3	-0,4	0,9	:	:	0,5	:	:	:	:	2,3	2,3
- valeurs au prix de base	4,8	11,0	4,1	7,5	10,4	3,5	2,0	7,2	2,5	6,0	5,1	8,7	10,5	10,0	1,9	5,8	5,7
Bovins																	
- valeurs au prix du producteur	-17,7	-11,9	-23,6	1,9	-15,8	-12,0	-7,6	-5,7	-18,2	-23,0	-14,7	-6,3	1,3	1,3	9,8	-13,6	-11,2
- subventions sur les produits	82,2	85,7	15,9	23,8	10,0	25,7	13,7	77,8	76,0	167,3	21,4	57,8	29,0	44,2	6,8	25,9	21,5
- impôts sur les produits	6,4	:	:	:	:	0,0	-0,5	0,9	:	:	-2,8	:	:	:	:	1,0	1,0
- valeurs au prix de base	-9,4	1,8	-18,1	5,7	-12,1	-5,4	-4,0	-3,0	-2,2	-18,7	-8,4	7,5	7,8	8,3	8,6	-8,2	-5,7
Porcins																	
- valeurs au prix du producteur	14,1	15,9	19,0	29,2	26,7	18,0	15,9	25,3	18,5	15,0	20,1	23,5	15,7	16,9	3,2	20,4	19,1
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-89,1	:	:	:	-7,7	:	-93,1	-82,9
- impôts sur les produits	2,2	:	:	:	:	16,7	0,0	:	:	:	2,8	:	:	:	:	8,0	8,0
- valeurs au prix de base	13,7	15,9	19,0	29,2	26,7	18,0	15,9	25,3	18,5	14,6	20,2	23,5	15,7	16,8	3,2	20,4	19,0
Équidés																	
- valeurs au prix du producteur	4,8	2,1	2,0	2,6	0,0	0,0	-9,2	20,1	4,0	8,0	23,9	5,0	0,0	0,0	1,9	-0,2	0,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	4,8	2,1	2,0	2,6	0,0	0,0	-8,9	20,1	4,0	8,0	23,9	5,0	0,0	0,0	1,9	-0,2	0,4
Ovins et caprins																	
- valeurs au prix du producteur	10,0	12,9	25,0	8,0	9,7	25,7	44,5	8,5	19,5	9,0	3,9	18,2	0,0	2,1	-3,8	15,5	11,3
- subventions sur les produits	-25,5	0,0	-30,4	-24,9	-34,2	-22,7	0,5	-21,3	-37,0	-19,4	-14,8	-17,0	-10,0	1,0	-20,1	-25,3	-23,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	0,0	0,9	:	:	-8,7	:	:	:	:	0,6	0,6
- valeurs au prix de base	3,2	9,2	12,7	-0,4	-0,6	16,2	32,9	-2,0	11,4	4,9	0,9	9,6	-5,0	1,8	-8,6	5,6	2,4

Tableau A.5. Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
HUILE D'OLIVE									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	:	:
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX									
- valeurs au prix du producteur	4,7	0,0	2,3	15,3	:	0,0	-21,4	0,0	3,2
- subventions sur les produits	:	5,1	:	:	:	:	:	0,0	3,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	4,7	0,4	2,3	15,3	:	0,0	-21,4	0,0	3,2
+ PRODUCTION ANIMALE									
- valeurs au prix du producteur	8,7	20,4	24,1	13,5	-1,2	8,1	-0,9	6,9	10,9
- subventions sur les produits	31,9	-4,1	1,8	:	:	:	13,2	36,1	16,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	9,0	19,5	24,0	13,5	-1,2	8,1	-0,3	7,5	11,0
ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	13,3	27,0	31,9	17,6	-1,1	14,4	-0,1	7,4	16,8
- subventions sur les produits	142,5	106,8	2,1	:	:	:	74,6	36,1	41,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	14,2	27,1	31,5	17,6	-1,1	14,4	0,8	8,4	16,9
Bovins									
- valeurs au prix du producteur	-16,1	27,6	1,5	53,9	-11,7	1,0	-7,9	-1,5	-0,4
- subventions sur les produits	159,0	:	-56,5	:	:	:	109,6	38,9	80,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-11,8	27,9	1,3	53,9	-11,7	1,0	-6,4	1,4	0,9
Porcins									
- valeurs au prix du producteur	24,5	28,9	47,2	7,1	0,0	19,6	-0,8	12,1	23,2
- subventions sur les produits	:	:	5,0	:	:	:	18,1	0,0	6,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	24,5	28,9	46,8	7,1	0,0	19,6	-0,7	12,1	23,1
Equidés									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	31,2	0,0	11,0	19,0	:	35,7	20,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	0,0	0,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	1,0	31,2	0,0	11,0	19,0	:	32,1	20,7
Ovins et caprins									
- valeurs au prix du producteur	6,5	0,2	21,2	7,9	-35,2	5,6	26,1	5,7	17,3
- subventions sur les produits	24,0	66,6	:	:	:	:	94,1	35,0	69,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	17,9	10,3	21,2	7,9	-35,2	5,6	53,9	8,8	20,8

Tableau A.5. Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
Volailles																	
- valeurs au prix du producteur	10,8	8,3	9,0	13,0	13,8	8,0	4,8	-2,0	0,5	20,0	3,1	-4,2	6,0	3,7	-2,8	7,1	5,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	-60,5	:	:	:	-1,9	-1,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-1,5	:	:	:	:	-1,5	-1,5
- valeurs au prix de base	10,8	8,3	9,0	13,0	13,8	8,0	4,8	-2,0	0,5	20,0	3,1	-4,2	6,0	3,7	-2,8	7,1	5,2
PRODUITS ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	3,2	4,1	8,5	3,4	6,2	3,5	4,3	1,1	6,2	3,3	12,1	5,9	-1,4	-0,8	11,0	4,8	5,3
- subventions sur les produits	:	:	:	-40,0	0,0	0,0	:	:	:	-3,8	:	:	-0,2	-0,5	254,3	-2,6	29,0
- impôts sur les produits	0,0	-0,4	56,7	-57,0	:	-19,4	-16,7	:	-73,7	:	-6,2	:	38,5	:	:	-1,6	-12,7
- valeurs au prix de base	2,7	4,1	8,2	4,0	6,2	3,6	4,1	1,1	7,2	3,9	12,8	5,9	-1,4	-0,7	13,6	4,8	5,5
Lait																	
- valeurs au prix du producteur	5,6	3,9	9,0	3,8	8,8	3,9	4,4	2,9	6,6	4,5	14,7	7,8	1,1	-1,5	13,0	5,9	6,4
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:	-0,2	-0,8	254,3	-2,5	29,6
- impôts sur les produits	0,0	-0,4	56,7	-57,0	:	-19,4	-16,7	:	-73,7	:	-6,3	:	38,5	:	:	-1,6	-12,8
- valeurs au prix de base	5,0	3,9	8,7	4,7	8,8	4,0	4,3	2,9	7,6	5,2	15,6	7,7	0,6	-1,4	16,0	5,9	6,6
Oeufs																	
- valeurs au prix du producteur	-10,4	9,1	4,0	-0,6	-1,4	-1,8	2,3	-7,2	0,0	-7,0	1,2	-5,7	-14,3	6,8	0,3	-2,4	-1,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-3,8	:	:	:	87,8	:	-3,8	-1,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,9	:	:	:	:	0,9	0,9
- valeurs au prix de base	-10,4	9,1	4,0	-0,6	-1,4	-1,8	2,3	-7,2	0,0	-7,0	1,2	-5,7	-14,3	6,9	0,3	-2,4	-1,7
Autres produits animaux																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	8,3	-17,2	4,8	5,0	2,0	-5,3	-1,1	-6,8	0,0	-3,5	0,0	-0,2
- subventions sur les produits	:	:	:	-40,0	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	-40,0	-40,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	8,3	-17,2	4,8	5,0	2,0	-5,3	-1,1	-6,8	0,0	-3,5	0,0	-0,2
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	7,6	5,9	2,8	4,7	6,0	3,8	2,1	3,9	1,3	5,7	3,7	7,6	1,1	0,8	8,1	4,3	4,6
- subventions sur les produits	29,3	12,5	-8,3	9,9	2,1	13,7	9,6	3,4	42,4	23,8	-1,0	18,6	9,8	26,5	4,3	5,5	5,9
- impôts sur les produits	10,1	-0,4	18,2	-17,7	:	-5,1	-19,8	0,9	-73,7	:	-5,5	2,2	38,5	:	:	0,9	-2,6
- valeurs au prix de base	8,4	6,4	1,6	6,0	5,6	4,9	2,5	3,9	4,9	6,1	3,3	8,3	2,4	3,2	7,7	4,4	4,7
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	3,0	1,5	:	0,6	2,0	7,7	4,2	3,0	3,5	2,0	4,2	1,1	5,8	-1,5	2,6	2,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	2,0	:	:	:	:	:	2,0	2,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	3,0	1,5	:	0,6	2,0	7,7	4,2	3,0	3,5	2,0	4,2	1,1	5,8	-1,5	2,6	2,2
= PRODUCTION AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	7,5	5,7	2,8	4,7	5,9	3,8	2,4	3,9	1,3	5,5	3,6	7,6	1,1	0,9	7,6	4,2	4,5
- subventions sur les produits	29,3	12,5	-8,3	9,9	2,1	13,7	9,6	3,4	42,4	20,7	-1,0	18,6	9,8	26,5	4,3	5,4	5,8
- impôts sur les produits	10,1	-0,4	18,2	-17,7	:	-5,1	-19,8	0,9	-73,7	:	-5,5	2,2	38,5	:	:	0,9	-2,6
- valeurs au prix de base	8,3	6,3	1,6	6,0	5,5	4,8	2,8	3,9	4,8	5,9	3,3	8,3	2,4	3,2	7,3	4,3	4,6

Tableau A.5. Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
Volailles									
- valeurs au prix du producteur	17,9	18,9	19,5	5,1	0,0	6,0	-1,4	12,5	11,3
- subventions sur les produits	:	:	1,5	:	:	:	:	:	1,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	17,9	18,9	19,2	5,1	0,0	6,0	-1,4	12,5	11,3
PRODUITS ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	2,7	16,0	10,3	10,3	-1,4	-0,2	-2,1	6,2	2,9
- subventions sur les produits	-9,4	-5,8	-54,2	:	:	:	2,4	:	-2,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	2,4	14,7	10,3	10,3	-1,4	-0,2	-1,7	6,2	2,8
Laît									
- valeurs au prix du producteur	3,8	18,1	10,1	13,4	-2,3	0,0	1,1	9,0	3,5
- subventions sur les produits	-9,4	-5,8	:	:	:	:	2,4	:	-2,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	3,4	16,4	10,1	13,4	-2,3	0,0	1,2	9,0	3,4
Oeufs									
- valeurs au prix du producteur	-3,2	10,2	10,8	1,4	0,0	-1,1	29,8	-8,0	3,0
- subventions sur les produits	:	:	-54,2	:	:	:	:	:	-54,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-3,2	10,2	10,8	1,4	0,0	-1,1	29,8	-8,0	3,0
Autres produits animaux									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	9,6	0,0	0,0	-1,2	-68,7	0,0	-12,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,0	9,6	0,0	0,0	-1,2	-68,7	0,0	-12,6
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	5,3	14,7	7,0	7,9	2,3	2,7	4,6	5,4	4,5
- subventions sur les produits	46,9	2,6	2,3	:	16,5	19,6	13,8	16,1	18,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	5,7	14,2	7,0	7,9	2,3	2,8	4,8	5,7	4,6
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	9,2	42,0	:	7,3	5,4	13,5	12,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,0	9,2	42,0	:	7,3	5,4	13,5	12,8
= PRODUCTION AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	6,2	13,8	7,1	8,3	2,3	2,8	4,7	5,5	4,7
- subventions sur les produits	46,9	2,6	2,3	:	16,5	19,6	13,8	16,1	18,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	6,6	13,4	7,1	8,3	2,3	2,9	4,9	5,8	4,8

Tableau A.5. Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	1,6	3,7	4,2	0,3	:	4,0	3,0	3,2	2,0	:	-1,3	6,4	3,7	2,3	2,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	1,6	3,7	4,2	0,3	:	4,0	3,0	3,2	2,0	:	-1,3	6,4	3,7	2,3	2,6
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	7,5	5,7	2,8	4,7	5,9	3,7	2,4	3,9	1,4	5,5	3,5	7,6	1,0	1,1	7,5	4,2	4,4
- subventions sur les produits	29,3	12,5	-8,3	9,9	2,1	13,7	9,6	3,4	42,4	20,7	-1,0	18,6	9,8	26,5	4,3	5,4	5,8
- impôts sur les produits	10,1	-0,4	18,2	-17,7	:	-5,0	-19,8	0,9	-73,7	:	-5,5	2,2	38,5	:	:	0,9	-2,6
- valeurs au prix de base	8,3	6,2	1,6	5,9	5,5	4,7	2,8	3,9	4,8	5,8	3,2	8,3	2,2	3,3	7,1	4,3	4,6
- CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES																	
SEMENCES ET PLANTS	5,4	4,0	3,4	4,1	-1,1	1,3	-19,1	0,8	6,0	8,0	4,2	14,0	-1,3	9,7	1,5	2,4	2,5
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	-8,0	-4,0	1,5	1,1	1,9	-7,0	-1,9	-4,1	-2,7	13,5	0,8	1,3	-3,5	3,6	-2,7	-0,4	-0,5
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	9,6	20,0	12,8	11,7	7,6	14,5	16,4	4,9	13,4	20,0	25,3	17,9	7,1	18,3	10,4	12,2	12,3
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	0,0	5,0	2,0	1,6	0,5	0,5	0,1	0,7	0,7	1,5	-4,4	1,6	-3,3	0,6	-2,7	0,8	0,4
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	2,7	7,0	0,0	2,1	0,6	1,6	-0,1	2,1	-0,2	4,5	0,0	1,1	1,3	4,9	-2,1	1,2	1,1
ALIMENTS POUR ANIMAUX	4,0	6,4	-1,3	2,2	2,4	6,5	0,3	8,0	2,7	5,3	-0,3	4,8	0,4	5,5	8,0	3,6	4,1
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	5,1	3,0	2,7	3,1	1,1	3,5	7,5	1,9	1,1	4,0	1,2	3,7	1,3	4,7	3,0	2,9	3,0
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	3,0	4,0	0,7	3,9	3,9	3,5	6,8	2,4	5,5	4,0	0,6	5,0	3,7	2,3	1,0	2,7	2,5
SERVICES AGRICOLES	2,0	3,0	1,5	4,3	1,5	2,0	7,7	2,5	3,0	3,5	2,6	4,2	0,3	5,8	0,0	2,4	2,2
AUTRES BIENS ET SERVICES	1,9	5,0	0,6	4,1	3,3	1,0	2,9	2,2	3,0	3,5	2,6	4,3	3,8	0,7	1,0	1,9	1,8
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE																	
	18,0	7,2	2,4	6,9	7,2	5,6	3,7	3,7	6,7	5,5	4,9	11,4	3,9	0,2	13,5	5,3	5,8
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE																	
	2,6	3,0	1,3	:	7,8	2,6	:	1,8	3,0	3,5	2,3	3,3	2,7	3,0	2,2	:	:
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE																	
	23,1	8,6	3,0	:	7,1	6,6	:	4,4	9,6	6,3	8,2	14,1	5,4	-1,7	19,4	:	:

Tableau A.5. Taux de variation des prix nominaux 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	:	0,0	9,1	0,0	7,1	0,0	1,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,0	:	0,0	9,1	0,0	7,1	0,0	1,8
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	6,2	13,1	7,1	8,2	2,3	2,8	4,8	5,1	4,7
- subventions sur les produits	46,9	2,6	2,3	:	16,5	19,6	13,8	16,1	18,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	6,6	12,7	7,1	8,2	2,3	2,9	5,0	5,4	4,8
- CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES									
INTERMÉDIAIRES	:	8,1	10,6	0,0	1,2	:	9,2	10,1	:
SEMENCES ET PLANTS	:	2,9	15,6	0,0	2,7	2,1	8,4	5,0	:
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	:	8,9	6,4	0,0	0,8	:	10,1	12,9	:
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	:	8,2	15,0	0,0	44,0	9,0	11,5	32,2	:
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	:	6,8	12,0	0,0	7,6	2,1	2,3	8,8	:
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	:	6,8	8,0	0,0	6,4	:	8,8	3,7	:
ALIMENTS POUR ANIMAUX	:	6,0	10,0	0,0	0,0	2,0	12,1	8,3	:
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	:	20,5	13,2	0,0	0,2	:	5,9	8,4	:
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	:	20,5	6,3	0,0	0,2	:	6,1	8,4	:
SERVICES AGRICOLES	:	0,0	9,2	0,0	:	8,0	5,4	13,5	:
AUTRES BIENS ET SERVICES	:	20,5	9,2	0,0	2,3	:	5,9	7,7	:
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE									
AUX PRIX DE BASE	:	18,3	2,0	28,8	3,2	:	-3,9	-0,2	:
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE									
DE CAPITAL FIXE	:	12,5	8,4	-0,1	0,0	:	7,1	7,7	:
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE									
AUX PRIX DE BASE	:	20,9	0,2	46,6	3,4	:	-10,7	-5,9	:

Tableau A.6. Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ PRODUCTION VÉGÉTALE																	
- valeurs au prix du producteur	11,8	-1,1	-1,8	0,1	-1,0	3,4	-3,2	1,0	0,7	1,7	-2,3	4,1	-1,9	-3,4	9,4	1,1	1,4
- subventions sur les produits	5,8	2,6	-12,6	9,5	2,4	9,5	-4,5	-1,2	6,5	7,9	-10,4	9,1	10,9	23,1	-0,6	1,3	1,5
- impôts sur les produits	10,3	:	0,0	16,9	:	-3,1	-129,3	-1,7	:	0,0	-8,0	-1,6	:	:	:	-0,2	-0,2
- valeurs au prix de base	11,5	-0,4	-3,6	2,6	-0,6	4,2	-3,0	0,8	1,5	1,8	-3,4	4,6	0,3	0,3	7,8	1,1	1,4
CEREALES (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	7,1	-1,2	-6,0	4,1	2,1	3,8	-0,2	0,7	-3,5	-4,2	-6,3	-3,6	-4,5	8,2	5,9	-0,3	0,5
- subventions sur les produits	9,9	4,4	-3,1	10,7	57,6	13,6	-4,5	-1,7	7,6	18,4	-10,9	68,8	11,6	24,6	4,4	9,0	8,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-4,1	:	-1,7	:	:	:	:	:	:	:	-2,3	-2,3
- valeurs au prix de base	8,1	0,6	-5,0	7,0	16,9	6,9	-1,3	-0,1	-0,4	0,7	-8,0	21,5	1,3	13,8	5,4	2,8	3,2
PLANTES INDUSTRIELLES																	
- valeurs au prix du producteur	7,0	0,8	5,5	-19,1	6,2	12,3	0,3	3,1	18,7	2,2	0,7	5,0	-0,8	7,2	12,3	4,8	5,5
- subventions sur les produits	-65,2	-12,1	-44,4	5,1	-8,8	0,6	:	-4,0	8,4	:	-13,9	-12,0	-9,6	0,6	-22,6	-10,9	-11,5
- impôts sur les produits	10,3	:	0,0	:	:	-1,6	-129,3	-1,7	:	:	:	:	:	:	:	0,6	0,6
- valeurs au prix de base	1,6	-2,4	-9,6	-5,8	0,0	9,0	4,7	1,7	15,4	2,2	-2,7	-1,4	-2,9	6,2	5,3	-0,2	0,4
PLANTES FOURRAGÈRES																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	-2,9	-9,8	-1,5	-8,6	5,0	-10,4	3,9	-2,9	4,8	-4,1	-2,7	-2,3	-16,6	8,6	-2,2	-2,9
- subventions sur les produits	30,9	:	:	:	1,8	8,1	:	2,0	4,4	6,4	8,6	:	23,7	28,9	4,7	8,7	9,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	-2,9	-9,8	-1,5	-8,1	5,3	-10,4	3,8	-2,0	5,0	-3,6	-2,7	-1,0	-14,8	7,0	-1,6	-2,3
PRODUITS MARÂCHERS ET HORTICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	1,7	-0,8	2,0	-1,9	-6,4	0,6	-2,1	-3,2	-0,5	-3,1	3,5	13,9	5,0	0,8	7,9	-1,6	-0,9
- subventions sur les produits	:	:	:	:	-52,6	-1,6	:	:	:	-7,1	:	:	:	-1,8	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	-3,9	:	:	:	:	-2,0	-2,0
- valeurs au prix de base	1,7	-0,8	2,0	0,5	-6,5	0,6	-2,1	-3,2	-0,5	-3,1	3,5	16,5	5,0	0,8	7,9	-1,4	-0,8
POMMES DE TERRE (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	80,8	6,9	25,9	16,2	16,6	20,1	32,0	22,7	-2,9	52,4	-10,5	4,2	-2,3	17,0	25,7	27,5	26,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-14,7	:	:	:	3,3	-10,9	-6,5	9,5	-18,6	:	-8,8	-8,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-4,5	:	:	:	:	-4,5	-4,5
- valeurs au prix de base	80,8	6,9	25,9	16,2	16,6	19,2	32,0	22,7	-2,9	51,5	-10,6	4,1	-1,8	16,8	25,7	27,1	26,2
FRUITS																	
- valeurs au prix du producteur	41,9	-2,9	10,6	8,4	10,9	10,8	3,5	3,8	53,2	14,3	1,4	6,5	-19,3	-1,1	0,3	8,6	8,3
- subventions sur les produits	:	:	:	12,0	-1,8	4,4	:	:	:	5,8	:	-72,2	:	:	:	-11,8	-11,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	7,7	:	:	:	:	0,7	0,7
- valeurs au prix de base	41,9	-2,9	10,6	8,8	10,7	10,5	3,5	3,8	53,2	14,2	1,4	-3,4	-19,3	-1,1	0,3	8,0	7,8
VINS																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	-4,2	4,0	-29,8	-3,4	:	2,8	0,3	:	-2,2	-9,9	:	:	:	-3,7	-3,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-17,1	:	:	:	-17,1	-17,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	-11,7	-1,6	:	:	:	-2,8	-2,8
- valeurs au prix de base	:	:	-4,2	4,0	-29,8	-3,4	:	2,8	0,3	:	-2,1	-10,3	:	:	:	-3,7	-3,7

Tableau A.6. Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ PRODUCTION VÉGÉTALE									
- valeurs au prix du producteur	-2,7	-0,1	-12,5	2,7	4,6	-7,9	3,3	-4,7	-7,1
- subventions sur les produits	173,4	4,8	17,9	:	13,8	12,7	12,2	-2,9	12,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,5	0,1	-12,5	2,7	4,7	-7,6	3,3	-4,6	-7,0
CEREALES (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	5,5	-6,7	-18,5	-5,8	:	-4,7	-1,6	-20,1	-7,3
- subventions sur les produits	:	5,1	17,9	:	:	12,7	:	-3,3	14,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	6,2	-5,3	-18,5	-5,8	:	-4,2	-1,6	-17,0	-6,9
PLANTES INDUSTRIELLES									
- valeurs au prix du producteur	3,2	1,0	12,6	-4,6	:	-0,3	4,3	-5,6	3,2
- subventions sur les produits	-16,1	5,5	:	:	:	:	-8,9	-5,9	-6,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	3,2	1,4	12,6	-4,6	:	-0,3	4,2	-5,6	3,2
PLANTES FOURRAGÈRES									
- valeurs au prix du producteur	-24,6	-0,2	-1,8	0,2	-2,3	-5,7	60,5	-0,3	-6,0
- subventions sur les produits	-39,9	:	:	:	:	:	:	2,5	-11,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-24,7	-0,2	-1,8	0,2	-2,3	-5,7	60,5	-0,2	-6,0
PRODUITS MARAÎCHERS ET HORTICOLES									
- valeurs au prix du producteur	0,9	1,0	-9,6	-5,4	1,5	4,2	-0,5	0,2	-1,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	11,1	:	:	:	11,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,9	1,0	-9,6	-5,4	1,5	4,2	-0,5	0,2	-1,3
POMMES DE TERRE (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	-20,9	10,2	-10,1	90,8	17,5	-20,0	6,0	20,2	-13,3
- subventions sur les produits	:	-18,9	:	:	37,9	:	25,9	-7,8	21,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-20,9	10,1	-10,1	90,8	17,6	-20,0	6,8	19,9	-13,2
FRUITS									
- valeurs au prix du producteur	-10,0	6,5	-15,8	-53,0	10,9	-26,8	-6,5	-4,4	-21,0
- subventions sur les produits	:	:	:	:	18,5	:	:	:	18,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-10,0	6,5	-15,8	-53,0	11,0	-26,8	-6,5	-4,4	-21,0
VINS									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	-6,6	-6,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	-6,6	-6,6

Tableau A.6. Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
HUILE D'OLIVE																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	1,0	-14,5	:	:	-3,6	:	:	:	-13,4	:	:	:	-6,4	-6,4
- subventions sur les produits	:	:	:	8,6	-27,0	:	:	1,1	:	:	:	:	:	:	:	-11,6	-11,6
- impôts sur les produits	:	:	:	16,9	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	16,9	16,9
- valeurs au prix de base	:	:	:	4,0	-21,1	:	:	-2,0	:	:	:	-13,4	:	:	:	-8,7	-8,7
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	-2,9	:	-1,3	-3,5	-5,6	-2,5	0,1	19,7	0,0	:	-9,9	-12,4	-1,9	-3,9	-1,9	-1,9
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	-4,5	:	-9,9	9,6	:	:	388,3	:	66,1	1,9	7,3
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,1	-2,9	:	-1,3	-3,5	-5,4	-2,6	0,1	9,2	0,1	:	-9,9	0,9	-1,9	-0,3	-1,8	-1,8
+ PRODUCTION ANIMALE																	
- valeurs au prix du producteur	0,6	4,9	4,7	4,4	6,7	0,7	-2,3	2,0	-2,7	-0,6	5,1	2,7	-0,7	1,0	3,4	2,5	2,7
- subventions sur les produits	59,1	77,8	10,9	-18,6	-16,6	18,9	6,6	21,0	69,7	52,5	17,6	26,1	3,5	27,1	3,8	9,4	8,8
- impôts sur les produits	1,3	-3,2	54,7	-58,3	:	-10,7	-14,2	-1,7	-74,4	:	-7,3	:	35,3	:	:	-2,4	-10,6
- valeurs au prix de base	2,1	5,7	4,8	2,6	5,4	1,9	-1,9	2,3	2,0	0,0	6,0	3,8	-0,2	2,2	3,6	2,8	3,0
ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	0,4	6,7	2,4	8,6	8,1	0,0	-3,7	4,0	-10,9	0,3	1,6	3,1	5,9	5,4	-0,2	2,6	2,6
- subventions sur les produits	67,5	77,8	10,9	-18,5	-16,6	18,9	6,6	21,0	69,7	59,7	17,6	26,6	25,3	37,9	-1,5	10,2	8,0
- impôts sur les produits	2,1	:	:	:	:	2,7	-4,9	-1,7	:	:	-1,5	:	:	:	:	-0,1	-0,1
- valeurs au prix de base	2,6	7,8	2,8	4,1	6,4	1,9	-2,6	4,5	-0,5	1,0	3,0	4,6	7,9	7,9	-0,5	3,1	3,0
Bovins																	
- valeurs au prix du producteur	-19,4	-14,4	-24,6	-1,4	-18,9	-13,4	-11,8	-8,1	-20,6	-26,7	-16,5	-9,8	-1,1	-0,6	7,3	-15,6	-13,3
- subventions sur les produits	78,4	80,4	14,4	19,9	6,0	23,8	8,5	73,3	70,9	154,6	19,0	51,9	26,0	41,5	4,3	23,0	18,7
- impôts sur les produits	4,2	:	:	:	:	-1,6	-5,0	-1,7	:	:	-4,7	:	:	:	:	-1,5	-1,5
- valeurs au prix de base	-11,3	-1,1	-19,1	2,3	-15,3	-6,9	-8,3	-5,5	-5,0	-22,6	-10,2	3,5	5,3	6,3	6,1	-10,3	-7,9
Porcins																	
- valeurs au prix du producteur	11,7	12,6	17,5	25,1	22,1	16,1	10,6	22,1	15,1	9,5	17,7	18,9	13,0	14,7	0,9	17,4	16,0
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-89,6	:	:	:	-9,4	:	-93,5	-83,4
- impôts sur les produits	0,1	:	:	:	:	14,8	-4,5	:	:	:	0,7	:	:	:	:	5,9	5,9
- valeurs au prix de base	11,4	12,6	17,5	25,1	22,1	16,1	10,6	22,1	15,1	9,2	17,8	18,9	13,0	14,6	0,9	17,3	16,0
Équidés																	
- valeurs au prix du producteur	2,7	-0,8	0,7	-0,6	-3,6	-1,6	-13,3	17,1	1,0	2,9	21,3	1,1	-2,3	-1,9	-0,4	-3,3	-2,4
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	-4,5	:	:	:	:	:	:	:	:	-4,5	-4,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	2,6	-0,8	0,7	-0,6	-3,6	-1,6	-13,1	17,1	1,0	2,9	21,3	1,1	-2,3	-1,9	-0,4	-3,2	-2,4
Ovins et caprins																	
- valeurs au prix du producteur	7,7	9,7	23,4	4,6	5,7	23,7	37,9	5,8	16,0	3,8	1,8	13,8	-2,3	0,2	-6,0	12,0	8,1
- subventions sur les produits	-27,0	-2,9	-31,3	-27,3	-36,6	-23,9	-4,1	-23,3	-38,8	-23,2	-16,5	-20,1	-12,1	-0,9	-21,9	-27,6	-26,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	-4,5	-1,7	:	:	-10,6	:	:	:	:	-2,5	-2,5
- valeurs au prix de base	1,1	6,1	11,3	-3,6	-4,2	14,4	26,8	-4,5	8,1	-0,1	-1,1	5,5	-7,2	0,0	-10,7	2,5	-0,5

Tableau A.6. Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
HUILE D'OLIVE									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	:	:
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX									
- valeurs au prix du producteur	-0,4	-5,1	-5,8	14,6	:	-5,7	-26,6	-7,8	-2,2
- subventions sur les produits	:	-0,3	:	:	:	:	:	-7,8	-3,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-0,4	-4,7	-5,8	14,6	:	-5,7	-26,6	-7,8	-2,2
+ PRODUCTION ANIMALE									
- valeurs au prix du producteur	3,4	14,2	14,3	12,8	-3,5	1,9	-7,5	-1,4	4,3
- subventions sur les produits	25,4	-9,0	-6,3	:	:	:	5,7	25,5	9,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	3,7	13,3	14,2	12,8	-3,5	1,9	-6,9	-0,8	4,3
ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	7,8	20,5	21,4	16,9	-3,4	7,8	-6,7	-0,9	9,6
- subventions sur les produits	130,7	96,1	-6,0	:	:	:	63,0	25,5	31,3
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	8,6	20,6	21,1	16,9	-3,4	7,8	-5,9	0,0	9,8
Bovins									
- valeurs au prix du producteur	-20,2	21,0	-6,5	53,0	-13,7	-4,8	-14,0	-9,1	-6,1
- subventions sur les produits	146,4	:	-59,9	:	:	:	95,7	28,1	68,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-16,1	21,3	-6,7	53,0	-13,7	-4,8	-12,6	-6,5	-4,9
Porcins									
- valeurs au prix du producteur	18,4	22,3	35,6	6,5	-2,3	12,7	-7,4	3,4	15,8
- subventions sur les produits	:	:	-3,3	:	:	:	10,3	-7,8	-1,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	18,4	22,3	35,2	6,5	-2,3	12,7	-7,3	3,4	15,7
Equidés									
- valeurs au prix du producteur	:	-5,1	20,8	-0,6	8,4	12,2	:	25,2	13,5
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	-7,8	-7,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	-4,2	20,8	-0,6	8,4	12,2	:	21,8	13,4
Ovins et caprins									
- valeurs au prix du producteur	1,3	-5,0	11,6	7,3	-36,7	-0,5	17,7	-2,5	8,5
- subventions sur les produits	17,9	58,0	:	:	:	:	81,2	24,5	57,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	12,1	4,7	11,6	7,3	-36,7	-0,5	43,7	0,4	11,9

Tableau A.6. Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
Volailles																	
- valeurs au prix du producteur	8,5	5,2	7,6	9,5	9,7	6,3	0,0	-4,5	-2,4	14,3	1,0	-7,8	3,5	1,7	-5,1	4,5	2,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	:	-62,0	:	:	:	-3,5	-3,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-3,5	:	:	:	:	-3,5	-3,5
- valeurs au prix de base	8,5	5,2	7,6	9,5	9,7	6,3	0,0	-4,5	-2,4	14,3	1,0	-7,8	3,5	1,7	-5,1	4,5	2,7
PRODUITS ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	1,0	1,1	7,1	0,1	2,3	1,8	-0,5	-1,5	3,2	-1,6	9,9	1,9	-3,7	-2,6	8,5	2,3	2,8
- subventions sur les produits	:	:	:	-41,9	0,0	-1,6	:	:	:	-8,4	:	:	-2,5	-2,3	246,2	-4,9	26,0
- impôts sur les produits	-2,1	-3,2	54,7	-58,3	:	-20,6	-20,5	:	-74,4	:	-8,1	:	35,3	:	:	-3,4	-14,3
- valeurs au prix de base	0,6	1,1	6,8	0,8	2,3	1,9	-0,6	-1,5	4,1	-1,0	10,5	1,9	-3,7	-2,6	11,0	2,3	3,0
Laît																	
- valeurs au prix du producteur	3,4	0,9	7,6	0,6	4,8	2,3	-0,3	0,3	3,5	-0,5	12,3	3,8	-1,3	-3,3	10,5	3,4	3,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	:	:	-2,5	-2,7	246,2	-4,8	26,7
- impôts sur les produits	-2,1	-3,2	54,7	-58,3	:	-20,6	-20,5	:	-74,4	:	-8,2	:	35,3	:	:	-3,4	-14,3
- valeurs au prix de base	2,9	0,9	7,3	1,4	4,8	2,4	-0,4	0,3	4,5	0,2	13,2	3,7	-1,8	-3,3	13,4	3,4	4,1
Oeufs																	
- valeurs au prix du producteur	-12,3	6,0	2,7	-3,7	-5,0	-3,3	-2,3	-9,5	-2,9	-11,4	-0,8	-9,2	-16,3	4,8	-2,0	-4,8	-4,1
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-8,4	:	:	:	84,3	:	-8,4	-6,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-1,1	:	:	:	:	-1,1	-1,1
- valeurs au prix de base	-12,3	6,0	2,7	-3,7	-5,0	-3,3	-2,3	-9,5	-2,9	-11,4	-0,8	-9,2	-16,3	4,9	-2,0	-4,8	-4,1
Autres produits animaux																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	-2,9	-1,3	3,2	-3,6	6,6	-21,0	2,1	1,9	-2,9	-7,2	-4,8	-9,0	-1,9	-5,7	-2,6	-2,7
- subventions sur les produits	:	:	:	-41,9	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	-41,9	-41,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,1	-2,9	-1,3	3,1	-3,6	6,6	-21,0	2,1	1,9	-2,9	-7,2	-4,8	-9,0	-1,9	-5,7	-2,6	-2,7
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	5,4	2,8	1,5	1,4	2,1	2,2	-2,5	1,3	-1,7	0,6	1,6	3,6	-1,3	-1,1	5,7	1,7	2,0
- subventions sur les produits	26,7	9,3	-9,5	6,4	-1,6	11,9	4,6	0,8	38,3	17,9	-3,0	14,2	7,2	24,2	1,9	3,0	3,4
- impôts sur les produits	7,8	-3,2	16,7	-20,3	:	-6,6	-23,4	-1,7	-74,4	:	-7,4	-1,6	35,3	:	:	-1,1	-4,5
- valeurs au prix de base	6,1	3,3	0,3	2,6	1,8	3,2	-2,1	1,3	1,8	1,0	1,2	4,2	0,0	1,3	5,3	1,8	2,1
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	0,1	0,2	:	-3,1	0,4	2,8	1,6	0,0	-1,4	-0,1	0,3	-1,3	3,8	-3,8	0,0	-0,4
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-2,8	:	:	:	:	:	-2,8	-2,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,1	0,1	0,2	:	-3,1	0,4	2,8	1,6	0,0	-1,5	-0,1	0,3	-1,3	3,8	-3,8	0,0	-0,4
= PRODUCTION AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	5,3	2,7	1,5	1,4	2,0	2,1	-2,2	1,3	-1,6	0,5	1,5	3,6	-1,3	-1,0	5,2	1,6	1,9
- subventions sur les produits	26,7	9,3	-9,5	6,4	-1,6	11,9	4,6	0,8	38,3	15,0	-3,0	14,2	7,2	24,2	1,9	3,0	3,4
- impôts sur les produits	7,8	-3,2	16,7	-20,3	:	-6,6	-23,4	-1,7	-74,4	:	-7,4	-1,6	35,3	:	:	-1,1	-4,5
- valeurs au prix de base	6,1	3,2	0,3	2,6	1,7	3,1	-1,9	1,3	1,8	0,8	1,2	4,2	0,0	1,3	4,8	1,8	2,1

Tableau A.6. Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
Volailles									
- valeurs au prix du producteur	12,2	12,8	10,0	4,4	-2,3	-0,1	-8,0	3,8	4,2
- subventions sur les produits	:	:	-6,5	:	:	:	:	:	-6,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	12,2	12,8	9,7	4,4	-2,3	-0,1	-8,0	3,8	4,1
PRODUITS ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	-2,3	10,0	1,5	9,7	-3,6	-6,0	-8,6	-2,1	-3,1
- subventions sur les produits	-13,8	-10,6	-57,8	:	:	:	-4,4	:	-8,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,6	8,8	1,5	9,7	-3,6	-6,0	-8,2	-2,1	-3,1
Laît									
- valeurs au prix du producteur	-1,3	12,0	1,4	12,7	-4,6	-5,7	-5,6	0,5	-2,4
- subventions sur les produits	-13,8	-10,6	:	:	:	:	-4,4	:	-8,3
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-1,6	10,4	1,4	12,7	-4,6	-5,7	-5,5	0,5	-2,5
Oeufs									
- valeurs au prix du producteur	-7,9	4,5	2,0	0,8	-2,3	-6,8	21,2	-15,1	-3,2
- subventions sur les produits	:	:	-57,8	:	:	:	:	:	-57,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-7,9	4,5	2,0	0,8	-2,3	-6,8	21,2	-15,1	-3,2
Autres produits animaux									
- valeurs au prix du producteur	:	-5,1	0,9	-0,6	-2,3	-6,9	-70,8	-7,8	-17,5
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	-5,1	0,9	-0,6	-2,3	-6,9	-70,8	-7,8	-17,5
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	0,2	8,8	-1,4	7,2	-0,1	-3,2	-2,3	-2,8	-1,7
- subventions sur les produits	39,7	-2,7	-5,8	:	13,8	12,7	6,2	7,1	11,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,5	8,3	-1,4	7,2	-0,1	-3,1	-2,1	-2,5	-1,6
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	:	-5,1	0,6	41,1	:	1,1	-1,6	4,7	5,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	-5,1	0,6	41,1	:	1,1	-1,6	4,7	5,6
= PRODUCTION AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	1,1	7,9	-1,4	7,6	-0,1	-3,1	-2,3	-2,7	-1,6
- subventions sur les produits	39,7	-2,7	-5,8	:	13,8	12,7	6,2	7,1	11,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	1,4	7,5	-1,4	7,6	-0,1	-3,0	-2,1	-2,4	-1,5

Tableau A.6. Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	-2,9	0,3	0,4	0,4	-1,2	:	1,4	0,0	-1,8	-0,1	:	-3,6	4,4	1,3	-0,2	0,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,1	-2,9	0,3	0,4	0,5	-1,2	:	1,4	0,0	-1,8	-0,1	:	-3,6	4,4	1,3	-0,2	0,2
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	5,3	2,7	1,5	1,4	2,0	2,0	-2,2	1,3	-1,6	0,5	1,4	3,6	-1,4	-0,8	5,0	1,6	1,9
- subventions sur les produits	26,7	9,3	-9,5	6,4	-1,6	11,9	4,6	0,8	38,3	15,0	-3,0	14,2	7,2	24,2	1,9	3,0	3,4
- impôts sur les produits	7,8	-3,2	16,7	-20,3	:	-6,5	-23,4	-1,7	-74,4	:	-7,4	-1,6	35,3	:	:	-1,1	-4,5
- valeurs au prix de base	6,0	3,2	0,3	2,5	1,7	3,0	-1,9	1,3	1,7	0,8	1,1	4,2	-0,2	1,4	4,7	1,7	2,0
- CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES																	
SEMENCES ET PLANTS	3,2	1,0	2,1	0,8	-4,7	-0,3	-22,8	-1,8	2,9	2,9	2,1	9,7	-3,6	7,6	-0,9	-0,2	-0,1
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	-9,9	-6,7	0,2	-2,1	-1,8	-8,5	-6,4	-6,5	-5,5	8,1	-1,3	-2,5	-5,8	1,7	-4,9	-2,9	-3,0
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	7,3	16,6	11,4	8,1	3,7	12,7	11,1	2,2	10,1	14,3	22,7	13,5	4,6	16,1	7,9	9,7	9,7
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	-2,1	2,0	0,7	-1,6	-3,2	-1,1	-4,4	-1,8	-2,2	-3,3	-6,3	-2,2	-5,6	-1,3	-4,9	-1,4	-1,8
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	0,6	3,9	-1,3	-1,1	-3,1	0,0	-4,6	-0,5	-3,1	-0,5	-2,0	-2,7	-1,1	3,0	-4,3	-1,1	-1,3
ALIMENTS POUR ANIMAUX	1,9	3,4	-2,6	-1,0	-1,3	4,9	-4,2	5,3	-0,3	0,3	-2,3	0,9	-1,9	3,5	5,5	1,2	1,6
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	3,0	0,1	1,4	-0,2	-2,6	1,9	2,6	-0,7	-1,8	-1,0	-0,8	-0,2	-1,1	2,7	0,6	0,6	0,7
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	0,9	1,0	-0,6	0,6	0,1	1,9	1,9	-0,2	2,4	-1,0	-1,5	1,1	1,3	0,4	-1,3	0,4	0,1
SERVICES AGRICOLES	-0,1	0,1	0,2	1,0	-2,2	0,4	2,8	-0,1	0,0	-1,4	0,5	0,3	-2,0	3,8	-2,3	-0,2	-0,4
AUTRES BIENS ET SERVICES	-0,2	2,0	-0,7	0,8	-0,5	-0,6	-1,7	-0,4	0,0	-1,4	0,5	0,4	1,4	-1,1	-1,3	-0,5	-0,6
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE																	
	15,6	4,1	1,1	3,5	3,3	3,9	-1,0	1,1	3,6	0,5	2,8	7,2	1,5	-1,7	10,9	2,6	3,2
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE																	
	0,5	0,1	0,0	:	3,9	1,0	:	-0,8	0,0	-1,4	0,3	-0,6	0,3	1,1	-0,1	:	:
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE																	
	20,5	5,5	1,7	:	3,2	5,0	:	1,8	6,4	1,2	6,0	9,8	2,9	-3,5	16,7	:	:

Tableau A.6. Taux de variation des prix réels 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)									
- valeurs au prix du producteur	:	-5,1	:	-0,6	6,5	-5,7	0,0	-7,8	-4,4
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	-5,1	:	-0,6	6,5	-5,7	0,0	-7,8	-4,4
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	1,1	7,3	-1,4	7,5	-0,1	-3,1	-2,1	-3,1	-1,6
- subventions sur les produits	39,7	-2,7	-5,8	:	13,8	12,7	6,2	7,1	11,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	1,4	6,9	-1,4	7,5	0,0	-3,1	-1,9	-2,7	-1,5
- CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES									
SEMENCES ET PLANTS	:	-2,4	6,5	-0,6	0,3	-3,8	1,2	-3,2	:
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	:	3,3	-2,0	-0,6	-1,5	:	2,8	4,1	:
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	:	2,6	5,9	-0,6	40,7	2,7	4,1	21,9	:
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	:	1,3	3,1	-0,6	5,1	-3,8	-4,5	0,4	:
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	:	1,3	-0,5	-0,6	3,9	:	1,6	-4,4	:
ALIMENTS POUR ANIMAUX	:	0,5	1,3	-0,6	-2,3	-3,9	4,6	-0,1	:
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	:	14,3	4,2	-0,6	-2,1	:	-1,1	0,0	:
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	:	14,3	-2,1	-0,6	-2,1	:	-1,0	0,0	:
SERVICES AGRICOLES	:	-5,1	0,6	-0,6	:	1,8	-1,6	4,7	:
AUTRES BIENS ET SERVICES	:	14,3	0,6	-0,6	-0,1	:	-1,1	-0,7	:
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE									
	:	12,3	-6,1	28,0	0,8	:	-10,3	-8,0	:
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE									
	:	6,7	-0,2	-0,7	-2,3	:	0,0	-0,6	:
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE									
	:	14,6	-7,7	45,7	1,0	:	-16,7	-13,2	:

Tableau A.7. Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ PRODUCTION VÉGÉTALE																	
- valeurs au prix du producteur	7,1	0,1	0,8	-2,6	-1,9	-0,2	5,1	1,5	-8,4	5,2	1,9	8,2	-5,7	-2,0	3,1	0,8	0,8
- subventions sur les produits	2,6	6,4	-2,4	6,3	5,7	1,9	9,0	0,9	2,1	11,9	1,6	6,3	4,1	17,7	-12,0	2,3	1,6
- impôts sur les produits	-4,3	:	-11,1	10,0	:	-8,6	:	-0,4	:	:	-0,1	12,4	:	:	:	-5,9	-5,9
- valeurs au prix de base	7,0	1,2	0,4	-0,2	-0,9	0,1	5,7	1,4	-7,1	5,3	1,9	8,0	-4,0	0,9	0,5	1,0	1,0
CEREALES (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	-3,0	2,2	4,0	-1,5	-26,0	-3,5	4,4	-0,6	-11,0	0,5	3,1	-12,7	-12,9	3,0	-13,9	-4,6	-5,1
- subventions sur les produits	1,5	10,9	7,5	6,4	6,6	4,7	9,7	0,8	1,3	22,3	3,0	21,2	1,3	17,8	-13,1	5,4	4,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-11,6	:	-0,6	:	:	:	:	:	:	:	-3,9	-3,9
- valeurs au prix de base	-1,5	5,0	5,2	2,0	-16,9	-1,0	6,2	-0,1	-7,6	5,2	3,1	0,9	-7,8	8,1	-13,7	-1,3	-2,1
PLANTES INDUSTRIELLES																	
- valeurs au prix du producteur	-1,6	-9,0	3,1	-21,4	0,5	0,7	-2,1	0,5	-5,6	3,5	9,7	1,4	7,5	5,9	9,0	-0,5	0,4
- subventions sur les produits	-60,8	-24,1	-36,7	3,9	-6,5	-10,1	:	-5,7	-7,5	:	-1,9	-11,3	19,8	-6,2	-19,8	-10,9	-11,6
- impôts sur les produits	-4,3	:	-11,1	:	:	0,0	:	0,1	:	:	:	:	:	:	:	-9,3	-9,3
- valeurs au prix de base	-4,4	-12,9	-7,1	-7,7	-2,3	-2,4	2,1	-0,8	-6,2	3,5	7,1	-3,3	10,0	4,0	3,5	-3,6	-3,0
PLANTES FOURRAGÈRES																	
- valeurs au prix du producteur	1,5	0,0	-8,1	-0,9	-3,4	8,0	2,3	3,9	0,1	10,0	-3,1	-10,2	-6,5	-11,2	25,0	0,0	-0,4
- subventions sur les produits	35,7	:	:	:	7,5	16,3	:	2,0	7,7	11,7	-2,3	:	18,2	37,2	21,2	14,5	16,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	3,7	0,0	-8,1	-0,9	-2,9	8,8	2,3	3,9	1,1	10,3	-3,1	-10,2	-5,2	-9,4	23,4	0,7	0,4
PRODUITS MARÀCHERS ET HORTICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	6,3	2,2	2,3	-0,2	-1,6	2,2	2,2	-2,6	-2,8	1,8	5,9	21,9	6,1	2,7	8,2	1,1	1,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	-50,0	0,0	:	:	:	-2,0	:	:	:	0,0	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	-0,4	:	:	:	:	-0,1	-0,1
- valeurs au prix de base	6,3	2,2	2,3	2,3	-1,7	2,2	2,2	-2,6	-2,8	1,8	5,9	24,6	6,1	2,7	8,2	1,3	1,8
POMMES DE TERRE (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	39,8	4,5	26,8	13,3	14,7	20,8	40,3	22,0	-18,4	53,6	-6,7	5,3	-11,9	15,0	32,2	25,5	25,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-16,1	:	:	:	4,2	-9,4	-5,6	0,0	-20,0	:	-9,8	-9,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	39,8	4,5	26,8	13,3	14,7	19,8	40,3	22,0	-18,4	52,7	-7,0	5,2	-11,4	14,8	32,2	25,1	25,4
FRUITS																	
- valeurs au prix du producteur	1,3	-10,0	-8,9	2,6	16,4	6,9	8,5	5,5	-16,0	8,0	-5,8	14,1	-0,6	0,7	6,6	8,3	8,2
- subventions sur les produits	:	:	:	13,1	14,0	-3,1	:	:	:	0,0	:	-57,4	:	:	:	-3,9	-3,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	1,3	-10,0	-8,9	3,6	16,2	6,4	8,5	5,5	-16,0	7,9	-5,8	7,5	-0,6	0,7	6,6	8,0	7,9
VINS																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	-2,1	4,1	-44,0	-8,4	:	2,1	-11,4	:	5,8	3,0	:	:	:	-7,3	-7,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-5,3	:	:	:	-5,2	-5,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-6,7	:	:	:	:	0,0	12,4	:	:	:	2,6	2,6
- valeurs au prix de base	:	:	-2,1	4,1	-44,0	-8,4	:	2,1	-11,4	:	5,9	2,6	:	:	:	-7,3	-7,3

Tableau A.7. Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ PRODUCTION VÉGÉTALE									
- valeurs au prix du producteur	10,8	-7,5	21,0	-9,1	0,4	4,6	49,6	-4,5	9,2
- subventions sur les produits	223,7	-10,0	-94,6	:	7,9	40,3	0,0	2,6	18,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	11,1	-7,6	20,6	-9,6	0,5	5,0	49,3	-4,1	9,3
CEREALES (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	33,4	-18,9	30,0	-16,6	:	22,5	76,3	-10,9	24,7
- subventions sur les produits	:	-11,4	68,0	:	:	40,3	:	6,5	36,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	34,3	-18,0	30,0	-16,6	:	23,0	76,3	-7,6	24,9
PLANTES INDUSTRIELLES									
- valeurs au prix du producteur	28,5	24,7	52,0	-14,2	:	3,1	62,7	-34,5	19,3
- subventions sur les produits	3,3	-2,3	:	:	:	:	0,0	-18,6	-43,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	28,5	21,8	52,0	-18,2	:	3,1	61,9	-32,7	18,9
PLANTES FOURRAGÈRES									
- valeurs au prix du producteur	-18,1	3,7	4,2	-5,9	0,0	-1,4	130,4	2,0	-1,3
- subventions sur les produits	-31,1	:	:	:	:	:	:	3,2	-6,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-18,1	3,7	4,2	-5,9	0,0	-1,4	130,4	2,0	-1,3
PRODUITS MARAÎCHERS ET HORTICOLES									
- valeurs au prix du producteur	-6,1	0,3	16,1	-6,9	2,4	5,3	25,4	11,1	8,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	10,6	:	:	:	10,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-6,1	0,3	16,1	-6,9	2,4	5,3	25,4	11,1	8,3
POMMES DE TERRE (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	-36,8	-13,9	-2,4	13,1	-2,1	-28,5	-16,1	2,0	-24,1
- subventions sur les produits	:	99,3	:	:	14,9	:	0,0	0,0	1,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-36,8	-13,8	-2,4	13,1	-2,0	-28,5	-15,3	2,0	-24,0
FRUITS									
- valeurs au prix du producteur	-21,3	13,8	-2,8	-38,4	-9,3	4,3	-7,2	-21,7	-2,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	-10,7	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-21,3	13,8	-4,7	-38,4	-9,4	4,3	-7,2	-21,7	-2,9
VINS									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	4,1	4,1
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	4,1	4,1

Tableau A.7. Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
HUILE D'OLIVE																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	-4,9	31,4	:	:	-1,3	:	:	:	-45,8	:	:	:	4,8	4,8
- subventions sur les produits	:	:	:	2,2	12,2	:	:	4,2	:	:	:	:	:	:	:	6,9	6,9
- impôts sur les produits	:	:	:	10,0	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	-2,1	21,2	:	:	0,5	:	:	:	-45,8	:	:	:	5,7	5,7
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	-10,0	:	1,9	0,1	-4,1	5,3	14,3	57,3	-5,0	:	3,0	-7,1	0,0	-2,2	1,1	0,4
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	0,0	:	18,4	4,2	:	:	400,0	:	25,9	2,4	4,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	-10,0	:	1,9	0,1	-3,9	4,8	14,3	43,5	-4,9	:	3,0	6,9	0,0	-0,3	1,1	0,5
+ PRODUCTION ANIMALE																	
- valeurs au prix du producteur	0,2	10,4	6,6	7,6	15,8	2,3	3,5	5,8	1,6	0,3	6,7	4,8	4,2	4,0	3,0	5,5	5,4
- subventions sur les produits	53,5	83,0	12,4	-17,1	-10,6	19,1	-22,7	24,4	80,0	49,9	23,4	20,9	5,5	31,6	-11,1	6,1	2,1
- impôts sur les produits	0,0	-71,1	57,0	-56,9	:	-9,3	-23,2	-0,2	-73,3	:	-6,3	:	38,5	:	:	-2,4	-11,6
- valeurs au prix de base	1,6	11,3	6,6	5,6	13,9	3,4	-0,9	6,1	6,7	0,9	7,7	5,5	4,3	5,3	1,0	5,6	5,3
ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	-1,2	15,2	4,6	10,8	16,2	1,9	0,7	8,6	-8,3	-3,2	4,3	6,2	10,9	9,3	-3,8	5,5	5,1
- subventions sur les produits	61,1	83,0	12,4	-17,1	-10,6	19,1	-22,4	24,4	80,0	55,2	23,4	21,3	25,6	43,5	-15,9	6,6	0,9
- impôts sur les produits	0,0	:	:	:	:	4,3	-12,5	-0,2	:	:	0,0	:	:	:	:	-0,7	-0,7
- valeurs au prix de base	0,9	16,4	5,0	6,2	14,3	3,7	-5,3	9,1	2,8	-2,5	5,9	7,2	12,5	11,9	-6,5	5,6	4,7
Bovins																	
- valeurs au prix du producteur	-22,6	-12,8	-24,0	3,0	-13,7	-12,9	-8,7	-7,0	-15,9	-31,5	-12,1	-12,3	-0,6	4,3	1,9	-14,8	-12,9
- subventions sur les produits	71,2	85,7	15,8	25,2	12,8	23,3	-19,0	75,1	81,1	137,9	24,5	47,7	26,4	48,5	-5,3	18,0	12,4
- impôts sur les produits	0,0	:	:	:	:	-5,6	-13,7	-0,5	:	:	0,0	:	:	:	:	-4,1	-4,1
- valeurs au prix de base	-14,9	0,8	-18,4	6,8	-9,9	-6,5	-11,9	-4,4	0,6	-27,7	-5,7	0,6	5,7	11,6	-1,0	-10,0	-8,3
Porcins																	
- valeurs au prix du producteur	11,6	21,7	20,5	27,8	31,9	19,2	19,5	27,7	8,3	5,8	17,9	18,2	18,1	18,2	-5,3	20,7	19,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-90,0	:	:	:	-6,7	:	-93,5	-83,8
- impôts sur les produits	0,0	:	:	:	:	40,0	0,0	:	:	:	0,0	:	:	:	:	14,2	14,2
- valeurs au prix de base	11,3	21,7	20,5	27,8	31,9	19,2	19,5	27,7	8,3	5,4	17,9	18,2	18,1	18,1	-5,3	20,6	19,3
Equidés																	
- valeurs au prix du producteur	5,1	2,1	-18,0	2,6	10,1	0,0	-4,3	40,2	-37,2	3,7	6,2	41,2	16,7	0,0	1,9	1,9	1,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	-71,4	:	:	:	:	:	:	:	:	-71,4	-71,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	5,1	2,1	-18,0	2,6	10,1	0,0	-4,6	40,2	-37,2	3,7	6,2	41,2	16,7	0,0	1,9	1,8	1,7
Ovins et caprins																	
- valeurs au prix du producteur	9,2	27,6	27,7	5,8	14,0	30,0	38,2	10,7	36,9	9,0	9,4	6,3	0,0	-11,5	-23,4	17,0	6,6
- subventions sur les produits	-26,0	0,0	-28,8	-26,4	-31,7	-20,1	-38,6	-19,9	-27,8	-19,4	-6,6	-25,4	-18,2	-12,5	-44,9	-27,9	-33,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	-10,0	3,0	:	:	0,0	:	:	:	:	-1,0	-1,0
- valeurs au prix de base	2,5	19,0	15,1	-2,5	3,3	20,2	8,0	-0,1	27,6	4,9	6,9	-1,5	-9,5	-11,7	-30,5	5,7	-4,3

Tableau A.7. Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
HUILE D'OLIVE									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	:	:
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX									
- valeurs au prix du producteur	4,7	-69,2	3,4	0,0	:	0,0	17,8	0,0	0,1
- subventions sur les produits	:	-33,1	:	:	:	:	:	0,0	-23,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	4,7	-67,8	3,4	0,0	:	0,0	17,8	0,0	0,1
+ PRODUCTION ANIMALE									
- valeurs au prix du producteur	8,4	29,1	24,6	11,8	5,1	7,7	-10,8	9,4	10,2
- subventions sur les produits	26,4	-0,3	5,1	:	:	:	8,5	74,8	17,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	8,7	27,9	24,5	11,8	5,1	7,7	-10,0	10,5	10,3
ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	13,6	43,2	31,3	8,7	6,7	12,0	-18,1	9,2	14,0
- subventions sur les produits	118,8	77,3	5,4	:	:	:	3,8	74,8	37,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	14,5	43,2	31,0	8,5	6,7	12,0	-17,7	11,0	14,1
Bovins									
- valeurs au prix du producteur	-20,4	37,0	-13,7	41,9	-0,3	-11,0	-53,8	-0,5	-13,2
- subventions sur les produits	145,8	:	-63,0	:	:	:	4,8	87,5	94,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-16,3	37,3	-13,9	41,1	-0,3	-11,0	-53,1	4,3	-11,8
Porcins									
- valeurs au prix du producteur	23,3	45,1	36,9	-1,5	4,3	15,2	-12,6	7,1	17,7
- subventions sur les produits	:	:	-2,4	:	:	:	4,8	0,0	-1,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	23,3	45,1	36,5	-1,5	4,3	15,2	-12,5	7,0	17,7
Equidés									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	5,0	0,0	43,4	19,0	:	46,7	18,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	0,0	0,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	1,0	5,0	0,0	43,4	19,0	:	41,6	18,1
Ovins et caprins									
- valeurs au prix du producteur	-29,0	19,5	21,9	-28,1	-32,4	0,7	-32,9	16,6	11,2
- subventions sur les produits	-17,4	42,9	:	:	:	:	3,1	35,0	5,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-21,4	24,2	21,9	-28,1	-32,4	0,7	-18,2	18,7	10,6

Tableau A.7. Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
Volailles																	
- valeurs au prix du producteur	7,0	15,9	17,6	11,8	18,4	10,2	7,7	3,6	29,9	15,2	4,7	2,1	24,5	6,7	1,0	10,7	9,0
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	-58,3	:	:	:	-1,9	-1,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	7,0	15,9	17,6	11,8	18,4	10,2	7,7	3,6	29,9	15,2	4,8	2,1	24,5	6,7	1,0	10,7	8,9
PRODUITS ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	3,8	0,7	8,6	4,2	12,8	2,9	7,6	1,2	9,0	4,6	9,8	2,2	1,1	-0,2	13,5	5,5	6,0
- subventions sur les produits	:	:	:	-40,0	:	0,0	:	:	:	0,0	:	:	-0,2	-0,4	259,1	-3,4	28,4
- impôts sur les produits	0,0	-71,1	57,0	-56,9	:	-19,4	-30,1	:	-73,3	:	-7,2	:	38,5	:	:	-3,1	-15,5
- valeurs au prix de base	3,3	1,0	8,3	4,9	12,7	3,0	7,9	1,2	10,0	5,2	10,5	2,2	0,7	-0,2	16,1	5,5	6,2
Lait																	
- valeurs au prix du producteur	5,6	0,1	9,2	4,1	15,1	3,4	7,9	2,4	8,3	5,5	13,4	2,8	1,1	-1,4	14,7	6,4	6,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:	-0,2	-0,7	259,1	-3,5	28,9
- impôts sur les produits	0,0	-71,1	57,0	-56,9	:	-19,4	-30,1	:	-73,3	:	-7,3	:	38,5	:	:	-3,1	-15,5
- valeurs au prix de base	5,0	0,4	8,9	4,9	15,1	3,5	8,3	2,4	9,4	6,3	14,4	2,8	0,6	-1,4	17,8	6,3	7,0
Oeufs																	
- valeurs au prix du producteur	-6,6	12,4	3,9	3,7	6,6	-2,8	-0,4	-4,6	25,5	-3,3	0,3	-1,3	-14,5	13,8	9,5	-0,1	1,5
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	100,0	:	0,0	2,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	0,0	0,0
- valeurs au prix de base	-6,6	12,4	3,9	3,7	6,6	-2,8	-0,4	-4,6	25,5	-3,2	0,3	-1,3	-14,5	13,9	9,5	-0,1	1,5
Autres produits animaux																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	-16,5	6,5	0,0	8,3	-20,2	6,7	-15,5	-2,1	-24,1	-2,8	4,3	0,0	-24,2	1,5	-0,3
- subventions sur les produits	:	:	:	-40,0	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	-40,0	-40,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	-16,5	6,5	0,0	8,3	-20,2	6,7	-15,5	-2,1	-24,1	-2,8	4,3	0,0	-24,2	1,5	-0,3
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	3,2	6,7	3,8	0,5	4,8	0,9	3,9	3,0	-1,7	2,9	4,4	6,7	-0,4	1,1	3,0	2,8	2,9
- subventions sur les produits	22,6	13,2	-0,3	3,9	2,4	6,0	-18,8	2,9	39,3	20,8	7,6	10,7	4,8	21,2	-11,5	3,1	1,7
- impôts sur les produits	-3,2	-71,1	7,8	-21,4	:	-8,9	-30,9	-0,4	-73,3	:	-5,6	12,4	38,5	:	:	-4,6	-8,2
- valeurs au prix de base	4,0	7,3	3,4	1,3	4,6	1,4	0,5	3,0	1,9	3,3	4,8	6,9	0,4	3,1	0,8	2,9	2,8
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	-6,6	:	-4,0	2,0	5,9	5,7	1,4	1,4	0,0	4,2	1,1	5,8	-5,3	0,5	-0,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	0,0	0,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	-6,6	:	-4,0	2,0	5,9	5,7	1,4	1,4	0,0	4,2	1,1	5,8	-5,3	0,5	-0,2
= PRODUCTION AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	3,2	6,4	3,4	0,5	4,7	0,9	4,0	3,1	-1,6	2,8	4,3	6,7	-0,3	1,3	2,6	2,8	2,8
- subventions sur les produits	22,6	13,2	-0,3	3,9	2,4	6,0	-18,8	2,9	39,3	17,8	7,6	10,7	4,8	21,2	-11,5	3,1	1,7
- impôts sur les produits	-3,2	-71,1	7,8	-21,4	:	-8,9	-30,9	-0,4	-73,3	:	-5,6	12,4	38,5	:	:	-4,6	-8,2
- valeurs au prix de base	3,9	7,0	3,1	1,3	4,5	1,5	0,8	3,1	1,8	3,1	4,7	6,9	0,4	3,1	0,5	2,8	2,8

Tableau A.7. Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
Volailles									
- valeurs au prix du producteur	33,6	46,6	33,8	0,3	4,8	16,6	0,0	23,0	22,5
- subventions sur les produits	:	:	13,7	:	:	:	:	:	13,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	33,6	46,6	33,5	0,3	4,8	16,6	0,0	23,0	22,5
PRODUITS ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	1,7	20,5	12,4	14,5	2,1	1,7	1,8	9,8	4,9
- subventions sur les produits	-11,1	-1,7	-49,6	:	:	:	10,0	:	1,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	1,4	19,2	12,4	14,5	2,1	1,7	2,4	9,8	4,8
Laît									
- valeurs au prix du producteur	1,8	23,2	11,2	17,9	0,5	1,0	8,6	12,1	4,8
- subventions sur les produits	-11,1	-1,7	:	:	:	:	10,0	:	1,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	1,5	21,4	11,2	17,9	0,5	1,0	8,7	12,1	4,8
Oeufs									
- valeurs au prix du producteur	0,8	13,8	22,0	7,4	4,5	5,1	21,9	-0,8	9,3
- subventions sur les produits	:	:	-49,6	:	:	:	:	:	-49,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,8	13,8	22,0	7,4	4,5	5,1	21,9	-0,8	9,2
Autres produits animaux									
- valeurs au prix du producteur	:	0,1	-10,1	0,0	0,0	-1,7	-68,2	0,0	-17,5
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,1	-10,1	0,0	0,0	-1,7	-68,2	0,0	-17,5
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	9,6	13,6	22,7	-0,3	3,0	6,1	12,0	3,0	9,7
- subventions sur les produits	42,9	-5,4	-27,1	:	7,9	40,3	7,8	23,6	18,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	9,9	12,7	22,4	-0,6	3,0	6,3	11,9	3,7	9,8
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	6,8	0,0	23,4	-8,2	:	9,1	-2,7	13,5	10,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	6,8	0,0	23,4	-8,2	:	9,1	-2,7	13,5	10,8
= PRODUCTION AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	9,6	12,7	22,7	-0,4	3,0	6,2	11,3	3,2	9,8
- subventions sur les produits	42,9	-5,4	-27,1	:	7,9	40,3	7,8	23,6	18,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	9,9	12,0	22,5	-0,7	3,0	6,4	11,2	3,8	9,8

Tableau A.7. Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)																	
- valeurs au prix du producteur	0,0	0,0	11,8	3,7	3,9	1,8	:	9,1	4,8	6,9	0,7	:	3,8	5,8	5,5	4,0	4,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	0,0	0,0	11,8	3,7	3,9	1,8	:	9,1	4,8	6,9	0,7	:	3,8	5,8	5,5	4,0	4,3
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	3,1	6,4	3,4	0,6	4,7	0,9	4,0	3,2	-1,4	2,8	4,0	6,7	-0,1	1,4	2,7	2,8	2,9
- subventions sur les produits	22,6	13,2	-0,3	3,9	2,4	6,0	-18,8	2,9	39,3	17,8	7,6	10,7	4,8	21,2	-11,5	3,1	1,7
- impôts sur les produits	-3,2	-71,1	7,8	-21,4	:	-8,9	-30,9	-0,4	-73,3	:	-5,6	12,4	38,5	:	:	-4,6	-8,2
- valeurs au prix de base	3,9	7,0	3,1	1,4	4,4	1,5	0,8	3,2	1,9	3,2	4,4	6,9	0,5	3,2	0,7	2,8	2,8
- CONSOMMATIONS																	
INTERMÉDIAIRES	3,8	5,0	1,2	0,9	4,2	2,2	4,1	3,7	2,9	3,8	1,7	4,0	-2,5	4,9	2,6	2,5	2,7
SEMENCES ET PLANTS	5,1	4,0	2,4	2,5	-5,6	2,6	6,5	2,3	6,0	2,6	3,6	2,8	0,6	4,3	7,9	1,6	2,2
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	-8,9	-8,8	3,5	1,2	-2,8	-7,0	4,4	-7,9	-2,7	12,4	1,1	2,9	-3,2	2,8	-1,7	-0,8	-1,0
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	8,5	14,0	11,7	-0,3	0,1	0,8	4,1	3,6	13,4	8,0	20,0	15,5	0,4	16,9	4,2	4,6	5,0
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	-1,0	-0,3	1,0	0,0	1,0	-12,1	-9,7	-0,1	0,7	-13,7	-1,0	-7,7	-3,4	0,6	-9,1	-5,7	-5,9
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	2,7	7,0	-1,0	2,6	5,0	1,6	3,0	1,3	-0,2	15,0	0,3	-0,7	2,4	5,1	-4,5	2,6	1,9
ALIMENTS POUR ANIMAUX	6,0	7,7	-1,2	0,3	10,8	7,9	4,5	6,2	2,7	3,2	-0,4	2,3	-6,7	6,5	9,0	4,3	4,8
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	5,1	-0,1	4,2	2,8	1,2	3,5	4,3	4,4	1,1	3,0	1,4	16,4	2,3	2,6	3,4	3,5	3,3
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	2,0	0,9	2,3	8,2	7,6	3,5	7,7	5,2	5,4	3,0	0,4	10,4	2,7	2,3	3,7	4,1	3,8
SERVICES AGRICOLES	2,0	0,0	-4,8	-4,9	3,6	2,0	5,9	5,8	1,4	2,5	3,4	4,2	1,1	5,9	0,6	1,3	1,2
AUTRES BIENS ET SERVICES	1,9	5,0	2,1	5,4	-1,5	1,0	1,5	5,6	3,0	1,4	2,6	7,2	1,9	1,4	1,0	2,1	2,0
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE																	
AUX PRIX DE BASE	4,1	9,7	5,8	1,5	4,6	0,7	-3,0	2,9	1,0	2,4	7,7	10,0	6,8	-0,2	-1,8	3,1	2,9
- CONSOMMATION																	
DE CAPITAL FIXE	1,0	-0,1	0,1	1,6	9,8	3,8	2,1	3,3	3,0	3,5	1,7	4,4	0,2	-0,8	-0,5	3,1	2,6
= VALEUR AJOUTÉE NETTE																	
AUX PRIX DE BASE	5,0	13,3	9,8	1,5	3,8	-0,3	-4,4	2,8	-0,5	2,0	16,0	11,9	15,5	0,3	-2,3	3,1	3,0
- RÉMUNÉRATION																	
DE SALARIÉS	4,0	0,0	1,6	1,9	9,6	3,4	0,5	2,5	6,9	6,0	1,4	3,2	1,6	-1,4	0,9	3,7	3,3
- AUTRES IMPÔTS SUR																	
LA PRODUCTION	0,0	25,0	1,2	0,4	3,6	1,5	65,9	0,6	0,0	3,5	0,0	7,1	:	:	-10,4	1,8	2,0
+ AUTRES SUBVENTIONS																	
SUR LA PRODUCTION	0,0	4,0	-13,2	7,3	18,0	14,0	54,5	9,3	3,3	87,9	6,1	26,8	-0,4	8,5	84,3	8,9	12,5
= REVENU DES FACTEURS																	
	4,9	12,2	6,8	1,8	4,6	0,4	5,3	3,3	0,6	3,8	11,3	13,8	4,0	2,7	3,8	3,7	3,9
= EXCÉDENT NET																	
D'EXPLOITATION /																	
REVENU MIXTE	5,0	15,4	9,2	1,8	3,8	-0,4	5,8	3,6	-0,2	2,8	12,6	17,1	4,7	3,5	5,9	3,7	4,1
- FERMAGES																	
	1,0	3,0	0,8	2,7	5,0	-0,5	2,9	4,5	0,4	2,4	2,8	-3,8	5,3	1,0	-0,6	1,4	1,3
- INTÉRÊTS À PAYER																	
	1,0	0,0	0,2	-14,3	6,2	0,0	2,5	-2,4	-9,2	0,0	6,0	-0,3	4,8	0,3	-8,5	0,4	-0,5
+ INTÉRÊTS À RECEVOIR																	
	:	0,0	:	:	0,0	0,0	0,0	:	:	0,0	-2,8	:	:	0,0	:	:	:
= REVENU NET																	
D'ENTREPRISE	6,7	31,0	15,6	2,5	3,6	-0,4	6,6	4,1	1,2	3,7	13,4	20,0	4,7	5,8	11,4	4,3	5,0

Tableau A.7. Taux de variation des valeurs nominales 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)									
- valeurs au prix du producteur	:	0,0	:	0,0	-12,8	1,0	-2,9	0,0	-0,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	0,0	:	0,0	-12,8	1,0	-2,9	0,0	-0,3
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	9,6	12,1	22,7	-0,4	2,9	6,1	10,1	3,0	9,6
- subventions sur les produits	42,9	-5,4	-27,1	:	7,9	40,3	7,8	23,6	18,0
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	9,9	11,4	22,5	-0,7	2,9	6,3	10,0	3,6	9,6
- CONSOMMATIONS									
INTERMÉDIAIRES	4,7	4,5	18,8	-0,8	9,9	10,6	2,8	10,3	10,2
SEMENCES ET PLANTS	7,3	-0,6	24,2	-13,7	0,1	-1,1	2,7	6,9	10,2
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	8,5	11,6	21,6	-7,7	8,0	10,0	-5,6	13,5	9,5
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	8,5	4,1	28,3	19,1	0,1	15,3	-7,6	34,5	16,5
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	8,5	9,1	15,4	-8,0	0,3	2,1	-9,2	1,2	4,2
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	8,5	9,0	10,2	0,0	13,3	12,2	5,8	4,9	9,2
ALIMENTS POUR ANIMAUX	2,2	-4,4	12,2	-1,5	12,2	12,3	10,4	10,3	9,7
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	8,5	20,0	33,3	0,0	7,0	11,1	4,6	8,4	17,6
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	8,5	20,0	7,4	15,7	12,8	6,9	-5,1	8,4	6,4
SERVICES AGRICOLES	6,8	0,0	23,4	0,0	:	9,1	-2,7	13,5	11,1
AUTRES BIENS ET SERVICES	6,8	24,2	22,1	0,0	7,0	-0,4	7,4	-20,3	6,6
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE									
AUX PRIX DE BASE	21,6	20,3	28,8	-0,7	-2,1	-0,7	32,5	-4,3	8,7
- CONSOMMATION									
DE CAPITAL FIXE	-4,2	14,0	7,3	-7,7	7,2	0,4	6,8	7,7	1,9
= VALEUR AJOUTÉE NETTE									
AUX PRIX DE BASE	37,5	23,0	36,8	2,6	-2,6	-1,1	61,6	-12,3	11,4
- RÉMUNÉRATION									
DE SALARIÉS	2,8	9,8	5,9	-0,7	-5,1	-2,5	9,6	8,2	2,9
- AUTRES IMPÔTS SUR									
LA PRODUCTION	12,0	0,0	25,1	0,0	:	19,7	-4,8	:	16,4
+ AUTRES SUBVENTIONS									
SUR LA PRODUCTION	-33,3	33,2	17,4	0,0	0,0	-20,2	-30,1	34,4	-14,8
= REVENU DES FACTEURS									
	24,2	23,6	34,9	2,7	-2,5	-3,7	11,1	-7,2	8,3
= EXCÉDENT NET									
D'EXPLOITATION /									
REVENU MIXTE	164,3	53,6	49,3	4,3	-2,1	-4,1	21,2	-10,9	11,1
- FERMAGES									
	19,0	0,0	8,9	0,0	16,4	-1,1	-0,5	0,0	6,9
- INTÉRÊTS À PAYER									
	19,0	11,0	0,4	0,0	-15,8	19,8	-2,9	0,0	12,6
+ INTÉRÊTS À RECEVOIR									
	19,0	0,0	5,7	0,0	:	59,3	16,3	0,0	23,4
= REVENU NET									
D'ENTREPRISE	:	64,1	65,1	4,2	-2,1	-5,6	52,8	-11,6	:

Tableau A.8. Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ PRODUCTION VÉGÉTALE																	
- valeurs au prix du producteur	4,9	-2,7	-0,5	-5,6	-5,5	-1,7	0,3	-1,1	-11,1	0,2	-0,1	4,1	-7,9	-3,8	0,7	-1,8	-1,7
- subventions sur les produits	0,5	3,3	-3,6	3,0	1,9	0,3	4,1	-1,7	-0,9	6,5	-0,5	2,3	1,7	15,5	-14,0	-0,1	-0,8
- impôts sur les produits	-6,3	:	-12,2	6,5	:	-10,0	-127,8	-2,9	:	:	-2,1	8,2	:	:	:	-7,7	-7,7
- valeurs au prix de base	4,8	-1,7	-0,9	-3,3	-4,5	-1,5	0,9	-1,2	-9,8	0,3	-0,2	4,0	-6,2	-1,0	-1,8	-1,5	-1,5
CEREALES (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	-5,0	-0,7	2,7	-4,6	-28,7	-5,1	-0,4	-3,1	-13,6	-4,3	1,0	-16,0	-14,9	1,1	-15,9	-6,5	-7,1
- subventions sur les produits	-0,6	7,8	6,1	3,1	2,7	3,0	4,7	-1,8	-1,7	16,5	0,9	16,7	-1,1	15,6	-15,1	3,2	1,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-13,0	:	-3,1	:	:	:	:	:	:	:	-6,1	-6,1
- valeurs au prix de base	-3,5	2,0	3,9	-1,3	-19,9	-2,5	1,3	-2,6	-10,3	0,2	1,0	-2,9	-10,0	6,1	-15,6	-3,4	-4,2
PLANTES INDUSTRIELLES																	
- valeurs au prix du producteur	-3,7	-11,6	1,8	-23,9	-3,2	-0,9	-6,6	-2,0	-8,3	-1,5	7,5	-2,4	5,0	3,9	6,5	-2,6	-1,8
- subventions sur les produits	-61,6	-26,2	-37,5	0,6	-9,9	-11,5	:	-8,1	-10,2	:	-3,9	-14,6	17,0	-8,0	-21,6	-13,1	-13,8
- impôts sur les produits	-6,3	:	-12,2	:	:	-1,6	-127,8	-2,4	:	:	:	:	:	:	:	-10,7	-10,7
- valeurs au prix de base	-6,4	-15,4	-8,3	-10,6	-5,8	-4,0	-2,6	-3,3	-8,9	-1,5	4,9	-6,9	7,4	2,1	1,1	-5,7	-5,2
PLANTES FOURRAGÈRES																	
- valeurs au prix du producteur	-0,5	-2,9	-9,3	-4,1	-6,9	6,3	-2,4	1,3	-2,8	4,8	-5,1	-13,6	-8,7	-12,9	22,2	-2,1	-2,5
- subventions sur les produits	32,9	:	:	:	3,6	14,5	:	-0,6	4,6	6,4	-4,3	:	15,4	34,6	18,4	12,0	13,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	1,6	-2,9	-9,3	-4,1	-6,4	7,1	-2,4	1,3	-1,9	5,0	-5,0	-13,6	-7,4	-11,0	20,6	-1,4	-1,6
PRODUITS MARÀCHERS ET HORTICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	4,1	-0,7	1,0	-3,3	-5,2	0,6	-2,5	-5,1	-5,6	-3,1	3,7	17,3	3,6	0,8	5,8	-1,8	-1,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	-51,8	-1,6	:	:	:	-6,6	:	:	:	-1,9	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	-2,4	:	:	:	:	-1,7	-1,7
- valeurs au prix de base	4,1	-0,7	1,0	-0,9	-5,3	0,6	-2,5	-5,1	-5,6	-3,1	3,7	19,9	3,6	0,8	5,8	-1,6	-1,1
POMMES DE TERRE (y.c. semences)																	
- valeurs au prix du producteur	36,9	1,5	25,2	9,7	10,5	18,9	33,9	18,9	-20,7	46,3	-8,6	1,4	-14,0	12,9	29,2	22,3	22,5
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-17,4	:	:	:	-0,8	-11,2	-9,1	-2,3	-21,5	:	-12,1	-12,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-2,0	:	:	:	:	-2,0	-2,0
- valeurs au prix de base	36,9	1,5	25,2	9,7	10,5	17,9	33,9	18,9	-20,7	45,5	-8,9	1,3	-13,5	12,7	29,2	21,9	22,2
FRUITS																	
- valeurs au prix du producteur	-0,8	-12,6	-10,1	-0,6	12,1	5,2	3,5	2,8	-18,4	2,9	-7,7	9,8	-2,9	-1,2	4,2	5,2	5,1
- subventions sur les produits	:	:	:	9,6	9,9	-4,7	:	:	:	-4,8	:	-59,0	:	:	:	-6,5	-6,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	-2,0	:	:	:	:	-1,7	-1,7
- valeurs au prix de base	-0,8	-12,6	-10,1	0,3	12,0	4,7	3,5	2,8	-18,4	2,8	-7,7	3,5	-2,9	-1,2	4,2	4,9	4,8
VINS																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	-3,3	0,8	-46,0	-9,8	:	-0,5	-14,0	:	3,7	-0,9	:	:	:	-9,2	-9,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-8,9	:	:	:	-8,7	-8,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	-8,1	:	:	:	:	-2,0	8,2	:	:	:	-0,2	-0,2
- valeurs au prix de base	:	:	-3,3	0,8	-46,0	-9,8	:	-0,5	-14,0	:	3,7	-1,2	:	:	:	-9,2	-9,2

Tableau A.8. Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ PRODUCTION VÉGÉTALE									
- valeurs au prix du producteur	5,4	-12,2	11,4	-9,7	-1,9	-1,4	39,7	-11,9	2,7
- subventions sur les produits	208,0	-14,7	-95,0	:	5,4	32,2	-6,6	-5,4	11,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	5,7	-12,4	11,0	-10,1	-1,9	-1,0	39,4	-11,6	2,8
CEREALES (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	26,9	-23,1	19,7	-17,1	:	15,4	64,6	-17,8	17,2
- subventions sur les produits	:	-15,9	54,7	:	:	32,2	:	-1,8	27,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	27,7	-22,2	19,7	-17,1	:	16,0	64,6	-14,8	17,4
PLANTES INDUSTRIELLES									
- valeurs au prix du producteur	22,3	18,2	40,0	-14,7	:	-2,8	51,9	-39,6	12,2
- subventions sur les produits	-1,7	-7,4	:	:	:	:	-6,6	-25,0	-46,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	22,2	15,5	40,0	-18,7	:	-2,8	51,1	-37,9	11,8
PLANTES FOURRAGÈRES									
- valeurs au prix du producteur	-22,1	-1,6	-4,0	-6,5	-2,3	-7,1	115,1	-6,0	-6,7
- subventions sur les produits	-34,5	:	:	:	:	:	:	-4,8	-13,3
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-22,1	-1,6	-4,0	-6,5	-2,3	-7,1	115,1	-5,9	-6,8
PRODUITS MARAÎCHERS ET HORTICOLES									
- valeurs au prix du producteur	-10,7	-4,8	6,9	-7,4	0,0	-0,7	17,1	2,4	1,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	8,1	:	:	:	8,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-10,7	-4,8	6,9	-7,4	0,1	-0,7	17,1	2,4	1,6
POMMES DE TERRE (y.c. semences)									
- valeurs au prix du producteur	-39,9	-18,3	-10,1	12,4	-4,3	-32,6	-21,7	-5,9	-28,3
- subventions sur les produits	:	89,0	:	:	12,2	:	-6,6	-7,8	-5,1
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-39,9	-18,2	-10,1	12,4	-4,3	-32,6	-20,9	-5,9	-28,2
FRUITS									
- valeurs au prix du producteur	-25,1	7,9	-10,5	-38,8	-11,4	-1,6	-13,4	-27,8	-8,6
- subventions sur les produits	:	:	:	:	-12,7	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-25,1	7,9	-12,2	-38,8	-11,4	-1,6	-13,4	-27,8	-9,2
VINS									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	-3,9	-3,9
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	-3,9	-3,9

Tableau A.8. Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
HUILE D'OLIVE																	
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	-7,9	26,6	:	:	-3,8	:	:	:	-47,8	:	:	:	1,6	1,6
- subventions sur les produits	:	:	:	-1,0	8,2	:	:	1,6	:	:	:	:	:	:	:	3,5	3,5
- impôts sur les produits	:	:	:	6,5	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	6,5	6,5
- valeurs au prix de base	:	:	:	-5,2	16,8	:	:	-2,0	:	:	:	-47,8	:	:	:	2,4	2,4
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	-12,6	:	-1,3	-3,5	-5,6	0,5	11,4	52,7	-9,5	:	-0,9	-9,3	-1,9	-4,4	-2,4	-3,0
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	-4,5	:	14,9	-0,8	:	:	388,3	:	23,1	-0,9	1,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,1	-12,6	:	-1,3	-3,5	-5,4	0,1	11,4	39,3	-9,4	:	-0,9	4,4	-1,9	-2,5	-2,4	-3,0
+ PRODUCTION ANIMALE																	
- valeurs au prix du producteur	-1,9	7,2	5,3	4,2	11,6	0,7	-1,2	3,1	-1,3	-4,5	4,5	0,9	1,8	2,0	0,6	2,9	2,8
- subventions sur les produits	50,3	77,8	11,0	-19,8	-13,9	17,2	-26,2	21,3	74,8	42,8	20,9	16,4	3,0	29,2	-13,1	3,5	-0,3
- impôts sur les produits	-2,1	-71,9	55,0	-58,2	:	-10,7	-26,7	-2,7	-74,0	:	-8,2	:	35,3	:	:	-4,3	-13,3
- valeurs au prix de base	-0,5	8,1	5,3	2,3	9,8	1,8	-5,4	3,4	3,6	-3,9	5,5	1,5	1,9	3,3	-1,3	3,0	2,7
ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	-3,3	11,9	3,3	7,3	12,0	0,3	-3,8	5,9	-11,0	-7,8	2,1	2,2	8,3	7,2	-6,0	2,9	2,4
- subventions sur les produits	57,8	77,8	11,0	-19,7	-13,9	17,2	-26,0	21,3	74,8	47,8	20,9	16,8	22,7	40,9	-17,8	4,0	-1,5
- impôts sur les produits	-2,1	:	:	:	:	2,7	-16,5	-2,7	:	:	-2,0	:	:	:	:	-3,1	-3,1
- valeurs au prix de base	-1,2	13,1	3,7	2,8	10,2	2,0	-9,6	6,3	-0,2	-7,1	3,7	3,2	9,9	9,8	-8,7	3,0	2,1
Bovins																	
- valeurs au prix du producteur	-24,2	-15,3	-25,0	-0,3	-16,8	-14,3	-12,8	-9,4	-18,3	-34,7	-13,9	-15,6	-2,9	2,4	-0,4	-16,9	-15,0
- subventions sur les produits	67,7	80,4	14,3	21,2	8,7	21,4	-22,6	70,7	75,8	126,6	22,0	42,2	23,4	45,8	-7,5	15,3	9,8
- impôts sur les produits	-2,1	:	:	:	:	-7,0	-17,6	-3,0	:	:	-2,0	:	:	:	:	-6,5	-6,5
- valeurs au prix de base	-16,6	-2,1	-19,4	3,5	-13,2	-8,0	-15,9	-6,8	-2,3	-31,1	-7,6	-3,2	3,2	9,5	-3,3	-12,2	-10,5
Porcins																	
- valeurs au prix du producteur	9,3	18,2	19,0	23,8	27,1	17,3	14,0	24,5	5,2	0,8	15,5	13,8	15,3	16,0	-7,4	17,6	16,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-90,5	:	:	:	-8,4	:	-93,8	-84,2
- impôts sur les produits	-2,1	:	:	:	:	37,8	-4,5	:	:	:	-2,0	:	:	:	:	12,0	12,0
- valeurs au prix de base	9,0	18,2	19,0	23,8	27,1	17,3	14,1	24,5	5,2	0,4	15,5	13,8	15,3	15,9	-7,4	17,5	16,2
Equidés																	
- valeurs au prix du producteur	2,9	-0,8	-19,0	-0,6	6,1	-1,6	-8,6	36,7	-39,0	-1,3	4,1	35,9	14,0	-1,9	-0,4	-1,2	-1,1
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	-72,7	:	:	:	:	:	:	:	:	-72,7	-72,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	2,9	-0,8	-19,0	-0,6	6,1	-1,6	-8,9	36,7	-39,0	-1,3	4,1	35,9	14,0	-1,9	-0,4	-1,3	-1,1
Ovins et caprins																	
- valeurs au prix du producteur	7,0	23,9	26,1	2,4	9,8	27,9	31,9	7,9	32,9	3,8	7,2	2,3	-2,3	-13,1	-25,2	13,5	3,5
- subventions sur les produits	-27,6	-2,9	-29,7	-28,8	-34,2	-21,4	-41,4	-21,9	-29,9	-23,2	-8,5	-28,2	-20,1	-14,1	-46,1	-30,2	-35,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	-14,1	0,4	:	:	-2,0	:	:	:	:	-4,1	-4,1
- valeurs au prix de base	0,4	15,6	13,6	-5,6	-0,4	18,3	3,1	-2,6	23,9	-0,1	4,7	-5,2	-11,6	-13,4	-32,0	2,5	-7,1

Tableau A.8. Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
HUILE D'OLIVE									
- valeurs au prix du producteur	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	:	:	:	:	:	:	:	:
AUTRES PRODUITS VÉGÉTAUX									
- valeurs au prix du producteur	-0,4	-70,8	-4,8	-0,6	:	-5,7	10,0	-7,8	-5,2
- subventions sur les produits	:	-36,5	:	:	:	:	:	-7,8	-28,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-0,4	-69,4	-4,8	-0,6	:	-5,7	10,0	-7,8	-5,2
+ PRODUCTION ANIMALE									
- valeurs au prix du producteur	3,1	22,4	14,8	11,2	2,6	1,5	-16,7	0,9	3,7
- subventions sur les produits	20,2	-5,4	-3,2	:	:	:	1,3	61,3	10,2
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	3,4	21,4	14,6	11,1	2,6	1,5	-16,0	1,9	3,7
ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	8,1	35,8	20,9	8,0	4,3	5,6	-23,5	0,7	7,1
- subventions sur les produits	108,1	68,2	-2,9	:	:	:	-3,1	61,3	27,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	8,9	35,8	20,6	7,9	4,3	5,6	-23,2	2,3	7,2
Bovins									
- valeurs au prix du producteur	-24,3	29,9	-20,6	41,0	-2,6	-16,1	-56,9	-8,2	-18,2
- subventions sur les produits	133,8	:	-66,0	:	:	:	-2,2	72,9	81,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-20,4	30,2	-20,7	40,3	-2,6	-16,1	-56,2	-3,8	-16,9
Porcins									
- valeurs au prix du producteur	17,3	37,7	26,1	-2,1	1,9	8,6	-18,4	-1,3	10,6
- subventions sur les produits	:	:	-10,1	:	:	:	-2,2	-7,8	-8,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	17,3	37,7	25,7	-2,1	1,9	8,6	-18,3	-1,3	10,6
Equidés									
- valeurs au prix du producteur	:	-5,1	-3,3	-0,6	40,1	12,2	:	35,3	11,1
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	-7,8	-7,4
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	-4,2	-3,3	-0,6	40,1	12,2	:	30,6	11,0
Ovins et caprins									
- valeurs au prix du producteur	-32,4	13,4	12,3	-28,5	-33,9	-5,0	-37,4	7,5	3,0
- subventions sur les produits	-21,4	35,5	:	:	:	:	-3,8	24,5	-1,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-25,2	17,8	12,3	-28,5	-33,9	-5,0	-23,6	9,5	2,5

Tableau A.8. Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
Volailles																	
- valeurs au prix du producteur	4,8	12,6	16,1	8,2	14,0	8,4	2,8	1,0	26,1	9,7	2,6	-1,7	21,6	4,7	-1,3	8,0	6,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	:	-59,9	:	:	:	-3,5	-3,5
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-2,0	:	:	:	:	-2,0	-2,0
- valeurs au prix de base	4,8	12,6	16,1	8,2	14,0	8,4	2,8	1,0	26,1	9,7	2,6	-1,7	21,6	4,7	-1,3	8,0	6,3
PRODUITS ANIMAUX																	
- valeurs au prix du producteur	1,7	-2,2	7,2	0,9	8,7	1,3	2,7	-1,4	5,8	-0,4	7,6	-1,6	-1,3	-2,1	10,9	3,0	3,5
- subventions sur les produits	:	:	:	-41,9	:	-1,6	:	:	:	-4,8	:	:	-2,5	-2,2	250,9	-5,7	25,4
- impôts sur les produits	-2,1	-71,9	55,0	-58,2	:	-20,6	-33,3	:	-74,0	:	-9,1	:	35,3	:	:	-4,9	-17,0
- valeurs au prix de base	1,2	-1,9	6,9	1,6	8,6	1,4	3,0	-1,4	6,8	0,2	8,2	-1,6	-1,7	-2,1	13,4	3,0	3,7
Lait																	
- valeurs au prix du producteur	3,4	-2,7	7,8	0,8	10,9	1,8	3,0	-0,2	5,2	0,5	11,1	-1,1	-1,3	-3,2	12,1	3,8	4,2
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	-1,6	:	:	:	:	:	:	-2,5	-2,6	250,9	-5,7	26,0
- impôts sur les produits	-2,1	-71,9	55,0	-58,2	:	-20,6	-33,3	:	-74,0	:	-9,2	:	35,3	:	:	-4,9	-17,0
- valeurs au prix de base	2,9	-2,5	7,5	1,6	10,9	1,8	3,3	-0,2	6,2	1,2	12,0	-1,1	-1,8	-3,2	15,1	3,8	4,5
Oeufs																	
- valeurs au prix du producteur	-8,6	9,1	2,6	0,4	2,7	-4,3	-4,9	-7,0	21,9	-7,9	-1,8	-5,0	-16,5	11,6	7,0	-2,6	-1,0
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-4,8	:	:	:	96,3	:	-4,8	-2,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-2,0	:	:	:	:	-2,0	-2,0
- valeurs au prix de base	-8,6	9,1	2,6	0,4	2,7	-4,3	-4,9	-7,0	21,9	-7,8	-1,8	-5,0	-16,5	11,7	7,0	-2,6	-1,0
Autres produits animaux																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	-2,9	-17,6	3,2	-3,6	6,6	-23,9	4,0	-17,9	-6,7	-25,6	-6,4	1,9	-1,9	-25,9	-1,1	-2,8
- subventions sur les produits	:	:	:	-41,9	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	-41,9	-41,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,1	-2,9	-17,6	3,1	-3,6	6,6	-23,9	4,0	-17,9	-6,7	-25,6	-6,4	1,9	-1,9	-25,9	-1,1	-2,8
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	1,0	3,7	2,5	-2,7	1,0	-0,7	-0,8	0,4	-4,6	-2,0	2,3	2,7	-2,7	-0,7	0,7	0,3	0,4
- subventions sur les produits	20,1	10,0	-1,6	0,6	-1,3	4,3	-22,5	0,3	35,2	15,0	5,5	6,5	2,3	18,9	-13,5	0,7	-0,7
- impôts sur les produits	-5,2	-71,9	6,4	-23,9	:	-10,3	-34,0	-2,9	-74,0	:	-7,5	8,2	35,3	:	:	-6,4	-10,0
- valeurs au prix de base	1,8	4,2	2,1	-1,9	0,8	-0,2	-4,1	0,4	-1,1	-1,6	2,7	2,9	-1,9	1,2	-1,5	0,3	0,3
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	-2,9	-7,8	:	-7,5	0,4	1,1	3,0	-1,6	-3,4	-2,0	0,3	-1,3	3,8	-7,5	-2,0	-2,7
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-4,8	:	:	:	:	:	-4,8	-4,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,1	-2,9	-7,8	:	-7,5	0,4	1,1	3,0	-1,6	-3,4	-2,0	0,3	-1,3	3,8	-7,5	-2,1	-2,7
= PRODUCTION AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	1,0	3,4	2,1	-2,7	0,9	-0,7	-0,7	0,5	-4,5	-2,1	2,2	2,7	-2,6	-0,6	0,2	0,2	0,3
- subventions sur les produits	20,1	10,0	-1,6	0,6	-1,3	4,3	-22,5	0,3	35,2	12,2	5,5	6,5	2,3	18,9	-13,5	0,7	-0,7
- impôts sur les produits	-5,2	-71,9	6,4	-23,9	:	-10,3	-34,0	-2,9	-74,0	:	-7,5	8,2	35,3	:	:	-6,4	-10,0
- valeurs au prix de base	1,8	3,9	1,8	-1,9	0,7	-0,1	-3,8	0,5	-1,1	-1,8	2,5	2,9	-1,9	1,2	-1,8	0,3	0,2

Tableau A.8. Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
Volailles									
- valeurs au prix du producteur	27,1	39,0	23,2	-0,3	2,3	9,9	-6,6	13,4	14,7
- subventions sur les produits	:	:	4,7	:	:	:	:	:	4,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	27,1	39,0	22,9	-0,3	2,3	9,9	-6,6	13,4	14,6
PRODUITS ANIMAUX									
- valeurs au prix du producteur	-3,3	14,3	3,5	13,8	-0,3	-4,1	-5,0	1,3	-1,2
- subventions sur les produits	-15,4	-6,8	-53,6	:	:	:	2,7	:	-4,9
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-3,6	13,1	3,5	13,8	-0,3	-4,1	-4,4	1,3	-1,3
Laît									
- valeurs au prix du producteur	-3,1	16,8	2,4	17,2	-1,8	-4,8	1,4	3,4	-1,2
- subventions sur les produits	-15,4	-6,8	:	:	:	:	2,7	:	-4,8
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-3,5	15,1	2,4	17,2	-1,8	-4,8	1,5	3,4	-1,3
Oeufs									
- valeurs au prix du producteur	-4,1	7,9	12,3	6,8	2,1	-0,9	13,8	-8,5	2,6
- subventions sur les produits	:	:	-53,6	:	:	:	:	:	-53,6
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-4,1	7,9	12,3	6,8	2,1	-0,9	13,8	-8,5	2,6
Autres produits animaux									
- valeurs au prix du producteur	:	-5,0	-17,2	-0,6	-2,3	-7,3	-70,3	-7,8	-22,1
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	-5,0	-17,2	-0,6	-2,3	-7,3	-70,3	-7,8	-22,1
= PRODUCTION DE BIENS AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	4,3	7,7	13,0	-0,9	0,6	0,0	4,6	-5,0	3,2
- subventions sur les produits	35,9	-10,2	-32,8	:	5,4	32,2	0,6	14,0	10,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	4,5	6,9	12,7	-1,2	0,6	0,2	4,5	-4,4	3,2
+ PRODUCTION DE SERVICES AGRICOLES									
- valeurs au prix du producteur	1,6	-5,1	13,6	-8,8	:	2,8	-9,2	4,7	3,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	1,6	-5,1	13,6	-8,8	:	2,8	-9,2	4,7	3,8
= PRODUCTION AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	4,3	6,9	13,0	-1,0	0,6	0,1	3,9	-4,8	3,2
- subventions sur les produits	35,9	-10,2	-32,8	:	5,4	32,2	0,6	14,0	10,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	4,5	6,2	12,8	-1,3	0,6	0,3	3,8	-4,3	3,3

Tableau A.8. Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)																	
- valeurs au prix du producteur	-2,1	-2,9	10,4	0,4	0,1	0,2	:	6,3	1,7	1,8	-1,4	:	1,4	3,8	3,1	1,4	1,8
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	-2,1	-2,9	10,4	0,4	0,1	0,2	:	6,3	1,7	1,8	-1,4	:	1,4	3,8	3,1	1,4	1,8
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE																	
- valeurs au prix du producteur	1,0	3,4	2,1	-2,6	0,9	-0,6	-0,7	0,6	-4,3	-2,1	1,9	2,7	-2,4	-0,5	0,4	0,2	0,3
- subventions sur les produits	20,1	10,0	-1,6	0,6	-1,3	4,3	-22,5	0,3	35,2	12,2	5,5	6,5	2,3	18,9	-13,5	0,7	-0,7
- impôts sur les produits	-5,2	-71,9	6,4	-23,9	:	-10,3	-34,0	-2,9	-74,0	:	-7,5	8,2	35,3	:	:	-6,4	-10,0
- valeurs au prix de base	1,8	3,9	1,8	-1,8	0,6	-0,1	-3,8	0,6	-1,0	-1,7	2,3	2,9	-1,9	1,3	-1,6	0,3	0,3
- CONSOMMATIONS																	
INTERMÉDIAIRES	1,7	2,0	-0,1	-2,3	0,4	0,6	-0,7	1,1	-0,1	-1,2	-0,4	0,1	-4,8	2,9	0,3	0,1	0,2
SEMENCES ET PLANTS	2,9	1,0	1,1	-0,8	-9,1	1,0	1,7	-0,3	2,9	-2,3	1,5	-1,1	-1,8	2,4	5,4	-1,0	-0,5
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	-10,8	-11,4	2,2	-2,0	-6,3	-8,5	-0,4	-10,2	-5,5	7,0	-1,0	-1,0	-5,5	0,9	-4,0	-3,3	-3,4
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	6,2	10,7	10,3	-3,5	-3,6	-0,8	-0,7	1,0	10,1	2,9	17,6	11,2	-1,9	14,7	1,8	2,2	2,6
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	-3,0	-3,1	-0,3	-3,2	-2,7	-13,5	-13,8	-2,6	-2,2	-17,8	-3,0	-11,2	-5,7	-1,2	-11,1	-7,7	-8,0
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	0,6	3,9	-2,3	-0,6	1,2	0,0	-1,7	-1,3	-3,1	9,5	-1,7	-4,4	0,0	3,1	-6,7	0,2	-0,5
ALIMENTS POUR ANIMAUX	3,8	4,7	-2,5	-2,9	6,8	6,2	-0,3	3,5	-0,3	-1,7	-2,5	-1,5	-8,9	4,5	6,5	1,8	2,3
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	3,0	-2,9	2,9	-0,5	-2,5	1,9	-0,4	1,8	-1,8	-1,9	-0,7	12,0	-0,1	0,7	1,0	1,2	1,0
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	-0,1	-2,0	1,0	4,8	3,7	1,9	2,8	2,5	2,4	-1,9	-1,7	6,3	0,3	0,4	1,4	1,7	1,4
SERVICES AGRICOLES	-0,1	-2,8	-6,0	-7,9	-0,1	0,4	1,1	3,1	-1,6	-2,4	1,3	0,3	-1,3	3,9	-1,7	-1,3	-1,3
AUTRES BIENS ET SERVICES	-0,2	2,0	0,8	2,0	-5,0	-0,6	-3,1	2,9	0,0	-3,4	0,5	3,2	-0,5	-0,5	-1,3	-0,3	-0,4
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE																	
AUX PRIX DE BASE	1,9	6,6	4,5	-1,7	0,8	-0,9	-7,4	0,3	-2,0	-2,4	5,5	5,9	4,3	-2,0	-4,0	0,5	0,3
- CONSOMMATION																	
DE CAPITAL FIXE	-1,1	-2,9	-1,2	-1,6	5,8	2,2	-2,6	0,7	0,0	-1,4	-0,4	0,5	-2,1	-2,6	-2,8	0,7	0,2
= VALEUR AJOUTÉE NETTE																	
AUX PRIX DE BASE	2,8	10,1	8,4	-1,7	0,1	-1,9	-8,7	0,2	-3,4	-2,8	13,7	7,7	12,8	-1,6	-4,6	0,4	0,3
- RÉMUNÉRATION																	
DE SALARIÉS	1,8	-2,9	0,3	-1,3	5,6	1,8	-4,1	-0,1	3,8	1,0	-0,7	-0,7	-0,8	-3,2	-1,4	1,2	0,7
- AUTRES IMPÔTS																	
SUR LA PRODUCTION	-2,1	21,4	-0,1	-2,8	-0,2	-0,1	58,4	-1,9	-2,9	-1,4	-2,0	3,1	:	:	-12,5	-0,6	-0,4
+ AUTRES SUBVENTIONS																	
SUR LA PRODUCTION	-2,1	1,0	-14,3	3,9	13,7	12,2	47,5	6,5	0,3	79,0	4,0	22,0	-2,7	6,5	80,1	6,1	9,7
= REVENU DES FACTEURS	2,7	9,0	5,5	-1,4	0,8	-1,1	0,5	0,7	-2,4	-1,1	9,0	9,5	1,6	0,8	1,5	1,0	1,2
= EXCÉDENT NET																	
D'EXPLOITATION /																	
REVENU MIXTE	2,9	12,1	7,9	-1,4	0,0	-1,9	1,0	1,0	-3,1	-2,1	10,3	12,7	2,3	1,6	3,4	0,9	1,3
- FERMAGES	-1,1	0,1	-0,4	-0,5	1,2	-2,0	-1,7	1,9	-2,5	-2,5	0,7	-7,4	2,8	-0,9	-2,8	-0,8	-0,9
- INTÉRÊTS À PAYER	-1,1	-2,9	-1,0	-17,0	2,3	-1,6	-2,2	-4,9	-11,8	-4,8	3,9	-4,0	2,3	-1,6	-10,6	-2,2	-3,0
+ INTÉRÊTS À RECEVOIR	:	-2,9	:	:	0,0	0,0	0,0	:	:	-4,8	-4,8	:	:	-1,9	:	:	:
= REVENU NET																	
D'ENTREPRISE	4,6	27,3	14,1	-0,7	-0,2	-2,0	1,8	1,5	-1,8	-1,2	11,1	15,5	2,3	3,8	8,9	1,5	2,2

Tableau A.8. Taux de variation des valeurs réelles 2001 par rapport à 2000 en %

	CZ	EE	HU	LT	MT	PL	SK	SI	CC-8
+ ACTIVITÉS SECONDAIRES NON AGRICOLES (NON SÉPARABLES)									
- valeurs au prix du producteur	:	-5,1	:	-0,6	-14,8	-4,8	-9,4	-7,8	-6,3
- subventions sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	:	-5,1	:	-0,6	-14,8	-4,8	-9,4	-7,8	-6,3
= PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICOLE									
- valeurs au prix du producteur	4,3	6,3	13,0	-1,0	0,5	0,0	2,8	-5,0	3,0
- subventions sur les produits	35,9	-10,2	-32,8	:	5,4	32,2	0,6	14,0	10,7
- impôts sur les produits	:	:	:	:	:	:	:	:	:
- valeurs au prix de base	4,5	5,6	12,8	-1,3	0,5	0,2	2,7	-4,5	3,1
- CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES									
SEMENCES ET PLANTS	2,1	-5,7	14,3	-14,2	-2,2	-6,7	-4,1	-1,4	2,9
ÉNERGIE, LUBRIFIANTS	3,2	5,9	12,0	-8,2	5,5	3,7	-11,9	4,7	3,1
ENGRAIS ET AMENDEMENTS	3,3	-1,3	18,2	18,4	-2,2	8,7	-13,7	24,1	9,8
PRODUITS DE PROTECTION DES CULTURES ET ANTIPARASITAIRES	3,3	3,5	6,2	-8,5	-2,0	-3,8	-15,2	-6,7	-2,1
DÉPENSES VÉTÉRINAIRES	3,3	3,4	1,4	-0,6	10,7	5,7	-1,2	-3,2	2,7
ALIMENTS POUR ANIMAUX	-2,8	-9,3	3,3	-2,1	9,6	5,9	3,1	1,8	3,3
ENTRETIEN DU MATÉRIEL	3,3	13,8	22,8	-0,6	4,6	4,7	-2,4	0,0	10,1
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS	3,3	13,8	-1,1	15,0	10,2	0,8	-11,4	0,0	0,0
SERVICES AGRICOLES	1,6	-5,1	13,6	-0,6	:	2,8	-9,2	4,7	4,1
AUTRES BIENS ET SERVICES	1,6	17,8	12,4	-0,6	4,6	-6,1	0,3	-26,5	0,4
= VALEUR AJOUTÉE BRUTE AUX PRIX DE BASE									
	15,6	14,1	18,6	-1,3	-4,4	-6,4	23,7	-11,7	2,1
- CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE									
	-8,8	8,1	-1,2	-8,3	4,7	-5,4	-0,3	-0,6	-4,2
= VALEUR AJOUTÉE NETTE AUX PRIX DE BASE									
	30,8	16,7	26,0	2,0	-4,8	-6,7	50,9	-19,1	4,7
- RÉMUNÉRATION DE SALARIÉS									
	-2,2	4,1	-2,5	-1,3	-7,3	-8,1	2,3	-0,2	-3,3
- AUTRES IMPÔTS SUR LA PRODUCTION									
	6,6	-5,1	15,2	-0,6	:	12,8	-11,1	:	10,0
+ AUTRES SUBVENTIONS SUR LA PRODUCTION									
	-36,5	26,3	8,1	-0,6	-2,3	-24,8	-34,7	23,9	-20,4
= REVENU DES FACTEURS									
	18,1	17,2	24,2	2,1	-4,8	-9,2	3,7	-14,4	1,7
= EXCÉDENT NET D'EXPLOITATION / REVENU MIXTE									
	151,5	45,7	37,4	3,7	-4,4	-9,6	13,1	-17,8	4,2
- FERMAGES									
	13,2	-5,1	0,3	-0,6	13,8	-6,8	-7,1	-7,8	-0,2
- INTÉRÊTS À PAYER									
	13,2	5,3	-7,5	-0,6	-17,8	12,9	-9,4	-7,8	5,7
+ INTÉRÊTS À RECEVOIR									
	13,2	-5,1	-2,7	-0,6	:	50,1	8,6	-7,8	16,1
= REVENU NET D'ENTREPRISE									
	:	55,6	52,0	3,6	-4,4	-11,1	42,6	-18,4	:

Tableau A.9.

Belgique / Belgie

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	34,8	:	185,5	:
...
1978	:	53,0	:	150,0	:
...
1985	103,3	75,7	136,5	129,4	105,5
1986	103,2	77,9	132,5	127,6	103,8
1987	95,3	79,0	120,6	123,7	97,5
1988	101,3	80,8	125,3	120,0	104,4
1989	128,1	84,8	151,0	117,3	128,8
1990	117,5	87,3	134,5	115,0	116,9
1991	117,7	89,7	131,2	112,3	116,8
1992	113,5	93,0	122,0	107,4	113,6
1993	110,8	96,5	114,9	104,5	109,9
1994	111,8	98,3	113,8	101,9	111,7
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	105,7	101,2	104,4	95,2	109,7
1997	110,7	102,5	107,9	94,8	113,9
1998	103,0	104,2	98,8	91,8	107,7
1999	87,8	105,5	83,3	90,1	92,4
2000	97,0	106,9	90,7	88,0	103,1
2001	101,7	109,1	93,2	85,9	108,6
% 01/00	+4,9	+2,1	+2,7	-2,4	+5,3

Tableau A.10.

Danmark

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	24,8	:	220,2	:
...
1978	:	42,0	:	174,9	:
...
1985	:	73,7	:	133,5	:
1986	:	76,6	:	128,7	:
1987	:	80,6	:	123,8	:
1988	:	82,6	:	116,8	:
1989	:	86,9	:	115,4	:
1990	89,7	90,1	99,5	117,2	84,9
1991	86,1	92,6	92,9	113,4	82,0
1992	76,5	95,3	80,3	110,7	72,5
1993	78,4	96,6	81,2	109,2	74,4
1994	85,4	98,3	86,9	103,6	83,9
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	101,3	102,5	98,8	99,1	99,7
1997	97,9	104,7	93,5	96,8	96,6
1998	75,5	105,8	71,3	92,5	77,1
1999	71,1	108,6	65,5	87,8	74,6
2000	86,4	112,6	76,7	85,1	90,1
2001	96,9	115,9	83,6	82,6	101,2
% 01/00	+12,2	+2,9	+9,0	-3,0	+12,3

Tableau A.11.

Deutschland

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	46,4	:	:	:
...
1978	:	58,8	:	:	:
...
1985	:	74,9	:	:	:
1986	:	77,3	:	:	:
1987	:	78,8	:	:	:
1988	:	80,0	:	:	:
1989	:	81,9	:	:	:
1990	:	84,5	:	:	:
1991	115,5	87,8	131,5	143,6	91,6
1992	106,6	92,2	115,6	120,7	95,8
1993	97,6	95,6	102,0	112,5	90,7
1994	97,4	98,0	99,3	105,3	94,3
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	107,8	101,0	106,7	96,2	110,9
1997	110,3	101,7	108,5	93,5	116,1
1998	99,0	102,8	96,3	90,9	105,9
1999	90,0	103,3	87,1	90,3	96,5
2000	105,1	102,9	102,1	89,0	114,7
2001	112,2	104,2	107,7	85,4	126,1
% 01/00	+6,8	+1,3	+5,5	-4,0	+9,9

Tableau A.12.

Ellada

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	2,9	:	:	:
...
1978	:	6,1	:	:	:
...
1985	:	23,6	:	:	:
1986	:	28,0	:	:	:
1987	:	32,3	:	:	:
1988	:	37,7	:	:	:
1989	:	43,1	:	124,9	:
1990	:	52,1	:	115,7	:
1991	:	62,4	:	106,6	:
1992	:	71,6	:	108,1	:
1993	:	81,9	:	109,8	:
1994	91,7	91,1	100,6	104,8	96,1
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	99,1	107,4	92,3	96,9	95,2
1997	102,8	114,7	89,6	93,8	95,5
1998	106,5	120,7	88,3	93,0	94,9
1999	110,7	124,3	89,0	92,2	96,6
2000	110,0	129,2	85,1	89,6	95,1
2001	111,9	133,4	83,9	87,0	96,5
% 01/00	+1,8	+3,3	-1,4	-2,9	+1,5

Tableau A.13.

España

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	10,1	:	233,2	:
...
1978	:	23,6	:	174,4	:
...
1985	:	53,9	:	119,5	:
1986	:	59,7	:	115,1	:
1987	:	63,3	:	111,9	:
1988	:	67,0	:	109,5	:
1989	:	71,7	:	104,5	:
1990	79,4	76,9	103,2	101,1	102,1
1991	79,1	82,2	96,2	95,6	100,6
1992	71,4	87,8	81,3	93,2	87,3
1993	84,4	91,7	92,0	102,2	90,0
1994	96,7	95,3	101,5	101,1	100,4
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	116,3	103,5	112,4	100,1	112,3
1997	121,4	105,9	114,6	101,0	113,5
1998	123,9	108,5	114,2	103,0	110,9
1999	116,0	111,6	104,0	96,5	107,7
2000	120,5	115,4	104,4	87,0	120,0
2001	126,1	119,7	105,3	85,5	123,2
% 01/00	+4,6	+3,8	+0,8	-1,8	+2,6

Tableau A.14.

France

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	39,1	24,2	161,2	202,3	79,7
...
1978	47,7	40,9	116,5	178,3	65,3
...
1985	77,0	76,2	101,1	146,6	68,9
1986	79,2	80,1	98,9	141,5	69,9
1987	79,6	82,4	96,6	136,6	70,7
1988	76,6	84,9	90,3	131,7	68,5
1989	89,2	87,5	101,9	126,4	80,7
1990	96,0	90,0	106,6	121,4	87,8
1991	83,4	92,7	90,0	116,5	77,3
1992	88,4	94,5	93,6	111,6	83,8
1993	85,4	96,7	88,3	105,9	83,4
1994	95,3	98,4	96,9	102,6	94,4
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	99,1	101,5	97,7	97,6	100,2
1997	101,2	102,8	98,5	95,1	103,5
1998	104,4	103,7	100,6	93,2	108,0
1999	100,7	104,2	96,7	91,5	105,7
2000	100,1	105,2	95,2	89,9	105,9
2001	100,5	106,8	94,1	88,3	106,6
% 01/00	+0,4	+1,6	-1,1	-1,8	+0,7

Tableau A.15.

Ireland

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	17,4	:	:	:
...
1978	:	33,8	:	:	:
...
1985	:	74,1	:	:	:
1986	:	78,3	:	:	:
1987	:	80,1	:	:	:
1988	:	82,8	:	:	:
1989	:	87,0	:	:	:
1990	84,6	86,7	97,6	126,7	77,1
1991	77,3	88,3	87,6	113,2	77,4
1992	87,4	90,7	96,4	112,0	86,1
1993	90,9	95,4	95,3	108,8	87,6
1994	91,1	97,1	93,8	105,4	89,0
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	103,1	102,3	100,8	100,2	100,6
1997	96,4	106,5	90,5	92,5	97,8
1998	95,5	112,8	84,7	90,2	93,9
1999	84,2	117,5	71,6	82,7	86,6
2000	89,7	122,5	73,2	80,3	91,2
2001	94,5	128,4	73,6	74,9	98,3
% 01/00	+5,3	+4,8	+0,5	-6,7	+7,8

Tableau A.16.

Italia

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	9,2	:	:	:
...
1978	:	20,4	:	:	:
...
1985	66,2	55,9	118,5	152,9	77,5
1986	69,9	60,3	116,0	149,7	77,4
1987	73,2	64,0	114,3	144,9	78,9
1988	70,8	68,3	103,5	136,7	75,8
1989	78,1	72,7	107,4	128,7	83,4
1990	76,9	78,7	97,7	125,1	78,1
1991	87,1	84,7	102,8	123,0	83,6
1992	87,6	88,5	99,0	119,2	83,0
1993	85,6	92,0	93,0	109,1	85,3
1994	90,2	95,2	94,7	104,0	91,1
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	106,2	105,3	100,9	95,4	105,7
1997	108,2	107,8	100,4	92,7	108,3
1998	106,5	110,7	96,2	88,7	108,5
1999	110,6	112,5	98,4	83,3	118,1
2000	105,8	115,0	92,0	81,1	113,5
2001	109,4	118,0	92,7	81,5	113,7
% 01/00	+3,3	+2,6	+0,7	+0,5	+0,2

Tableau A.17.

Luxembourg

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	36,5	:	256,8	:
...
1978	:	50,5	:	204,1	:
...
1985	91,1	79,1	115,2	147,5	78,1
1986	95,1	81,3	116,9	142,6	82,0
1987	91,8	82,0	111,8	135,8	82,4
1988	92,5	82,6	112,0	130,4	85,9
1989	110,0	85,5	128,7	127,3	101,1
1990	100,8	88,4	114,0	120,8	94,4
1991	92,2	89,7	102,8	117,1	87,8
1992	92,6	93,6	99,0	112,2	88,2
1993	93,9	94,3	99,6	109,4	91,1
1994	90,2	99,3	90,8	104,3	87,1
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	101,4	101,8	99,6	96,1	103,6
1997	93,7	104,7	89,5	93,5	95,7
1998	103,4	107,5	96,2	92,1	104,5
1999	94,0	110,2	85,3	90,2	94,5
2000	95,6	114,2	83,7	87,0	96,2
2001	96,2	117,7	81,7	85,5	95,6
% 01/00	+0,6	+3,0	-2,4	-1,7	-0,6

Tableau A.18.

Nederland

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	45,7	:	:	:
...
1978	:	67,1	:	:	:
...
1985	:	86,2	:	:	:
1986	96,6	86,3	112,0	:	:
1987	88,4	85,7	103,2	105,6	97,7
1988	90,9	86,5	105,1	105,6	99,5
1989	107,3	87,4	122,7	105,7	116,1
1990	105,3	89,4	117,8	102,2	115,2
1991	108,2	91,9	117,7	105,0	112,0
1992	103,2	94,1	109,7	106,1	103,4
1993	86,4	95,8	90,2	104,8	86,1
1994	96,7	98,1	98,6	102,0	96,7
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	100,2	101,2	99,1	102,1	97,0
1997	110,7	103,2	107,3	102,4	104,8
1998	99,1	105,0	94,4	100,3	94,1
1999	88,5	106,8	82,8	99,9	83,0
2000	88,6	110,8	80,0	99,7	80,2
2001	92,0	116,3	79,1	96,3	82,1
% 01/00	+3,8	+5,0	-1,1	-3,4	+2,4

Tableau A.19.

Österreich

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	40,3	:	:	:
...
1978	:	55,6	:	:	:
...
1985	:	75,8	:	:	:
1986	:	77,8	:	:	:
1987	:	79,5	:	:	:
1988	:	80,7	:	:	:
1989	:	83,1	:	:	:
1990	93,8	85,8	109,3	115,7	94,4
1991	94,2	89,1	105,8	114,1	92,7
1992	88,4	92,3	95,8	111,5	85,9
1993	78,3	95,0	82,4	109,0	75,6
1994	90,7	97,6	93,0	104,4	89,0
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	87,9	101,3	86,8	96,8	89,7
1997	81,7	102,2	80,0	96,2	83,1
1998	80,7	102,8	78,5	95,1	82,6
1999	77,6	103,5	74,9	94,5	79,3
2000	78,4	104,7	74,9	92,0	81,4
2001	87,2	106,9	81,6	90,5	90,2
% 01/00	+11,3	+2,1	+9,0	-1,7	+10,9

Tableau A.20.

Portugal

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	3,9	:	:	:
...
1978	:	9,6	:	:	:
...
1985	:	37,1	:	:	:
1986	49,6	44,7	111,0	176,1	63,0
1987	63,4	49,2	128,9	165,9	77,7
1988	53,0	54,7	96,8	155,8	62,1
1989	68,8	60,5	113,7	144,4	78,7
1990	86,9	68,4	127,0	134,3	94,6
1991	87,8	75,3	116,6	124,2	93,8
1992	67,2	83,9	80,1	114,2	70,1
1993	63,7	90,1	70,7	104,1	67,9
1994	89,9	96,7	93,0	102,0	91,1
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	107,0	103,1	103,8	94,6	109,7
1997	99,8	107,0	93,3	89,2	104,6
1998	96,2	111,1	86,5	84,0	103,1
1999	106,5	114,8	92,7	78,7	117,9
2000	100,3	118,3	84,8	79,4	106,8
2001	114,1	122,9	92,9	77,8	119,4
% 01/00	+13,8	+3,9	+9,5	-2,0	+11,8

Tableau A.21.

Suomi / Finland

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	20,5	:	:	:
...
1978	41,5	38,0	109,4	:	:
...
1985	80,6	68,1	118,3	159,8	74,0
1986	81,6	71,0	114,9	153,3	75,0
1987	64,0	74,0	86,5	151,4	57,1
1988	90,3	80,1	112,8	132,4	85,2
1989	97,4	85,0	114,6	122,4	93,7
1990	106,7	89,6	119,1	119,3	99,8
1991	96,8	91,2	106,1	115,9	91,6
1992	85,1	92,0	92,5	114,2	81,0
1993	83,8	94,2	89,0	109,3	81,5
1994	88,0	96,0	91,6	104,6	87,6
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	80,7	99,8	80,9	97,9	82,7
1997	80,0	101,8	78,6	95,6	82,1
1998	70,6	104,9	67,3	90,9	74,0
1999	73,6	104,7	70,3	86,4	81,3
2000	87,3	108,0	80,8	77,9	103,7
2001	90,9	110,6	82,2	75,6	108,7
% 01/00	+4,0	+2,4	+1,6	-3,0	+4,7

Tableau A.22.

Sverige

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	31,9	19,7	162,1	205,3	78,9
...
1978	50,2	33,4	150,3	171,8	87,5
...
1985	63,7	60,3	105,5	140,6	75,1
1986	70,5	64,5	109,3	131,7	83,0
1987	66,2	67,6	98,0	128,1	76,5
1988	73,3	71,9	101,9	121,1	84,1
1989	84,3	77,7	108,5	116,5	93,1
1990	98,9	84,6	116,9	110,6	105,7
1991	87,1	91,0	95,6	107,2	89,2
1992	77,4	92,0	84,2	105,3	79,9
1993	84,3	94,4	89,3	104,8	85,2
1994	84,3	96,6	87,2	103,2	84,5
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	90,2	101,4	88,9	96,6	92,1
1997	94,4	103,2	91,5	93,3	98,1
1998	99,7	104,1	95,8	88,9	107,8
1999	86,9	104,8	82,9	84,7	97,9
2000	92,4	105,8	87,3	81,2	107,5
2001	94,9	107,8	88,0	78,0	112,9
% 01/00	+2,7	+1,9	+0,8	-4,0	+5,0

Tableau A.23.

United Kingdom

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	19,0	15,6	121,9	147,5	82,7
...
1978	33,0	33,3	98,9	136,4	72,5
...
1985	49,7	63,4	78,5	122,0	64,3
1986	53,1	65,5	81,1	119,7	67,8
1987	55,9	69,0	81,1	117,3	69,1
1988	54,9	73,2	75,0	114,9	65,3
1989	62,2	78,6	79,2	112,0	70,7
1990	62,7	84,6	74,2	109,8	67,5
1991	64,6	90,2	71,6	107,9	66,4
1992	71,9	93,8	76,7	105,9	72,4
1993	85,9	96,2	89,3	104,6	85,4
1994	90,2	97,5	92,6	102,2	90,6
1995	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	95,0	103,3	92,0	98,3	93,6
1997	74,9	106,2	70,5	97,1	72,6
1998	65,1	109,4	59,6	95,5	62,3
1999	63,3	112,2	56,4	92,3	61,1
2000	54,7	114,2	47,9	86,5	55,4
2001	56,8	116,8	48,6	84,8	57,3
% 01/00	+3,8	+2,3	+1,5	-1,9	+3,5

Tableau A.24.

EUR-12

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	:	:	:	:
...
1978	:	:	:	:	:
...
1985	:	:	:	:	:
1986	:	:	:	:	:
1987	:	:	:	:	:
1988	:	:	:	:	:
1989	:	:	:	:	:
1990	:	:	:	:	:
1991	:	:	:	116,7	:
1992	:	:	:	111,0	:
1993	:	:	:	107,1	:
1994	94,5	:	98,0	103,3	94,9
1995	100,0	:	100,0	100,0	100,0
1996	104,3	:	101,3	97,2	104,2
1997	107,0	:	101,7	94,8	107,3
1998	105,5	:	98,1	92,7	105,8
1999	102,0	:	93,3	89,1	104,7
2000	104,0	:	93,3	86,0	108,4
2001	107,9	:	94,3	84,4	111,7
% 01/00	+3,7	:	+1,0	-2,0	+3,0

Tableau A.25.

EU-15

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1973 à 2001 (Indices, 1995=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1973	:	:	:	:	:
...
1978	:	:	:	:	:
...
1985	:	:	:	:	:
1986	:	:	:	:	:
1987	:	:	:	:	:
1988	:	:	:	:	:
1989	:	:	:	:	:
1990	:	:	:	:	:
1991	:	:	:	116,0	:
1992	:	:	:	110,7	:
1993	:	:	:	107,0	:
1994	93,7	:	97,1	103,2	94,0
1995	100,0	:	100,0	100,0	100,0
1996	103,2	:	100,3	97,3	103,1
1997	103,7	:	98,6	95,0	103,8
1998	101,0	:	93,9	92,8	101,1
1999	97,5	:	89,1	89,2	99,9
2000	99,0	:	88,7	86,0	103,2
2001	102,9	:	89,8	84,3	106,6
% 01/00	+3,9	:	+1,2	-2,0	+3,3

Tableau A.26. République Tchèque
Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1995 à 2001 (Indices, 2000=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1995	:	73,9	:	:	:
1996	:	80,4	:	:	:
1997	:	86,8	:	:	:
1998	109,6	96,2	114,0	98,3	115,9
1999	86,3	99,2	87,1	89,4	97,3
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	124,2	105,1	118,1	98,0	120,5
% 01/00	24,2	5,1	18,1	-2,0	20,5

Tableau A.27. Estonie
Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1995 à 2001 (Indices, 2000=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1995	:	61,3	:	:	:
1996	:	75,6	:	:	:
1997	:	83,6	:	122,9	:
1998	:	91,4	:	110,7	:
1999	106,0	95,5	111,0	119,4	93,0
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	123,6	105,4	117,2	100,0	117,2
% 01/00	23,6	5,4	17,2	0,0	17,2

Tableau A.28. Hongrie
Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1995 à 2001 (Indices, 2000=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1995	:	52,3	:	:	:
1996	:	63,4	:	120,1	:
1997	:	75,1	:	114,4	:
1998	115,6	84,5	136,7	110,8	123,4
1999	98,4	91,6	107,3	107,4	99,9
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	134,9	108,6	124,2	98,0	126,8
% 01/00	34,9	8,6	24,2	-2,0	26,8

Tableau A.29.

Lithuanie

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1995 à 2001 (Indices, 2000=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1995	:	62,8	:	:	:
1996	:	78,5	:	:	:
1997	:	88,9	:	133,3	:
1998	202,2	94,9	213,2	117,9	180,9
1999	137,8	97,9	140,7	105,9	132,9
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	102,7	100,6	102,1	89,9	113,6
% 01/00	2,7	0,6	2,1	-10,1	13,6

Tableau A.30.

Malte

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1995 à 2001 (Indices, 2000=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1995	:	90,7	:	:	:
1996	:	91,5	:	:	:
1997	:	93,6	:	100,3	:
1998	100,2	95,7	104,7	100,8	103,9
1999	94,3	98,3	95,9	99,3	96,6
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	97,5	102,4	95,2	96,7	98,4
% 01/00	-2,5	2,4	-4,8	-3,3	-1,6

Tableau A.31.

Pologne

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1995 à 2001 (Indices, 2000=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1995	:	57,8	:	:	:
1996	:	68,6	:	135,0	:
1997	:	78,2	:	127,1	:
1998	113,3	87,4	129,6	114,5	113,3
1999	91,5	93,3	98,1	100,4	97,7
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	96,3	106,1	90,8	101,2	89,7
% 01/00	-3,7	6,1	-9,2	1,2	-10,3

Tableau A.32.

République Slovaque

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1995 à 2001 (Indices, 2000=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1995	107,3	75,2	142,6	:	:
1996	114,6	78,6	145,7	:	:
1997	120,5	83,8	143,7	140,5	102,3
1998	101,3	88,1	115,0	125,0	91,9
1999	102,7	93,9	109,4	109,5	99,9
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	111,1	107,1	103,7	91,0	114,0
% 01/00	11,1	7,1	3,7	-9,1	14,1

Tableau A.33.

Slovénie

Composantes entrant dans le calcul de l'indicateur A de 1995 à 2001 (Indices, 2000=100)

	Revenu des facteurs, nominal	Indice implicite des prix du produit intérieur brut aux prix du marché	Revenu des facteurs, réel	Main-d'oeuvre agricole totale en UTA (1)	Revenu réel des facteurs par UTA
1995	67,9	68,1	99,8	106,6	93,6
1996	71,8	75,6	95,0	107,1	88,7
1997	91,9	82,3	111,6	110,1	101,4
1998	88,0	88,8	99,2	107,2	92,5
1999	86,2	94,6	91,2	104,6	87,1
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	92,8	108,4	85,6	100,0	85,6
% 01/00	-7,2	8,4	-14,4	0,0	-14,4

Tableau A.34.

Indicateur A

**Indices du revenu réel des facteurs dans l'agriculture par unité
de travail annuel (UTA) de 1990 à 2001, ("1995" = 100)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	% 01/00
B	109,2	109,1	106,1	102,6	104,2	93,4	102,4	106,4	100,5	86,3	96,3	101,4	5,3
DK	89,8	86,7	76,7	78,6	88,8	105,8	105,5	102,2	81,5	78,9	95,3	107,1	12,3
D	:	90,0	94,1	89,2	92,7	98,3	109,0	114,1	104,0	94,8	112,8	123,9	9,9
EL	:	:	:	:	98,9	103,0	98,1	98,4	97,7	99,5	97,9	99,4	1,5
E	97,9	96,6	83,7	86,4	96,3	95,9	107,7	108,9	106,4	103,3	115,1	118,2	2,6
F	89,4	78,7	85,4	84,9	96,1	101,8	102,0	105,5	110,0	107,6	107,8	108,6	0,7
IRL	79,9	80,2	89,2	90,8	92,2	103,6	104,2	101,4	97,3	89,7	94,5	101,8	7,8
I	79,0	84,5	83,9	86,2	92,1	101,1	106,8	109,5	109,7	119,4	114,7	115,0	0,2
L	97,4	90,6	91,0	94,0	89,9	103,2	106,9	98,7	107,8	97,5	99,3	98,6	-0,6
NL	117,6	114,4	105,6	87,9	98,8	102,1	99,1	107,0	96,1	84,7	81,9	83,8	2,4
A	101,7	99,8	92,4	81,4	95,8	107,7	96,5	89,5	88,9	85,4	87,6	97,1	10,9
P	94,3	93,6	69,9	67,7	90,9	99,7	109,4	104,3	102,8	117,5	106,5	119,1	11,8
FIN	110,8	101,7	89,9	90,4	97,2	111,0	91,8	91,2	82,1	90,2	115,2	120,7	4,7
S	114,6	96,7	86,7	92,4	91,7	108,5	99,8	106,4	116,9	106,2	116,6	122,5	5,0
UK	71,3	70,1	76,4	90,2	95,6	105,5	98,8	76,7	65,8	64,5	58,5	60,5	3,5
EUR12	:	:	:	:	94,9	101,0	104,1	104,8	102,1	100,9	104,2	107,6	3,3
EU-15	:	:	:	:	95,1	100,3	104,6	107,6	106,1	105,0	108,8	112,1	3,0

Tableau A.35.

Indicateur B

**Indices du revenu net réel d'entreprise agricole par unité de travail non-salarié annuel (UTA)
de 1990 à 2001, ("1995" = 100)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	% 00/99
B	125,7	120,6	112,6	105,5	106,0	89,5	104,5	110,4	101,4	79,2	94,6	101,9	7,8
DK	85,8	79,0	54,4	57,4	78,7	110,0	111,3	100,5	56,8	41,4	80,9	106,2	31,2
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	99,0	102,1	98,9	99,3	98,8	101,2	100,1	103,0	2,9
E	87,9	85,6	70,4	77,7	93,9	94,9	111,2	117,3	114,9	112,3	124,4	131,1	5,4
F	88,0	71,8	79,7	76,7	94,5	102,5	102,9	108,5	113,5	109,1	108,7	109,5	0,8
IRL	71,9	71,8	83,3	88,7	91,8	104,1	104,1	97,5	92,4	82,5	86,2	94,0	9,0
I	58,3	70,6	65,6	70,5	85,6	101,2	113,2	121,5	126,5	144,0	136,3	138,4	1,6
L	99,1	89,0	87,3	90,6	86,8	103,5	109,8	99,5	112,4	95,4	93,2	94,8	1,7
NL	124,8	118,5	104,6	79,5	97,8	102,9	99,3	111,0	92,4	73,2	68,2	71,3	4,6
A	101,8	99,3	92,0	77,8	95,6	108,5	95,9	88,7	85,9	81,5	82,6	93,5	13,2
P	82,4	73,8	41,3	35,5	81,5	101,0	117,4	108,9	106,6	128,9	112,9	133,1	18,0
FIN	102,9	84,0	64,6	75,1	93,5	114,8	91,7	95,7	80,5	91,6	123,8	133,0	7,5
S	125,9	88,9	63,6	76,4	79,8	119,6	100,6	121,0	127,1	102,5	123,3	132,8	7,7
UK	50,9	53,0	64,9	88,7	94,7	108,1	97,2	62,7	45,5	43,9	33,5	37,1	10,9
EUR12	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

Tableau A.36.

Indicateur C

**Indices du revenu net réel d'entreprise agricole de 1990 à 2001,
("1995" = 100)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	% 01/00
B	149,2	140,0	124,4	112,6	109,6	90,0	100,4	106,5	93,5	71,3	83,3	87,1	4,6
DK	101,8	90,5	60,5	62,9	82,0	109,9	108,1	93,8	50,0	34,3	64,9	82,6	27,3
D	:	112,9	121,6	93,9	91,7	91,5	116,8	126,7	94,0	77,8	101,5	115,8	14,1
EL	:	:	:	:	103,8	101,1	95,1	92,7	91,6	93,1	89,0	88,3	-0,7
E	89,9	81,2	65,6	80,8	95,7	94,1	110,2	113,1	111,5	99,9	99,0	98,8	-0,2
F	111,6	86,8	91,7	83,1	98,1	102,6	99,3	100,9	102,5	95,8	92,9	91,1	-2,0
IRL	88,6	78,8	91,6	95,0	95,1	101,6	103,3	88,9	82,1	66,9	68,0	69,2	1,8
I	73,6	88,6	78,1	76,3	89,4	101,0	109,6	114,0	110,9	117,5	106,1	107,6	1,5
L	124,6	108,0	101,0	100,7	91,4	103,8	104,9	92,6	102,3	84,5	79,0	77,6	-1,8
NL	128,6	125,2	110,7	82,3	98,5	100,8	100,6	111,6	89,7	69,6	64,0	63,2	-1,2
A	119,3	114,5	103,2	85,2	99,9	108,0	92,0	84,2	80,7	76,0	74,9	83,2	11,1
P	114,4	94,5	48,4	37,8	84,9	102,8	112,3	97,4	89,5	101,0	88,4	102,1	15,5
FIN	122,4	96,9	72,9	81,6	97,2	114,2	88,6	88,5	69,2	72,7	88,6	90,6	2,3
S	138,8	95,1	66,8	79,9	82,1	119,3	98,7	116,5	116,0	88,3	102,4	106,3	3,8
UK	53,2	55,1	67,2	91,6	96,2	107,9	95,9	61,4	44,0	41,1	30,3	33,0	8,9
EUR12	:	:	:	:	96,2	99,5	104,3	106,4	100,7	94,3	92,8	94,2	1,5
EU-15	:	:	:	:	95,8	100,6	103,6	102,1	94,7	88,2	86,6	88,5	2,2

Tableau A.37.

**le volume de la main-d'oeuvre agricole totale en unités de travail (UTA)
de 1990 à 2001 en 1000**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	% 01/00
B	96,6	94,3	90,2	87,8	85,6	84,0	80,0	79,6	77,1	75,7	73,9	72,1	-2,4
DK	105,2	101,8	99,4	98,0	93,0	89,8	89,0	86,9	83,0	78,8	76,4	74,1	-3,0
D	:	1041,5	876,0	816,1	763,8	725,5	698,2	678,0	659,8	655,1	645,5	619,4	-4,0
EL	746,1	687,2	696,7	707,9	675,3	644,6	624,4	604,8	599,5	594,4	577,3	560,8	-2,9
E	1100,6	1039,9	1013,9	1112,1	1099,6	1088,2	1089,2	1099,0	1121,0	1050,5	946,7	930,1	-1,8
F	1370,1	1314,9	1260,1	1195,0	1158,7	1128,9	1101,3	1074,1	1052,2	1033,0	1015,0	996,7	-1,8
IRL	293,5	262,2	259,4	252,0	244,3	231,7	232,2	214,3	208,9	191,7	186,1	173,6	-6,7
I	1830,0	1800,3	1744,7	1596,6	1521,6	1463,3	1396,7	1356,4	1297,8	1218,5	1186,9	1192,8	0,5
L	6,0	5,8	5,5	5,4	5,1	4,9	4,7	4,6	4,5	4,4	4,3	4,2	-1,7
NL	225,4	231,6	233,9	231,1	224,8	220,5	225,1	225,7	221,2	220,2	219,8	212,3	-3,4
A	216,2	213,2	208,4	203,7	195,1	186,8	180,8	179,7	177,7	176,5	171,9	169,0	-1,7
P	907,0	839,1	771,0	702,9	689,1	675,4	638,8	602,5	567,0	531,5	536,3	525,4	-2,0
FIN	167,0	162,2	159,9	153,0	146,4	140,0	137,0	133,9	127,3	121,0	109,1	105,8	-3,0
S	99,4	96,3	94,6	94,2	92,7	89,9	86,8	83,8	79,9	76,1	73,0	70,1	-4,0
UK	429,5	422,0	414,5	409,1	399,7	391,2	384,4	379,9	373,8	361,0	338,2	331,7	-1,9
EUR12	:	7692,2	7319,7	7063,6	6809,5	6593,9	6408,4	6252,7	6114,0	5872,4	5672,8	5562,2	-2,0
EU-15	:	8312,4	7928,2	7664,9	7394,8	7164,7	6968,6	6803,3	6650,6	6388,3	6160,5	6038,0	-2,0

Tableau A.38.

**Le volume de la main-d'oeuvre agricole non-salarié en unités de travail (UTA)
de 1990 à 2001 en 1000**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	% 01/00
B	85,1	83,2	79,2	76,5	74,1	72,0	68,9	69,1	66,1	64,5	63,1	61,2	-3,0
DK	77,2	74,6	72,4	71,3	67,7	65,0	63,2	60,7	57,2	53,8	52,2	50,6	-3,0
D	:	729,1	613,2	571,3	534,7	507,9	492,9	479,3	449,2	440,0	433,2	415,0	-4,2
EL	680,8	626,0	624,9	623,7	589,1	556,4	540,3	524,6	520,8	517,1	499,2	481,9	-3,5
E	814,5	754,8	741,6	828,7	811,1	790,2	789,2	767,5	772,4	708,1	633,8	600,3	-5,3
F	1109,1	1058,0	1007,6	947,5	908,3	875,1	844,1	813,2	789,6	768,3	748,2	728,0	-2,7
IRL	264,7	235,8	236,2	229,9	222,4	209,5	212,9	195,6	190,6	174,1	169,3	158,0	-6,7
I	1166,2	1161,2	1101,2	1001,5	966,6	923,2	895,5	868,4	810,9	754,8	719,8	719,1	-0,1
L	5,3	5,1	4,9	4,7	4,5	4,3	4,1	3,9	3,9	3,8	3,6	3,5	-3,4
NL	161,3	165,4	165,7	162,0	157,7	153,4	158,7	157,5	152,0	148,9	146,9	138,7	-5,6
A	198,5	195,2	190,0	185,5	177,1	168,7	162,5	160,9	159,1	157,9	153,4	150,6	-1,8
P	768,6	709,3	649,9	590,5	577,0	563,6	529,7	495,9	464,9	433,9	433,9	424,8	-2,1
FIN	160,9	156,1	152,6	147,1	140,7	134,6	130,9	125,2	116,4	107,4	96,9	92,2	-4,9
S	73,7	71,5	70,2	69,9	68,8	66,7	65,5	64,3	61,0	57,6	55,5	53,5	-3,6
UK	255,6	254,2	253,1	252,3	248,2	244,1	241,1	239,3	236,5	228,9	221,6	217,6	-1,8
EUR12	:	5879,3	5567,1	5369,0	5163,2	4958,9	4829,6	4661,0	4495,8	4278,7	4101,4	3973,4	-3,1
EU-15	:	6279,6	5962,7	5762,5	5547,9	5334,6	5199,4	5025,4	4850,5	4619,0	4430,7	4295,1	-3,1

III. Tableaux détaillés sur la productivité agricole dans l'UE

Tableau B.1.	Indices du volume de la production de la branche agricole (au prix de base) de 1990 à 2001 (1995 = 100)
Tableau B.2.	Indices du volume de la valeur ajoutée brute au prix de base de 1990 à 2001 (1995 = 100)
Tableau B.3.	Indices du volume de la consommation de capital fixe de 1990 à 2001 (1995 = 100)
Tableau B.4.	Indices du volume de la main-d'œuvre agricole totale de 1990 à 2001 (1995 = 100)
Tableau B.5.	Indices du volume des consommations intermédiaires de l'agriculture de 1990 à 2001 (1995 = 100)
Tableau B.6.	Consommation de capital fixe de 1990 à 2001 - en prix courant et Mio Euro
Tableau B.7.	Rémunération des salariés de 1990 à 2001 - en prix courant et Mio Euro
Tableau B.8.	Rémunérations des non-salariés imputées de 1990 à 2001 - en prix courant et Mio Euro
Tableau B.9.	Consommations intermédiaires de 1990 à 2001 - en prix courant et Mio Euro
Tableau B.10.	Indice de Laspeyres pour le capital
Tableau B.11.	Indice de Laspeyres pour le travail
Tableau B.12.	Indice de Laspeyres pour les consommations intermédiaires
Tableau B.13.	Indice de Laspeyres pour tous les facteurs de production (capital, travail, consommations intermédiaires)
Tableau B.14.	Indice de Paasche pour le capital
Tableau B.15.	Indice de Paasche pour le travail
Tableau B.16.	Indice de Paasche pour les consommations intermédiaires
Tableau B.17.	Indice de Paasche pour tous les facteurs de production (capital, travail, consommations intermédiaires)
Tableau B.18.	Indice de Fisher pour tous les facteurs de production (capital, travail, consommations intermédiaires)
Tableau B.19.	Productivité multi-factorielle (rapport Tableau B.1. / Tableau B.18.)

Tableau B.1

**Indices du volume de la production de la branche agricole (au prix de base) de 1990 à 2001
(1995 = 100)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	83,9	88,5	95,7	97,6	97,4	100,0	96,0	97,0	100,5	100,0	99,5	95,5
DK	100,0	98,7	93,8	101,0	98,0	100,0	100,2	101,9	104,5	102,9	101,8	102,5
D	:	102,5	99,6	99,8	98,7	100,0	103,0	103,9	105,8	107,5	112,1	113,7
EL	:	:	:	:	:	100,0	97,5	98,1	100,5	103,6	101,0	96,7
E	117,8	116,8	114,7	110,9	109,6	100,0	126,9	133,9	136,9	140,3	144,3	142,8
F	96,7	94,8	101,2	97,3	97,9	100,0	103,5	105,0	107,3	109,5	108,9	105,5
IRL	97,4	96,4	102,3	98,5	99,3	100,0	103,2	101,6	104,0	101,9	102,1	100,1
I	95,2	102,3	102,3	99,9	99,1	100,0	100,7	100,8	101,9	106,1	103,6	102,8
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	93,5	95,5	97,9	98,7	99,6	100,0	99,4	96,8	101,3	104,7	104,8	102,1
A	102,1	102,9	99,1	99,4	102,4	100,0	98,4	101,1	106,3	109,4	103,3	104,5
P	113,9	120,2	110,2	102,4	104,2	100,0	106,1	101,3	99,3	112,5	106,7	105,4
FIN	108,6	98,4	93,4	97,2	98,0	100,0	101,4	103,8	97,2	98,7	104,7	102,9
S	105,2	94,7	86,3	95,7	95,5	100,0	103,6	105,8	101,0	104,1	103,5	103,5
UK	98,8	100,7	101,2	98,7	99,8	100,0	99,5	100,7	101,1	101,9	98,2	92,3

Tableau B.2

**Indices du volume de la valeur ajoutée brute au prix de base de 1990 à 2001
(1995 = 100)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	96,7	96,6	115,5	116,2	101,2	100,0	99,6	103,1	109,5	113,3	127,9	112,8
DK	95,6	95,4	85,8	99,3	95,4	100,0	99,6	100,2	104,5	101,4	100,3	102,7
D	:	103,2	103,8	100,1	95,8	100,0	107,2	105,8	106,6	111,3	122,8	127,0
EL	:	:	:	:	:	100,0	96,7	98,1	101,3	106,3	102,9	97,7
E	127,3	125,9	123,1	119,4	116,1	100,0	138,9	147,9	152,7	157,3	165,4	161,4
F	96,6	90,6	102,3	97,2	97,5	100,0	105,6	107,1	109,4	113,4	111,9	106,7
IRL	107,4	104,6	115,0	104,7	102,2	100,0	107,2	106,6	105,4	98,8	100,5	94,0
I	88,8	98,4	99,8	98,0	98,3	100,0	101,6	102,9	104,5	111,2	107,9	107,1
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	84,9	87,5	91,7	94,6	98,1	100,0	98,0	92,8	101,2	106,8	107,6	104,5
A	106,7	107,0	101,4	100,4	107,0	100,0	95,5	98,0	109,1	112,6	105,7	108,6
P	126,6	133,9	116,0	100,3	104,8	100,0	105,2	100,4	95,1	110,5	102,5	101,3
FIN	127,1	116,6	102,2	106,4	116,4	100,0	106,1	112,6	97,3	94,5	109,1	112,0
S	98,4	90,1	81,6	96,2	89,4	100,0	106,7	116,2	101,3	112,7	109,6	109,2
UK	104,5	107,2	108,4	102,0	102,2	100,0	98,6	100,7	103,1	106,7	104,1	90,1

Tableau B.3

**Indices du volume de la consommation de capital fixe de 1990 à 2001
(1995 = 100)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
DK	108,0	103,9	102,6	101,5	100,4	100,0	99,6	99,3	97,9	97,2	96,3	93,4
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	95,9	96,4	97,1	97,5	98,3	100,0	101,2	102,3	103,7	:	:	:
F	105,5	104,9	103,6	101,9	100,6	100,0	100,2	100,9	102,0	103,4	104,8	106,0
IRL	:	:	:	:	:	100,0	102,0	103,5	104,9	105,9	106,2	:
I	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	86,0	90,9	95,2	98,6	99,4	100,0	98,9	97,9	101,1	100,5	100,8	100,8
A	89,8	94,8	94,3	99,7	97,0	100,0	98,0	96,6	95,6	94,9	93,4	92,8
P	118,9	118,0	116,2	110,4	104,9	100,0	96,3	93,6	92,4	92,5	92,8	93,7
FIN	121,0	119,9	116,0	110,6	105,0	100,0	95,7	92,3	90,3	88,7	87,0	84,8
S	114,3	109,2	106,3	103,9	102,0	100,0	96,1	94,7	93,3	93,3	90,9	87,6
UK	101,2	100,6	100,0	99,4	99,6	100,0	101,5	101,6	100,2	98,4	96,0	93,4

Tableau B.4

**Indices de la main d'oeuvre agricole totale de 1990 à 2001
(1995 = 100)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	115,0	112,3	107,4	104,5	101,9	100,0	95,2	94,8	91,8	90,1	88,0	85,8
DK	117,2	113,4	110,7	109,2	103,6	100,0	99,1	96,8	92,5	87,8	85,1	82,6
D	:	143,6	120,7	112,5	105,3	100,0	96,2	93,5	90,9	90,3	89,0	85,4
EL	115,7	106,6	108,1	109,8	104,8	100,0	96,9	93,8	93,0	92,2	89,6	87,0
E	115,4	109,0	106,3	102,2	101,1	100,0	100,1	101,0	103,0	96,5	87,0	87,0
F	121,4	116,5	111,6	105,9	102,6	100,0	97,6	95,1	93,2	91,5	89,9	88,3
IRL	126,7	113,2	112,0	108,8	105,4	100,0	100,2	92,5	90,2	82,7	80,3	74,9
I	125,1	123,0	119,2	109,1	104,0	100,0	95,4	92,7	88,7	83,3	81,1	81,5
L	120,8	117,1	112,2	109,4	104,3	100,0	96,1	93,5	92,1	90,2	87,0	85,9
NL	102,2	105,0	106,1	104,8	102,0	100,0	102,1	102,4	100,3	99,9	99,7	96,3
A	115,7	114,1	111,5	109,0	104,4	100,0	96,8	96,2	95,1	94,5	92,0	90,5
P	134,3	124,2	114,2	104,1	102,0	100,0	94,6	89,2	84,0	78,7	79,4	77,8
FIN	119,3	115,9	114,2	109,3	104,6	100,0	97,9	95,6	90,9	86,4	77,9	75,6
S	110,6	107,2	105,3	104,8	103,2	100,0	96,6	93,3	88,9	84,7	81,2	78,0
UK	109,8	107,9	105,9	104,6	102,2	100,0	98,3	97,1	95,5	92,3	86,5	84,8

Tableau B.5

**Indices du volume des consommations intermédiaires de l'agriculture de 1990 à 2001
(1995 = 100)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	77,4	84,9	84,8	87,3	94,9	100,0	93,8	93,2	94,9	91,9	83,9	84,5
DK	103,9	101,6	100,9	102,4	100,2	100,0	100,8	103,5	104,5	104,2	103,0	102,5
D	:	102,1	96,9	99,7	100,5	100,0	100,3	102,8	105,3	105,1	105,4	105,5
EL	:	:	:	:	:	100,0	99,9	98,1	98,4	95,8	95,5	93,6
E	99,3	99,1	98,6	94,4	97,0	100,0	103,7	106,9	106,2	108,5	106,5	108,4
F	96,8	99,0	100,2	97,4	98,3	100,0	101,4	102,8	105,2	105,6	105,8	104,2
IRL	86,1	87,2	88,0	91,7	96,1	100,0	98,7	96,1	102,5	105,2	103,9	106,0
I	107,8	110,0	107,1	103,6	100,7	100,0	99,0	96,8	96,7	96,2	95,1	94,5
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	102,3	103,7	103,9	102,6	101,0	100,0	100,7	100,6	101,3	102,9	102,3	100,0
A	97,5	98,8	96,8	98,4	98,0	100,0	101,6	104,4	104,1	106,9	101,3	101,3
P	100,7	106,1	104,2	104,5	103,6	100,0	106,9	102,2	103,7	114,6	111,0	109,5
FIN	96,5	86,5	87,6	91,3	86,1	100,0	98,4	98,1	97,1	101,4	101,9	98,0
S	109,3	97,4	89,2	95,5	99,1	100,0	101,7	99,6	100,8	98,9	99,9	100,0
UK	93,6	94,8	94,9	95,4	97,4	100,0	100,5	100,6	99,4	98,1	93,5	93,2

Tableau B.6

Consommation de capital fixe de 1990 à 2001 - en prix courant et Mio Euro

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	472,5	498,1	523,3	567,8	603,1	618,0	571,1	607,6	608,3	606,0	600,2	606,2
DK	851,0	837,2	849,5	878,0	878,4	923,9	930,0	928,5	929,5	949,1	946,8	945,9
D	:	6393,8	6847,7	7228,9	7258,1	7537,8	7427,8	7198,5	7142,7	7140,0	7153,0	7158,1
EL	:	:	:	:	:	611,5	641,4	634,4	609,6	624,4	611,8	621,8
E	2523,5	2599,1	2460,8	2223,1	2209,5	2324,3	2479,3	2525,6	2572,4	2660,1	2756,8	3027,7
F	6611,0	6783,4	6950,4	7057,9	7127,9	7113,7	7254,4	7254,6	7352,7	7606,0	7836,0	8137,0
IRL	442,8	455,8	465,6	448,0	465,7	478,3	513,2	555,2	536,9	543,7	556,7	568,3
I	7163,0	7658,3	7642,1	6797,1	6710,0	6235,7	6996,1	7234,7	7295,6	7453,0	7657,5	7912,3
L	28,3	32,9	34,6	36,0	37,8	38,5	37,9	37,0	38,1	53,4	54,4	56,1
NL	1785,6	1888,3	2008,8	2176,2	2211,6	2286,9	2253,6	2194,7	2261,2	2317,0	2407,8	2492,0
A	1034,8	1139,3	1197,2	1363,9	1351,5	1454,8	1434,7	1394,5	1397,0	1412,0	1411,0	1434,6
P	624,9	648,9	691,9	667,5	622,7	618,8	617,6	583,2	580,4	592,5	683,4	713,4
FIN	1181,3	1132,3	947,1	817,0	865,8	786,4	742,8	717,3	705,9	711,3	722,4	723,7
S	714,3	728,2	713,3	609,5	625,5	638,1	683,0	670,0	649,7	663,8	690,0	684,5
UK	2455,8	2473,1	2274,0	2192,0	2269,9	2256,6	2429,6	2886,5	2979,7	3066,6	3239,7	3221,9

Tableau B.7

Rémunération des salariés de 1990 à 2001 - en prix courant et Mio Euro

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	169,9	189,6	205,8	235,0	251,9	267,5	265,5	260,8	271,7	273,0	268,5	279,1
DK	445,7	436,0	467,1	463,3	458,7	493,9	511,5	541,6	538,3	558,1	552,7	552,7
D	:	5757,3	4301,2	4353,5	4240,3	4455,1	4031,1	3576,9	3601,3	3520,5	3706,9	3764,8
EL	:	:	:	:	:	455,7	479,4	499,9	472,4	489,1	486,1	495,4
E	2527,1	2727,3	2526,4	2200,5	2181,4	2187,5	2276,0	2602,1	2766,9	2788,1	2898,1	3176,4
F	3866,9	3928,8	4130,6	4373,4	4371,7	4593,2	4665,3	4700,0	4878,1	5064,4	5256,0	5434,0
IRL	316,0	293,8	277,8	260,6	263,0	266,1	244,9	270,2	256,4	256,4	253,9	255,1
I	8712,7	8834,7	9344,8	7797,2	7106,6	6347,1	6604,8	6653,5	6469,1	6247,7	6318,9	6476,9
L	4,2	4,7	5,2	5,9	6,1	6,7	7,3	6,5	6,7	10,3	10,9	11,6
NL	1245,3	1302,1	1404,5	1500,9	1497,0	1531,3	1570,3	1582,7	1661,8	1779,0	1935,8	2052,0
A	192,2	201,7	215,1	226,4	230,9	247,8	238,0	228,1	240,3	245,3	247,5	250,9
P	605,2	685,1	628,3	602,6	511,4	508,9	500,3	513,6	516,0	516,4	542,4	559,6
FIN	538,8	557,0	475,3	376,9	381,7	433,9	391,6	376,2	381,1	413,9	432,7	439,6
S	286,6	295,0	298,7	240,4	239,4	238,3	250,9	235,1	231,4	236,6	241,2	237,9
UK	2403,0	2537,8	2418,0	2290,6	2355,3	2215,6	2311,3	2787,7	2922,7	3079,2	3112,7	3140,2

Tableau B.8

Rémunérations des non-salariés imputées, de 1990 à 2001 - en prix courant et Mio Euro

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	1257,6	1421,0	1481,8	1591,1	1623,0	1604,9	1647,7	1716,2	1632,9	1572,4	1569,9	1566,6
DK	1230,8	1194,1	1248,5	1238,4	1232,0	1295,8	1256,0	1255,9	1191,6	1203,9	1192,3	1192,3
D	:	13432,5	10036,1	10159,9	9896,5	10393,9	9678,1	8628,1	7681,5	7201,4	7563,9	7643,8
EL	:	:	:	:	:	2874,6	3080,1	3269,7	3126,0	3271,8	3107,3	3025,9
E	7197,0	7219,0	6882,0	6435,1	6130,9	5799,8	5986,6	6023,8	6130,4	5766,9	5870,2	5783,4
F	16432,0	16180,2	16483,2	16742,8	15857,8	15837,4	15305,1	14643,7	14667,6	14699,5	14745,2	14722,6
IRL	2904,2	2624,3	2827,9	2711,4	2670,5	2511,1	2701,3	2826,6	2670,6	2529,1	2564,0	2583,7
I	15304,7	16053,8	15991,0	13122,4	12378,5	10847,8	11799,8	11837,4	10773,2	10169,1	9737,6	9833,3
L	36,1	38,5	40,7	40,4	40,1	42,2	42,8	38,5	38,0	55,6	56,3	54,7
NL	3133,7	3258,2	3417,3	3518,7	3518,2	3500,7	3753,1	3660,4	3650,1	3715,1	3900,9	3867,0
A	2345,5	2389,2	2436,6	2541,9	2497,1	2563,6	2348,8	2172,2	2303,7	2334,5	2309,2	2310,3
P	3361,0	3743,5	3371,8	3165,9	2632,4	2565,4	2429,0	2389,4	2349,4	2295,8	2298,4	2363,0
FIN	14299,4	14357,4	9975,5	9380,2	9420,0	10873,9	8402,3	5413,1	4069,8	3268,7	3436,8	2980,2
S	823,5	849,1	857,7	690,3	687,8	683,8	771,7	775,8	742,9	736,6	765,0	769,8
UK	3531,7	3842,8	3791,4	3685,6	3858,7	3676,6	3886,1	4743,5	5033,1	5335,3	5913,7	5987,7

Tableau B.9

Consommations intermédiaires de 1990 à 2001 - en prix courant et Mio Euro

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	3738,0	3860,0	4018,1	4020,1	4249,9	4489,1	4374,4	4294,7	4146,4	3981,6	4298,4	4462,1
DK	4542,1	4436,9	4473,8	4639,9	4474,6	4562,5	4667,8	4810,0	4744,2	4679,1	4797,6	4892,5
D	:	25641,8	24999,5	25645,6	26159,1	26858,7	26495,3	26227,5	25162,3	24782,7	25315,6	25608,1
EL	:	:	:	:	:	2834,4	2991,3	2949,7	2768,3	2798,5	2895,5	2922,4
E	11358,8	11597,8	11242,5	9567,7	9701,5	9905,4	10730,4	10963,4	10963,0	11061,0	11446,9	11928,8
F	28188,1	28409,3	28638,9	28051,3	28661,1	30242,0	31718,6	31645,8	31356,2	31181,5	32032,7	32747,0
IRL	2324,1	2362,8	2448,2	2451,5	2614,6	2694,5	2827,3	2900,5	2890,7	2980,8	3109,5	3235,6
I	15844,4	16791,7	15674,3	13784,4	12797,7	12319,1	13837,2	13643,5	13270,4	13237,1	13419,2	13915,1
L	121,2	120,1	127,5	119,7	118,0	127,0	130,4	121,4	125,8	122,7	128,2	128,9
NL	9006,6	9330,6	9601,5	9847,1	9826,3	10065,0	10226,1	9982,9	9944,0	10096,4	10525,4	10921,7
A	2912,9	2954,2	2982,8	3186,5	3138,3	2980,5	3069,0	3026,3	2912,1	3047,5	3020,7	3071,5
P	2692,3	3024,8	3059,1	2787,0	2650,6	2602,7	2778,2	2730,3	2739,3	2985,5	2845,3	2958,4
FIN	3621,9	3193,0	2820,2	2660,5	2705,5	2522,9	2407,6	2438,1	2375,5	2462,7	2614,9	2549,8
S	3710,7	3362,9	3142,5	2783,5	2828,7	2863,9	3300,6	3217,7	3215,9	3196,7	3452,3	3620,5
UK	11351,8	11939,0	11414,0	11245,7	11540,3	11618,8	12516,6	14003,0	13280,2	13289,0	13924,4	14286,3

Tableau B.10

Indice de Laspeyres pour le capital

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
DK	0,137	0,132	0,130	0,129	0,127	0,127	0,126	0,126	0,124	0,123	0,122	0,119
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	0,110	0,111	0,112	0,112	0,113	0,115	0,116	0,118	0,119	:	:	:
F	0,130	0,129	0,128	0,125	0,124	0,123	0,123	0,124	0,126	0,127	0,129	0,131
IRL	:	:	:	:	:	0,080	0,082	0,083	0,084	0,085	0,085	:
I	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	0,113	0,120	0,125	0,130	0,131	0,132	0,130	0,129	0,133	0,132	0,133	0,133
A	0,180	0,190	0,189	0,200	0,195	0,201	0,197	0,194	0,192	0,191	0,188	0,186
P	0,117	0,116	0,114	0,108	0,103	0,098	0,095	0,092	0,091	0,091	0,091	0,092
FIN	0,065	0,064	0,062	0,060	0,057	0,054	0,051	0,050	0,049	0,048	0,047	0,046
S	0,165	0,157	0,153	0,150	0,147	0,144	0,139	0,137	0,135	0,135	0,131	0,126
UK	0,115	0,115	0,114	0,113	0,114	0,114	0,116	0,116	0,114	0,112	0,110	0,107

Tableau B.11

Indice de Laspeyres pour la main d'oeuvre

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	0,309	0,301	0,288	0,280	0,273	0,268	0,255	0,254	0,246	0,242	0,236	0,230
DK	0,288	0,279	0,272	0,269	0,255	0,246	0,244	0,238	0,228	0,216	0,209	0,203
D	:	0,433	0,364	0,339	0,317	0,302	0,290	0,282	0,274	0,272	0,268	0,257
EL	0,569	0,524	0,531	0,540	0,515	0,491	0,476	0,461	0,457	0,453	0,440	0,428
E	0,456	0,431	0,420	0,404	0,399	0,395	0,396	0,399	0,407	0,381	0,344	0,344
F	0,429	0,412	0,395	0,374	0,363	0,354	0,345	0,336	0,330	0,324	0,318	0,312
IRL	0,591	0,528	0,523	0,508	0,492	0,467	0,468	0,432	0,421	0,386	0,375	0,350
I	0,602	0,592	0,573	0,525	0,500	0,481	0,459	0,446	0,427	0,400	0,390	0,392
L	0,276	0,267	0,256	0,250	0,238	0,228	0,219	0,213	0,210	0,206	0,199	0,196
NL	0,296	0,304	0,307	0,303	0,295	0,289	0,296	0,296	0,290	0,289	0,289	0,279
A	0,450	0,443	0,433	0,423	0,405	0,388	0,375	0,373	0,369	0,366	0,357	0,351
P	0,656	0,607	0,557	0,508	0,498	0,488	0,462	0,436	0,410	0,384	0,388	0,380
FIN	0,923	0,896	0,884	0,845	0,809	0,774	0,757	0,740	0,703	0,669	0,603	0,585
S	0,230	0,223	0,219	0,219	0,215	0,208	0,201	0,194	0,186	0,176	0,169	0,162
UK	0,327	0,322	0,316	0,312	0,305	0,298	0,293	0,289	0,285	0,275	0,258	0,253

Tableau B.12

Indice de Laspeyres pour la consommation intermédiaire

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	0,498	0,546	0,545	0,561	0,610	0,643	0,603	0,599	0,610	0,591	0,539	0,544
DK	0,651	0,637	0,632	0,642	0,629	0,627	0,632	0,649	0,655	0,653	0,646	0,643
D	:	0,557	0,528	0,544	0,548	0,545	0,547	0,561	0,574	0,573	0,575	0,575
EL	:	:	:	:	:	0,418	0,418	0,410	0,412	0,401	0,400	0,392
E	0,487	0,486	0,483	0,463	0,475	0,490	0,508	0,524	0,520	:	:	:
F	0,506	0,518	0,525	0,510	0,515	0,523	0,531	0,538	0,551	0,553	0,554	0,545
IRL	0,390	0,395	0,399	0,415	0,435	0,453	0,447	0,435	0,464	0,477	0,471	0,480
I	0,371	0,379	0,369	0,357	0,347	0,345	0,341	0,333	0,333	0,331	0,328	0,326
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	0,592	0,600	0,602	0,594	0,585	0,579	0,583	0,583	0,586	0,596	0,592	0,579
A	0,401	0,406	0,398	0,405	0,403	0,411	0,418	0,429	0,428	0,440	0,417	0,417
P	0,416	0,439	0,431	0,432	0,428	0,413	0,442	0,423	0,429	0,474	0,459	0,453
FIN	0,167	0,149	0,151	0,157	0,149	0,173	0,170	0,169	0,168	0,175	0,176	0,169
S	0,707	0,631	0,577	0,618	0,642	0,647	0,658	0,645	0,652	0,640	0,647	0,647
UK	0,550	0,557	0,558	0,561	0,572	0,588	0,591	0,591	0,584	0,576	0,550	0,548

Tableau B.13

Indice de Laspeyres pour l'ensemble (capital, main d'oeuvre, consommation intermédiaire)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
DK	1,077	1,048	1,035	1,040	1,011	1,000	1,002	1,013	1,007	0,992	0,978	0,964
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	1,053	1,027	1,015	0,978	0,987	1,000	1,020	1,040	1,047	:	:	:
F	1,065	1,059	1,047	1,009	1,001	1,000	0,999	0,999	1,006	1,003	1,000	0,988
IRL	:	:	:	:	:	1,000	0,997	0,950	0,969	0,948	0,931	:
I	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	1,001	1,024	1,034	1,027	1,011	1,000	1,009	1,007	1,010	1,017	1,013	0,990
A	1,031	1,040	1,020	1,028	1,003	1,000	0,990	0,996	0,989	0,996	0,961	0,953
P	1,189	1,161	1,102	1,049	1,029	1,000	0,998	0,950	0,929	0,949	0,938	0,925
FIN	1,154	1,110	1,097	1,062	1,014	1,000	0,978	0,959	0,920	0,891	0,825	0,799
S	1,103	1,012	0,950	0,986	1,004	1,000	0,998	0,976	0,972	0,951	0,947	0,936
UK	0,993	0,994	0,987	0,986	0,991	1,000	1,000	0,997	0,983	0,964	0,917	0,907

Tableau B.14

Indice de Paasche pour le capital

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
DK	0,111	0,117	0,118	0,120	0,124	0,127	0,127	0,124	0,128	0,132	0,131	0,134
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	0,111	0,112	0,110	0,112	0,111	0,115	0,114	0,112	0,111	:	:	:
F	0,114	0,117	0,119	0,123	0,126	0,123	0,123	0,123	0,124	0,126	0,125	0,126
IRL	:	:	:	:	:	0,080	0,080	0,082	0,081	0,081	0,081	:
I	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	0,137	0,132	0,128	0,129	0,130	0,132	0,128	0,129	0,128	0,129	0,127	0,128
A	0,178	0,180	0,186	0,187	0,193	0,201	0,207	0,212	0,213	0,211	0,216	0,219
P	0,072	0,068	0,077	0,084	0,092	0,098	0,101	0,100	0,102	0,100	0,116	0,115
FIN	0,050	0,049	0,057	0,056	0,062	0,054	0,065	0,087	0,104	0,117	0,115	0,128
S	0,113	0,127	0,134	0,136	0,140	0,144	0,142	0,144	0,144	0,147	0,147	0,147
UK	0,123	0,118	0,114	0,114	0,114	0,114	0,113	0,116	0,123	0,126	0,129	0,129

Tableau B.15

Indice de Paasche pour la main d'oeuvre

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	0,220	0,240	0,252	0,272	0,273	0,268	0,293	0,303	0,312	0,318	0,310	0,311
DK	0,202	0,208	0,220	0,216	0,232	0,246	0,242	0,246	0,253	0,272	0,274	0,279
D	:	0,261	0,257	0,272	0,282	0,302	0,299	0,286	0,285	0,278	0,290	0,303
EL	:	:	:	:	:	0,491	0,511	0,546	0,555	0,568	0,565	0,573
E	0,357	0,378	0,383	0,414	0,407	0,395	0,384	0,386	0,385	0,398	0,439	0,428
F	0,304	0,312	0,329	0,355	0,352	0,354	0,347	0,349	0,360	0,369	0,372	0,374
IRL	0,425	0,450	0,461	0,465	0,463	0,467	0,468	0,511	0,511	0,534	0,541	0,570
I	0,408	0,410	0,437	0,462	0,481	0,481	0,491	0,507	0,514	0,531	0,533	0,525
L	0,176	0,188	0,197	0,210	0,219	0,228	0,239	0,237	0,233	0,302	0,309	0,307
NL	0,282	0,275	0,277	0,281	0,288	0,289	0,293	0,294	0,302	0,307	0,312	0,318
A	0,338	0,339	0,348	0,347	0,362	0,388	0,377	0,366	0,391	0,388	0,398	0,401
P	0,406	0,440	0,452	0,501	0,480	0,488	0,490	0,523	0,552	0,559	0,562	0,570
FIN	0,633	0,669	0,644	0,675	0,701	0,774	0,752	0,677	0,650	0,621	0,689	0,676
S	0,181	0,204	0,219	0,205	0,205	0,208	0,211	0,221	0,226	0,238	0,241	0,243
UK	0,274	0,284	0,295	0,294	0,304	0,298	0,298	0,318	0,344	0,368	0,399	0,404

Tableau B.16

Indice de Paasche pour la consommation intermédiaire

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	0,857	0,761	0,761	0,718	0,666	0,643	0,680	0,670	0,656	0,674	0,761	0,763
DK	0,619	0,633	0,630	0,628	0,634	0,627	0,629	0,617	0,613	0,608	0,622	0,630
D	:	0,490	0,559	0,543	0,547	0,545	0,554	0,559	0,548	0,553	0,549	0,549
EL	:	:	:	:	:	0,418	0,416	0,409	0,403	0,407	0,427	0,442
E	0,485	0,485	0,493	0,496	0,495	0,490	0,482	0,464	0,460	0,458	0,468	0,460
F	0,529	0,519	0,508	0,512	0,520	0,523	0,531	0,528	0,512	0,504	0,506	0,515
IRL	0,451	0,472	0,462	0,456	0,453	0,453	0,456	0,461	0,444	0,449	0,461	0,460
I	0,313	0,309	0,301	0,320	0,326	0,345	0,356	0,358	0,363	0,371	0,380	0,386
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	0,580	0,570	0,562	0,563	0,570	0,579	0,570	0,570	0,561	0,548	0,548	0,565
A	0,461	0,447	0,451	0,443	0,444	0,411	0,426	0,425	0,408	0,405	0,427	0,429
P	0,367	0,352	0,379	0,369	0,399	0,413	0,411	0,430	0,427	0,408	0,403	0,410
FIN	0,191	0,192	0,226	0,220	0,235	0,173	0,205	0,278	0,325	0,354	0,356	0,389
S	0,613	0,659	0,703	0,674	0,651	0,647	0,648	0,659	0,659	0,669	0,671	0,682
UK	0,614	0,606	0,605	0,607	0,592	0,588	0,589	0,570	0,552	0,547	0,569	0,575

Tableau B.17

Indice de Paasche pour l'ensemble (capital, main d'oeuvre, consommation intermédiaire)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
DK	0,932	0,958	0,968	0,963	0,990	1,000	0,998	0,987	0,994	1,012	1,027	1,042
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	0,953	0,974	0,986	1,021	1,013	1,000	0,980	0,962	0,956	:	:	:
F	0,946	0,948	0,956	0,990	0,999	1,000	1,001	1,001	0,995	0,999	1,002	1,015
IRL	:	:	:	:	:	1,000	1,003	1,054	1,035	1,064	1,083	:
I	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	0,999	0,977	0,968	0,974	0,989	1,000	0,991	0,992	0,991	0,984	0,987	1,011
A	0,976	0,966	0,985	0,976	0,998	1,000	1,010	1,003	1,012	1,005	1,041	1,049
P	0,845	0,860	0,908	0,954	0,971	1,000	1,002	1,053	1,081	1,067	1,080	1,095
FIN	0,874	0,910	0,927	0,951	0,998	1,000	1,022	1,041	1,078	1,093	1,160	1,192
S	0,908	0,991	1,056	1,015	0,997	1,000	1,002	1,025	1,029	1,053	1,059	1,072
UK	1,011	1,008	1,014	1,015	1,009	1,000	1,000	1,004	1,019	1,041	1,096	1,109

Tableau B.18

Indice de Fischer pour l'ensemble (capital, main d'oeuvre, consommation intermédiaire)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
DK	1,109	1,075	1,056	1,055	1,019	1,000	1,002	1,006	0,989	0,965	0,953	0,935
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	1,042	1,022	1,015	0,985	0,993	1,000	1,017	1,035	1,043	:	:	:
F	1,079	1,066	1,048	1,011	1,000	1,000	1,000	0,998	1,001	0,997	0,996	0,987
IRL	:	:	:	:	:	1,000	1,001	0,966	0,984	0,968	0,957	:
I	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	0,981	1,010	1,025	1,022	1,009	1,000	1,008	1,005	1,008	1,009	1,007	0,989
A	1,031	1,042	1,022	1,032	1,006	1,000	0,988	0,991	0,982	0,988	0,955	0,948
P	1,203	1,199	1,132	1,076	1,037	1,000	0,991	0,954	0,936	0,953	0,929	0,920
FIN	1,095	1,062	1,010	0,999	0,942	1,000	0,934	0,861	0,814	0,793	0,758	0,729
S	1,136	1,046	0,992	1,013	1,014	1,000	0,990	0,966	0,956	0,932	0,921	0,906
UK	1,003	1,003	0,998	0,997	0,995	1,000	1,001	0,991	0,968	0,945	0,903	0,891

Tableau B.19

Productivité Multi-Factorielle (Ratio des tables B.1 à B.18)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (p)
B	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
DK	90,1	91,8	88,9	95,7	96,2	100,0	100,1	101,4	105,7	106,6	106,8	109,6
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	113,0	114,3	113,0	112,6	110,4	100,0	124,8	129,4	131,2	:	:	:
F	89,6	88,9	96,6	96,2	97,9	100,0	103,5	105,2	107,2	109,9	109,3	106,9
IRL	:	:	:	:	:	100,0	103,1	105,2	105,7	105,2	106,7	:
I	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NL	95,2	94,5	95,5	96,6	98,8	100,0	98,6	96,3	100,5	103,8	104,0	103,3
A	99,0	98,8	97,0	96,3	101,8	100,0	99,6	102,1	108,3	110,8	108,1	110,2
P	94,7	100,3	97,3	95,2	100,5	100,0	107,0	106,2	106,1	118,0	114,8	114,5
FIN	99,2	92,7	92,4	97,3	104,1	100,0	108,6	120,6	119,3	124,4	138,1	141,2
S	92,6	90,6	87,0	94,5	94,2	100,0	104,5	109,5	105,6	111,6	112,4	114,2
UK	98,5	100,4	101,4	99,0	100,3	100,0	99,4	101,6	104,4	107,8	108,7	103,6

Cette publication présente une analyse de l'évolution du revenu de l'activité agricole en 2001 par rapport à 2000 ainsi que pour la période 1991 à 2001. Les données publiées sont les dernières estimations disponibles des Comptes économiques de l'agriculture (CEA) et de la Statistique du volume de la main d'œuvre envoyées par les États membres et un certain nombre de pays candidats. L'évolution des trois indicateurs du revenu de l'activité agricole en 2001 est présentée et analysée au niveau de l'Union européenne dans son ensemble dans le chapitre 1, puis est désagrégée par État membre dans le chapitre 2. Les mêmes indicateurs du revenu de l'activité agricole sont présentés et analysés pour certains des pays candidats dans le chapitre 3. L'analyse pour les États membres est accompagnée d'une analyse de la productivité agricole dans le chapitre 4.